

**ESSAI SUR LES CAUSES
DE LA CRIMINALITÉ ACTUELLE EN ÉGYPTÉ**

ÉTUDE CRITIQUE D'ÉTIOLOGIE CRIMINELLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC POUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le vendredi 15 mars 1929, à 2 heures.

PAR

Mohamed EL KOLALY

ANCIEN MEMBRE DU PARQUET ÉGYPTIEN

Président : M. DONNEDIEU DE VABRES, professeur.
Suffragants { MM. HUGUENEY, professeur.
MAUNIER, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

1929

ESSAI SUR LES CAUSES
DE LA CRIMINALITÉ ACTUELLE EN ÉGYPTÉ

ÉTUDE CRITIQUE D'ÉTIOLOGIE CRIMINELLE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

**ESSAI SUR LES CAUSES
DE LA CRIMINALITÉ ACTUELLE EN ÉGYPTÉ**

ÉTUDE CRITIQUE D'ÉTIOLOGIE CRIMINELLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC POUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le vendredi 15 mars 1929, à 2 heures

PAR

Mohamed EL KOLALY

ANCIEN MEMBRE DU PARQUET ÉGYPTIEN

Président : M. DONNEDIEU DE VABRES, professeur.
Suffragants { MM. HUGUENEY, professeur.
MAUNIER, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (3^e ARR^t)

1929

*20132



INTRODUCTION

Quand on jette un regard sur les statistiques criminelles de l'Égypte depuis le début du siècle actuel et même avant, en remontant à la nouvelle organisation de la justice criminelle en 1883, on constate une accélération rapide dans la marche de la criminalité qui étonne et inquiète, d'autant plus que tout observateur impartial est obligé de reconnaître les progrès incessants et de tout ordre que, dans la même brève période, ce pays a su réaliser dans son évolution sociale. Il est un fait indéniable, c'est que le nombre et l'importance des crimes d'un côté, et l'effectif de l'armée des délinquants d'autre part ont depuis une quarantaine d'années, marqué une tendance ascendante. Certes au cours de cette période, il y avait eu quelques répit et même parfois quelques reculs dans l'activité criminelle, mais celle-ci n'a jamais tardé longtemps de reprendre son allure précédente avec une vigueur en quelque sorte renouvelée. Quand la fièvre diminue de quelques dixièmes, on ne peut se flatter de triompher du mal, si par ailleurs les phénomènes morbides réapparaissent.

Cette augmentation a été active soit dans les crimes,

soit dans les délits. Pendant les vingt-six dernières années, le nombre des crimes a plus que quintuplé (6.785 en 1925-1926 contre 1.290 en 1900). En ce qui concerne les délits, la recrudescence malgré les nombreuses lois qui ont créé de nouveaux délits, n'a pas été si puissante : de 44.692 en 1900 leur nombre ne passe qu'à 155.257, c'est-à-dire un peu plus du triple.

Pour être juste il ne faut pas oublier que de nouvelles dispositions ont créé de nouvelles infractions et étendu la portée de certaines qui étaient anciennement plus limitées ; d'un autre côté, la population du pays a augmenté. Il était bon que ces remarques soient faites, mais, avouons-le, l'influence de ces deux facteurs sur l'accroissement des crimes et délits a été insignifiante. Nous reviendrons sur ces points là, au cours de notre travail. Pour l'instant remarquons seulement que l'accroissement inquiétant existe précisément dans des différentes catégories de crimes et délits dont les lois pénales n'ont pas modifié la matière et d'autre part que le chiffre de la population a à peine doublé. Ce qu'il y a de plus triste à reconnaître c'est que les crimes les plus odieux n'ont pas cessé d'augmenter. L'homicide, la tentative d'homicide, les incendies criminels, les empoisonnements de bestiaux, les destructions de récoltes et d'autres attentats aussi graves, se multiplient avec ténacité. Il est vrai que les méfaits de brigandage qui avaient terrorisé certaines de nos régions au seuil du xix^e siècle et même au lendemain de la nouvelle organisation des tribunaux répressifs et de la promulgation des nouveaux codes criminels et encore une fois en 1889 et 1890, il est vrai que ces actes de

banditisme ont fait leur temps et à l'heure actuelle le brigandage n'est plus qu'un triste souvenir. Mais il est aussi indéniable que la criminalité n'a pas seulement augmenté au point de vue numérique, le côté qualitatif est encore plus inquiétant. D'autres crimes non moins graves que le brigandage, présentent encore une figure odieuse dans la genèse de la criminalité actuelle.

Les efforts du Gouvernement n'ont pas négligé cette grave question de la lutte contre le crime. Dès l'institution du nouveau régime pour la répression criminelle, on a introduit de nombreuses réformes et à certains moments on a appliqué des mesures draconiennes. Ainsi des réformes ont été introduites dans le Code pénal (sur-sis, sentence indéterminée pour les criminels d'habitude en 1908, lois prohibant le port d'armes, vagabondage des adultes ou des enfants, etc.), et les prisons ont été organisées avec le plus grand soin au point de vue de l'hygiène, du travail, et de l'instruction morale, etc. En un mot on a introduit toute une série de nouvelles institutions établies dans les autres pays civilisés. De plus des mesures exceptionnelles en vue d'intimidation, du moins on l'espérait, avaient été appliquées à certains moments en 1884 et en 1909.

Or, malgré les unes ou les autres, la criminalité ne s'est pas arrêtée, narguant tous ces moyens de défense.

Il y avait de quoi dérouter les réformateurs les plus convaincus, et on peut se demander s'ils n'auraient pas oublié certains points principaux du problème. Les hommes de gouvernement, en effet, qui s'occupent de quelque manière que ce soit de lutter contre la criminalité

ont chez nous, d'ailleurs comme partout, une confiance absolue dans l'efficacité de la peine ; et tous leurs efforts ont pris ce principe pour point de départ. Le résultat naturel d'un tel regard superficiel qui ne voit que les symptômes apparents, est que le mal persiste et progresse malgré ces remèdes maladroits. Il faut ajouter que les études criminologiques n'éveillent qu'une attention distraite. Tous ceux qui s'intéressent aux sciences criminelles en Égypte, limitent leurs recherches presque entièrement aux travaux juridiques. Les études d'anthropologie et de sociologie criminelle sont en Égypte des matières peu répandues, en dehors d'un petit groupe de spécialistes qui pourtant, ne s'en occupent qu'incidemment. Or pour prescrire un remède efficace, il faut descendre aux fonds des choses, étudier soigneusement le malade, la base de toute thérapeutique se trouve dans le diagnostic. Pour pouvoir éliminer le phénomène pathologique du crime, on doit d'abord porter toute son attention sur sa genèse, c'est-à-dire rechercher les causes. Certes, nous n'avons pas l'espoir qu'on puisse un jour extirper toute espèce de criminalité. Cet espoir serait trop chimérique. Mais nous pensons qu'on pourrait restreindre grandement le champ des infractions et surtout diminuer le nombre des crimes les plus atroces et les plus sanglants.

C'est inspiré par cet espoir, les yeux tournés vers ce but idéal, lointain il est vrai, mais non inaccessible pourtant, que nous avons entrepris ce travail ainsi que les longues et minutieuses recherches et la nombreuse documentation qu'il comporte. Les connaissances pratiques et expérimentales que nous avons pu acquérir pen-

dant la période que nous avons passée au Parquet nous ont permis de voir de très près sur le fait les phénomènes les plus intéressants et les plus différents de la criminalité dans les différentes régions en Égypte ; et c'est cela qui nous encourage à entreprendre cette lourde tâche d'étude.

Il est certainement inutile d'avouer la complexité du sujet ; le crime en effet est le produit de mouvements individuels et d'influences sociales. L'analyse des éléments qui le composent exige la perspicacité du psychologue et la documentation du statisticien ; c'est-à-dire qu'elle peut rebuter de hautes compétences auprès desquelles nous ne pourrions faire valoir que notre vif désir d'apporter, à la bibliographie criminaliste, notre contribution modeste, mais très convaincue.

Nous aurons atteint en grande partie le but que nous nous sommes assigné, si nous avons réussi à attirer l'attention des esprits d'élite qui s'intéressent à ces questions, sur certains points négligés jusqu'à ce jour et sur les remèdes que comporte la situation actuelle.

L'Égypte, dont l'antique civilisation renaît miraculeusement comme on voit renaître après des siècles le grain endormi dans la tombe des Pharaons, l'Égypte n'est pas seulement la terre légendaire, promise aux yeux émerveillés des peuples nomades millénaires et le berceau des grandes réputations, comme l'a dit Napoléon, elle est aussi une page vivante de l'histoire des évolutions du monde, un sol propice aux études scientifiques de droit pénal par les couches successives qu'ont laissées les

invasions et qui offrent des types si divers d'hommes et partant des contrastes si curieux des délinquants.

Nous y trouvons en effet un *experimentum crucis*, suivant l'expression de Bacon, un de ces cas privilégiés où les rapports de causes à effet apparaissent avec une évidence particulière. Sur ce terrain qu'il faudrait explorer nous espérons, l'ayant signalé et délimité, attirer la curiosité de quelques savants spécialistes, qui pourraient y découvrir des éléments capables d'enrichir le domaine des sciences criminelles.

Notre tâche a été, comme nous l'avons remarqué, d'autant plus difficile que les études antérieures systématiques faisaient à peu près défaut. En effet, en dehors des travaux de M. Caloyanni sur les délinquants d'habitudes et sur les jeunes délinquants, une étude de M. Maunier et de quelques traits rapides esquissés au début de leurs cours par certains professeurs de droit pénal à la Faculté du Caire, on ne trouve que quelques articles sur certains points particuliers, ou quelques articles sans méthode dans la presse quotidienne sur la sécurité publique.

Cette remarque faite, nous devons faire quelques remarques sur les sources officielles auxquelles nous puiserons nos renseignements :

a) D'abord les rapports annuels du conseiller judiciaire de 1898 jusqu'à 1915 sur la justice en Égypte dont il consacre une partie à la criminalité. Ces rapports de caractère officiel s'appliquent le plus souvent à comparer les chiffres des différentes années pour justifier ou expliquer la situation dans une année donnée. Ils contiennent de nombreuses répétitions et même quelques

contradictions. Le procureur général adressait aussi des rapports dont le conseiller judiciaire reproduisait les passages intéressants. Depuis 1916 le conseiller judiciaire n'a plus produit de rapports.

b) En second lieu, les statistiques criminelles. Celles-là seront notre première ressource. Tout d'abord les statistiques criminelles publiées chaque année par le Ministère de la Justice dans l'« Annuaire des statistiques judiciaires ».

Le système de statistiques criminelles a été modifié du tout à tout au commencement de l'année 1906. Jusqu'à cette date, le Procureur général était chargé de les recueillir, et il était d'usage de les publier en appendices à un rapport séparé qu'il faisait paraître. Il y avait aussi les statistiques publiées par le Directeur général des Prisons, dans ses rapports pour 1904 et 1905 sur la condamnation prononcée contre toutes les personnes écrouées durant l'année. Nulles statistiques de ce genre n'existaient au Ministère de la Justice.

Aussitôt qu'on s'était mis à l'étude de la question il était apparu clairement que toutes les statistiques devaient être centralisées dans un seul bureau, et l'on a cru préférable de les centraliser plutôt au Ministère de la Justice qu'au bureau du Procureur général.

Des états statistiques sont envoyés chaque mois par les différents parquets. Ces états sont rédigés minutieusement dans les parquets sous le contrôle du membre chef du Parquet. Les données sont compilées au bureau des statistiques au Ministère de la Justice et à la fin de l'année elles sont publiées avec les travaux

de la justice civile, les travaux des juridictions chariehs et enfin ceux des juridictions mixtes dans un seul rapport qui porte le nom de : « Annuaire statistique judiciaire ».

Les statistiques criminelles comprennent : *a*) les travaux des Parquets ; et *b*) les travaux des juges de renvoi et des tribunaux répressifs.

Certaines modifications ont été introduites depuis la nouvelle institution en 1906. Aujourd'hui ces statistiques font l'objet de 39 tableaux dont 15 présentent les travaux des Parquets et les restes ceux des tribunaux.

Les travaux des Parquets paraissent sous trois têtes principales : 1° les dénonciations ; 2° les infractions réelles, c'est-à-dire présentées aux tribunaux ou classées provisoirement ; 3° affaires classées provisoirement.

Les travaux des tribunaux comprennent : 1° le travail du juge de renvoi ; 2° travail des cours d'assises ; 3° travail des tribunaux sommaires ; 4° travail des tribunaux de markaz ; 5° travail des tribunaux cantonaux ; 6° appel et cassation.

Les détails de ces têtes principales comprennent un ou plusieurs tableaux suivant les cas.

Il existe d'autres statistiques établies chaque année par le Ministère de l'Intérieur et qui visent surtout les crimes dont elles donnent le nombre. Elles sont un peu différentes des premières, ayant pour base la qualification de l'infraction d'après le jugement en dernier ressort de l'affaire, tandis que les premières statistiques, en décomptant le nombre des infractions, le font suivant la dernière qualification qui leur est donnée par le Parquet avant qu'il soit dessaisi par l'évocation de l'action publique

devant les tribunaux. Certes, le système adopté par le Ministère de l'Intérieur est plus logique, mais d'abord ses statistiques n'entrent pas dans les différents détails et puis elles ne sont pas publiées. De plus nous nous référons plus volontiers aux statistiques dressées par les Parquets et publiées par le Ministère de la Justice. Pourtant la différence entre les deux systèmes n'est pas primordiale comme nous le verrons. Si le Parquet qualifie quelquefois de crimes, des infractions qui seront considérées postérieurement par la cour d'assise par exemple comme de simples délits, il ne faut pas oublier qu'il n'est pas rare par contre qu'un délit, suivant l'étiquette du Parquet, se transforme par suite en crime.

Néanmoins nous ne manquerons pas de recourir, le cas échéant, aux statistiques du Ministère de l'Intérieur (1).

Cette observation faite, voici quelques remarques indispensables sur les statistiques judiciaires.

Ces statistiques présentent plusieurs lacunes ; nous les signalerons au fur et à mesure que nous les rencontrerons. Il nous a fallu nous livrer à de multiples compilations et à des calculs compliqués pour parer à ces omissions. Nous les avons examinés dès leur institution en 1892 (2), mais notre étude s'occupera d'analyser prin-

(1) Nous nous faisons un devoir à ce propos de reconnaître l'aide précieuse que nous a fournie le rapport d'Elkeissy pacha où nous avons puisé d'utiles renseignements.

(2) Les statistiques établies avant cette année sont tout à fait sujettes à caution.

ciipalement les données des dernières années et particulièrement de la période postérieure aux hostilités.

Pour évaluer l'état de la criminalité annuelle, nous avons choisi pour base de numération le nombre des infractions portées au rôle des tribunaux ou classées par le Parquet. On aurait pu préférer pour base le nombre des dénonciations ou celui des jugements rendus par les tribunaux pendant l'année, comme l'ont fait plusieurs auteurs qui ont traité de sujets semblables et que nous aurons l'occasion de rencontrer. Mais en Égypte, les fausses dénonciations sont si nombreuses qu'elles enlèvent toute valeur au chiffre global des dénonciations annuelles. Quant aux affaires jugées, elles ne représentent pas toute la criminalité d'une année. Le nombre des affaires classées est si énorme qu'il arrive pour certains crimes, et pas des moindres, à 60 % et même plus (1). Cependant ces chiffres nous rendront service à d'autres points de vue.

c) Enfin certaines statistiques de l'Administration des Prisons viendront éclairer notre étude.

En dehors de ces rapports et statistiques qui ont été publiés nous devons à l'obligeance de plusieurs hautes personnalités du Ministère de la Justice et du Ministère de l'Intérieur la communication de plusieurs rapports officiels et de certaines notes et documents spéciaux qui nous fourniront des renseignements précieux.

(1) Voir *supra*.

LIMITATION DE NOTRE SUJET

La question que nous posons se définit par le titre même de notre étude. Nous voulons chercher les sources de la criminalité. Pour emprunter des termes à la médecine nous voulons faire le diagnostic de la criminalité en Égypte, mettre le doigt sur les points noirs de cette pathologie de crime et indiquer leur provenance. La cause de la maladie une fois découverte, le remède à prescrire sera plus facile à se dégager.

Quant aux remèdes à appliquer, nous ne nous en occuperons qu'incidemment. Leur discussion complète est trop vaste pour les ajouter à notre sujet déjà compliqué.

Un autre point que nous devons fixer, c'est le genre de criminalité qui fera l'objet de notre étude. Ce qui nous occupera c'est la criminalité de droit commun. La criminalité politique, militaire ou administrative reste par conséquent en dehors de notre cadre.

Enfin nous nous attacherons exclusivement aux crimes et délits. Les contraventions ont peu d'importance. Nous avons d'autres infractions plus graves à envisager.

NOTRE SYSTÈME

Notre étude a pour but principal la criminalité en Égypte. Nous ne nous attarderons pas à discuter les divergences théoriques. Notre critique visera avant tout le côté pratique. Mais avant d'aborder le vif de notre étude nous avons estimé utile de faire un rapide exposé des

doctrines sur l'étiologie criminelle en général pour les avoir présentes devant nos yeux, et attirer l'attention sur l'utilité de ces études théoriques pour la recherche d'une solution. Aussi jugeant que nous aurons à plusieurs reprises à nous référer à ces études des maîtres, il nous a semblé préférable de les grouper à part. Nous n'entendons pas, cela va sans dire, donner ainsi un exposé complet sur l'étiologie criminelle.

Donc, dans une première partie assez brève, qui comprendra un chapitre, nous ferons rapidement cet exposé théorique. Puis dans la deuxième partie nous étudierons notre sujet principal concernant l'Égypte.

PREMIÈRE PARTIE

APERÇU THÉORIQUE SUR LES CAUSES DES CRIMES

Rechercher les causes des crimes n'est pas une tâche facile. C'est un problème des plus compliqués, et aussi difficile à résoudre que tous ceux qui, dans le domaine social, ont rapport à la notion de causalité. Or, dans la lutte que la société engage contre la criminalité, cette question d'origine devient d'une première importance pour s'avancer en pleine lumière.

Autrefois, on n'envisageait que le délit dans sa forme objective sans analyser les causes qui l'avaient déterminé. L'œuvre du criminaliste, dit M. Garraud, consistait à distinguer avec soin, finesse et simplicité, le vol, l'escroquerie, la tentative, la complicité. « Il semblait donc qu'un bon juriste pouvait être par cela même, et par cela seul, un bon criminaliste » (1).

Sur ce sujet, deux courants ont partagé les sciences pénales : la doctrine spiritualiste et la doctrine positive.

(1) GARRAUD, *Traité du droit pénal*, t. I, p. 8.

A. — LA DOCTRINE SPIRITUALISTE

Cette doctrine, appelée aussi classique, dont les premiers chefs furent Beccaria et Carrara, ne s'occupait guère de l'influence des facteurs internes ou externes sur l'individu.

Pour elle, l'homme est libre et son for est responsable de ses agissements, bons ou mauvais. La cause essentielle du crime réside dans un fiat du libre arbitre. Les circonstances qui entourent l'individu ont peu d'effet sur son vouloir ; leur action n'étant que tout à fait secondaire, l'homme normal pour eux — l'anormal était la rarissime exception — peut toujours les éviter s'il le veut.

L'homme doué d'une lucidité naturelle a le choix entre deux alternatives : rester honnête ou devenir un malfaiteur. S'il commet une offense à la paix publique, il ne faut pas chercher ailleurs l'origine de sa faute. La cause du délit réside dans son vouloir. Par conséquent, il est fautif et par là coupable. La peine est le seul remède, la seule réponse à la cause du délit.

Il était naturel qu'avec cette conception on ne se soit pas occupé de rechercher les causes du délit.

Cette théorie correspondait, en effet, aux idées alors prépondérantes sur le libre arbitre. La liberté est tout ou rien, puisque toute atteinte à la liberté rendait l'homme non libre.

« Le libre arbitre, dit M. Saleilles (1), est le pouvoir

(1) SALEILLES, *L'individualisation de la peine*, p. 55.

de choisir également entre deux partis, tout en étant, bien entendu, inspiré par des motifs entre lesquels le choix doit se faire, mais sans être déterminé, ni conditionné, par eux, sans que l'impulsion vienne d'un état de subjectivité préalable, autrement que d'un acte souverain de liberté. Le libre arbitre, c'est comme un acte de création souveraine, par lequel le moi, avant chaque volition à prendre vient décider en maître en dehors de toute pression qui s'impose. »

Et comme on admettait la liberté de l'individu de choisir entre deux projets différents, s'il accomplit un de ces projets, c'est qu'il l'a voulu librement. A quoi bon, alors, prendre en considération les individualités ou tenir compte du milieu ou des circonstances qui l'entourent ?

Mais cette conception qu'on se faisait du crime était une chimère, un anachronisme que démentaient les faits de la vie journalière.

Faire du crime une entité abstraite survenue au hasard, prouve simplement qu'on oublie le tourbillon de la vie. Accepter cette notion, ce serait oublier que l'homme est un être sensible, qu'il est le produit des générations passées, lesquelles lui ont laissé chacune son empreinte, l'ambiance qui l'enveloppe et l'éducation mauvaise ou bonne qu'il a reçue, et que ses jugements lui sont fournis par les perceptions qu'il reçoit du monde externe et par les idées qui lui viennent de ses aïeux, de son entourage, et de sa culture.

« L'homme se croit libre, dit M. Roux », et c'est de bonne foi qu'il se considère comme maître de la détermination à laquelle il conforme ses actes. Mais cette

croissance est une chimère. Sans qu'il s'en doute et à son insu, l'individu se détermine, parce qu'il considère ou juge comme préférable pour lui, il se décide par impressions extérieures qui agissent sur ses sens, ou par des pensées qui assaillent son cerveau et actionnent sa volonté. Alors que dans son orgueil il se croit maître de ses actes, il est la victime de ses sens et l'esclave de ses idées (1).

Cette conception spiritualiste, qui a fait la base des législations pénales, dominait jusqu'au milieu du XIX^e siècle. Les militants de cette doctrine se renfermaient dans leurs déductions purement logiques et leurs travaux étaient presque exclusivement juridiques. Ils s'occupaient surtout de l'adoucissement de la peine et du sort des condamnés. Mais ils ne s'attardaient pas à remonter le courant pour chercher la provenance du mal. Un criminaliste classique ne pourrait nous expliquer pourquoi l'homicide se commet dans tel ou tel endroit plus que dans l'autre, comment il arrive que dans une certaine année le taux de tel ou tel crime s'élève tandis que le taux d'un autre baisse. Il ne pourrait nous donner aucune réponse ni nous indiquer un autre remède que la peine, parce que sa science ne s'est même pas posé ces problèmes ou qu'elle leur a donné une réponse aussi facile que peu scientifique. C'est-à-dire qu'il a admis comme postulat implicite, qu'il dépend de la libre volonté de commettre ou de ne point commettre de crimes, de les commettre d'une façon ou d'une autre et en plus ou

(1) Roux, *Répression et prévention*, p. 54.

moins grand nombre. Et c'est ainsi que s'est atrophiée toute autre étude sur les causes naturelles de ce phénomène social (1).

Or la criminalité débordait de plus en plus et ces conceptions purement théoriques étaient impuissantes à trouver dans l'ensemble de ses prévisions le moindre remède à ce fléau toujours plus menaçant.

Il devait donc naturellement se produire un mouvement scientifique qui étudierait le crime à la lumière des faits réels en écartant résolument les hypothèses et les êtres abstraits.

B. — LA DOCTRINE POSITIVE

La nouvelle tendance positive appliquée par Claude Bernard à la physiologie humaine et empruntée par A. Comte, Spencer, Wund et d'autres pour l'étude morale et psychologique de l'homme, n'a pas tardé d'influencer les sciences sociales en général et particulièrement celles qui touchent de plus près la vie générale de chaque jour, c'est-à-dire l'économie politique et le droit pénal.

On s'est donc mis à étudier la pathologie sociale dans ses manifestations criminelles. De là est née la doctrine criminelle positive dont l'objet principal consiste à étudier la genèse naturelle du délit, soit chez les délinquants, soit dans le milieu où ils vivent pour approprier aux causes

(1) FERRI, *Sociologie criminelle*, p. 15.

différentes, des remèdes différents (1). Et c'est ainsi que le problème de l'étiologie criminelle surgit.

Remarquons, pour être justes, que ce problème avait déjà attiré dans une mesure partielle l'attention de certains savants anciens, des statisticiens, des phrénologistes, etc., qui le traitaient à plusieurs points de vue, surtout au point de vue psychologique. Il suffit de rappeler ici les noms de Quételet et Guerry d'une part, de Gall, Pinel et Grollmann, etc., de l'autre (2).

On avait déjà fait d'intéressantes observations sur les causes des crimes qu'on ramenait à la cupidité, à la vengeance, à la jalousie, passions qui sont les moteurs de l'activité humaine (3).

Mais l'étiologie criminelle n'a pu trouver le droit de cité parmi les autres sciences qu'avec la doctrine positive.

Selon cette doctrine, l'observation a démontré que, semblables aux phénomènes naturels, les phénomènes sociaux sont gouvernés par des lois qui en règlent la succession et la coexistence et qu'ils s'enchaînent entre eux par des rapports de cause à effet. Mais, par suite de l'infinité des conditions variées qui entrent en jeu il est très délicat de fixer exactement et scientifiquement la nature de ces lois.

Le crime, comme tous les phénomènes sociaux, est déterminé par des causes variées qui agissent sur la volonté de l'individu, causes internes si elles tiennent à

(1) FERRI, *op. cit.*, p. 2.

(2) J. VAN KAN, *Les causes économiques de la criminalité*, p. 3.

(3) GARRAUD, *Traité théorique et pratique du droit pénal français*, I, p. 30.

sa constitution physiopsychique, causes externes si elles proviennent du milieu qui l'entoure.

Aujourd'hui c'est une vérité banale, comme le dit M. Garraud, que dans l'appréciation de la criminalité, comme dans l'appréciation de tout phénomène social, il faut considérer deux facteurs, l'individu et le milieu.

Voilà le point de vue de cette doctrine.

Mais les partisans de cette doctrine sont loin d'être d'accord sur le rôle que joue chacun de ces facteurs différents. D'où la subdivision en des écoles nombreuses dont les plus importantes sont : 1° l'école italienne ; 2° l'école du milieu ; 3° l'école socialiste.

1. — L'école italienne ou anthropologique.

Cette école appelée en Italie Nova Scuola « del dimitto penal » a eu Césaire Lombroso pour promoteur. La voie qu'elle a suivie lui avait été déjà ouverte par des recherches scientifiques extrêmement importantes sur le terrain de l'anthropologie, de la psychologie et de la sociologie en général.

Les représentants les plus célèbres de cette école sont Lombroso, Ferri et Garofalo.

Ces auteurs, quoique en désaccord sur des points divers et de première importance, professent tous un principe essentiel qui les unit, à savoir qu'une anomalie somatique est indispensable pour que le crime se produise.

L'homme qui se trouve dans des conditions entièrement normales n'est point capable de tomber dans le

crime, l'anomalie est la condition *sine qua non* de la criminalité, et sans elle tous les autres facteurs, quelle que soit leur nature, demeurent sans effet. « Non, s'écrie Ferri, en réponse à Manouvrier qui soutenait que l'homme est criminel né comme le chien est né nageur, et qu'il est toujours capable de commettre un crime, un individu qui n'a pas la disposition au crime pourra, dans des circonstances extrêmement défavorables, arriver à la folie plus ou moins passionnelle, ou encore au suicide ; mais il ne deviendra jamais un scélérat. Ne devient pas fou qui le veut, et de même, ne devient pas criminel qui veut. »

LOMBROSO, dans les premières éditions de son livre célèbre « L'homme criminel », consacrait presque entièrement ses recherches aux causes anthropologiques du crime. Mais sous l'aiguillon de la critique il a ensuite accordé beaucoup plus d'attention aux causes sociales.

Et dans son dernier ouvrage « Le Crime », il commence par déclarer que tout crime a pour origine des causes multiples ; « et si très souvent, elles s'enchaînent et se confondent, nous ne devons pas moins les considérer chacune isolément, comme cela se pratique pour tous les phénomènes humains auxquels on ne peut presque jamais assigner une cause unique sans relations avec d'autres » (1).

Les causes peuvent bien se multiplier mais elles ne commencent à produire leurs effets qu'après et moyennant la présence du facteur biologique, cause primordiale du crime.

(1) LOMBROSO, *Le crime ; causes et remèdes*, p. 1.

Pour lui, le criminel a un penchant naturel vers le crime, qui fait de lui un type à part, différent de l'homme honnête. Ce penchant naturel, Lombroso l'expliquait d'abord par une sorte *d'atavisme* humain, moral et physique. « Le crime c'est le retour à la barbarie de nos ancêtres. » L'homme primitif tel qu'il est sorti de l'animalité, « était dépourvu de toute action morale, par suite d'une conformation cérébrale spéciale et de la nécessité de lutter pour la vie ». C'est l'atavisme qui fait revivre chez les criminels des sociétés modernes les instincts de l'homme préhistorique, et de ceux aussi de l'homme du moyen âge.

Ainsi le criminel paraîtrait comme un sauvage égaré dans la société moderne, une triste épave du passé (1).

Ce type criminel, on peut le reconnaître à des signes anatomiques et physiologiques. L'homme criminel diffère essentiellement de l'homme honnête. Lombroso, au Congrès de Rome, signalait trente anomalies anatomiques sur les crânes des malfaiteurs, et il signale encore un grand nombre sur d'autres parties du corps. Tous les membres, tous les organes, toutes les fonctions du criminel-né, présentent, suivant Lombroso, des anomalies ; ses dents, ses yeux, ses mâchoires, ses bras, ses

(1) Cet atavisme est emprunté à une hypothèse de Darwin. « Dans l'humanité, dit Darwin, il se peut que des mauvaises dispositions qui, à l'occasion et sans cause assignable, reparaissent dans les familles, soient peut-être des retours vers un état sauvage dont nous ne sommes pas éloignés par un nombre bien grand de générations » (cité par PROAL, *Le crime et la peine*, p. 19).

main, son nez, ses oreilles offrent des caractères particuliers, ses urines mêmes ont des anomalies (1).

Lombroso ne distinguait pas entre les différentes catégories des criminels. Il généralisait ce type à tous les malfaiteurs. Il semble n'avoir été hanté que par le type des crimes de violence et surtout par les assassinats.

Cette généralisation ne pouvait résister aux critiques (2) qui assaillaient une théorie aussi absolue, et bientôt les militants de la théorie durent distinguer entre les différentes catégories de délinquants. C'est Ferri surtout qui a fait la fameuse classification des criminels.

L'atavisme, proposé par Lombroso comme explication de cette prédisposition criminelle, parut une proposition dangereuse qui aurait pour résultat de paralyser la société devant le crime. On l'abandonna pour chercher un appui successivement dans l'épilepsie et la dégénérescence. Mais une explication satisfaisante restait toujours très difficile à trouver.

Quoiqu'il en soit du mode d'explication, le principe resta toujours le même. Le criminel a des prédispositions naturelles vers le crime qui en constituent la cause déterminante.

Cette prédisposition est ordinairement innée ; mais pourtant elle peut être acquise ; mais alors la possibilité de l'acquérir est derechef congénitale (3).

(1) *Le crime et la peine*, p. 61.

(2) Voir par exemple TARDE, *Criminalité comparée*, pp. 9 et suiv.

(3) Voir *Actes du 1^{er} Congrès d'anthropologie*, p. 71 : « Dans les criminels d'occasion aussi, il faut une cause individuelle, une anomalie de constitution organique et psychique ».

Consacrant ses premières études à son type criminel, Lombroso, comme nous l'avons remarqué, négligeait les facteurs sociaux. On lui fit ce reproche lors du Congrès de Bruxelles (Voir actes du III^e Congrès, pp. 334 et s.). Dans son dernier ouvrage déjà cité, il a consacré une étude plus ample à ces facteurs, et c'est dans cette source que nous puisons ses vues relatives à ce sujet. [On lui reproche d'avoir entassé trop de matières sans ordre dans cet ouvrage, à force de vouloir trop analyser la nature des causes, même secondaires, il a erré dans ses raisonnements et ses résultats, ce qui lui a valu l'observation piquante de Ferri : « Lombroso est un homme de génie mais il manque de talent ». Voir J. Van Kan, pp. 58-59.]

Commençant par traiter de l'influence de la civilisation, il trouve qu'elle ne diminue pas le nombre des crimes. Elle a ses crimes à elle qui sont encore plus nombreux quoique moins atroces.

L'état primitif, en émoussant la sensibilité morale, diminue l'horreur de l'homicide qui est souvent admiré comme un acte héroïque. La vengeance y devient un devoir, les manies religieuses, la démonomanie, et les folies par imitation y sont des éléments de violence sanguinaire. Mais d'autre part, les liens de famille y sont plus forts, l'excitation sexuelle, les folies de l'ambition beaucoup moindres, et par suite, l'infanticide, le parricide et les vols sont moins fréquents.

Dans son évolution sociale, l'homme a créé deux types de civilisation, le type de civilisation à base de violence et la civilisation où la ruse et la tromperie remplacent la force.

Ces deux types contradictoires se manifestent aussi dans la criminalité. D'une part la *criminalité atavique*, qui est un retour de quelques individus à constitution morbide aux moyens violents de lutte pour la vie, que la civilisation a désormais supprimés, tels que l'homicide, le vol à main armée et le viol. D'autre part la *criminalité évolutive*, qui n'est pas moins perverse dans les intentions mais bien plus civilisée dans les moyens, car à la force et à la violence, elle substitue la ruse et la fraude (1).

Cette vérité, pour en donner une preuve, apparaît dans la nature des crimes des riches et de ceux des pauvres, et dans la comparaison de la criminalité urbaine et la criminalité rurale.

D'abord la criminalité chez les riches est frauduleuse, tandis qu'elle est violente chez les pauvres. La cause est facile à dégager : c'est que les classes aisées représentent ce qui est moderne, alors que les classes pauvres représentent dans les sentiments et dans les pensées un passé relativement lointain (2).

Plus significative encore est la comparaison entre la criminalité urbaine et la criminalité rurale. La première se ressent davantage de la civilisation. « Les crimes des campagnes, dit-il, sont sauvages, féroces, et ont pour origine la cupidité et la brutale satisfaction sensuelle, etc. » (3).

Dans les villes prédominent la paresse, les vices charnels et raffinés et le faux.

(1) *Le crime, op. cit.*, p. 53.

(2) *Le crime, op. cit.*, p. 62.

(3) *Le crime, op. cit.*, p. 88.

Par des chiffres qu'il emprunte à Lacassagne (nous les verrons plus tard) et à d'autres, il constate, dans les villes, une élévation de la criminalité contre les propriétés et les mœurs, et au contraire un abaissement dans la criminalité de sang ; dans les campagnes, le mouvement est inverse.

Et il appuie ses vues par une étude sur les principales capitales d'Europe.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

La situation économique ne paraît à ses yeux que d'une action restreinte sur l'état de la criminalité.

A ce propos, il parle : (a) de l'alimentation, puis (b) de la richesse et de l'indigence.

(a) Des statistiques qu'il emprunte à Oettingen en Prusse (pour la durée de 1854 à 1859) et aussi à Starke (de 1854 à 1878), à Corre pour la France (de 1843 à 1883), à Rossi pour l'Italie (de 1875 à 1883), il résulte que la courbe des délits contre les propriétés (sauf certains écarts pour l'incendie), suit presque régulièrement les changements des prix des denrées, alors que les crimes contre les personnes suivent une marche inverse ou demeurent indifférents à ces contingences (1). « L'influence en cas de la hausse du prix paraît principalement dans les vols ». Il conclut en outre, que la disette ou la famine dépriment la vigueur sexuelle tandis que l'abon-

(1) *Le crime*, op. cit., pp. 90 et suiv.

dance l'excite, et pendant que le besoin d'alimentation pousse au vol, son abondance détourne du vol et pousse au viol.

Mais tout en faisant ces observations, il finit par dire que l'influence de l'alimentation sur la variation de l'ensemble de la criminalité reste minime, car, si un groupe de délits augmente dans une condition alimentaire donnée, un autre groupe diminue et vice versa.

Et il remarque que la proportion des délits dus à la privation, à la vraie misère, est plus réduite qu'on ne le croit généralement (1).

Mais il semble bien ne voir dans la misère « que le synonyme de faim ». C'est une erreur qu'on commet souvent que d'envisager la misère à cet étroit point de vue. Si l'on considère la longue et douloureuse misère, qui commence au berceau et ne finit qu'au bague, on verra qu'elle mine à la longue le caractère, et affaiblit l'appréhension du crime, pour l'étouffer ensuite (2).

Quant à l'alternative que la misère, ou pour employer ses termes, la privation d'alimentation, produit dans la genèse des crimes, il est erroné d'en conclure la non-influence de la situation d'alimentation sur la criminalité. Si le chiffre numérique est moindre dans les crimes contre les personnes et contrebalancé par un surcroît dans les crimes contre les propriétés, il n'en ressort pas moins que l'état d'alimentation a influencé la criminalité, et que cet état doit être pris en considération quand on cherche les causes des crimes pour y remédier.

(1) *Le crime, op. cit.*, p. 99.

(2) COLAJANNI, cité par J. VAN KAN, p. 68.

(b) Quant à l'influence de la richesse sur la criminalité, l'auteur signale la complexité du problème, à cause des difficultés que l'on trouve à estimer la richesse d'après des indices sérieux.

Il trouve insuffisants les critères proposés par d'autres, tels que les taxes et les désœuvirements. Il trouve qu'un critérium plus exact pourrait se trouver dans « les journées de salaires équivalentes au prix annuel des aliments d'un individu », ce qui du reste se rapproche beaucoup de ses études sur l'alimentation.

Mais en effet, il apporte à ce critérium tant d'exceptions qu'il finit par diminuer son importance.

Voici ses principales conclusions :

1° L'excès de travail en rapport avec le minimum de salaire, c'est-à-dire avec une plus grande dénutrition, a une correspondance certaine avec l'homicide, et même, dans une moindre mesure, avec les coups et blessures.

2° La marche des crimes contre les bonnes mœurs est en sens inverse.

3° Son influence est tout à fait nulle sur le vol.

Il pense aussi que le nombre des déposants dans les caisses d'épargne pourrait offrir un critérium plus certain sur la véritable richesse « parce que, dit-il, il donne la mesure de ce qui en est la source principale, la prévoyance et l'économie ». Des statistiques empruntées à Coghlan sur les différents pays d'Europe, il déduit que les homicides vont en ligne inverse du nombre des *livrets* pendant que le contraire se produit pour le vol (1).

(1) *Le crime*, op. cit., pp. 147 et suiv.

Mais ce critérium ne vaut pas davantage que le précédent. D'abord, comme l'observe d'ailleurs Lombroso lui-même, et c'est une objection générale, les comparaisons de la criminalité internationale doivent être accueillies avec les plus grandes réserves, à cause des diverses conditions morales et législatives des différents pays.

Mais outre cette objection générale, la base de sa comparaison est loin d'être solide, et il le remarque aussi lui-même. Le goût de l'épargne n'a pas toujours la même cause dans tous les pays. Il en donne l'exemple suivant (qui suffit à lui seul pour ruiner ce critérium) qu'en Italie l'augmentation de l'épargne est bien plus un effet de l'économie et de l'inhibition, que d'une véritable richesse, tandis qu'en France, du moins dans beaucoup de régions industrielles, l'épargne y est l'indice d'une richesse si puissante qu'elle déborde bien souvent dans la rapide spéculation (1).

De plus, le D^r Corre montre que l'épargne mitigée seule exerce une influence bienfaisante sur la criminalité et sur la moralité en général. Au contraire, quand elle devient exagérée, l'épargne est le signe de trop d'avidité, elle excite au crime et à la déprimante limitation du nombre d'enfants, comme en Normandie où le fait est tangible (2).

Mais cette question de l'état de richesse résolue, quelle est l'influence de la richesse sur la criminalité ?

Il remarque d'abord, à bon droit, que la criminalité n'est pas toujours un produit de la misère. La richesse

(1) *Le crime, op. cit.*, p. 152.

(2) J. VAN KAN, p. 72.

est tantôt un frein, tantôt un aiguillon du crime, tout comme l'instruction et la civilisation.

Ainsi la richesse croissante, acquise rapidement et qui n'est pas contrebalancée par un caractère élevé ou par une haute conception d'idéal religieux, politique ou moral est nuisible au lieu d'être avantageuse. Spencer disait que la richesse pouvait, selon la bonté ou la perversité du caractère d'un peuple, le conduire au vice ou à la vertu.

La richesse d'ailleurs, a ses crimes à elle. La misère pousse à dérober les choses indispensables à la vie, ainsi aux attaques contre les propriétés. Elle (la misère) pousse aux abus d'alcool, refuge de tant de malheureux, et par là aux crimes brutaux soit directement, soit indirectement par la dégénérescence que les victimes de ces tares transmettent malheureusement à leurs descendants. Aussi, elle entraîne aux crimes contre les mœurs. Le besoin de satisfaire les instincts sexuels, la promiscuité précoce dans les fabriques et dans les mines poussent les individus miséreux à la prostitution et à d'autres actes semblables.

Mais la richesse, à son tour, est une source de dégénérescence, pour d'autres causes telles que la syphilis, l'épuisement, etc. ; elle pousse au crime aussi par ses vanités. En outre, là où la richesse absolue est plus grande, elle est toujours accumulée en peu de mains, si bien qu'il se forme à ses côtés, une grande pauvreté, rendue plus sensible par le contraste et qui favorisera les tendances aux actes délictueux et fournira plus d'occasions pour le crime.

Comme conclusion, il trouve que le besoin pousse le pauvre à un nombre très limité de crimes, tandis que la

richesse trop grande, au lieu d'être un préventif, devient une source beaucoup plus féconde de criminalité (1).

Il n'y a là qu'une simple affirmation qui paraît exagérée et qui ne s'appuie sur aucune base ni sur aucune preuve. C'est une vérité banale que les criminels se recrutent principalement dans les classes pauvres. Nous aurons l'occasion de le voir prochainement.

FERRI.

FERRI, tout en restant fidèle au principe d'une anomalie anthropologique, n'oublie pas les facteurs physiques et donne un rôle très important aux facteurs sociaux, particulièrement aux facteurs économiques.

Pour lui, le facteur biologique du crime est quelque chose de spécifique, qu'on n'a pas encore déterminé, une anomalie biologique, qu'il qualifie, pour lui donner un nom plutôt que pour en déterminer la nature, de *névrose criminelle*.

C'est cette anomalie biologique, spécifique, qui, sur le terrain de la race et du tempérament, se distingue de toute autre forme d'anomalie, ou de pathologie ou dégénérescence, et qui détermine précisément le crime effectif quand elle se trouve dans un milieu donné, physique et social, offrant à la prédisposition de l'individu les occasions et les moyens de se traduire en actes (2).

Les facteurs sociaux sont à ses yeux très actifs et il

(1) *Le crime, op. cit.*, pp. 137 et 138.

(2) FERRI, *Sociologie criminelle*, p. 125.

leur consacre une étude très ample. Il a exalté leur importance à tel point qu'on a pensé à le prendre pour un partisan de l'école socialiste de l'étiologie criminelle (1).

Le rôle de chacune de ces catégories de facteurs est différent.

Demande-t-on, dit-il, si les facteurs anthropologiques sont, absolument parlant, plus ou moins puissants que les facteurs physiques ou les facteurs sociaux. C'est là, un problème insoluble parce qu'il est mal posé. C'est comme si l'on demandait lequel, de l'atmosphère ou du cœur, contribue davantage à la vie d'un mammifère (2). Mais en regardant les différentes catégories des crimes ou des criminels, ajoute-t-il, on pourrait y répondre.

Il divise les criminels en criminels fous, criminels nés, criminels habituels ou par habitude acquise, criminels d'occasion et criminels par passion. Ces criminels ne doivent pas leur déchéance criminelle à une cause unique, générale à tous.

L'influence respective des facteurs biologiques ou des facteurs sociaux — (ce sont les deux plus importants, les facteurs physiques sont d'une influence moindre) — est différente suivant la catégorie des crimes ou des criminels.

Ainsi les facteurs sociaux prédominent dans la criminalité contre les propriétés tandis que les facteurs biologiques l'emportent dans les attentats contre les personnes.

Et même dans les différentes variétés de la même catégorie des délits, le rôle principal est joué tantôt par les

(1) J. VAN KAN, *op. cit.*, p. 78.

(2) FERRI, *op. cit.*, p. 212.

uns et tantôt par les autres. Si nous prenons le vol, par exemple, nous remarquons que l'influence du milieu social est plus grande dans le vol simple commis par occasion ou par habitude acquise, mais elle est bien moindre dans les vols accompagnés de violence où prédomine l'influence du facteur biologique (1).

Mais si l'on envisage la criminalité d'un pays pendant une longue durée, les fluctuations de la criminalité nous paraissent en connexion principale avec les facteurs sociaux et au premier rang parmi eux, avec les facteurs économiques. Cela est dû naturellement à l'instabilité de ces derniers facteurs.

En effet les changements des facteurs anthropologiques (sexe, âge, etc.) sont trop faibles pour influencer les taux annuels des crimes.

Aussi les facteurs physiques, leurs oscillations examinées sur une longue durée, sont, d'une façon générale, plutôt réguliers. Leurs changements ne sont pas assez considérables pour qu'on puisse les rendre responsables des variations constatées dans les statistiques criminelles.

Puis, pénétrant dans les détails des facteurs sociaux, il les étudie en analysant les statistiques criminelles de plusieurs pays.

Mais d'abord il retient l'influence de la civilisation sur la criminalité.

Comme cela se passe dans le domaine biologique, toute évolution progressive de l'ordre social dans un certain sens, a pour corollaire un recul dans un autre sens. De

(1) FERRI, *Sociologie criminelle*, p. 82.

même que le génie est le produit sublime d'une dégénérescence biologique, et qu'il est accompagné de manifestations inférieures (impulsivité, aboulie, manque d'équilibre, affectivité obtuse, etc.), de même la civilisation, à côté des manifestations les plus lumineuses du progrès humain, nous montre les produits toxiques de la criminalité spéciale qui lui est propre (suicide, folie, etc.) (1).

Elle n'efface pas la criminalité ; elle la transpose des formes matérielles de la violence aux formes astucieuses et reptiliennes. La cupidité y devient le premier motif du délit, d'où l'augmentation des délits contre les propriétés. Les crimes sanglants baissent d'une façon générale, bien que par ailleurs, à cause de la névrosité extrême produit de l'alcoolisme ou de la dégénérescence, ils abondent dans les villes.

Cette évolution des formes de la criminalité se vérifie aussi dans un même pays, d'une province à l'autre, suivant que le progrès social est plus ou moins avancé.

Puis, de ses études sur les statistiques auxquelles nous nous sommes référés plus haut il arrive à certaines conclusions dont voici les plus importantes :

1° Les crimes graves, les homicides par exemple, sont relativement stationnaires, ils sont sujets à des variations moindres si on les compare à l'augmentation constante des délits de moindre gravité. Cela tient à ce que les crimes graves, l'homicide ou le vol avec violence, par exemple, proviennent principalement des facteurs biologiques ; et il est évident que les dispositions congénitales

(1) FERRI, p. 196.

des individus et les passions humaines ne peuvent varier si profondément et si souvent, à moins qu'il ne se produise des perturbations météoriques ou sociales extraordinaires.

2° Dans l'état actuel de la civilisation, c'est-à-dire avec les organisations sociales existantes, une loi constante gouverne la marche montante ou descendante des crimes. La voici :

« Dans la criminalité de tous les pays, on observe une alternance dans le mouvement annuel des attentats contre les propriétés et ceux dirigés contre les personnes, telle que, dans l'année où les uns augmentent, les autres diminuent et vice versa » (1). Cela tient à ce que les facteurs généraux les plus efficaces et les plus variables (abondance des récoltes et douceur de la température) qui font diminuer les attentats contre les propriétés, augmentent le nombre des délits sanglants et sexuels.

Y a-t-il en cela un retour à l'ancienne idée de Quetelet qui se résume ainsi : « Il y a un impôt qui est payé chaque année plus ponctuellement que tous les autres, et c'est l'impôt du crime » ? Nullement. Si Ferri admet l'alternative des deux sortes de criminalité, il ne dit pas qu'elles se produisent avec la même force, c'est-à-dire qu'à telle augmentation correspond une diminution égale en nombre dans l'autre catégorie. L'alternative existe mais sa force dépend des circonstances.

3° Il faut distinguer d'une part les oscillations particulières plus ou moins prolongées, et d'autre part la

(1) FERRI, p. 217.

direction constante du mouvement général de la criminalité. Les premières dépendent des perturbations annuelles de tel ou tel facteur plus efficace, et plus variable des délits les plus nombreux, tels que les crises industrielles ou politiques, l'abondance ou l'insuffisance des récoltes. La seconde est déterminée par les conditions fondamentales, tant physiques ou sociales, dans lesquelles se trouve chaque pays (1).

4° Il est inexact de dire, comme beaucoup d'auteurs le professent, que l'accroissement de la population est responsable, dans une certaine mesure, de l'augmentation de la criminalité, même pour une courte durée. En effet l'accroissement de la population est dû principalement, sinon exclusivement, à l'excédent des naissances sur le nombre des décès. Or les naissances augmentent la population d'un contingent qui n'ajoute rien à la criminalité d'un pays du moins comme sujet actif, pendant les dix ou quinze premières années ; tandis que les décès enlèvent bien des individus de tous les âges, mais en plus grand nombre parmi ceux de l'âge où l'homme peut commettre en effet des délits (2).

5° Enfin il soumet la progression de la criminalité à une autre loi qu'il appelle *loi de saturation*. Cette loi n'est autre chose que la répétition de son idée, qu'il répète à toute occasion, savoir que la criminalité est le produit du concours des facteurs individuels, physiques et sociaux. Voici cette loi :

« Comme dans un volume d'eau donné, à une tem-

(1) FERRI, p. 218.

(2) FERRI, *op. cit.*, p. 228.

pérature donnée, se dissout une quantité déterminée d'une substance chimique, pas un atome de plus, et pas un de moins, de même dans un milieu social donné, avec des conditions individuelles et physiques données, il se commet un nombre déterminé de délits, pas un de plus pas un de moins » (1).

Cette loi à laquelle il prétend se référer souvent, ne nous avance en rien, et si elle permet, sur le terrain de la théorie, de vives discussions, au point de vue pratique elle n'a ni effet ni utilité.

Il ne cache pas la multitude énorme des causes physiques ou psychiques et l'innombrable variété des conditions du milieu. D'où l'impossibilité d'obtenir une mesure du niveau de la criminalité. A quoi nous sert-elle alors, cette belle nomenclature de *loi de saturation* ?

*

* *

GAROFALO est le troisième maître de l'école italienne ; il se sépare des deux premiers sur plusieurs points.

Pour lui, le crime reste toujours, en dernière analyse, la résultante d'une anomalie individuelle qui prédispose au méfait. Mais, pour lui, cette anomalie n'est qu'une déviation naturelle ou innée du sentiment moral.

Le crime, en entendant le crime naturel et non celui créé par le législateur, est la violation nuisible du sens moral commun. Ce sens moral a une double expression : le sentiment de pitié, dont la violation constitue un délit

(1) FERRI, *op. cit.*, p. 230.

contre la personne, et le sentiment de probité dont la méconnaissance fait un délit contre la propriété.

Le sens moral commun est l'ensemble des sentiments moraux propres à la majeure partie d'une société déterminée.

La déviation du sens moral est plus ou moins reconnaissable à des signes extérieurs. Quant à son explication il trouve que l'atavisme, la dégénérescence ou d'autres prétextes sont insuffisants ; et il préfère accepter le phénomène tel qu'il se produit sans chercher à l'expliquer.

Il ne méconnaît pas le rôle des facteurs externes (1), mais quelle importance leur réserve-t-il ?

Il traite successivement l'influence de la situation économique (la richesse et la misère) et de la civilisation. Remarquons que dans ses argumentations il était préoccupé de répondre au socialisme.

1° La misère, pour lui, n'a pas cette prépondérance exagérée qu'on lui attribue souvent. Combien de voleurs sont amenés au crime par la faim ? Tolstoï, dit-il, ayant visité à Moscou un grand nombre d'habitations pauvres ne trouva qu'une seule femme malade qui disait ne pas avoir mangé depuis deux jours (2).

Il estime que, dans les conditions de la vie normale, presque tous les hommes de bonne volonté trouvent du travail, et s'ils ont le malheur de n'en pas trouver, presque toujours dans leur entourage immédiat quelque main bienfaitrice leur sera tendue. Et d'ailleurs, ajoute-t-il,

(1) GAROFALO, *La criminologie* (1888), pp. 105 et suiv.

(2) TOLSTOÏ, *Que faire*, cité par GAROFALO, *op. cit.* (1888), p. 147.

celui qui vole un morceau de pain, pour assouvir sa faim, sera-t-il traité de voleur ?

Sans doute, la pauvreté absolue existe, mais comme la cause en est toujours le manque de courage et d'activité, ce qui en résulte, c'est d'ordinaire la mendicité et non pas le crime qui nécessite un certain effort dont les gens épuisés par les souffrances sont dépourvus.

Voilà donc comment il raisonne.

Mais l'erreur de Garofalo, comme tant d'autres, est toujours d'interpréter la misère dans le sens étroit de *faim*, et d'un dénûment absolu. La misère a un domaine plus triste et plus vaste. L'observation en a été déjà faite lorsque nous avons exposé la théorie de Lombroso. Il paraît inutile de la répéter ici.

Quant au manque de travail, les exemples de tous les jours nous attestent qu'il ne dépend pas principalement de la volonté des chômeurs. Les conséquences des mauvaises situations économiques en sont la principale cause.

Et même, en comprenant la misère dans son sens étroit, la mendicité et le vagabondage auxquels elle conduit, ne sont-ils pas le premier pas vers le délit ? Prins appelle le vagabondage « Le stage du crime ».

Continuant son argumentation, il remarque que ce n'est pas la misère qui pousse au crime. C'est la cupidité associée à une déviation du *sens d'équité*. Ce n'est pas l'aiguillon de la faim qui détermine au crime, c'est plutôt l'impossibilité de se procurer les plaisirs dont on voit jouir les favoris de la fortune (1).

(1) GAROFALO, *La Criminologie*, p. 148.

Or cette cupidité n'est pas le privilège d'une catégorie. Elle existe chez tous les hommes, dans toutes les classes pauvres ou riches, à un degré plus ou moins grand. Celui qui possède un million de capital envie celui qui a un million de revenu ; il pourra éprouver un sentiment de cupidité semblable à celui du pauvre ouvrier par rapport à son patron ; et dans les deux cas, la cupidité pourra pousser à des actes louches et criminels.

En effet, ajoute-t-il, le prolétariat est une condition sociale, tout comme les conditions qui lui sont supérieures. Le manque absolu de capital ou des premières nécessités n'a rien d'anormal à ses yeux. Cet état de pauvreté ne devient une gêne que pour ceux qui ont des désirs disproportionnés avec leur situation modeste. Or une gêne semblable peut exister dans la classe des capitalistes. Celle-ci a, au contraire, des désirs croissants et ses ambitions ne trouvent pas toujours satisfaction dans les moyens honnêtes (1).

Nous ne contestons pas cette vérité, relevée par Garofalo, que la richesse pourrait contribuer au crime. Mais il va de soi que les besoins économiques immédiats, c'est-à-dire les premiers besoins de la vie, étreignent beaucoup plus les malheureux qui en sont dépourvus, que les personnes aisées qui n'ont pas le souci de leur subsistance.

Enfin il admet que le vol se commet surtout dans les classes les plus basses de la société ; mais, remarque-t-il, il est contrebalancé par les faux, par les banqueroutes, par les concussions des classes supérieures. Ces actions

(1) GAROFALO, *op. cit.*, 1888, p. 151.

malhonnêtes ne sont en fin de compte que des variétés d'un même délit naturel. Le langage commun qui interprète la conscience publique beaucoup mieux que le vocabulaire légal, range sous une épithète unique tous les délinquants de cette espèce. Il traite de « voleur », aussi bien le malheureux qui vole une montre que le caissier qui détourne les fonds qui lui étaient confiés, aussi bien le commerçant qui a fait une banqueroute frauduleuse, que le maire, le magistrat, le ministre qui vend la justice ou les faveurs de l'État (1).

L'objection précédente trouve sa place ici aussi. Ajoutons qu'en consultant les statistiques, on constate la disproportion entre les chiffres des vols, privilèges des basses classes, et les délits se produisant d'habitude dans les classes aisées.

Mais, en plus de ces arguments tirés de raisonnements logiques, Garofalo a cherché dans les statistiques des éléments pour appuyer ses assertions.

Il s'est attaché à étudier les statistiques italiennes pendant une année, d'abord en 1881, puis dans l'édition suivante de son livre, en 1889. Mais les éléments nécessaires de comparaison, faisant défaut suivant lui sur certains points, il a eu recours à des déductions approximatives pour combler ces lacunes, ce qui amoindrit la valeur de sa preuve arithmétique.

Il fait une comparaison entre les vols, les tentatives de vol et les recels (comme étant la spécialité des prolétaires) d'une part, et entre les corruptions, falsifications de mon-

(1) GAROFALO, *La Criminologie*, 1888, p. 153.

naies et des titres, faux, banqueroutes, fraudes relatives au commerce ou à d'autres affaires — qui seraient l'apanage des gens aisés — d'autre part. Il arrive à montrer que la proportion entre les premiers et les seconds est de 88 à 12.

Puis, d'après le recensement, il estime que les gens absolument privés de capital sont aux propriétaires ce que 10 est à 90.

Ne peut-on conclure de là, dit-il, comme conséquence, que même dans cette espèce de criminalité dont la raison est directement économique, le prolétariat n'a pas une part supérieure aux autres classes ? (1).

Cette argumentation n'est point convaincante. D'abord les statistiques d'une année ne permettent pas de poser une règle générale.

Les facteurs sociaux et économiques diffèrent d'une année à l'autre et pour donner une preuve de quelque poids il faut étudier les statistiques pendant une longue durée.

Mais, même dans les calculs de ses statistiques, il commet de fortes exagérations. L'évaluation du prolétariat est trop élevée. D'autres écrivains non moins autorisés, tels que Marro, évaluent pour la même période les prolétaires et les gens aisés aux chiffres respectifs de 60 et 40 (2), et les calculs de Foranassari (3) concluent que la prospérité dispose au bien et la pauvreté au mal.

De plus l'influence de la misère ne paraît pas seulement dans les vols et ses suites. Elle avilit l'âme et pousse

(1) GAROFALO, *op. cit.*, p. 179.

(2-3) Voir J. VAN KAN, pp. 104 et 124.

à toute sorte d'attentats contre les biens, contre les personnes et contre les mœurs.

Garofalo ne dénie pas le parallélisme qu'il rencontre entre la hausse du prix des vivres d'un côté, et les délits contre la propriété de l'autre. Il répond à l'objection qu'on en tire, que le nombre des délits contre les personnes y correspond en sens inverse. Et il en arrive tout comme Lombroso à conclure que, en fin de compte, la criminalité totale n'est pas modifiée par le prix.

Il résume, ainsi qu'il suit, son avis sur l'influence de la situation économique (1).

a) L'ordre économique actuel, c'est-à-dire la manière dont la richesse est répartie, n'est pas une des causes de la criminalité en général.

b) Les fluctuations qui ont lieu habituellement dans l'ordre économique peuvent amener l'augmentation d'une forme de criminalité, mais qui est compensée par la diminution d'une autre forme. Ce sont donc des causes possibles de criminalité spécifique.

2° Après l'étude de la situation économique, il traite de l'influence de la civilisation et combat la théorie célèbre de M. Poletti. M. Poletti, plein d'optimisme, ne trouve dans l'augmentation de la criminalité actuelle qu'un résultat naturel du progrès social et économique (2).

Cette théorie est combattue par presque tous les auteurs

(1) GAROFALO, 1888, p. 169.

(2) M. Poletti part du principe qu'il y a toujours une proportion entre l'activité malfaisante (crime) et l'activité honnête (commerce, industrie, affaires étrangères). Lorsque cette dernière s'accroît, elle donne nécessairement une impulsion à l'autre, de sorte que l'aug-

et la fausseté en est trop connue pour reproduire dans notre aperçu les critiques dont elle a été l'objet (1).

Garofalo remarque que la civilisation, vu le progrès social, ne pousse pas au crime. Loin de supposer qu'une civilisation plus avancée puisse contribuer à l'accroissement de la criminalité, il faudrait admettre au contraire qu'elle s'oppose à cet accroissement, ou tout au moins qu'elle en diminue le développement habituel.

On peut dire que la civilisation a cet effet heureux de limiter la criminalité à certaines formes spéciales qui deviennent l'industrie ou la profession des classes réfractaires. Il s'ensuit que dans une nation très civilisée, la criminalité est peu répandue et qu'elle est concentrée dans une seule classe. Cela est confirmé par les statistiques des récidivistes (2).

Remarquons enfin que M. Garofalo recommande, pour lutter contre le crime, de relever le sens moral par l'éducation saine, basée sur un enseignement religieux. Ce

mentation numérique de la criminalité ne serait qu'apparente, si elle était en effet proportionnelle au progrès de l'activité honnête.

Faisant une comparaison entre l'accroissement de l'activité criminelle en France pendant la période de 1826 à 1878 et l'accroissement de l'activité productive et conservatrice pendant cette durée, il tire des données statistiques cette conclusion qu'il y a eu un développement prodigieux que l'on peut considérer comme triplé tandis que les énergies destructives ou criminelles ont augmenté dans une proportion moindre, 100 à 254. De sorte qu'on pourrait établir qu'en effet, il n'y a pas eu augmentation dans la criminalité française mais diminution positive.

(1) Voir à cet égard la belle critique savante de TARDE, *Criminalité comparée*, p. 73.

(2) GAROFALO, p. 207.

n'est pas dans les facteurs économiques ou des conditions sociales qu'il faut chercher les mobiles du crime, c'est dans la construction morale.

2. — L'école du milieu ou l'école française.

Cette école a pour chef le D^r Lacassagne qui avait été d'abord partisan de la théorie de Lombroso et qui y renonça pour attribuer la criminalité principalement aux effets du milieu social. L'apparition de cette école a presque coïncidé avec celle de l'école italienne et ses adhérents, qui se recrutent pour la plupart en France, n'ont pas tardé à l'emporter sur l'école italienne (1).

Comme nous l'avons vu dans l'école italienne, les partisans de l'école française diffèrent d'opinion sur plusieurs points de détail ; mais leurs diverses thèses se réfèrent toujours à des facteurs sociaux. Un des maîtres de cette école française est le grand philosophe G. Tarde, dont nous étudierons à part le système à raison de l'importance et de l'originalité de ses conceptions.

(1) Au premier Congrès anthropologique tenu à Rome en 1885, la théorie italienne était à son apogée et M. Fioretti, interprétant l'esprit général du Congrès, se croyait autorisé à dire à M. Lacassagne : « Le type criminel est un fait définitivement acquis à la science, la discussion ne me semble plus possible sur ce point là ». Mais, quatre ans après, au Congrès de Paris, le type criminel fut battu en brèche par les défenseurs de l'école française, et le discours de Manouvrier réduisit Lombroso au mélancolique aveu « qu'il n'y a pas loin du Capitole à la roche tarpéienne » (*Actes du II^e Congrès*, etc., p. 194).

L'école du milieu ne dénie pas toute influence à l'élément individuel. Elle admet l'existence des deux facteurs dans l'étiologie du crime : le facteur individuel et le facteur social (celui-ci comprend, selon le D^r Lacassagne, les facteurs cosmiques et telluriques, qui, eux aussi, font partie du milieu du criminel) (1).

Le facteur individuel n'a qu'une influence tout à fait restreinte. S'il prédomine et si le côté pathologique s'accuse à tel point que son influence soit manifeste, on a alors affaire à un fou et non à un criminel (2).

Mais même cet élément individuel — c'est un point sur lequel insistent certains auteurs — relève pour la plus grande part du milieu social qui se traduit de diverses façons : l'éducation, les privations et les jouissances, les intoxications, le mariage, les suggestions multiples, etc. (3). Les influences du milieu se sont, pour ainsi dire, cristallisées dans l'individu par un long processus de circonstances successives ; elles ont joué le grand rôle de préparation. « A prendre les choses de plus loin, les conditions individuelles ne seraient guère qu'une résultante des conditions du milieu ».

Les signes extérieurs qu'on attribue aux criminels suivant l'école italienne ne sont autre chose que l'empreinte de leurs manières de vivre, de leur misère, de leur éducation et de tant d'autres facteurs qui amènent au changement des fonctions physiques et psychiques (4).

(1) Voir préface à E. LAURENT, *Les habitués des prisons de Paris*, pp. III et V.

(2) Préface à l'ouvrage du D^r E. LAURENT, *Le criminel*, p. VII.

(3) MASSENET, *Quelques causes sociales du crime*.

(4) Voir à cet égard TARDE, *Philosophie pénale*, pp. 255-556.

C'est donc le milieu social et non pas l'atavisme ni une autre disposition organique quelconque qui crée le criminel. « Le milieu social est le bouillon de culture de la criminalité ; le microbe, c'est le criminel, un élément qui n'a d'importance que le jour où il trouve le bouillon qui le fait fermenter » (1).

La pensée de M. Lacassagne se résume nettement dans le fameux aphorisme, qu'il a lancé comme conclusion de ses discours, successivement à Rome, à Paris et à Bruxelles : « Les sociétés n'ont que les criminels qu'elles méritent » (2). Sans aller jusqu'à exposer les recherches de Lacassagne sur les rapports psychiques et physiques des facteurs sociaux avec les organes de l'individu, il nous suffit de relever les constatations concernant l'effet positif et extérieur de certains facteurs sociaux sur la qualité et la quantité de la criminalité.

La complexité des facteurs sociaux et leur nombre très élevé n'en facilitent pas la classification rationnelle ; en tout cas on ne peut naturellement pas s'attendre que nous traitions ici de tous les facteurs sociaux et que nous indiquions les recherches des auteurs sur leur influence. Une telle recherche serait trop vaste et dépasserait les limites de notre aperçu. Pourtant nous aurons l'occasion de nous y référer au fur et à mesure que nous les étudierons par rapport à l'Égypte.

Nous ne nous arrêterons ici que sur certains points qui ont, plus que d'autres, paru mériter notre attention au

(1) LACASSAGNE, *Actes du 1^{er} Congrès*, etc., p. 166.

(2) Cité par VAN KAN, *op. cit.*, p. 153.

cours de cette étude, et dont nous aurons souvent besoin plus tard dans la deuxième partie de cet essai.

1. *L'influence des températures.* — Lacassagne admet une connexion plus ou moins étroite entre les impulsivités criminelles et la marche de la température. Pour lui comme pour Ferri, les crimes contre les personnes augmentent avec la température élevée et atteignent un maximum pendant l'été, tandis que les crimes contre les propriétés prédominent pendant l'hiver où la misère est plus âpre, la consommation d'alcool plus grande et les attentats mieux favorisés par la longueur des nuits.

Lacassagne a fait porter ses recherches sur un grand nombre d'années qu'il a classées sous forme de calendrier. De l'étude de ce calendrier il résulte qu'en France, pays de saisons bien tranchées, la température élève qualitativement la criminalité, c'est-à-dire la dirige particulièrement vers l'attentat de haute intensité, celui qui se traduit par le meurtre et le viol (1).

2. *La criminalité urbaine et la criminalité rurale.* — Le milieu urbain diffère du milieu rural, et il est naturel que leurs criminalités respectives soient différentes.

Le milieu physique des campagnards, formé par le sol, l'air, les eaux, l'alimentation, etc..., ne ressemble en rien à celui des citadins. Il en est de même du moral ; l'homme des champs et celui des cités ont des sentiments, un caractère, un esprit tout différents. Le campagnard est égoïste et vindicatif parce qu'il a peu de relations sociales. Le citadin a des idées plus généreuses ; la vie moderne

(1) D^r E. LAURENT, *L'anthropologie criminelle*, p. 86.

l'occupe et le préoccupe. La criminalité de chacun des deux milieux, rural et urbain, a des traits particuliers et caractéristiques.

Les crimes particuliers à la campagne sont ceux qui révèlent des instincts de sauvagerie, de duplicité, de vengeance, de cupidité, de faux témoignages, d'empoisonnement.

Dans les villes, ce sont surtout l'immoralité, la paresse, les passions vives qui dominent (viols, attentats à la pudeur sur les enfants, coups et blessures graves, rébellions et violences envers les fonctionnaires) (1).

3. *Le facteur économique.* — Son influence est directe et indirecte. Ayant analysé la criminalité en France pendant une durée de 55 ans (de 1825 à 1880). Lacassagne a constaté l'existence d'un rapport intime entre les variations dans la marche des crimes contre la propriété et le changement de la situation économique. En effet, pendant cette durée, on remarque un parallélisme presque absolu entre ces crimes et le prix du froment. Les années dans lesquelles le prix du froment a été élevé marquent une hausse correspondante dans les crimes contre les propriétés. Il remarque à cet égard et à bon droit, que le prix seul ne suffit pas toujours à interpréter fidèlement la situation. Il faut tenir compte d'autres éléments qui viennent faciliter les ravitaillements par d'autres moyens, et mettent ainsi la criminalité en échec malgré le prix élevé du froment. Ainsi, par exemple, en 1855 le prix du

(1) Voir LACASSAGNE, *Criminalité comparée des villes et des campagnes*, pp. 9 et suiv.

blé atteint en France un maximum de 30 francs l'hectolitre, mais les crimes diminuent parce que le gouvernement a pris les dispositions nécessaires pour diminuer les effets de la misère et qu'il y a eu une abondance relative dans la récolte du maïs, du seigle et des pommes de terre (1).

Il constate aussi que la courbe de la production et de la consommation du vin est presque identique à celle des coups et blessures volontaires (2).

Le Dr A. Bournet, grand militant de l'école, va même jusqu'à vouloir démontrer que les fluctuations de certains crimes contre les personnes, dépendent de la situation économique. Il constate qu'en France l'assassinat est surtout influencé par les crises économiques, et qu'il suit une hausse proportionnelle en correspondance. Il est évident que cette affirmation est opposée à l'avis de la majorité des auteurs qui soutiennent que la marche des crimes contre les personnes et surtout des crimes les plus graves, suit une ligne inverse de celle de la misère, conséquence de crises économiques. Il cherche à concilier son idée avec l'avis de la majorité en disant que « l'assassinat, en effet, est un crime de nature double : c'est un crime de sang trouvant presque toujours sa raison d'être dans la cupidité » (3), or, cela est énorme, car l'assassinat est le plus souvent motivé par la vengeance.

(1) LACASSAGNE, *Criminalité comparée des villes et des campagnes*, p. 15.

(2) LACASSAGNE, même ouvrage, p. 16.

(3) BOURNET, *La criminalité en France et en Italie*, pp. 47 et suivantes.

Mais outre ce rapport direct entre les conditions économiques et la criminalité, celles-ci contribuent aussi à celle-là d'une façon indirecte. La misère, suivant Massenet, crée le célibat, et encourage l'alcoolisme, et ces deux facteurs favorisent le crime.

Des statistiques criminelles, il arrive à tirer cette constatation que les célibataires sont dans les crimes contre les personnes 53 contre 38 mariés, et dans les crimes contre les propriétés 53 contre 43.

Puis, il compare le nombre des mariages en France aux prix annuels du blé et en déduit que dans les années où le pain est cher, on se marie peu. Le contraire se remarque dans les années d'opulence.

Il n'a pas donné la proportion du nombre total des célibataires et des mariés pour estimer la proportion de leur contribution relative au crime. Mais pourtant l'action moralisatrice du mariage est une chose évidente.

Quant à la relation de la misère avec l'alcoolisme, son argument est moins convaincant. Il prétend que le travailleur pauvre boit pour mieux travailler, pour se consoler, pour oublier, pour jouir (1), et une fois pris dans cet engrenage, il y est emporté jusqu'à la mort. L'exagération est évidente.

*

* *

(1) LACASSAGNE, Préface à l'ouvrage du D^r Émile LAURENT, *Le criminel, etc.*, p. XI.

TARDE. — Le criminel, suivant Tarde, est — qu'on me passe le mot — un excrément social (1).

Pour lui, des causes d'ordre physiologique, physique et social se font sentir dans la production du crime mais ce sont les dernières qui ont l'influence prépondérante.

1. *Les facteurs physiologiques* ont leurs effets, mais ils reposent sur une base historico-sociale et se trouvent prédominés par l'influence du milieu social.

« Peut-être on naît vicieux, dit-il, mais à coup sûr on devient criminel » (2).

« La psychologie du meurtrier, c'est, au fond, la psychologie de tout le monde, et, pour descendre dans son cœur, il nous suffit de sonder le nôtre... Fréquentez la mauvaise compagnie, laissez grandir en vous démesurément l'orgueil, la vanité, l'envie, la haine, la paresse, fermez votre cœur aux sentiments tendres et ne l'ouvrez qu'aux sensations fortes. Souffrez aussi, aguerrissez-vous dès l'enfance aux coups, aux intempéries, aux tourments physiques, devenez dur au mal, insensible, vous ne tarderez pas à être impitoyable, irascible et vindicatif, vous aurez de la chance si vous ne tuez personne au cours de votre vie. »

Il critique le type criminel de l'école italienne avec une maîtrise savante, comme nous l'avons déjà signalé (3).

2. *Les facteurs physiques*. — Leur rôle est secondaire.

(1) LACASSAGNE, Préface à l'ouvrage du Dr Émile LAURENT, p. xi, *op. cit.*

(2) TARDE, *Philosophie pénale*, 4^e édition, p. 258.

(3) Voir *Philosophie pénale*, pp. 217 et suiv., 4^e édition, et *Criminalité comparée*, pp. 9 et suiv.

Les années les plus chaudes, de même que les provinces méridionales, se signalent par leur fertilité relative en meurtres, assassinats, coups et blessures.

3. *Mais les facteurs sociaux sont les plus puissants.* — Le délit est un acte émané non seulement de l'individu vivant, mais de l'individu personnel, tel que la société sait le créer et sait le faire croître à son image.

Sans doute la criminalité, comme toute autre branche de l'activité sociale, suppose des conditions physiologiques et même physiques. Mais elle s'explique avant tout, dans sa couleur locale comme dans sa force spéciale à chaque temps, dans sa distribution géographique, comme dans sa transformation historique, dans la variation de ses divers mobiles ou la hiérarchie stable de ses divers degrés comme dans la succession de ses procédés changeants, elle s'explique dans tous ces aspects par les lois générales de l'imitation (1).

Cette tendance à l'imitation se répand des classes supérieures dans les classes inférieures. Jadis ce fut l'aristocratie qu'on imitait, aujourd'hui, nous constatons la marche du vice de la capitale, des grandes villes vers les campagnes. L'ivrognerie a débuté comme le privilège d'Homère, des seigneurs du moyen âge, le vagabondage comme celui des pèlerins, l'empoisonnement comme celui de l'ancienne haute noblesse et ainsi de suite.

Il donne un développement long et ingénieux à ces lois d'imitation qu'il applique à la marche des crimes,

(1) Voir *Philosophie pénale* ; aussi TARDE, *L'opinion et la foule*, 4^e édition, p. 160.

TARDE, *Philosophie pénale*, p. 418.

mais nous n'avons pas besoin de le suivre dans ses longues dissertations. Remarquons seulement que ce système est trop exclusif et très exagéré. « Si le besoin d'imitation en particulier, objecte M. A. Bellanger, est une des causes les plus puissantes de l'action démoralisatrice, il reste à savoir en premier lieu comment se produit la faute initiale, celle qui sert d'exemple, et aussi pourquoi l'imitation ne se développe pas partout d'une manière uniforme » (1).

Cette explication de *l'imitation* étant donnée, voyons maintenant ses idées principales sur la criminalité et ses rapports positifs avec les facteurs sociaux particuliers. A cet égard nous parlerons de l'industrie du crime, résultat de la société actuelle, puis de l'influence des facteurs économiques (misère et richesse).

De son savant exposé, nous ne retenons volontairement que ces deux questions, à cause de leur importance.

1° *L'industrie du crime*. — Tarde voit que dans notre société actuelle, la criminalité tend à être une industrie spéciale. Elle se laisse localiser de plus en plus dans certaines classes et devient de plus en plus une carrière. Et comme toute industrie, elle est sujette aux lois générales de l'économie politique sur la production des marchandises.

Il développe cette idée dans un article publié dans la *Revue philosophique* où il essaie de montrer la cause du progrès des crimes. Il remarque que la prospérité de cette industrie criminelle et son développement dépendent,

(1) A. BELLANGER, *Les théories modernes de la criminalité*, p. 10.

comme ceux de toutes les autres industries, de la situation suivante : c'est que le métier rapporte davantage, qu'il coûte moins de le pratiquer, c'est que l'aptitude à exercer ce métier est devenue moins rare et la nécessité de l'exercer plus fréquente.

Or toutes les circonstances se sont réunies, de notre temps, pour favoriser cette industrie de criminalité. Pendant que la qualité et la quantité des choses bonnes à voler ou à escroquer et des plaisirs bons à conquérir par le vol, le viol, l'escroquerie, l'abus de confiance, l'assassinat ont progressé démesurément pendant les derniers temps, les prisons ont été aérées, améliorées sans cesse, au point de vue de la nourriture, du logement, du confort, la clémence des juges et des jurés s'est élargie de jour en jour. Les profits se sont donc accrus et les risques ont diminué, au point que dans nos pays civilisés la profession de voleur à la tire, de vagabond, de faussaire, de banqueroutier, d'assassin même, est une des moins dangereuses et des plus lucratives qu'un paresseux puisse embrasser. En même temps la révolution sociale a multiplié les déclassés, les agités, les vagabonds ; et dans notre société peu charitable ces parasites glissent dans la criminalité (1).

Cette conception théorique, qui tend à faire de la criminalité un métier, est trop générale et pèche par cette généralité même. Si elle est vraie pour les délits à base de cupidité, et encore elle ne l'est pas pour tous, elle ne l'est point en ce qui concerne toutes les autres classes de

(1) *Revue philosophique*, janvier 1883. L'article fut reproduit dans *La criminalité comparée*.

délits issus de la vengeance, de la passion, de l'occasion, etc...

En d'autres termes elle ne s'applique qu'aux criminels récidivistes (criminels d'habitude) et pas aux criminels d'occasion et de passion pour ne pas parler des criminels nés.

2° L'influence de la richesse et de la pauvreté.

L'auteur soutient que ce n'est pas la pauvreté qui, selon Ferri, Turati, Colajanni et d'autres, est la cause sociale principale de la criminalité et particulièrement de celle contre la propriété. Plus correctement faut-il dire que c'est le mécontentement ou l'inassouvissement qui en résultent.

A l'encontre de Garofalo qui constate, statistiques en mains, comme nous l'avons montré, que les riches ont dans la criminalité, proportionnellement une part au moins égale à celle des pauvres, il fait état d'un passage relevé dans le rapport officiel sur les statistiques criminelles de la France de 1887 et tâche de l'expliquer à la lumière de sa thèse d'assouvissement et d'inassouvissement.

Dans ce rapport il est dit que, sur 100.000 habitants, on compte :

20 accusés appartenant à la classe des domestiques ;
12 aux professions libérales, y compris les propriétaires et les rentiers ; 21 au commerce, 26 à l'industrie ; 14 à l'agriculture ; 139 à la classe la plus pauvre.

L'auteur estime que ces résultats, loin d'être discordants, montrent l'existence d'un seul mobile.

Le désir de s'enrichir, dit-il, étant le mobile ordinaire et de plus en plus prépondérant du délit comme le mobile

unique du travail industriel, la possession de la richesse doit éloigner du délit l'homme le plus malhonnête, comme du travail industriel l'homme le plus laborieux, car il est contradictoire de désirer ce qu'on a, si du moins la satisfaction de ce désir n'en a pas été la surexcitation, comme il arrive souvent, mais jusqu'à un certain point seulement et pas toujours. Or dans les milieux d'affaires, où, par suite de l'enfièvrement général, l'enrichissement indéfini plutôt que la richesse même, est le but poursuivi dans ce milieu. La fortune est comme ces liqueurs épicées, qui attisent la soif plus encore qu'elles ne l'apaisent ; de là sans doute, vient à côté de l'agitation de ces milieux, leur délictuosité égale à celle des domestiques. Mais on pourrait poser en principe que là où la richesse est un obstacle à l'affairement, elle est aussi un obstacle au délit ; il en est ainsi parmi les propriétaires ruraux, petits ou grands, parmi les rentiers et même dans la plupart des professions libérales, tout au moins dans celles qui, en France, sont assez peu absorbantes et enfiévrantes ; content de son bien-être relatif, l'homme s'y repose dans un demi-travail intellectuel, artistique plus que mécanique, honorifique plus que vénal, et s'y abstient de moyens délictueux d'obtenir une augmentation de revenus qu'il désire modérément (1).

Ainsi l'inassouvissement peut exister chez les riches comme chez les pauvres. La richesse n'exclut pas toute criminalité puisque le mécontentement peut y exister aussi. Mais comme la misère est l'élément le plus actif

(1) TARDY, *Philosophie pénale*, p. 392.

du mécontentement et d'autant plus actif qu'elle entraîne la privation des choses les plus nécessaires à la vie, il en résulte qu'elle conditionne toujours la plus grande partie de la criminalité.

Rappelons pourtant que Lombroso attribuait à la richesse une contribution aux crimes plus grande qu'à la misère.

3. — L'école socialiste.

Cette école n'est qu'une fraction de l'école du milieu. Pour elle, c'est le facteur économique qui est responsable du crime. L'école du milieu donne un grand rôle aux facteurs économiques, mais elle estime qu'ils ne sont pas les seuls. A côté d'eux, d'autres facteurs du milieu ne sont pas moins puissants : la mauvaise éducation, les maux de la civilisation, la presse, parmi bien d'autres, ont leur influence fâcheuse sur la criminalité.

La différence entre les deux écoles n'est pas seulement une différence de degré, elles sont séparées par d'autres divergences. L'école du milieu, pour remédier à l'état actuel de la criminalité, n'accuse pas l'organisation de la société actuelle et ne considère point le bouleversement de celle-ci comme le remède indispensable. L'école socialiste, au contraire, attribue tout le malaise à la construction capitaliste et égoïste de notre société et veut trouver la guérison de ces troubles dans le régime collectiviste pur ou mitigé. « L'unique moyen, dit le Dr Reich, de combattre efficacement la criminalité, gît dans la substitution d'un état social et économique, basé sur la nature

même, sur la sympathie d'altruisme au système du « tantum-quantum » d'aujourd'hui » (1).

L'élément individuel n'est pas pourtant tout à fait oublié par cette école. Mais le rôle qu'on lui assigne est très secondaire. On le considère d'habitude comme le résultat des mauvaises conditions économiques extérieures (2). Pourtant M. E. Belfort Bax donne à ce facteur un rôle principal dans certains délits. Il va même jusqu'à ne pas admettre de relation de causalité avec les conditions économiques dans les agressions contre les personnes, sauf au cas où elles sont commises dans un but matériel d'appropriation (3).

On peut diviser les avis des criminalistes socialistes en trois groupes. Les voici exposés dans leurs traits principaux :

1° *D'abord le groupe de M. Colajanni.* — Pour ces auteurs, le crime résulte immédiatement des mauvaises situations économiques. Or, celles-ci proviennent de l'organisation sociale, en grande partie de la structure économique (4).

M. Colajanni voit que la vraie cause de la criminalité ne réside pas dans les facteurs anthropologiques et physiques ; et que la dégénérescence biologique n'est que l'issue directe de l'état matériel qui devient par là une

(1) Dr REICH, *Criminalität und Altruismus*, cité par VAN KAN, *op. cit.*, p. 278.

(2) Voir J. VAN KAN, p. 272.

(3) *The ethics of socialism*, London, 1902, p. 61.

(4) Voir J. VAN KAN, *op. cit.*, p. 283.

cause indirecte de la criminalité (1), de même que l'école française cherche dans les facteurs sociaux, en général, la source directe du facteur biologique.

L'influence des facteurs économiques peut être ou (a) directe ou (b) indirecte.

L'action directe résulte de l'état de besoin auquel est réduit l'individu dépourvu des moyens nécessaires à son existence. L'action indirecte se manifeste par l'intermédiaire d'autres facteurs sociaux, qui sont dominés dans leur marche et dans leurs variations par la situation économique : tels sont l'éducation, la famille, la prostitution, l'alcoolisme, la guerre, etc...

a) *L'action directe* se retrouve principalement dans les délits contre les propriétés. La misère, par l'instinct de conservation, pousse l'homme au crime qui lui permettra de se procurer les aliments ou les objets indispensables à l'existence. L'influence de la misère devient distinctement sensible lorsqu'il est question de faim lente et chronique (état qu'on pourrait considérer plutôt comme une cause indirecte) ; observation qui est souvent négligée par ceux qui, en examinant l'effet de la misère, n'envisagent que la faim aiguë au moment du délit.

Mais cette action directe s'étend aussi aux crimes contre les personnes. A ce propos il fait observer le grand avantage qu'il y a à étudier la criminalité chez les peuplades barbares et chez les enfants, parce que chez les uns et les autres les phénomènes peuvent plus aisément être pris sur le vif dans leur nudité et parce que leurs

(1) COLAJANNI, *Des causes de la criminalité dans la société nouvelle*, 1887, t. II, pp. 488 et 489.

vraies causes peuvent être plus facilement saisies, l'action des facteurs compliqués de nos sociétés étant absente. M. Colajanni cite plusieurs exemples de tribus sauvages qui sont paisibles en temps ordinaire et qui, en cas de détresse, vont jusqu'à tuer leurs enfants et les vendre.

Même dans les pays civilisés, les infanticides, les avortements, la suppression des vieillards, ne sont-ils pas souvent commis sous la pression troublante de la misère ? Et les infanticides commis même dans les mariages réguliers, suivant les déclarations du D^r Wilson au Congrès d'Aberdeen, que sont-ils donc, sinon les conséquences de ressources insuffisantes ?

Mais cette argumentation n'est point solide. Ce qui est vrai pour des peuplades sauvages ne doit pas l'être dans nos sociétés civilisées, qui, si elles présentent un aspect matériel compliqué, s'efforcent par ailleurs de développer sans cesse le sens moral. Que la détresse amène les sauvages à tuer leurs enfants, cela n'est pas une raison pour que, dans le monde civilisé, il soit commis des attentats de la même nature.

Quant aux infanticides et aux avortements, on ne peut pas nier que des motifs économiques puissent y pousser, mais ces crimes sont dus principalement à des causes d'un autre ordre nullement économique. C'est plutôt la honte qui obsède la femme déçue ainsi que la peur du déshonneur et de la colère des parents qui déterminent la malheureuse à détruire le fruit de son amour.

A l'appui de sa thèse sur l'effet direct de la situation économique, Colajanni apporte les arguments suivants : D'abord il examine les statistiques de plusieurs pays au

point de vue objectif et y compare l'état de la criminalité avec les situations économiques relatives.

En Irlande, la criminalité élevée est attribuée, selon lui, à la distribution anormale de la propriété terrienne, cause de la misère du paysan et des famines continuelles. Et il remarque que dans l'Ulster, où habitent les Orangistes et où existe une législation agraire plus favorable, les délits sont beaucoup moins fréquents.

En Italie, la misère étant effrayante et le paysan italien étant encore plus à plaindre, il n'est pas étonnant que la criminalité y soit si élevée.

En Angleterre, il ne suffit pas, dit-il, de considérer la grande richesse de l'ensemble du pays. La distribution de cette richesse doit nous révéler la véritable figure de la situation économique de la nation. Malgré l'opulente richesse de quelques-uns ou plutôt à cause d'elle, sévit la plus extrême indigence (1). L'auteur prétendait même que le campagnard anglais ne consommait que le quart du lait et la moitié du pain que consommait un Irlandais. L'introduction des machines dans l'agriculture a augmenté le contingent des sans-travail qui se mirent à parcourir les campagnes par bandes comme des Tziganes. De là le chiffre élevé de la criminalité en Angleterre.

Mais cet exposé de l'état économique de l'Angleterre est tout à fait incomplet. L'Angleterre est avant tout un pays industriel et les campagnards n'y représentent qu'une infime partie de sa population. Pour peindre exactement la situation, il faudrait prendre pour élément d'argumentation l'état de ses ouvriers industriels.

(1) Voir J. VAN KAN, *op. cit.*, p. 236.

M. Colajanni parcourt ensuite comme à vol d'oiseau l'état de la criminalité en Belgique, en Suisse et en Suède, et dans tous ces pays il cherche des preuves à l'appui de sa thèse.

On lui reproche la superficialité de ses études statistiques dont il omet souvent d'ailleurs de donner la source (1).

Après cet examen objectif, il se livre à un examen de l'état des détenus dans les prisons, et il constate avec un ensemble de chiffres impressionnants puisés dans les statistiques de plusieurs pays, que la majorité des criminels se recrutent dans les classes pauvres (2). La misère est la cause principale des crimes.

b) *L'action indirecte.* — M. Colajanni insiste surtout sur l'influence du chômage, du vagabondage, conséquences de la mauvaise situation économique, qui sont intimement liés avec la criminalité.

Il va jusqu'à voir dans l'oisiveté, d'une façon générale, une étape préparatoire au crime, et dans les catégories des oisifs, il comprend, en première ligne, cette classe qu'il flétrit du nom de *parasitisme social*, « ces riches de

(1) J. VAN KAN, *op. cit.*, p. 244.

(2) Ainsi, par exemple, dans la prison de Neuchâtel en Suisse en 1870 et 1871, 89 % des prisonniers ne possédaient rien. En Belgique, dans les prisons centrales, 88 % sont indigents et 11 % avec quelques sources de revenus. En Suède, sur 100 récidivistes on compte 43.54 % dans la pauvreté et 45.63 % dans la misère. En Italie, en 1886, les prévenus appartenant à la classe aisée représentaient 10.24 % dans les crimes et 13.91 % dans les délits. Dans tous ces pays le nombre des non-possesseurs, à côté des possesseurs, est beaucoup moins élevé que la proportion dans la criminalité (COLAJANNI, *op. cit.*, t. II, pp. 537 et suiv.).

nos grandes villes qui n'ont autre occupation que le sport, les conversations mondaines, les théâtres, ou la préoccupation de conquérir une chanteuse à la mode ». (Voir J. Van Kan, p. 228).

L'absurdité de cette exagération qui est inspirée par la partialité socialiste se démontre d'elle-même.

*
* *

Après cet examen statique de la criminalité, M. Colajanni se livre à un examen dynamique où il trouve que la marche de la criminalité, au cours de plusieurs années, est dominée aussi par l'influence des facteurs économiques. Ici même, la relation de causalité est encore plus évidente.

De cette étude il tire cette conclusion que le rapport se détermine d'une façon plus étroite pour les délits contre la propriété que pour les délits contre les personnes. Il n'est pas difficile de donner la raison de cette différence. Les crimes de sang ont leur siège dans de vieilles habitudes peu sujettes au changement (camorra, mafia, vendetta, sfregio), et sont en partie provoqués par les passions.

De l'examen de la criminalité en France, en Angleterre, en Suède, en Norvège, en Belgique, examen fait pour des durées respectivement différentes, on arrive aussi à cette constatation qu'elle va toujours de pair avec la cherté des vivres. Les années de crises sont marquées par une augmentation correspondante dans la criminalité (1).

(1) COLAJANNI, § 136 et J. V. KAN, *op. cit.*, pp. 242 et suiv.

Mais de nouveau on reproche encore une fois à notre auteur la rapidité et l'imperfection de son analyse (1).

M. LAFARGUE, un militant du groupe, trouve que le prix des vivres et spécialement du blé, ne suffit pas à donner un véritable tableau de la situation économique. Notre société, dit-il, est avant tout industrielle et commerciale. Donc il faut chercher un critérium utile dans les différents aspects de l'énorme production égoïste et individuelle de cette société capitaliste. La surproduction, résultat de la ruée vers l'enrichissement individuel, dépasse souvent les limites de consommation et en provoque ainsi l'arrêt, et de là les crises qui détruisent l'existence de milliers d'individus, chômage des uns et faillite des autres.

La conséquence nécessaire de cette situation serait la criminalité. Et le meilleur élément pour montrer les fluctuations de la production serait l'état des faillites (2).

L'auteur compare les chiffres de la criminalité, et ceux des faillites en France, et surtout à Paris de 1884 à 1888 et trouve dans ces deux éléments un remarquable parallélisme. Il prétend même — simple affirmation sans preuve — que ce qui est vrai pour la France, l'est également pour toute autre nation arrivée au même niveau de la civilisation. Ainsi il considère la faillite comme la pierre de touche de la situation matérielle d'un pays.

Établissant une comparaison entre le nombre des faillites et le chiffre des crimes contre les propriétés, puis

(1) J. VAN KAN, p. 244.

(2) W. A. BONGER, *Criminalité et conditions économiques*, p. 290.

des crimes contre les mœurs, il trouve que les courbes sont parallèles dans la première catégorie, et suivent un sens inverse dans la seconde.

On a fait alors remarquer à M. Lafargue que la faillite n'est pas applicable à l'agriculture, mais, à cette objection, il répond qu'à notre époque l'agriculture suit fidèlement l'essor de l'industrie, du commerce et de la spéculation financière.

Cette mesure de faillite a été également acceptée par M. Meyer qui l'a appliquée au Canton de Zurich et qui arrive aux mêmes conclusions (1).

Le deuxième groupe se rapproche du premier et ses théories se trouvent principalement exposées dans les écrits de M. Lux (2).

M. Lux voit dans la criminalité le résultat naturel, voire nécessaire, de la forme capitaliste que revêt la société actuelle. La criminalité pour lui, n'est autre chose que le choc entre deux instincts, l'un conservateur, propre aux possesseurs, qui disposent en même temps des biens de la terre, et qui, pour défendre ce qu'ils ont, répriment toute action portant atteinte à leur puissance en la qualifiant de délit ; l'autre, accapareur, celui des prolétaires qui, eux aussi, réclament leur part dans ce qu'ils ne connaissent que comme le privilège non justifié des autres. Le perfectionnement du régime capitaliste nécessite la création d'installations secondaires, qui doivent lui servir de garde, telle la monogamie, l'État gendarme. Dans le

(1) J. VAN KAN, p. 259.

(2) J. VAN KAN, pp. 264 et suiv. et W. A. BONGER, *op. cit.*, p. 297.

premier groupe, on attribue la criminalité à un seul facteur matériel, soit la misère, ou plutôt la mauvaise situation matérielle, soit l'inégalité économique. Mais ici, M. Lux va plus loin ; il accuse l'organisation même de notre société, fondée selon lui sur une idée capitaliste, avec toute une série d'installations contre la nature. M. Lux, pour établir sa théorie, se sert d'une double méthode de preuve.

D'abord, cet argument paraît une excuse, sinon une justification pour le crime, il s'efforce de montrer que l'organisation égoïste de la société actuelle a dû nécessairement produire tous les crimes sans distinction. En effet il ne parle principalement que des délits contre la propriété. Il se place au point de vue marxiste, et c'est à ce seul point de vue qu'il établit tout son système de sociologie et de criminologie. L'examen de ce point de départ et toute la théorie qui en découle nous entraînerait trop loin de notre aperçu ; aussi nous bornons-nous à remarquer simplement que cette opinion n'est pas généralement admise (1).

Il faut d'ailleurs noter que les délits contre la propriété ne sont pas le privilège des classes ouvrières ou pauvres, que M. Lux nous présente comme les victimes de la société actuelle. Que pense-t-il des délits du même genre, lorsqu'ils sont commis par des individus appartenant à l'autre catégorie, celle des possesseurs ? Mais à cette question M. Lux ne fait aucune réponse.

L'auteur, donnant ainsi une suite logique à son point

(1) J. VAN KAN, p. 266.

de départ, met particulièrement les attentats contre la chose publique sur le compte de la société actuelle. Mais on peut bien se demander si, sous la forme quelconque que prendrait la société socialiste qu'il souhaite, il n'y aurait pas une criminalité pareille, pure création du législateur pour protéger cette société de demain.

M. Lux s'attarde alors aux statistiques dans l'espoir d'y trouver un appui pour sa thèse ; tentative avortée. Les chiffres cités par lui sont très significatifs et affirment sans doute la réalité du rapport qui existe entre la criminalité et le facteur économique, mais on voit que ces chiffres sont loin d'établir que ces délits proviennent, comme il le prétend, de la mauvaise organisation sociale telle qu'elle fonctionne aujourd'hui.

Une de ses conclusions curieuses est que les gens mariés participent à la criminalité plus que les célibataires. Comme preuve il cite un fragment des statistiques allemandes où il trouve qu'en 1888, sur 100.000 habitants de la même catégorie de gens, le nombre des délinquants mariés dépasse celui des célibataires à partir de l'âge de 40 ans.

On voit bien vite que cet argument n'a aucune valeur, puisqu'à cet âge le nombre des mariés, dans toutes les classes, est beaucoup plus élevé que celui des célibataires.

Par ailleurs, l'auteur s'ingénie aussi à expliquer la raison d'être des crimes contre les personnes à la lumière de ses théories favorites.

Il n'oublie pas l'élément individuel qui joue un rôle principal dans ces crimes. Mais il rattache cette tendance criminelle chez la personne à l'influence des facteurs exté-

rieurs. La misère, la mauvaise éducation, l'abus de l'alcool, créent dans l'âme la tendance au mal et transmettent la dégénérescence des parents à leurs descendants.

Cette démonstration, à tout prendre, si elle peut établir le rapport entre les facteurs extérieurs et les crimes contre les personnes, ne montre point le lien de causalité entre ces facteurs et le soi-disant régime capitaliste dont il a fait un reproche à la société actuelle.

Le troisième groupe a pour représentant M. Merlino ; celui-ci expose sa théorie d'une façon sommaire, il s'inspire pareillement de la théorie marxiste, mais il n'émet pas la prétention d'attribuer aux facteurs économiques la source absolue de toute la criminalité. Certains crimes de sang y échappent et doivent leur existence à d'autres facteurs dans un autre ordre.

Cette théorie ne confine donc pas la criminalité dans les classes pauvres. Elle admet que la criminalité de la classe des possesseurs aussi bien que la criminalité des pauvres, loin d'être une exception et, partant, un argument contre le principe socialiste, n'est au contraire qu'une conséquence normale de l'organisation de la société actuelle.

Le régime actuel encourage l'instinct de cupidité et attise l'enflèvement de la concurrence malhonnête, suite naturelle de l'individualisation des intérêts, et ainsi la criminalité a un terrain tout préparé dans toutes les classes, pauvres ou aisées.

*

* *

La littérature criminologique du socialisme est très

riche et nous n'avons pas la prétention ni l'intention de la résumer, fidèle à la méthode que nous désirions appliquer à cet aperçu théorique, et, comme nous l'avons indiqué dans l'introduction, nous avons voulu exposer à grands traits la physionomie de ces différents systèmes sans aller jusqu'à discuter dans tous leurs détails des faits qui, suivant les tendances théoriques, ont été interprétés différemment.

Pour terminer cet exposé sommaire et pour rester dans une note impartiale, nous devons reconnaître que le mérite de cette école socialiste réside surtout dans le fait qu'elle a su mettre en relief le rôle important des facteurs matériels dans la genèse de la criminalité.

C. — L'ÉCLECTISME

Nous avons vu en étudiant l'ensemble des théories précédentes que leur défaut consiste aussi bien dans une généralisation excessive que dans une exclusivité intransigeante. Chaque groupe veut en effet trouver dans sa thèse l'explication de la cause principale de toute criminalité, soit directement, soit indirectement.

L'école italienne, en exaltant l'importance du penchant criminel inné, a le plus souvent déprécié avec trop de partialité les facteurs externes dont l'effet, à ses yeux, serait paralysé sans le concours d'une tendance criminelle chez l'individu.

De même l'école du milieu et sa voisine, l'école socialiste, combattant la théorie italienne, se sont laissées

entraîner à un excès contraire et sont tombées dans la même exagération.

Cette diversité qui s'affiche totale et paraît inconciliable au point du départ théorique s'atténue grandement une fois qu'elle est mise en face des faits tangibles de la vie, si bien qu'en dernière analyse on ne peut plus y voir qu'une divergence de degré suivant l'appréciation personnelle et que l'influence des deux facteurs, interne et externe, n'est rejetée par aucune des théories.

D'ailleurs, cette rivalité théorique a entraîné de réels bienfaits. Chaque parti, dans le désir de l'emporter sur l'autre, a approfondi ses études et a développé son point de vue, et ainsi par cette sorte de spécialisation du travail, on a largement enrichi la littérature de l'étiologie criminelle et offert aux intéressés une abondance de matériaux, grâce auxquels il sera possible de projeter plus de lumière sur ce problème enchevêtré de la cause des crimes et de la détermination des lois qui règlent leur progression.

Tous les délits n'ont pas la même origine, ne proviennent pas du même sentiment et ne nécessitent pas le même effort. Les facteurs qui contribuent à leur naissance sont innombrables et enchevêtrés entre eux, qu'ils soient physiques, individuels ou sociaux. Et si on les scrute de plus près, on peut s'apercevoir que ces facteurs jouent alternativement un rôle de cause et d'effet. Ainsi la misère, cause sociale importante des crimes, peut être le résultat direct de l'absence d'aptitude au travail, conséquence naturelle d'une dégénérescence, c'est-à-dire d'une cause individuelle. Et si on remonte encore plus

loin, on pourrait peut-être rattacher cette dégénérescence à l'abus de l'alcool (cause sociale) auquel s'adonnait un ascendant. Ainsi les deux facteurs sont toujours présents soit d'une façon directe soit d'une façon indirecte.

Comme le dit le D^r Dallemagne, « tantôt le milieu et tantôt l'individu peuvent selon les cas réclamer la première place ».

C'est pourquoi a dû naître, dans l'étiologie criminelle, la nouvelle tendance *d'éclectisme*.

En étudiant tour à tour chacune des différentes théories qui prétendaient résumer en elles seules toutes les manifestations du phénomène criminel, le nouveau groupe a constaté une part de vérité dans chacune d'elles ; par cela même il abandonne l'exclusivisme pour devenir éclectique (1).

Cette doctrine éclectique s'est constituée solidement par la fondation de l'Union internationale du droit pénal.

Pourtant si l'on examine la littérature de cet éclectisme, on y remarque une propension plutôt sociale. Voici ce que dit Von Lizst, un des fondateurs de l'Union internationale du droit pénal : « L'Union internationale de droit pénal partage cette opinion (la prédominance des facteurs sociaux), sans toutefois nier l'existence et la valeur des facteurs anthropologiques et biologiques » (2).

Faisons ici une rapide revue des opinions des chefs de ce groupe, surtout au point de vue des facteurs économiques, ce qui nous sera utile plus tard.

D'abord M. VON HAMEL. — Il n'est pas de l'avis de

(1) Voir D^r DALLEMAGNE, *Théories de la criminalité*, p. 200.

(2) *Actes du III^e Congrès, etc.*, p. 334.

ceux qui assignent une grande part à la misère dans la production des crimes. Les crimes qui ont pour cause le dénûment sont relativement peu nombreux. La cause n'est pas la pauvreté, c'est plutôt le désir de s'enrichir, de goûter les jouissances du luxe, et ce sentiment est également habituel chez les riches et chez les pauvres. Le parallélisme entre la courbe de la criminalité et le prix des aliments et objets nécessaires à la vie ne contredit pas cette thèse. D'abord, remarque-t-il, la cherté des vivres rend plus difficile l'appropriation du luxe et ainsi les yeux se tournent vers le crime. Puis la décroissance de la criminalité, résultant de la baisse du prix des vivres, se manifeste dans le délit contre les propriétés mais elle serait contrebalancée par une recrudescence des crimes violents contre les personnes (1). Cela nous rappelle les points de vue de Ferri et de Garofalo sur cette question ainsi que les remarques auxquelles elles ont donné lieu.

VON LIZST. — Il traite principalement de la situation économique, dans laquelle il trouve un des facteurs essentiels des éléments sociaux qui poussent à la criminalité. Ce n'est pas la pauvreté, dit-il, qui a de si tristes conséquences, mais bien l'inégalité et l'inconstance qui président au partage des biens économiques. Et il ajoute : l'influence des circonstances sociales et surtout économiques sur la vie des individus commence longtemps avant leur naissance. La misère économique des parents et son cortège, l'épuisement, la maladie, l'ivrognerie, nuisent au germe avant qu'il soit fini (2).

(1) Cité par J. VAN KAN, p. 299.

(2) *Actes du III^e Congrès d'Anthrop., etc.*, pp. 91 et 92.

« La misère des grandes masses, voilà le terrain où fermente non seulement le crime, mais en même temps la dégénérescence héréditaire qui, à son tour, conduit au délit. »

Cette affirmation peut être complétée par une étude antérieure que l'auteur avait faite sur la répartition de la criminalité en Allemagne en 1883. L'enquête à laquelle il s'était livré sur cette période a prouvé que le crime était surtout répandu dans les provinces orientales, où la misère de la grande masse était prédominante, où le peuple se nourrissait de pommes de terre et d'alcool, où le typhus, effet de la misère, sévissait périodiquement, où l'on constatait le chiffre le plus élevé d'illettrés parmi les soldats (1).

L'éclectisme en Angleterre.

En Angleterre, les écrivains sont plutôt spiritualistes et n'admettent pas la grande influence qu'on attribue aux facteurs économiques. Mais l'erreur commune aux auteurs anglais, se trouve dans ce fait qu'ils prennent pour base de comparaison, ou bien l'état de prospérité du pays en entité, ou bien un seul élément pour déterminer la situation économique, sans tenir compte d'autres éléments particuliers. Or, la prospérité globale d'un pays n'empêche pas qu'il y ait beaucoup d'indigents, la fortune pouvant y être concentrée dans un petit nombre de mains. D'autre part, vouloir évaluer la prospérité

(1) J. V. KAN, *op. cit.*, p. 301.

d'un pays uniquement d'après l'un des éléments qui composent la richesse des États ne peut qu'entraîner de graves mécomptes et aboutir à un jugement tout à fait inexact, car la situation économique dépend de plusieurs facteurs.

Nous avons déjà examiné cette question au moment où nous avons exposé que le prix était souvent adopté comme terme de comparaison et que cet élément était insuffisant si l'on ne prenait pas en considération d'autres éléments économiques.

M. GORDON RYLANDS n'aperçoit pas l'importance que certains attachent à la situation économique dont l'influence, à son avis, est tout à fait exagérée. A l'appui de son opinion, il apporte l'argument suivant : il compare le nombre des indigents au nombre des condamnés à la prison pendant la période 1849 à 1885 et trouve que l'accroissement du nombre des criminels, n'est pas toujours proportionnel au nombre des indigents résultant de la mauvaise situation de certains États (1).

Mais cette démonstration est loin d'être irréfutable. D'abord on peut se demander si la base d'après laquelle le nombre des indigents a été calculé, donne une idée exacte de la pauvreté réelle.

Puis, on est d'accord sur ce point que la situation économique fait sentir son influence principalement dans les crimes contre la propriété. La saine logique exigerait donc d'analyser à part cette catégorie de crimes et de faire une comparaison avec le nombre qu'il atteint, mais non

(1) Voir *Crime ; its causes and remedy*, p. 29.

pas avec l'ensemble qui comprend à la fois des attentats contre les personnes et d'autres contre la propriété, car d'autres causes ont pu intervenir et augmenter le chiffre des premiers.

M. MORRISSON. — Le plus célèbre des éclectiques anglais est M. MORRISSON, qui se distingue par ses dissertations et ses recherches comparées.

Quoique spiritualiste en principe comme ses compatriotes, il met les facteurs sociaux au premier plan, n'oubliant pas d'ailleurs qu'un certain nombre de crimes doivent leur naissance à une dégénérescence congénitale.

Mais, fidèle à la doctrine anglaise, il conteste la thèse, admise par la plupart des criminalistes, qui donne un grand rôle aux facteurs matériels, voire économiques.

La misère n'a, à ses yeux, qu'une influence minime. Pour lui, la « destitution » (traduire : dénuement, abandon) n'a qu'un rôle inférieur sur la genèse des crimes. Comme preuve, il donne les statistiques d'Angleterre et du Pays de Galles de 1887 à 1888.

Dans cette année, il trouve que les délits de propriété figurent pour 8 % dans le total de la criminalité (1). Et voici comment il établit la répartition de cette proportion.

(1) M. J. Van Kan remarque qu'il est absolument inadmissible que le pourcentage des délits contre la propriété n'ait atteint en Angleterre que 8 %. « Une telle proportion, dit-il, n'existe nulle part et est inadmissible pour l'Angleterre aussi ». Et il donne à l'appui de sa dénégation la proportion correspondante d'autres pays arrivés au même niveau de civilisation (312, *op. cit.*). Mais, malgré la justesse de cette remarque, nous prenons le chiffre tel qu'il est. Ce qui nous importe, ce n'est pas le pourcentage, c'est

Criminels qui étaient en travail lors du délit..	4 %
» de profession.....	2 %
» buveurs	1 %
» dans l'état d'abandon (détitution).	1 %

Mais d'abord il va sans dire qu'un calcul sur la durée d'une seule année ne donne qu'un résultat médiocre et peu convaincant.

Puis, un examen minutieux de ces catégories montre comment l'auteur ne s'attache qu'aux apparences des choses. Si l'auteur, par la *destitution*, entendait l'état du chômeur ou du sans-travail, aucun reproche ne pourrait lui être fait. Mais tout porte à croire que M. Morrisson avait en vue l'état de dénûment, en d'autres termes « la misère », et c'est par ce sens large qu'il s'attire des critiques.

L'auteur comprend la *pauvreté* dans son sens étroit et omet ou tout au moins laisse dans l'ombre la misère chronique, forme la plus triste et la plus dangereuse de la pauvreté. Pour lui, du moment qu'on a quelque chose à faire, c'est-à-dire du travail, on n'est plus un pauvre. Mais combien y avait-il, parmi ces travailleurs, d'indigents à qui leurs salaires ne permettaient pas de satisfaire leurs premiers besoins et ceux de leur famille ?

Et ces criminels buveurs ? D'où vient l'habitude de ce vice d'alcoolisme, sinon de la misère ?

S'il avait bien tenu compte de ces considérations, notre

la répartition de ce pourcentage entre les catégories de criminels. C'est dans la seule division qu'il faut chercher la contribution des pauvres.

auteur aurait au moins hésité à se montrer aussi affirmatif.

Il présente ensuite une preuve qu'il tire des statistiques des vagabonds et des prostituées en remontant à la source de ces vices, il veut la trouver ailleurs que dans le dénûment. L'examen des détails de ces recherches appelle les mêmes remarques déjà faites à l'égard des délits contre la propriété.

M. Morriçon se livre ensuite à une étude des statistiques internationales des principaux pays européens et il en conclut « que la statistique internationale, pour autant qu'on peut s'y fier, établit ce fait que c'est plutôt la richesse que la pauvreté qui a la tendance d'augmenter le nombre des délits contre la propriété ».

Cette étude arrive à la conclusion que la criminalité la plus élevée contre la propriété se trouve dans les pays les plus riches. Ainsi, par exemple, la criminalité anglaise était plus intense que l'italienne, et cependant la richesse de l'Angleterre surpassait six fois celle de l'Italie. L'Espagne, disait-il, est un pays des plus pauvres et l'Écosse un des plus riches, et pourtant, sur 100.000 habitants, l'Écosse compte quatre fois plus de crimes que l'Espagne.

Mais, comme nous l'avons déjà remarqué, les différentes statistiques internationales de criminalité sont des plus trompeuses ; leur comparaison est d'un maniement très délicat, et un aperçu superficiel ne saurait pas les mettre en valeur. Les très nombreux et très sérieux obstacles, dit J. Van Kan, qui résultent de la diversité des lois pénales, de leur application, plus ou moins rigoureuse, de la différence de bases sur laquelle reposent les statistiques, et

pour ce qui concerne l'interprétation de la réelle signification de la prospérité, des diverses façons de vivre, de l'assouvissement plus ou moins parfait de la population, etc..., tout cela a pour effet de faire tirer de la statistique internationale mal envisagée des conclusions nulles ou fausses. Seul un raisonnement approfondi sur la nature des choses est capable de produire un résultat réel et relativement exact (1).

Cette remarque générale faite, nous devons signaler ce qui nous semble être l'erreur primordiale de l'auteur. En jugeant l'état de la prospérité d'un pays, il n'envisage que la richesse globale du pays entier. Or la richesse indiscutable et sans cesse accrue d'un pays, n'empêche pas qu'il y ait une répartition inégale des ressources de telle sorte que, quoique en apparence le pays en général soit dans un réel état de prospérité, une grande partie de ses nationaux soient dans une misère souvent profonde.

L'école néo-classique.

Il convient d'abord de ne pas oublier que la doctrine spiritualiste a dû céder beaucoup de terrain devant les réalités de la vie, se rapprochant ainsi des autres théories adverses.

L'école néo-classique est née d'une tendance nouvelle qui admet la liberté de l'individu, sans aller jusqu'à l'idée orthodoxe du libre arbitre absolu ; elle n'y accepte que

(1) J. VAN KAN, *op. cit.*, p. 320.

l'idée d'une liberté relative. Elle se met en harmonie avec les faits positifs et profite des recherches que ceux-ci permettent.

Pour elle, la croyance à la liberté relative n'empêche point de tenir compte de tous les facteurs d'ordre biologique, pathologique ou social. M. Paul Hymans admet avec précision l'action des facteurs sociaux et individuels. « Il faut reconnaître, dit-il, que sous la double pression des influences biologiques et sociales, le libre arbitre peut s'altérer graduellement, jusqu'au point même de s'évanouir et que le domaine de la liberté morale se resserre graduellement. La notion de la liberté perd le caractère absolu que lui attribuait l'école classique pour devenir essentiellement relative et variable » (1).

Et voici comment s'exprime l'abbé De Baets : « La liberté de l'homme n'est pas parfaite et absolue. A côté de l'âme, il y a en nous un organisme qui a ses activités propres et dont le concours est nécessaire pour tout acte. Par les facultés organiques, l'intelligence est mise en rapport avec les réalités du monde externe. Le libre arbitre ne s'exerce avec cette plénitude relative qu'il peut atteindre en nous, si l'organisme n'est équilibré en la juste pondération de toutes ses facultés. Les activités organiques vont s'exercer sur tout ce qui nous entoure ; les mille objets de nos désirs sont des aimants énergiques qui nous attirent puissamment. Le libre arbitre peut résister à ses traits ; mais les sollicitations n'en sont pas moins réelles ; lorsqu'on y cède, on se laisse aller à un entraîne-

(1) *La lutte contre le crime*, Bruxelles, 1882, pp. 41 et suiv.

ment auquel on ne résisterait pas sans effort et sans lutte » (1).

Ainsi les partisans du principe spiritualiste se sont rapprochés de leurs adversaires, ce qui a fait Von Lizst déclarer au Congrès de Bruxelles : « Il y a parmi les partisans de cette école des personnes dont les vues se rapprochent des nôtres et qui pourraient être nos alliés. J'espère que cette tendance qui se fait jour dans nos discussions s'accroîtra de plus en plus » (2).

Cette école néo-classique compte d'éminents criminalistes tels que Joly, Proal, Guillot, en France ; De Baets, Ihiry, Hymans, en Belgique ; Antonio Dellepiane, en Amérique du Sud ; M. Wright, en Angleterre et tant d'autres dans d'autres pays.

Qu'il nous suffise enfin dans cet aperçu restreint, d'esquisser l'idée générale de M. Henri Joly, un des plus éminents criminalistes français.

« A nos yeux, dit-il, le criminel est l'artisan volontaire de sa propre déchéance » (3).

C'est la croyance ferme dans la liberté d'agir.

Le malfaiteur qu'on arrête, continue-t-il, est donc responsable de ses actes. Mais d'autres que lui partagent cette responsabilité ; ou si l'on veut une expression plus simple, d'autres y ont coopéré. « Si le criminel montre une faiblesse pour le mal, il ne faut pas oublier les influences collectives qui encouragent cette faiblesse, lui

(1) M. DE BAETS, *Les influences de la misère sur la criminalité*, Gand, 1895, pp. 21 et suiv.

(2) *Actes du III^e Congrès*, Bruxelles, p. 335.

(3) *Le crime*, p. 381.

offrent mille tentations, mille facilités, accroissant l'audace des malfaiteurs et diminuant la force de résistance des honnêtes gens. »

Le milieu du crime, c'est la société, autrement dit c'est l'ensemble de l'affection, de sympathie, des encouragements, des concours, mais aussi des rivalités, des concurrences, des jalousies, des intimités, des haines qui constituent la vie humaine. Toute réflexion, toute inspiration morale et tout effort émanent certainement de la conscience personnelle. Mais c'est dans la société que la pensée individuelle s'agrandit, se transforme, s'organise, et cela pour le mal comme pour le bien. Nulle part la société ne crée rien mais partout elle amplifie, elle développe, elle propage et elle fait durer (1).

Dans la seconde partie de ses études sur le crime et les criminels (*La France criminelle*), M. Joly passe de l'individu à la société, et cherche dans celle-ci les forces qui amènent à la criminalité en France. Nous n'avons pas le loisir de les résumer ici, nous y ferons allusion en temps utile en étudiant l'état des crimes en Égypte.

(1) *Le crime*, p. 383.

DEUXIÈME PARTIE

LA CRIMINALITÉ ET SES CAUSES EN ÉGYPTÉ

TITRE PREMIER

ANALYSE HISTORIQUE DES DONNÉES STATISTIQUES

CHAPITRE PREMIER

LA MARCHÉ DE LA CRIMINALITÉ A TRAVERS L'HISTOIRE MODERNE DE L'ÉGYPTÉ

Dans cette étude historique, nous ne remontons pas plus haut que l'époque de Mohamed Ali (1805-1848), père de l'Égypte moderne, avec qui commence l'ère d'organisation et de réforme.

Notre recherche portera donc sur l'état de la criminalité en Égypte à partir de l'aurore du ^{xix}^e siècle jusqu'à nos jours.

Mais, hâtons-nous de le dire dès maintenant, la partie qui nous importera le plus, et par conséquent, nous retiendra le plus longtemps, sera l'époque récente, à savoir

celle qui commence à l'organisation des tribunaux et à la promulgation du Code pénal et du Code d'instruction criminelle en 1883 ; et si elle nous paraît la plus intéressante c'est que nous avons depuis cette date des renseignements assez exacts sur l'état et l'évolution de la criminalité.

Les 120 ans qui feront l'objet de notre étude, nous les divisons en trois périodes principales :

A) Depuis Mohamed Ali jusqu'à la promulgation des Codes en 1883 ;

B) De 1883 jusqu'à la revision des Codes criminels en 1904 ;

C) De 1904 jusqu'à nos jours.

A. — PREMIÈRE PÉRIODE

A l'époque où Mohamed Ali prit le pouvoir, le pays était sous la domination effective des Mamelouks, qui gouvernaient selon leurs caprices et amenaient les affaires à un véritable état d'anarchie. Le pauvre peuple restait ainsi sans garantie contre les attaques des malfaiteurs qui n'étaient, peut-être, pas plus dépourvus de scrupules que les gouverneurs eux-mêmes (1).

Cette anarchie favorisait tous les désordres ; aussi les crimes sanglants et les vols étaient ses conséquences naturelles. Elle avait permis à des bandes de voleurs de se former partout, et principalement dans la Haute-Égypte.

(1) Voir NACHAT, *Notes sur le code pénal égyptien*, p. 41.

Des pirates s'étaient organisés sur le Nil, où ils poursuivaient les barques à la nage. C'est surtout pendant la nuit qu'ils opéraient leurs rapines, et un auteur a pu écrire : « On raconte de leur audace des choses incroyables » (1).

Un autre élément criminel fut les Bédouins, pour lesquels le pillage n'est autre chose qu'un coup d'audace et de bravoure. « Si la population extraordinaire de l'Égypte, dit Napoléon dans ses mémoires, qui ne peut devoir sa prospérité qu'à l'étendue de ses inondations, exige une bonne administration, la nécessité de réprimer 20 à 30.000 voleurs indépendants de la justice, parce qu'ils se réfugient dans l'immensité du désert, n'exige pas moins une administration énergique. »

Cette population du désert se regardait toujours comme en guerre avec les habitants des terres cultivées, qu'elle méprisait. Elle exploitait leur caractère calme et pacifique, et en les dépouillant, elle croyait faire un butin légitime.

Dans cette atmosphère d'anarchie, les Bédouins portaient l'audace au point de venir piller des villages et tuer des fellahs, sans que cela donnât lieu à aucune poursuite régulière. Ils imposaient des rançons aux habitants de l'Égypte, dont ils venaient ravir les femmes et les enfants jusque dans la ville du Caire (2). Et ces crimes atroces se déroulaient sous les yeux distraits des potentats de la capitale !

Mohamed Ali comprit les causes de ces désordres. Il attaqua sans merci ces bandes. Sans se perdre dans le

(1) CLOT BEY, *Aperçu général sur l'Égypte*, t. 2, p. 104.

(2) CLOT BEY, *op. cit.*, t. 2, p. 121.

maquis des lois, il agit avec juste sévérité et finit par faire disparaître les pirateries des riverains du Nil, comme les pillages des Bédouins.

Sa devise, empruntée à Sixte-Quint, était : « Je veux que dans mes États, chacun puisse porter sa bourse à la main, et laisser sa porte ouverte même pendant la nuit sans courir aucun risque » ; en d'autres termes plus techniques, il voulut extirper la criminalité, aussi bien celle qui atteignait la propriété que celle contre les personnes.

Devant cette tâche, sa vigueur ne connut aucun ralentissement, allant même, quand il le fallait, jusqu'à envoyer des colonnes mobiles de cavalerie poursuivre les Bédouins au cœur du désert, les harceler et les traquer jusqu'à ce qu'ils fussent réduits à lui demander merci (1).

Débarrassé de ces bandes qui le terrorisait autrefois, le pays respira, et les mesures énergiques prises par le vice-roi finirent par faire régner la paix.

Grâce à son bon sens naturel et à son génie robuste, Mohamed Ali arriva à combattre la criminalité, qui était restée, au moyen de mesures fermes et draconiennes, qui seraient inadmissibles aujourd'hui, mais qui, à cette époque, étaient les plus efficaces.

Dans ce but il partit du principe de la responsabilité collective.

Les habitants du village dans la circonscription duquel un vol, par exemple, était commis contre un voyageur, seront solidairement obligés de payer une indemnité à la victime du crime. Tous, par conséquent, étaient intéressés

(1) CLOT BEY, *op. cit.*, t. 2, p. 121.

à maintenir le bon ordre et à établir une police vigilante (1).

Et la conséquence de cette politique criminelle fut qu'en Égypte, suivant Clot Bey, « il y avait moins de vols qu'en Europe, surtout de ceux accompagnés de circonstances aggravantes, à main armée, avec effraction, etc. » (2).

Nous n'avons pas de statistiques criminelles sur cette époque, l'organisation des pouvoirs publics en général et des tribunaux en particulier, la multiplicité des lois vagues et contradictoires renfermant à la fois des dispositions administratives, criminelles et civiles, ne permettent pas, en effet, de donner un état précis sur les détails des crimes.

Mais il semble qu'après le travail d'épuration effectué par Mohamed Ali, le pays connut une ère de calme, et que la criminalité cessa d'être un de ses plus angoissants problèmes. Ce qui le montre, c'est que les lois, les ordonnances et les mesures du gouvernement ne s'occupaient depuis, principalement, que d'assurer le paiement des contributions, de garantir l'approvisionnement de l'armée, de conserver les intérêts matériels de l'État, ses domaines et ses industries, et de répandre l'instruction.

Les crimes étaient sévèrement réprimés. La responsabilité collective, les ennuis qui accompagnaient les instructions et la sévérité excessive de la peine aboutissaient, sinon à étouffer la criminalité, du moins à la faire sommeiller.

Ici, nous estimons opportun de dire un mot rapide des lois criminelles qui régnaient à cette époque. Cela nous

(1) CLOT BEY, *op. cit.*, t. 2, p. 104, et NACHAT.

(2) CLOT BEY, *op. cit.*, t. 2, p. 104.

aidera plus tard à apprécier l'influence des règles très différentes de la législation postérieure sur les esprits criminels.

En principe la sanction des crimes dépendait de la religion, tout délit était un péché. Mais la pratique ne suivant pas toujours les règles du *Shareh*, et la juridiction pour tous les attentats contre les propriétés fut donnée aux officiers administratifs. Ceux-ci appliquaient des lois positives édictées par le gouvernement et dont les plus importantes étaient : Kanoun el Felahah, promulgué en 1245 *higrah*, Al Syasah El Moulkieh en 1253 *higrah*, Al Montakhabat qui fut une sorte de refonte des lois existantes et Al Kanoun Al Hamayoni en 1271 *higrah*.

Les peines adoptées furent la bastonnade de 10 jusqu'à 500 coups, l'emprisonnement, la rélégalion à Fyzogly, les travaux forcés et la peine de mort.

La peine ne frappait pas seulement l'auteur du délit ; elle atteignait souvent le cheik-el-beled et s'étendait quelquefois jusqu'au *moudir* (préfet).

Pendant l'instruction on ne ménageait la bastonnade, *alcammatah*, ni aux accusés, ni à leurs cheiks, et peut-être même aux témoins.

« Trouver l'auteur du délit » était la préoccupation principale, et pour y arriver tout moyen se justifiait. La peur de la responsabilité encourue était si grande que, quand un village découvrait, par exemple, le corps d'un inconnu tué dans sa circonscription, ses chefs s'arrangeaient pour le rapporter dans la circonscription d'un village voisin ou le jeter dans la rivière afin que le courant l'entraînât ailleurs.

Les attributions administratives se cumulaient avec les attributions judiciaires ; les pouvoirs d'instruction et de jugement étaient réunis dans les mêmes mains.

Les officiers administratifs avaient en pratique un pouvoir presque absolu, et comme ils étaient les chefs des conseils de justice qui jugeaient la plupart des affaires criminelles, ils ne se souciaient pas, désireux avant tout de découvrir l'auteur du crime, de respecter les principes de justice et d'humanité dans leur procédure.

En présence des lois rudimentaires que le public ignorait, et que les justiciers eux-mêmes appliquaient par imitation sans en comprendre l'esprit, et qui étaient en outre aussi vagues que contradictoires, ils jugeaient et disposaient des accusés à leur guise, recourant souvent à des moyens violents comme de fouetter, soit les accusés pour leur arracher un aveu, soit les témoins pour les amener à faire la déposition qu'ils en attendaient.

Le Nazir (chef de l'arrondissement) tenait le cheik (chef du village) responsable des crimes qui avaient eu lieu dans son village, et particulièrement en cas de meurtre, le cheik n'échappait aux menaces du Nazir qu'en découvrant l'auteur du crime. En cas de vol, il devait payer une indemnité (1), qu'il récupérait ensuite, bien entendu, sur les villageois soumis à son autorité. Souvent même le cheik, se voyant fouetter publiquement, se vengeait d'ailleurs à son tour sur ses administrés.

Ainsi, en l'absence de règles de procédure pénale qui auraient fixé précisément le mécanisme de l'instruction,

(1) *Circulaire financière*, NACHAT, *Traité sur le Code d'instruction criminelle*, p. 109 ; NACHAT, *Notes sur le droit pénal*, p. 42.

déterminé la portée des droits de l'officier chargé de l'instruction, indiqué les droits de l'accusé et la durée de sa détention provisoire et assuré sa liberté de défense, en l'absence de toutes ces règles, la liberté des individus était souvent violée.

Un tel régime inspirait forcément la peur et intimidait les malfaiteurs. Mais ces mesures oppressives, si elles étouffaient la criminalité, n'arrivaient pas à amender les âmes criminelles, et l'influence de ces procédés sur les criminels était naturellement limitée à la période pendant laquelle ils étaient appliqués.

Un tel état de choses ne pouvait coexister longtemps avec le progrès et le mouvement de renaissance qu'avait inaugurés Mohamed Ali, alors que le pays était emporté par un élan de réforme dans les divers aspects de sa vie nationale.

B. — DEUXIÈME ÉPOQUE

Pour cette époque, nous avons des renseignements précis sur l'état de la criminalité, sa marche et ses diverses tendances.

Le gouvernement, dans le but d'assurer la justice sur des bases équitables, commença par organiser les tribunaux indigènes par un décret du 17 nov. 1881 (promulgué dans le *Journal officiel* du 25 Zou al Houggah de l'année 1298 hegra). Il prenait les dispositions pour promulguer les codes nécessaires, quand son œuvre fut suspendue par la révolution d'Orabi.

Toutefois, le 13 novembre 1883, un nouveau Code pénal fut promulgué, ainsi que le Code d'instruction criminelle, empruntés tous deux à la législation française mais modifiés sur certains points (et d'ailleurs d'une manière très insuffisante) selon les coutumes du pays.

Ce nouveau régime, quoique conforme aux idées récentes de l'époque sur la législation criminelle, fut bientôt menacé de faillite.

Quand on se rappelle le portrait de l'ancien régime qui fonctionnait à la veille de cette législation, la liberté absolue des officiers chargés de prévenir les crimes ou de les découvrir, l'intimidation qui pesait sur le public et tenait les esprits malfaisants en échec, on ne doit pas s'étonner du déclenchement de criminalité consécutif à ces nouvelles lois qui, d'un seul coup, avaient fait table rase des anciennes règles qu'elles remplaçaient, sans que ni les gouverneurs, ni les esprits des gouvernés fussent préparés à ce changement.

Et en fait, un an après cette promulgation, ces lois furent paralysées dans une grande mesure.

La loi la plus parfaite du monde ne sert à rien si elle n'est pas mise entre des mains habiles, capables de la comprendre et de la manier. Or, l'Égypte à ce moment, quoique possédant une haute élite mais restreinte en nombre, était pauvre en hommes de droit capables de remplir tous les postes de juges et de membres du Parquet prévus par le nouveau régime. Le seul personnel utilisable à ce point de vue ne comprenait que les ulémâs, les anciens officiers d'administration, et les représentants des procès.

Les ulémâs, maîtres érudits du fikh (le droit musulman), ignoraient complètement les conceptions modernes sur le droit pénal et n'avaient aucune idée de l'évolution qu'avaient subie, dans les autres pays civilisés, les mesures de lutte contre la criminalité.

Quant aux anciens gouvernants administratifs, munis autrefois d'attributions judiciaires, ils se virent dépouillés de leur ancienne liberté d'action et se trouvèrent en face d'un nouvel ordre qui réglementait les limites de leur pouvoir avec des sanctions très sévères même pour la moindre violence exercée à l'égard des administrés.

De nouvelles règles, en effet, tracent dorénavant d'une manière très claire les règles d'instruction, imposent le principe de la liberté des témoins et des accusés et protègent les uns et les autres contre toute menace ou supplice, anciennement pratiqués par les officiers de l'État. Cela ne cadrerait point avec leurs anciennes conceptions.

Enfin, les représentants des procès n'avaient pour toute connaissance juridique, que de simples notions de routine.

Voilà les classes, en dehors du corps restreint d'élite, où l'on aurait pu recruter le personnel des nouveaux tribunaux. Le gouvernement, pour combler les cadres des nouveaux tribunaux, s'était vu ainsi obligé de nommer dans une grande part, comme magistrats, des hommes qui n'avaient pas les capacités voulues pour appliquer le Code d'une façon saine et légale (1).

De son côté, le peuple longuement asservi jusqu'ici

(1) AL MOHAMAH, *Fathy Zagloul*, 1909 ; et NACHAT, *Traité sur le Code d'instruction criminelle*, pp. 111 et suiv.

par une répression très sévère comme nous l'avons vu, se trouvait tout d'un coup en complète sécurité à l'égard des exigences intimidantes des administrateurs.

Les malfaiteurs, naguère intimidés par la sévérité des administrateurs que soutenaient les autres habitants co-intéressés dans l'affaire, n'avaient pas compris cette nouvelle réforme et n'y voyaient qu'un abri contre le châtiment, qui jadis pouvait les atteindre, même si les preuves étaient insuffisantes. Aussi les criminels s'enhardirent et terrorisèrent le pays, narguant les dispositions débonnaires que renfermaient les nouvelles lois de procédure pénale.

Des bandes armées apparurent partout et, profitant du caractère calme et paisible du peuple, accumulèrent leurs méfaits à la fois contre les personnes et contre la propriété (1).

Ainsi le nouveau régime, qui voulait assurer la sécurité publique, n'amena que le trouble et le désordre.

Au bout d'un an de pratique, la nouvelle organisation, si subitement appliquée, montrait une telle insuffisance, que des mesures plus énergiques durent être appliquées pour faire face à cet état fâcheux, résultat inévitable d'une telle évolution.

Par un décret khédivial du 14 octobre 1884, furent instituées des commissions spéciales administratives, appelées « commissions de brigandage », à raison d'une commission dans chaque moudirieh, d'abord en Basse-

(1) Rapport du Conseiller judiciaire pour 1899 (texte arabe), p. 13.

Égypte, puis par un décret d'avril 1885, en Haute-Égypte) (1).

« Attendu, disait le décret dans son préambule, que des crimes portant atteinte à la sécurité publique et à la propriété, ont été commis par des bandes armées dans les moudiriehs de Menoufieh, Sharkieh, Gharbieh et Béhéra et que la nécessité s'impose de réprimer de tels crimes par des mesures exceptionnelles, seules susceptibles de rétablir la sécurité publique que ces crimes mettent en danger.... »

Ces commissions enlevèrent aux tribunaux indigènes la plus grande partie de leur compétence dans les matières des crimes. En général, tous les crimes graves étaient déferés à ces commissions.

Aux termes de l'art. 2 du décret, la commission était investie du pouvoir de procéder à l'instruction des crimes commis dans sa circonscription par plusieurs personnes armées ou de nature à troubler la sécurité publique ou à menacer les propriétés.

La commission devait exécuter sa tâche sans se soucier des règles ni des délais établis par le Code d'instruction criminelle (art. 2, alinéa 2).

L'instruction close, la commission avait à entendre la défense de l'accusé (article 4), puis elle statuait sur

(1) Suivant l'art. 1^{er} du décret du 14 octobre 1884 :

Chaque commission se composait d'un président, nommé par le Conseil des Ministres, le moudir, le Chef du Parquet et de deux juges pris dans les tribunaux de première instance ou de la Cour d'appel.

Le Conseil des Ministres pouvait remplacer l'un des deux juges par un fonctionnaire de l'administration.

l'affaire, appliquait les peines prévues par le Code pénal qu'elle jugeait adéquates aux crimes, sans s'arrêter aux dispositions des articles 207, 208 et 209 du Code d'instruction criminelle (1).

Ces dispositions provisoires (les commissions étaient constituées pour 4 mois, mais cette durée étant renouvelable, elles siégèrent jusqu'en 1889), étaient fondées sur les résultats de l'intimidation qui devait leur permettre — c'était son but principal — de terroriser la criminalité.

Cette liberté absolue et ce cumul des deux pouvoirs d'instruction et de juridiction avaient ouvert la porte à l'arbitraire et laissé les accusés à l'entière merci des juges. Pour arriver au but voulu, ceux-ci ne s'arrêtaient pas devant l'insuffisance des preuves, et prononçaient le plus souvent des peines trop sévères si on les compare aux crimes commis. Tel est le cas, par exemple, d'un accusé qui fut condamné aux travaux forcés à perpétuité, pour le vol simple de deux chameaux (2).

Quant au principe de l'individualisation de l'action publique, la commission, qui avait tous les pouvoirs d'instruction, ne s'en embarrassait pas et elle ne mettait aucune borne à sa compétence. Si bien qu'un accusé, traduit devant la commission pour un délit particulier, pouvait voir évoquer toute sa vie criminelle et était ainsi

(1) Ces articles ordonnaient une formalité qui consistait à communiquer au moufti, chef religieux, pour avoir son avis, le dossier des affaires qui comportaient la peine capitale.

(2) *Rapport du Conseiller judiciaire*, 1899 (en anglais), pp. 23-24.

exposé à répondre d'autres délits parfois très anciens, qu'on lui imputait, à tort ou à raison, et qui permettaient de le présenter comme un dangereux malfaiteur (1).

Étant les maîtres de l'instruction et les juges uniques en même temps, les membres de ces commissions, se souciant peu des règles de la justice, n'hésitaient pas, le cas échéant, à fouetter les prévenus ou à les torturer pour leur arracher des aveux (2).

Pour remédier à cet état de choses, on établit une haute commission au Ministère de l'Intérieur (le 31 décembre 1885) pour reviser les décisions des commissions des moudiriehs. Mais ce contrôle n'était que factice, les commissions gardaient leur liberté absolue et l'inculpé, une fois prévenu, était sûr d'être condamné, sans qu'il lui fût possible de se défendre (3). 700 ou 800 individus environ étaient condamnés à la prison et un certain nombre était exécuté.

Pour donner un exemple pratique de ce qui se passait devant ces juridictions, nous empruntons le passage

(1) V. note 2, p. 95.

(2) NACHAT, *Traité sur le Code d'instruction criminelle*, t. I, p. 111.

(3) M. Morice, qui fut chargé postérieurement, après l'abrogation des commissions de brigandage, d'examiner les dossiers des détenus condamnés par elles, écrit : « Je peux constater ici que dans les 126 affaires que j'ai examinées, je n'ai pas pu rencontrer un seul témoin de défense ». En effet, il suffisait pour un accusé dont l'accusation avait été établie par le fait qu'il était reconnu par la victime ou par la découverte d'un objet volé en sa possession, il lui suffisait simplement d'accuser un autre pour que ce dernier se vit poursuivre et condamner à un emprisonnement de longue durée.

suivant au rapport du procureur général M. Le Grelle, rédigé à cette occasion le 6 avril 1889.

« En septembre 1888, dit-il, un acte de brigandage fut commis à Manchit Ganzour (Menoufieh). Une enquête amena l'arrestation d'une série de prévenus. Quatre firent des désaveux. Sur les ordres réitérés d'un moawin du Ministère de l'Intérieur venu à Chebin Alkom, la torture fut employée pendant six jours de suite en pleine séance de la commission criminelle, devant le moudir, le juge et le substitut du Parquet. Les malheureux étaient frappés jusqu'au moment où ils avouaient, ou satisfaisaient par leurs réponses les enquêteurs. »

Un organisme si anormal devait prendre fin assez tôt. En 1889, les commissions furent abolies, et quelques années plus tard, les dossiers furent revus et une grande partie des condamnés furent amnistiés.

Nous nous sommes appesantis exprès sur l'examen du fonctionnement de ces commissions, parce que nous avons voulu mettre en relief le caractère exceptionnel de cette juridiction, ce qui nous permettra de mieux mesurer la valeur des mesures anormales de ce genre.

Quelle fut l'influence de cette sévérité excessive ?

Pendant cinq ans, ce régime avait réussi à tenir la criminalité en échec et, à en juger par les apparences, on pourrait croire que le pays s'était débarrassé d'une grande partie des éléments les plus malfaisants. Mais il n'y a là qu'une illusion. Les mesures momentanées, soi-disant énergiques, si elles sauvent les apparences même au prix très coûteux de l'injustice, n'atteignent pas la criminalité dans ses racines. Celle-ci, restant à l'état latent aussi

longtemps que durent ces mesures de coercition, s'élance plus odieuse et plus vigoureuse le jour où ces dispositions draconiennes ne sont plus appliquées. Rien n'est plus dangereux que le recours aux méthodes terroristes. Les faits donnent raison à notre affirmation et nous aurons l'occasion de le remarquer dans d'autres occasions. La suppression de ces commissions de brigandage fut suivie par une recrudescence formidable de la criminalité.

De 1.284 en 1886, le nombre des crimes est passé à 2.406 en 1890, et l'augmentation fut principalement remarquée en ce qui concerne les homicides volontaires. Ceux-ci ont presque triplé ; on en compte, en effet, 164 en 1886, 281 en 1889 et 488 en 1890 (1).

De nouvelles bandes plus fortes furent reconstituées, et de nouveau, elles s'attaquèrent aux villageois inoffensifs. Voici comment Omar Bey Lutfi décrit cette époque : « Les années 1889 et 1890 ont été marquées en Égypte par des actes de brigandage atroce commis par des bandes armées qui parcouraient les campagnes et faisaient la terreur des fermes et des villages. Composées de 20 ou 30 ou même 50 membres bien armés, ces associations de malfaiteurs ne craignaient pas de saccager les propriétaires renommés pour leur richesse, tuant et blessant plusieurs personnes au besoin » (2).

Ce désordre ne fut pas sans déprécier l'organisation nouvelle des tribunaux indigènes ainsi que des nouveaux Codes pénal et de procédure criminelle.

(1) *Rapport de Lord Cromer*, 1891, n° 3.

(2) *Bulletin de l'Union de la législation pénale comparée*, t. VI, p. 41.

Mais les esprits éclairés comprirent sans peine que cette situation n'était que la résultante naturelle de la transformation que traversait le pays, et la réaction des mesures exceptionnelles. On travailla à assainir le corps des magistrats (1) et à assurer la coopération du Parquet et de la police (2).

De nouvelles lois criminelles furent votées pour remédier à l'insuffisance du Code pénal, telle que la loi du 18 novembre 1891 qui punissait de la peine de mort les chefs des bandes armées, et la loi du 27 juin 1896 tendant à faciliter la répression du faux témoignage en matières criminelles.

Mais malgré la croissance des crimes, les méfaits des bandes armées ne furent pas de longue durée, grâce à la vigilance de la police et aux mesures énergiques prises à l'égard des ghaffirs (3).

En effet le Conseiller judiciaire pouvait dire, en 1894, que le brigandage proprement dit n'existait plus. « Deux fameux chefs de brigands, écrivait Sir Scott, Conseiller judiciaire, dans son rapport de 1904, p. 28, ont été tués par la police l'an dernier. Un autre, non moins redoutable, Ahmed Selim, a été arrêté cet hiver. Les ghaffirs des villages sont aujourd'hui les vrais gardiens de

(1) Voir à cet égard les reports sur les tribunaux indigènes présentés par Sir Scott (1892-1898).

(2) Voir, sur la question, les ordonnances du Conseil des Ministres, du 8 avril 1895 et la fameuse circulaire du Ministère de la Justice au Parquet, le 20 avril 1895 et celle du Ministère de l'Intérieur, le 22 avril de la même année.

(3) Voir *Rapport du Conseiller judiciaire pour l'année 1894*, p. 29.

l'ordre et la police se fait craindre des malfaiteurs par sa vigilance et son courage. Dans une conversation que j'ai eue avec Ahmed Sélim, lorsqu'il se trouvait en prison, il a résumé ainsi la situation : « il n'y a plus de brigands de profession, mais les fellahs travaillent et volent, volent et travaillent. Ils ne se dénoncent pas entre eux ».

Néanmoins le procureur général, dans son rapport de 1902, tout en relatant l'existence d'un certain nombre de crimes dangereux de brigandage, remarque l'amélioration successive de l'état de choses. Ils étaient en cette année (1902) 13 contre 11 en 1901 et 12, 17, 21, 28, 47 respectivement pour les années précédentes.

Après cette progression générale, la criminalité marqua une diminution continuelle jusqu'en 1900. De 4.189 en 1890 (1) (rappelons que Lord Cromer les avait évalués à 2.406), les crimes ont baissé à 1.866 en 1896 et se sont fixés respectivement aux chiffres de 1.424, 1.342 et 1.253 pour 1897, 1898, 1899.

Mais après cette amélioration, la criminalité présente une nouvelle augmentation, et nous pouvons constater par les chiffres ci-dessous que les crimes, en cinq années, ont plus que doublé :

Années	Crimes	Années	Crimes
1900.....	1.290	1903.....	2.121
1901.....	1.548	1904.....	2.877
1902.....	1.745		

(1) Statistique des juridictions égyptiennes en 1918-1919 (en arabe), p. 2.

Quant aux délits, depuis 1891, ils ont régulièrement augmenté et dans les quatre dernières années (1900, 1901, 1902, 1903) les majorations ont été respectivement (4.979, 4.290, 8.337, 5.896). En 1904, le chiffre total était de 67.622, ce qui révélait une augmentation de 4.417.

Certains délits se sont extraordinairement multipliés, mais deux d'entre eux ont principalement attiré l'attention par leur progression et leur caractère dangereux ; je veux parler des destructions des récoltes et des empoisonnements des bestiaux (1).

Années	Destructions de récoltes	Empoisonnements de bestiaux
—	—	—
1901.....	1.541	114
1902.....	2.246	177
1903.....	2.693	338

On a attribué l'accroissement de ces délits à l'indulgence des peines prononcées par les tribunaux, ce qui amena le Comité de surveillance judiciaire à lancer une circulaire en date du 4 mai 1903, attirant « l'attention des tribunaux sur la nécessité qu'il y avait en l'occurrence à infliger un châtement exemplaire en vue d'arrêter l'extension de ces attentats, qui constituent un grave danger pour la sécurité publique ».

(1) *Rapport du Conseiller judiciaire pour 1904*, p. 18.

C. — TROISIÈME PÉRIODE

Cette période commence par la revision du Code pénal et du Code d'instruction criminelle.

Les insuffisances que la pratique démontra et l'augmentation continuelle des infractions firent sentir la nécessité de reviser la législation criminelle en général, pour la mettre plus en harmonie avec les nécessités du pays.

En 1904, furent promulgués les nouveaux Codes pénal et d'instruction criminelle par un décret du 14 avril de cette année.

Certaines infractions, dont la peine était manifestement trop faible et dont la recrudescence avait été très sensible, ont été sanctionnées plus sévèrement (1).

Mais, malheureusement, cette nouvelle réforme ne put réaliser les vœux qu'on avait formés ; la vague de la criminalité allait en montant de plus en plus et l'aggravation était de nouveau plus sensible dans les crimes les plus scandaleux.

De 2.877 en 1904, les crimes ont atteint 3.011 en 1905 et 3.586 en 1906 ; mais on constate une décrois-

(1) Tel est l'objet des articles 321, 322, concernant la destruction des récoltes et l'empoisonnement des bestiaux et des bêtes de montures et de charges, l'article 230 punissant l'attentat à la pudeur commis sur un enfant âgé de moins de 7 ans, l'art. 251 sur l'enlèvement, et l'art. 50 sur la récidive en cas de vol, d'abus de confiance et d'escroquerie et les tentatives de ces délits pouvant entraîner la peine des travaux forcés dans certains cas (art. 50).

sance inattendue en 1907, année célèbre par sa crise financière, et qui pourtant ne marqua que 3.288 crimes. Nous reviendrons plus tard sur cette année, en traitant la question de l'influence de la situation économique sur la criminalité.

Mais, dès l'année suivante, la marche des crimes reprend son allure ascendante pour arriver à 3.655 en 1908 et 3.820 en 1909.

En pénétrant dans les détails de ces statistiques, nous remarquons que, comme nous venons de le dire, l'augmentation se notait surtout dans les crimes les plus graves. Voici un tableau démonstratif :

Années	Homicides	Tentatives d'homicides	Vols avec circonstances aggravantes (1)
1903.....	553	291	466
1904.....	566	374	448
1905.....	583	334	858
1906.....	781	412	1.006
1907.....	789	425	933
1908.....	859	611	956
1909.....	911	647	1.036

Quant aux délits réels, excepté les années 1906 et 1907 qui révèlent une diminution, ils ont poursuivi leur sinistre progression.

Voici les chiffres jusqu'en 1909.

(1) Y compris les récidivistes punis suivant l'art. 50 du nouveau Code pénal.

Années	Nombre des délits réels	Années	Nombre des délits réels
1904.....	67.715	1907.....	59.760
1905.....	76.248	1908.....	66.135
1906.....	63.864	1909.....	70.483

Cette augmentation persistante n'était pas sans causer une inquiétude générale qui discréditait le système répressif alors en vigueur.

On l'a attribuée à la vigilance de la police qui mettait plus d'ardeur à découvrir des crimes qui autrefois seraient restés inconnus. Le public, disait-on aussi, apprécie de plus en plus la possibilité de recourir à la justice et la saisit de toutes les agressions qu'il subit.

Mais, la vigilance de la police, comme on le remarque en pratique, ne se prouve pas par la découverte des crimes. Or, au contraire, les agents de la police administrative tâchaient autrefois de signaler à leurs chefs le moins possible d'infractions dans la circonscription où ils exerçaient leurs pouvoirs. C'est surtout (principalement dans les campagnes) la dénonciation des individus qui démontre l'existence des délits.

La vigilance de la police pouvait se prouver par la découverte des criminels et non par celle des crimes. Or, d'un calcul que nous avons fait sur le nombre des crimes et des délits graves classés provisoirement faute de preuves, nous avons constaté que le taux de ces classements resta presque le même en 1906, 1907, 1908, où il fut respectivement 40,3 %, 40,3 %, 39,8 % (1). Il est vrai que

(1) Voir les rapports du Conseiller judiciaire pour les années 1906 (texte anglais), p. 7, 1907, p. 7 et 1908, p. 7.

ces classements provisoires tiennent dans une partie, comme nous le verrons plus tard, à la non-collaboration du public avec les pouvoirs publics en vue de livrer les criminels à la justice. Mais il n'en reste pas moins vrai que la prétendue vigilance de la police n'est pas un argument.

Un prétexte plus sérieux, ajoutait-on, consistait dans les nouvelles dispositions criminelles qui avaient dû augmenter le nombre des actes incriminés par la loi.

En effet, certaines infractions autrefois classées parmi les délits, ont été rangées par le nouveau Code pénal de 1904 dans la catégorie des crimes (1), et cela, par conséquent, a augmenté le nombre total de ces derniers. En outre, certaines lois spéciales ont été promulguées depuis lors, créant ainsi de nouveaux délits. Enfin, l'établissement et l'extension des tribunaux de Markaz ont facilité les dénonciations (2).

Débarrassons-nous d'abord de cette objection des tribunaux de Markaz. Ces tribunaux, créés pour connaître les petits délits, étaient institués pour désencombrer de travaux les tribunaux de première instance en leur donnant la compétence dans les petits délits ; ils n'étaient pas faits pour encourager la dénonciation. On pourrait, à vrai dire, supposer qu'ils auraient accéléré les dénonciations dans les villes ; or, la criminalité sévit surtout dans les campagnes.

Mais, ce qui nous importe, ce ne sont pas les petits délits de la compétence des tribunaux de Markaz, c'est

(1) Voir note 1, page 99.

(2) Voir *Rapport du Conseiller judiciaire pour 1907*, p. 6.

la criminalité grave, les crimes et les délits principaux.

Cela nous amène à l'autre objection : Le législateur de 1904 a élevé certains délits à la catégorie des crimes. Mais quels sont ces délits ?

C'était, pour les énoncer rapidement : 1° certains vols, et certaines infractions analogues commises par des récidivistes (art. 50) ; 2° des empoisonnements de bestiaux et des destructions de récoltes commises par des récidivistes (art. 51) ; 3° des empoisonnements ou des destructions de récoltes commises la nuit ou avec d'autres circonstances aggravantes (articles 321 et 322 C. pén.).

Naturellement l'institution de ces nouveaux crimes a laissé du vide dans la catégorie des délits ; pourtant ceux-ci ne cessaient pas d'augmenter et d'autre part, la progression des crimes était presque générale et, comme nous l'avons montré par les chiffres, elle se faisait principalement sentir dans les crimes les plus dangereux, les homicides et les tentatives d'homicide.

En dépit de toutes ces explications, il était incontestable que la criminalité s'élevait constamment. La caractéristique la plus notable cependant, disait le conseiller général en 1900, en faisant une appréciation d'ensemble de la criminalité dans les dix dernières années, consiste dans le très grand accroissement du nombre des affaires signalées au Parquet et examinées par lui ; et plus spécialement de celles rangées sous la catégorie de crimes de violence (particulièrement des homicides), des incendies volontaires, des destructions des récoltes et des vols d'importance secondaire (1).

(1) Voir son rapport pour 1908, p. 7.

Quelle était la cause de cet accroissement ? La crise financière de 1907, disait-on. Cette crise, venant à la suite des spéculations aventureuses surtout sur les valeurs des sociétés foncières en 1906, fut rendue responsable de la progression constatée dans les dernières années. Nous aurons l'occasion, plus tard, nous l'avons dit, de parler de cette crise en étudiant la richesse et son influence sur la criminalité. Pour l'instant, nous nous bornons à relever les faits tels qu'ils existaient et à montrer comment ils furent envisagés par le législateur et quelle fut l'influence des mesures prises.

D'abord on s'attacha au fond des choses pour étouffer le mal dès le début. On comprit la grande importance du problème des jeunes délinquants et la grande attention qu'il réclame si l'on veut les sauver du contact des criminels endurcis. Les enfants ou adolescents vagabonds et errants sont gravement exposés au danger d'être entraînés par les délinquants d'habitude, et dans cette situation critique où ils se trouvent, étant au bord de l'abîme, si on ne vient pas à leur secours, ils menacent de venir un jour grossir les rangs des criminels récidivistes.

Mais sous la législation en vigueur, et en l'absence d'une assistance privée de relèvement, cette jeunesse malheureuse ne pouvait trouver la chance d'une école pour s'y abriter et apprendre un métier, qu'en commettant un délit.

Agissant à l'exemple des législateurs les plus éclairés de cette époque, qui avaient voté des lois sur cette

matière (1), le législateur égyptien a décrété la loi 2 de 1908 sur les enfants vagabonds. La discussion des articles de cette loi nous entraînerait hors du cadre de cette étude. Disons cependant que grâce à cette loi on a pu faire entrer dans une école de réforme les enfants qui se livrent à la mendicité dans un lieu public, ceux qui n'ont ni domicile ni moyens de subsistance sous certaines conditions et enfin ceux qui sont de mauvaise conduite et échappent à la puissance paternelle. Cette réforme ne pourrait évidemment donner de résultats sur la criminalité que dans un avenir éloigné. Nous n'osons même pas dire qu'elle ait effectivement produit une amélioration, car, ainsi que nous le verrons plus tard, les bons résultats de l'école de réforme sont, malheureusement, souvent paralysés par l'insouciance et l'indifférence du public.

Mais plus grave encore et plus délicat est le problème des criminels d'habitude dont on constatait l'incessante augmentation.

Ces fléaux dangereux, on l'a compris, doivent être traités avec une certaine sévérité ; et ceci nullement dans un esprit de vengeance, mais simplement comme une légitime mesure de protection de la société contre ceux qui la pillent systématiquement.

(1) Notons par exemple en France la loi du 24 juillet 1889, sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés, en Belgique, la loi du 27 novembre 1891 sur le vagabondage et la mendicité ; en Angleterre, the industrial school act 1866, 29 et 30 C. 118, S. 14, amendé par the Industrial School amendment act 1880, 43 and 44 C. 15 ; en 1908 la législation sur les enfants coupables en général a été révisée, complétée et promulguée sous le titre de Children act 1908 (8 Ed. 7 ch. 67).

Déjà l'article 50 du C. pén. de 1904 s'était occupé de ces récidivistes endurcis en autorisant le juge, au lieu d'appliquer les règles ordinaires sur la récidive, à les condamner à la peine des travaux forcés de 2 à 5 ans. Ce sont les récidivistes qui avaient précédemment été condamnés (pour vols ou d'autres délits semblables) à deux peines d'emprisonnement d'une année au moins ou à trois peines d'emprisonnement dont une au moins d'un an et au-dessus.

Mais cette disposition ne suffisait pas pour parer au mal. Subir la peine des travaux forcés pendant quelques années n'est pas un remède efficace pour les individus chez qui le sentiment de faire le mal est devenu une sorte de maladie mentale.

Ainsi a-t-on constaté que de 1904 à 1907, sur 341 personnes condamnées aux travaux forcés en vertu de l'article 50 C. pén. et remises en liberté à l'expiration de leur peine, 49 avaient été condamnées à nouveau, et non moins de 137 étaient signalées par la police, soit comme ayant disparu, soit comme gagnant leur vie par des moyens malhonnêtes (1).

Inspiré par la loi de la Nouvelle-Galles du Sud du 20 septembre 1905 sur la détention et la surveillance des criminels d'habitude et le « Prevention of crime Act 1908 » en Angleterre, le législateur a adopté en Égypte la loi du 11 juillet 1908 sur les délinquants d'habitude.

En vertu de cette loi, le juge pourra condamner le délinquant d'habitude à l'incarcération dans un établissement

(1) *Rapport du Conseiller judiciaire*, 1908, p. 16.

spécial désigné par le gouvernement (le Reformatory des Barrages) pour une durée indéterminée ; celui qui aura été frappé de cette peine sera interné jusqu'à ce que sa libération soit ordonnée par le Ministère de la Justice à la demande d'un Comité qui statuera sur la bonne conduite et l'amélioration du détenu.

Cette réforme capitale a eu des effets sensibles. Nous les trouverons plus tard.

Mais la législation la plus originale, à cause de son caractère exceptionnel, fut la loi n° 15 de 1909 officiellement intitulée « Loi soumettant certains individus à la surveillance de la police ».

Cette loi exceptionnelle avait pour but immédiat d'arrêter vigoureusement, par l'effet de l'intimidation, la montée constante des crimes. On a voulu recommencer l'ancienne expérience des mesures exceptionnelles de 1884, mais cette fois l'arbitraire était plus grand et la garantie de la liberté aussi illusoire.

En effet le débordement des crimes était d'autant plus inquiétant que la hausse, si l'on excepte les mois de janvier et de février (mois d'hiver moins favorables aux attentats) s'aggravait presque de mois en mois.

Nous avons donné les chiffres globaux des crimes dans les trois dernières années, mais voici un tableau qui montre le cours des crimes pendant ces années (1).

(1) Nous aurons plus tard à utiliser ce tableau pour une autre question. *Rapport du Conseiller judiciaire pour 1909*, p. 10.

Mois	Crimes			Homicides et tentatives d'homicide		
	1907	1908	1909	1907	1908	1909
Janvier	194	190	238	73	44	98
Février	224	275	314	69	110	126
Mars	254	274	388	89	104	143
Avril	259	226	309	82	82	139
Mai	286	348	333	102	120	111
Juin	266	351	362	84	131	132
Juillet	323	346	409	99	129	175
Août	324	363	388	127	170	172
Septembre	292	329	312	118	156	136
Octobre	284	280	257	123	129	103
Novembre	261	357	234	116	158	109
Décembre	321	316	284	132	131	114
Total	3.288	3.655	3.828	1.214	1.464	1.558

Donc, devant ce désordre inquiétant, on a jugé nécessaire de recourir de nouveau à des mesures exceptionnelles qui sacrifieraient la liberté de certains individus, d'ailleurs indésirables, au souci de la paix commune.

Servis par la timidité du public qui ne sait pas apprécier le profit qu'il retirerait d'une collaboration sincère avec la justice s'il lui livrait les preuves qu'il possède contre les malfaiteurs, ceux-ci agissaient en toute tranquillité, sûrs le plus souvent d'échapper à la répression. Le conseiller judiciaire et le procureur général insistaient dans leurs rapports dès 1892 et à plusieurs reprises sur la non-collaboration des habitants avec les pouvoirs

publics, ainsi que sur les nombreux classements et acquittements de criminels faute de preuve (1).

Cette nouvelle loi avait pour but de punir sur la simple notoriété de mauvaise conduite qui rendait l'individu dangereux à la sécurité publique.

« Dans certaines circonstances, dit le conseiller judiciaire dans son rapport de 1909 pour justifier cette mesure anormale, les intérêts de la société, dans son ensemble, rendent nécessaire la restriction dans certaines limites de la liberté d'une minorité de ses membres qui se sont montrés dangereux pour la communauté, non seulement parce qu'ils ont été condamnés du chef d'une ou de plusieurs infractions, mais aussi parce que, par leur conduite en général et le caractère criminel de leur mode de vivre, ils ont clairement manifesté des tendances antisociales si prononcées, que ce serait un vrai danger pour leurs semblables que de les laisser en liberté. »

Puis il emprunte à M. Crispi, ancien premier ministre, la phrase suivante, prononcée par lui à l'occasion du dépôt à la Chambre des Députés italienne, le 23 février 1883, du projet de loi sur la sûreté publique :

« Si les crimes, disait M. Crispi, succèdent aux crimes sans qu'on parvienne à réunir les preuves nécessaires pour en livrer les auteurs à la justice, soit qu'ils sachent habilement échapper aux recherches de la police judiciaire, soit que par l'intimidation ils réduisent au silence les victimes et les témoins, et si on se forme la conviction que ces personnes, et non d'autres, sont les auteurs secrets

(1) Voir *suprà*.

de tels crimes, leur éloignement forcé du théâtre de l'infraction est une nécessité à laquelle bon gré, mal gré, il faut arriver. »

Qu'on nous permette ici de nous attarder un peu à discuter l'utilité de cette loi au point de vue plutôt législatif. Comme toutes les mesures d'exception qui empiètent sur la justice de droit commun ont une réaction désastreuse, nous avons eu l'occasion de le voir à propos des commissions de brigandage, cette loi a été cause de la perturbation criminelle postérieure et c'est cette connexion qui justifie cette discussion et qui nous permettra de démontrer, une fois de plus, combien est peu fondée la confiance, confiance absolue, des hommes d'État, dans l'efficacité des peines exceptionnellement sévères.

L'idée première de cette loi était la nécessité de surveiller les gens suspects et de les isoler au besoin (1). Les

(1) Cette loi, aux termes de l'article 1^{er}, s'appliquait à tout individu notoirement connu comme ayant l'habitude d'attenter à la personne ou à la propriété d'autrui ou de se livrer à des menaces contre la propriété.

Juridiction : A l'exemple de la loi italienne du 30 juin 1889 sur la sûreté publique, l'application de cette loi était confiée à une commission composée de deux éléments (administratif et judiciaire) à raison d'une commission dans chaque moudirieh ou gouvernorat ; le moudir (préfet) comme président, assisté de deux notables du moudirieh composait l'élément administratif. L'élément judiciaire était représenté par le chef du Parquet et le président du tribunal indigène de première instance. L'élément administratif l'emportait ainsi dans tous les cas, et le rôle spécial des magistrats se bornait à maintenir la procédure régulière et à sauvegarder la liberté de défense des accusés.

Preuve : Quant à la preuve, l'art. 6, apportait une innovation

juridictions chargées de l'appliquer étaient d'un caractère plutôt administratif et les décisions étaient définitives.

Cette loi a suscité de vives critiques, notamment dans la presse et les milieux juridiques qui l'ont violemment attaquée. En dehors des objections d'ordre purement juridique et législatif, les critiques suivantes ont été formées en ce qui concerne son influence sur la criminalité.

hardie dans la législation égyptienne. « La preuve du caractère dangereux d'un individu, disait cet article, consiste dans la notoriété publique. » Il n'était donc pas nécessaire de prouver la participation du prévenu à une certaine infraction spécifiée, il suffisait d'établir qu'il avait un mode d'existence reconnu dangereux par ses concitoyens.

Les condamnations antérieures et les accusations précédentes, qu'elles fussent suivies par une poursuite ou non, étaient des éléments accusatoires de premier ordre. Aussi les témoignages des officiers de police, des omdehs (maire), des cheiks des villages, des ghaffirs (gardiens), etc., étaient d'un poids considérable. Mais plus dangereuses encore, furent les dépositions des individus établis dans la même région, et qui certifiaient que d'après l'opinion publique, l'accusé constituait un danger.

Peines à appliquer :

1° Mise sous la surveillance de la police, quand la notoriété publique est établie (art. 1) ;

2° Si la commission le juge nécessaire, elle peut exiger de la personne mise sous la surveillance une garantie de bonne conduite ; et cette caution peut être personnelle ou pécuniaire (articles 7 et 8) ;

3° Si, après un délai de 15 jours, l'individu devant fournir caution ne pouvait la présenter, le Ministre de l'Intérieur devait lui assigner une localité, où il passerait la période de surveillance (art. 11).

L'endroit choisi pour la relégation fut l'oasis de Khargah, au désert de Libie, où une colonie pénitentiaire fut établie. Les relégués n'étaient pas forcés de travailler, et ils pouvaient emmener leurs familles avec eux. Le but principal de ce système était l'isolement de ces criminels redoutables pendant un certain temps.

Cette loi, disait-on, qui sacrifie les premiers principes de la justice criminelle, à savoir qu'on ne doit répondre que d'actes déterminés, n'est qu'un expédient maladroit qui n'aura pour résultat que d'augmenter la rancune, semer la haine et l'animosité entre les familles et créer de nouveaux motifs de vengeance, au lieu de diminuer les causes de dissension. Grâce à cet abominable système, les omdehs et leurs entourages trouveront aisément l'occasion de se venger de leurs adversaires et leur entreprise ne sera pas difficile. Quelques témoins appuieront l'omdeh dans son témoignage de l'état dangereux de tel ou tel adversaire et, quelques semaines plus tard, celui-ci se verra déporté au cœur du Sahara, puisque le plus souvent personne n'acceptera la charge de se déclarer garant de sa bonne conduite dans l'avenir (1) et que les ressources minimales des condamnés ne leur permettront pas de réunir les fortes sommes demandées comme cautionnement.

Cette loi, ajoutait-on, pourra-t-elle avoir une influence réformatrice sur le relégué ? Rien n'est plus douteux. D'abord, il ne recevra aucune éducation morale. Il ne pourra donc pas se convaincre qu'il est un être dangereux et que sa conduite est mauvaise. Être un sujet de crainte pour ses voisins n'est pas un défaut aux yeux du fellah ; au contraire, c'est une sorte d'estime qui flatte sa vanité et lui assure le respect de ceux qui l'entourent. L'isoler au cœur du désert sans aucun motif (selon son point de vue) pendant quelques années, n'aura pour résultat que de le

(1) Voir note 1, p. 110.

remplir de rancune contre son omdeh et ceux qui ont contribué à son bannissement.

Cette loi démontre donc le danger qu'il y a à décréter des dispositions répressives en se bornant à copier celles d'autres nations, sans tenir compte des coutumes spéciales du pays pour lequel on légifère.

On oubliait encore la solidarité des familles dans la plupart des campagnes d'Égypte, et on ne se rendait pas compte que la relégation ne pourrait s'interpréter aux yeux des parents du condamné que comme un succès de leurs ennemis, qui appelait une revanche et entraînait des représailles réciproques.

Ces critiques devaient être justifiées par les événements.

Suivant le rapport établi en 1909 par le Conseiller judiciaire, la loi était appliquée avec modération, et sur une liste de plus de 1.200 personnes déclarées dangereuses, 283 seulement avaient été renvoyées devant les commissions.

Quant aux effets de cette loi, on remarque une amélioration sensible dans les premiers temps de sa mise en vigueur, spécialement en ce qui concerne les crimes de violence.

L'année 1910 comptait 3.371 crimes contre 3.828 en 1909 et 3.655 en 1908. L'augmentation notée en 1909 sur l'année précédente, provenait des infractions commises dans les mois antérieurs à la promulgation de la loi.

Quant aux délits d'une certaine gravité — vol (art. 274 et 275 du C. pénal), faux (art. 183), abus de confiance (art. 294 à 299), empoisonnement des bestiaux

(art. 310 et 312), destructions des récoltes (art. 321) — pour tous ces délits, on relevait au contraire une augmentation de 2.063 délits en 1910 par rapport à l'année précédente. Et cette augmentation portait principalement sur les vols (915 affaires de plus).

Mais même dans les crimes, l'amélioration ne devait pas être de longue durée. Dans les premiers mois de la mise en application de la loi, les statistiques accusaient une diminution continuelle de mois en mois. De 388 au mois d'août 1909, le nombre des crimes s'était abaissé régulièrement pour arriver à 251 au mois de février 1910, contre 314 et 275 pendant les mêmes mois des années 1909 et 1908.

Cette amélioration s'effectuait principalement, comme nous l'avons remarqué, dans les crimes de violence. Ainsi au mois de février 1910, le nombre d'homicides et de tentatives d'homicide fut inférieur à la moitié de ce qu'il avait été au mois de juillet en 1909 (mois précédant la mise en vigueur de la loi). Il s'établit à 82 contre 175, ce qui était un progrès satisfaisant pendant ces quelques mois. Même en comparant ce nombre avec le nombre d'homicides et de tentatives d'homicide pendant le mois correspondant de février 1909, nous remarquons pareillement une grande amélioration (126 en février 1909).

Malheureusement, nous l'avons dit, cette constatation favorable n'eut pas de lendemain et, après 7 mois de recul continu, la criminalité, au grand étonnement du législateur, commença à reprendre son ancienne direction ascensionnelle.

En 1911, le chiffre des crimes battait le record de

1909. De 3.371 en 1910, il arrivait à 3.874 en 1911, et si on examine les détails des chiffres, on constate un accroissement dans presque chaque catégorie de crimes.

Voici un tableau comparatif des crimes les plus importants pendant les années 1909, 1910, 1911.

Infractions	1909	1910	1911
Homicides.	911	776	824
Tentatives d'homicide	647	509	560
Coups et blessures	67	84	106
Vols	546	329	403
Destruction des récoltes (art. 320 et 322)	143	123	153
Empoisonnements des bestiaux	84	71	77
Incendies volontaires	492	559	680

Quant aux délits les plus graves (dont la nature est déjà indiquée, pp. 113-114) ils ont encore conservé leur tendance à augmenter, interrompue depuis 1907. En 1910, l'augmentation avait été de 2.063. En 1911, elle a plus que doublé (5.085) ; et plus de la moitié de cette augmentation était due au vol (art. 274 et 275) (1).

Ce résultat extrêmement fâcheux, qui donnait raison aux critiques précédentes, causa la plus vive déception chez les partisans de la loi. Le Conseiller judiciaire, dans son rapport de 1912, s'exprimait ainsi à ce sujet : « L'état général de la criminalité continue donc à être peu satisfaisant. Cette constante augmentation des crimes et des délits, arrêtée d'une façon momentanée seulement en

(1) Voir *Rapport du Conseiller judiciaire pour l'année 1911*, p. 6.

1910, par l'expédient de la relégation administrative, est vraiment décourageante pour les juges et la police et tous ceux qui s'occupent de la répression des infractions » (1).

Dans son rapport de l'année précédente, il avouait franchement la faillite de cette loi de relégation. « Je dois constater, disait-il, cette année avec regret, mais peu d'étonnement, que l'effet (la diminution des crimes) paraît n'avoir été que momentané, comme c'est fréquemment le cas avec des mesures exceptionnelles de cette espèce et que nous sommes revenus aux niveaux antérieurs » (2).

Ainsi de nouveau l'expérience des lois exceptionnelles a abouti à un grave échec.

Au début, comme nous l'avons remarqué, il y avait eu une diminution considérable. Mais c'était l'effet naturel du choc soudain de cette loi exceptionnelle. Un peu plus tard, dès que l'effet de la soudaineté fut amorti, les instincts criminels se réveillèrent et les attentats recommencèrent. De nouveau l'esprit de vengeance arma le bras de ceux qui avaient été condamnés à la relégation par suite des dépositions de telle ou telle personne.

Cette nouvelle recrudescence de crimes intimidait les témoins beaucoup plus que la loi n'avait pu le faire pour les malfaiteurs.

A la suite de cet échec, cette loi fut suspendue en 1912.

Pourtant, si cette loi avait été maintenue plus longtemps, cette réaction fâcheuse ne se serait-elle pas atténuée ? N'aurait-elle pas fini par triompher et avoir raison

(1) Voir *Rapport du Conseiller judiciaire pour l'année 1912*, p. 6.

(2) *Rapport du Conseiller judiciaire pour l'année 1911*, p. 5.

des criminels ? Quelques-uns le pensaient. Ils disaient que le problème tenait tout entier dans la lutte entre la fermeté de la répression et le sentiment traditionnel de vengeance encouragé par la timidité des témoins. Si on persistait dans la méthode énergique, ajoutaient-ils, et si l'on tenait tête avec ténacité, aux attaques des criminels en protégeant les témoins, on finirait par être maître de la situation. Au contraire, il était dangereux de reculer après la première offensive de la loi, et cet échec ne pouvait qu'encourager les criminels.

Pour nous, nous estimons que même en se montrant très optimiste, on ne pouvait attendre de cette loi qu'une influence très provisoire et limitée, au maximum, à la période de son application. Mais espérer qu'on remédierait par des mesures draconiennes aux excès de la vengeance ou à la timidité des témoignages, était une grave illusion, ce progrès ne pouvant être acquis, d'après nous, que par le relèvement du niveau moral et intellectuel qui est lui-même le fruit de l'éducation.

Cependant la criminalité montait toujours.

Puis la guerre survint ; et nous remarquons en 1914 un abaissement dans le taux général des statistiques. Les crimes, qui se chiffraient à 4.096 en 1913, n'atteignirent en 1914 que 3.769 ; amélioration qui fut constatée dans toutes les catégories des crimes importants, et qui était due en grande partie aux mesures prises par les autorités militaires pour saisir les armes à feu (on en recueillit 25.000 dans cette seule année) (1).

Quant aux délits les plus graves, il y avait au contraire

(1) *Rapport of the « Judicial adviser », 1914, p. 5.*

un surcroît de 42,8 % (98.548 en 1913-1914 contre 92.938 en 1912-1913).

La guerre se prolongeant, les nécessités de la défense et l'obligation de lever des troupes, surchargeaient la police déjà débordée par ses occupations normales et qui devait recruter des ouvriers pour les travaux militaires et approvisionner les armées. Aussi presque tous les hommes de police en arrivèrent à laisser au second plan leurs devoirs principaux relatifs à la sécurité publique.

Voici ce que dit à ce propos M. McIlwraith dans son rapport de 1915, p. 4 : « Dans les temps modernes, il n'y a probablement jamais eu, en Égypte, une année où les fonctionnaires administratifs, du moudir jusqu'au fonctionnaire le plus modeste, aient été surchargés par tant de travail supplémentaire, au détriment naturellement de leurs fonctions ordinaires ».

Malfaiteurs et pillards, voyant ce relâchement de la part de la police, avaient beau jeu et redoublaient leurs efforts.

Malgré les mesures exceptionnelles prises pendant la guerre et qui auraient dû dompter la criminalité (telle que les mesures concernant la vente des liqueurs dans les lieux publics (1), la fermeture des débits à des heures moins tardives (2), l'interdiction du port d'armes, délit passible quelquefois de la peine de mort (3), etc.), malgré ces mesures et malgré l'embauchage d'un grand nombre de vagabonds et de suspects pour travailler aux champs de bataille à Sina, la criminalité continuait toujours à

(1-2) Proclamations du 18 mars et du 9 mai 1915 et les proclamations du 3 janvier et du 4 février 1916.

(3) Voir P. du 16 août 1915 et une autre proc. sur le port d'armes en 1917.

se développer. Voici un tableau du nombre global des crimes et des délits pendant la guerre.

	Crimes	Délits
1913-1914.....	3.769	98.548
1914-1915.....	4.192	103.630
1915-1916.....	4.302	98.574
1916-1917.....	4.558	108.469
1917-1918.....	4.644	101.330

Sans doute la misère et le coût élevé de la vie, produits par la guerre, n'étaient pas étrangers à cette recrudescence, et ce qui le prouve, c'est l'augmentation considérable des vols, délits plus soumis, comme nous le verrons plus tard, que les autres, aux influences de la situation économique. De 33.930 en 1914 le nombre des vols et des tentatives de vol (crimes et délits) s'éleva à 47.771 en 1918, soit un surcroît de 11 %, tandis que l'homicide volontaire, par exemple, n'augmentait, pendant cette période, que de 3,2 %.

L'examen de la nature des infractions qualifiées de délits nous montre que, malgré la progression générale, il y avait, sauf pour le vol, une diminution constante dans presque toutes les catégories des délits (1).

Un trait remarquable, c'est celui que nous trouvons en comparant les données statistiques de 1917-1918 avec celles de 1913-1914. Le surcroît du nombre des délits de 1918 sur celui de 1914 (qui se chiffre à 2.782) est dû entièrement aux vols qui dénotent une augmentation de 13.298.

(1) Comparez les chiffres figurant dans la statistique des juridictions égyptiennes, année 1917-1918, p. 3.

La guerre prend fin, et l'année 1918-1919 nous livre une statistique lourde de criminalité.

De 4.644 crimes en 1918, le nombre s'élève à 6.779 en 1919 soit une augmentation de 45 %. Sous toutes les rubriques des crimes, nous remarquons une augmentation importante atteignant dans les homicides et la tentative d'homicide, un pourcentage de 48,3.

Quant aux délits, ils se sont accrus aussi, mais dans une proportion bien moindre, 10,4 % de ce qu'ils étaient en 1918. Mais si nous pénétrons dans les détails des chiffres nous constatons que l'augmentation apparaît principalement dans les délits graves.

Vols	11,6 %
Empoisonnement des bestiaux...	23,5 %
Destruction des récoltes.....	55,2 %

De ces chiffres, il ressort que la criminalité a fait de véritables bonds et battu tous les records précédents.

Cette hausse est due à des causes exceptionnelles qui se sont conjuguées.

a) D'abord la rentrée des milliers d'ouvriers qui avaient été attachés aux armées en Palestine (1).

Ces pauvres gens, qui étaient restés pendant des mois ou des années loin du pays, toujours assurés de leur logement et de leur nourriture, économisant les salaires qu'ils recevaient, revenaient maintenant dans leurs villages ou dans leurs villes, riches de leurs petits pécules. Ils menèrent une vie d'oisiveté, surtout dans les villes,

(1) Voir *Statistique des juridictions égyptiennes, 1918-1919* (texte arabe), p. 4.

et en quelques mois ils mangèrent leur fortune. Mais ils s'étaient habitués pendant des mois à la vie large, et les privations du chômage, d'une part, et la vie chère, d'autre part, les mettaient dans une situation très difficile. Pour en sortir ils ne trouvaient rien de mieux que de se livrer à la rapine et à d'autres délits plus graves.

Il faut tenir compte aussi, pour être impartial, des conditions spéciales dans lesquelles avaient vécu ces individus mêlés pendant de longs mois à une population de vagabonds, d'escrocs, de basse pègre au passé souvent très chargé. Comme toujours, cette promiscuité malsaine avait contaminé les éléments sains mais de volonté incertaine et avait répandu les habitudes de jeu, d'alcoolisme et d'usage de stupéfiants. Le désœuvrement du retour créait une atmosphère très favorable à la débauche et aux actes délictueux qui se terminent par le crime.

Enfin, parmi les hommes qui revenaient ainsi, un certain nombre avait été contraint d'entrer au service sur la dénonciation de l'omdeh, poussé par des adversaires, qui les avait déclarés dangereux et sans travail.

Après avoir subi cette humiliation, il était naturel qu'ils chercheraient à satisfaire leur rancune, et leur tendance à se venger était encouragée par le fait que la présence des forces militaires en plusieurs postes du pays, leur donnait la facilité de se procurer des armes. Des intermédiaires achetaient des armes volées dans les camps et les revendaient à bas prix.

Les chiffres sont là pour appuyer ces déductions. Les délits de port d'armes (punis par la loi n° 8 de 1917 sur la détention et le port d'armes) s'élevaient à 2.744 en

1919 contre 1.984 en 1918, soit une augmentation de 38 %.

b) Une autre cause de la progression de la criminalité se rattache au mouvement révolutionnaire de 1919. Le pays, au mois de mars de cette année, s'était levé pour réclamer son droit naturel à l'indépendance. La présence des troupes d'occupation et leurs exigences troublaient l'œuvre de la police et la paralysaient dans une grande mesure, créant ainsi une occasion propice pour les malfaiteurs.

À partir de 1919 la criminalité poursuit progressivement sa marche ascendante jusqu'en 1924 (1).

La hausse énorme du prix du coton, produit principal du pays, en 1919 et 1920, la richesse qui s'ensuivit, et la crise financière consécutive due à la baisse subite du prix du coton en 1921 et dans les années suivantes, avaient indubitablement contribué pour une large part à cette augmentation constante. Nous reviendrons plus tard sur ce point.

Cette nouvelle recrudescence de crimes et de délits inquiéta les pouvoirs publics, et une fois de plus on pensa à recourir à des mesures énergiques. Mais on ne voulait pas répéter l'expérience avortée de 1909 et l'on tendit au même but par les voies de procédure criminelle du droit commun, sans empiéter sur la compétence des tribunaux.

C'est dans ces conditions que fut promulguée la loi du 29 juillet 1923 « la loi n° 24 sur les vagabonds et les personnes suspectes ».

(1) Voir tableau (1), p. 127 et tableau (2), p. 128.

Cette loi a abrogé les lois précédentes sur la surveillance de la police et le vagabondage, y compris la fameuse loi de 1909 sur la relégation, qui, d'ailleurs, avait été suspendue depuis 1912.

Malgré quelques critiques de détails qu'on pourrait adresser à cette loi (texte parfois contradictoire, dispositions trop vagues, lacunes sur certains points) nous estimons que la loi dans son ensemble réalise un réel progrès.

Grâce aux modifications qu'on est en train de lui faire subir, nous croyons qu'elle sera une arme sérieuse contre la criminalité, pourvu qu'on l'applique scrupuleusement.

Dans les années postérieures à cette loi, la statistique des crimes montre une baisse continue jusqu'en 1926 (1). Quant aux délits, leurs ondulations sont assez variées (2).

La période qui va de la fin des hostilités à nos jours doit retenir plus longtemps notre attention à cause de son intérêt d'actualité. Aussi nous avons pensé qu'il convenait d'examiner cette période dans un chapitre à part, le chapitre suivant, où nous analyserons les infractions principales que nous étudierons aux points de vue statique et dynamique en établissant une comparaison dans un appendice avec les infractions semblables dans les principaux autres pays.

(1) Voir tableau (1), p. 127. L'année 1926-1927, suivant la statistique du Ministère de l'Intérieur — l'*Annuaire des statistiques judiciaires* pour cette année n'est pas encore publié, — marque une augmentation dans les crimes. Ceux-ci se chiffrent à 7.950 contre 7.062 en 1926.

(2) Voir tableau (2), p. 128.

TABLEAU 1. — *Etats des crimes réels commis pendant la durée de 1916-1926.*

Année	Homicide volontaire	Coups entraînant la mort ou une infirmité permanente	Vol criminel (et tentatives)	Récidive de vols (art. 50)	Destruction de récoltes	Empoisonnement de bestiaux	Incendie volontaire	Viol et attentat à la pudeur	Faux qualifié comme crime	Corruption	Extorsion	Autres crimes	Total
1915-16.	893	530	616	564	96	88	923	207	163	14		257	4.302
1916-17.	741	522	686	524	127	101	1.037	473	433	28	108	155	4.558
1917-18.	783	638	875	400	93	96	1.002	454	431	22	97	107	4.644
1918-19.	1.179	928	1.746	437	216	92	1.324	476	83	21	88	193	6.779
1919-20.	1.173	1.132	1.896	550	268	84	1.654	233	433	22	116	195	7.772
1920-21.	1.283	1.263	1.829	417	332	104	2.333	233	498	43	158	159	8.676
1921-22.	1.246	1.220	1.695	397	339	98	2.217	243	219	18	217	237	8.464
1922-23.	1.067	1.100	1.263	518	303	92	2.216	334	202	16	165	220	7.831
1923-24.	1.062	980	904	472	259	95	1.975	311	221	14	197	227	7.034
1924-25.	1.090	958	887	391	228	84	1.845	261	274	8	167	232	6.797
1925-26.	1.096	833	728	367	218	80	2.101	309	212	9	161	219	6.785

TABLEAU 2. — *Etats des délits réels commis pendant la durée de 1916-1926.*

Année	Vol	Coups et blessures	Escroquerie	Abus de confiance (art. 294 à 298)	Empoisonnement des bestiaux	Destruction des récoltes	Violation de la propriété	Vagabondage	Rupture de ban	Faux qualité délit	Corruption	Dénonciation calomnieuse	Faux serment	Outrage à la pudeur	Résistance aux autorités	Matières stupéifiantes	Autres délits	Total
1915-16	44.215	23.886	1.456	5.061	375	2.833	717	748	833	467	285	263	156	337	3.624		43.618	98.574
1916-17	48.257	25.684	1.062	4.600	419	3.375	747	536	779	504	280	321	160	313	3.386		48.049	108.469
1917-18	46.496	19.777	955	3.843	369	2.531	749	492	539	453	372	309	161	241	3.280		20.773	404.330
1918-19	54.918	22.578	1.001	3.438	456	3.929	705	386	602	339	263	293	121	231	3.235		22.458	414.953
1919-20	65.926	29.866	1.215	4.377	590	5.289	915	511	819	386	303	402	228	253	3.893		23.645	138.618
1920-21	52.395	29.768	1.440	4.738	569	6.138	835	1.011	791	463	304	292	219	287	4.740		25.046	427.017
1921-22	48.358	31.101	1.492	5.714	622	6.420	763	1.406	1.159	593	413	273	221	273	5.362		26.967	442.652
1922-23	47.613	33.176	4.021	6.891	644	5.814	922	1.929	1.622	559	311	296	223	294	5.382		25.664	432.614
1923-24	48.266	35.776	5.003	6.758	635	6.080	1.000	2.325	2.024	617	350	376	218	335	5.756		29.686	141.504
1924-25	50.144	35.401	7.429		621	5.676	993	3.332	2.459	526	430	321	213	317	6.027	9.654	34.042	457.565
1925-26	47.944	36.600	7.485		561	5.991	940	4.381	2.516	511	431	322	242	296	5.363	41.774	29.900	455.257

CHAPITRE II

ÉTAT ET MARCHÉ DES INFRACTIONS PRINCIPALES DANS LES DIX DERNIÈRES ANNÉES

Nous avons tenu, pour mieux décrire l'état de la criminalité actuelle en Égypte, à mettre en relief dans un chapitre à part, les infractions principales et à exposer leur mouvement ascensionnel pendant les dix dernières années (1917 à 1926) (1).

Dans ce but nous avons dressé les deux tableaux (n° 1 et n° 2, pp. 127 et 128) d'après les données des statistiques criminelles établies pour cette période.

Pour bien pénétrer la gravité des infractions, il ne faut pas s'en tenir à la classification juridique en crimes et délits, car ce procédé ne permettrait pas de sonder la profondeur du mal ; mieux vaut les étudier suivant leur nature.

Ainsi nous étudierons d'abord les infractions contre la propriété, puis celles contre les personnes, et enfin, dans une dernière catégorie, nous rangerons celles que le légis-

(1) Il aurait été peut-être utile de faire suivre cette revue objective des crimes, d'une autre étude subjective des divers genres de criminels, mais cette étude, nous avons préféré la faire au fur et à mesure que se posent les questions avec lesquelles elle a une étroite connexion.

lateur a créées lorsqu'il a jugé tel ou tel acte dangereux pour l'ordre public.

Dans tous ces cas nous ne nous occuperons que des infractions principales que relève la criminologie de l'Égypte.

A. — INFRACTIONS CONTRE LES PROPRIÉTÉS

Les plus importantes en Égypte sont :

a) *L'incendie volontaire*. — Cette infraction, qui est considérée comme un crime par le législateur (art. 217-222) a plus que doublé au cours de cette période décennale (Voir tableau 1, p. 127).

Mais elle a connu pendant ces dix années des époques de recrudescence particulière, par exemple en 1921 et 1922 (voir le tableau indiqué).

b) *Les destructions de récoltes* ont marqué un progrès de près de 77 %. En 1921, 1922 et 1923, leur nombre a atteint son chiffre maximum (voir les deux tableaux cités).

c) *Les empoisonnements de bestiaux* n'ont pas beaucoup varié. Leur augmentation n'est que de 20 % (voir les tableaux cités). La statistique montre qu'ils suivent une progression moyenne régulière.

d) *Le vol*. — Si l'on compare les années 1916-1917 et 1925-1926, on remarque une certaine décroissance dans les vols : 49.392 en 1925-1926 contre 49.467 en 1916-1917. Mais certaines années présentent des

totaux plus élevés, par exemple de 1919 à 1923, où les vols qualifiés avaient plus que doublé (voir tableau 1, p. 127).

e) *L'escroquerie* a pris un développement continu. Depuis 1925, les statistiques, sans qu'on puisse en donner une explication, la classent avec l'abus de confiance dans une seule et même colonne et sous un nombre global, ce qui rend impossible après 1923-1924 un examen particulier. Pendant cette période, elle a presque quintuplé : 1.062 en 1916-1917 contre 5.003 en 1923-1924.

A partir de 1920-1921 l'augmentation est régulière et incessante.

f) *L'abus de confiance* progresse dans la proportion de près de 45 %. Remarquons qu'en pratique il arrive assez souvent que le Parquet, alors qu'il est en présence d'actes délictueux que la loi permettrait de qualifier d'abus de confiance, se contente, afin d'amener un accord entre les parties, et peut-être aussi de ne pas encombrer les rôles, de trouver un compromis entre les parties et ne donne pas de suites à la plainte de la victime.

g) *Les violations de la propriété* (art. 323 à 327) ont augmenté de 26 %. Ici la progression n'est pas régulière (voir tableau 2, p. 128).

B. — INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES

Celles-ci doivent retenir notre attention plus longtemps.

a) *D'abord les attentats de sang.* — L'homicide volon-

taire et la tentative d'homicide (art. 194, 197 et 198) se sont accrus de 56,3 %, mais, dans les années précédentes, ils ont fait encore plus de ravages. En 1921, l'augmentation fut plus que du double ; mais depuis cette année la diminution est constante. Est-ce la preuve que les passions se sont adoucies et que les instincts violents s'assagissent ? Ce n'est malheureusement qu'une illusion qui se dissipe dès que l'on regarde une autre catégorie d'infractions de sang, pas aussi grave, il est vrai, que l'homicide, mais de même violence, je veux parler des coups et blessures volontaires.

Les coups et blessures volontaires. — Ces infractions, qui sont tantôt des délits, tantôt des crimes, sont au nombre de 37.002 en 1925-1926 contre 25.807 en 1916-1917, soit une augmentation de près de 45 %.

Pendant cette période décennale, la progression a été constante en dehors de quelques courts ralentissements.

Un fait significatif, c'est que l'augmentation a été notamment très forte dans les coups et blessures qualifiés comme crimes, à savoir ceux qui ont entraîné la mort de la victime ou lui ont causé une infirmité.

De 223 en 1917 ces crimes passent au chiffre de 402 en 1926, c'est-à-dire presque le double. Mais la comparaison est encore plus frappante si nous remontons plus loin, par exemple si nous revenons 10 années en arrière ; nous trouvons en 1907 le total modeste de 56, ce qui fait apparaître une augmentation de 7 fois plus !

b) *Attentats contre les mœurs* (viol et attentat à la pudeur, art. 230-232 ; outrage à la pudeur, art. 240 et 241).

Ces infractions contre les mœurs ont augmenté de 45,3 %. L'accroissement s'est produit surtout dans les infractions accompagnées de violence, en d'autres termes les actes qualifiés par la loi comme crimes. Ces crimes marquent 309 en 1926 contre 173 en 1917.

Une remarque s'impose ici. Les chiffres de ces infractions sont loin de correspondre à la réalité des choses. Par un sentiment de honte ou par crainte de diffamer le nom de la famille, ces actes sont souvent cachés aux autorités publiques, particulièrement dans les campagnes. Malheureusement, la suite qu'ils comportent n'est que différée, et ils donnent lieu, quelques temps plus tard, à des actes de vengeance dont on ignore la cause.

Néanmoins ce genre de criminalité est sûrement beaucoup moins développé en Égypte que dans les pays d'Europe.

Étant donné l'esprit conservateur, principalement dans les campagnes et l'instinct de pudeur particulier au peuple égyptien, il est naturel que ces délits ne trouvent pas un milieu favorable. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce point en parlant plus tard des actes de vengeance concernant l'honneur.

c) *Infractions contre l'ordre public* décrétées par le législateur.

Le vagabondage. — La législation sur cette matière a subi récemment une modification importante, comme nous l'avons vu dans le chapitre premier.

Cette modification ne permet pas de faire une comparaison exacte en envisageant l'ensemble de cette période. Aussi nous étudierons le vagabondage de 1917 jusqu'à

la loi n° 24 de 1923 (loi sur les vagabonds et les personnes suspectes), puis à partir de cette loi jusqu'à nos jours.

Dans la première période nous remarquons une baisse continuelle jusqu'en 1918-1919 où le vagabondage groupe 386 délits contre 536. L'amélioration paraît plus satisfaisante si on fait la comparaison avec 1913 (avant la guerre) où il s'arrêtait au chiffre de 1.542.

Dès 1919-1920, le vagabondage gagne du terrain et en 1922 il s'étend à 1.106 individus.

Cela tient aux perturbations économiques que traversait le pays à cette époque.

Pourtant il semble bien que ces chiffres, surtout dans les premières années, ne donnent qu'une partie de la situation véritable du vagabondage à ce moment-là. La loi n° 17 de 1909 était en quelque sorte tombée en désuétude à cause de son application défectueuse.

L'année 1923 voit promulguer la loi n° 24 sur le vagabondage.

Cette loi a étendu la portée du terme vagabond pour atteindre certains individus qui échappaient à la répression sous l'ancienne législation (1).

Depuis sa mise en vigueur, le chiffre des vagabonds n'a connu que des hausses successives (voir tableau 2, p. 128). De 1.929 en 1923 et de 2.325 en 1924, il passe

(1) Tels sont les souteneurs des filles publiques, les condamnés récidivistes pour excitation des enfants à l'aumône, les ghagars (bohémiens) sans domicile fixe ni profession légitime et ceux qui passent la nuit sur la voie publique ou sur la place publique sans pouvoir justifier d'un domicile (art. 1^{er}, alinéas 3, 5, 6, 7).

à un contingent toujours plus élevé qui atteint 4.381 en 1926.

Peut-on voir là un indice que le vagabondage se propage de plus en plus en Égypte ? Si l'on n'en juge que par les chiffres, on dirait sûrement « oui ».

Mais la vérité est toute autre. Le nombre réel des vagabonds ne s'est pas accru ; au contraire, il a probablement diminué relativement. Cette augmentation statistique ne peut être attribuée qu'à l'ardeur que la police met dans l'exécution de cette loi.

Et pourtant nous croyons que ces chiffres officiels ne représentent qu'une partie de cette légion dangereuse des vagabonds.

Les ghagars (bohémiens), mentionnés expressément par le premier article de la loi de 1923, se rencontrent partout, surtout dans les villages où ils disent la bonne aventure, pratiquent les jeux de hasard sur la voie publique, profitant ainsi de la crédulité des campagnards en qui ils trouvent souvent des dupes faciles.

La mendicité ne constitue pas un délit à part. Elle tombe sous le premier article de la loi n° 24 de 1923 qui énumère les vagabonds. Et pourtant on rencontre des mendiants nombreux soit dans les villes, soit dans les villages. Ces individus, qui ont l'aspect d'estropiés ou d'infirmes ne sont souvent que des simulateurs (1).

Ces gens, comme l'a déjà dit Clot Bey, spéculent sur le sentiment charitable que l'islamisme entretient parmi

(1) Voir M. KAMEL GREISS, La mendicité en Égypte et sa répression. *L'Égypte contemporaine*, 1916, p. 202.

ses sectateurs. L'hospitalité et la charité envers le pauvre sont pratiquées en Égypte avec une telle générosité qu'elles ont valu à notre nation un renom légendaire. Il est naturel que dans une atmosphère pareille, le délit de vagabondage, tout au moins dans la plupart de ses manifestations, passe inaperçu. Pour cette raison nous croyons que les données statistiques ne présentent qu'un aperçu partiel du vagabondage.

Un autre délit de la plus haute importance, *est le trafic et l'emploi des stupéfiants.*

Ce délit ne figure dans les statistiques que de 1924-1925, après le vote de la loi du 21 mars 1925 réglant le commerce et l'emploi des stupéfiants (1).

Le nombre des affaires de ce genre a atteint 9.654 en 1925 et 11.774 en 1926. Il faut reconnaître que la police a mis une vigueur louable dans l'exécution de cette loi.

Dans les quelques années qui ont précédé cette loi, ce fléau s'était tristement multiplié dans le pays. Jusqu'à la fin de la guerre, on ne connaissait guère que l'opium et le hachisch : le premier est un produit de la Haute-Égypte et le second est introduit en contrebande sous mille formes.

On ne peut pas estimer la quantité de hachisch introduit en Égypte puisque c'est un trafic illicite. Mais les chiffres des quantités saisies en contrebande nous donnent une idée approximative de ce trafic et du danger qui menace le peuple égyptien.

Avant la guerre, la contrebande du hachisch était

(1) Art. (1)... et art. 32.

énorme. Les quantités saisies par les gardes-côtes et la police atteignaient le poids de 17.871 kg. en 1912 et de 22.828 en 1913. Elles sont tombées à 157 kg. en 1918. Après la guerre, elles ont augmenté, mais dans des proportions moindres pour arriver à 5.220 kg. en 1924 et 6.381 kg. en 1925 (1).

Les quantités saisies par la police après 1919 diminuent d'années en années. Cette décroissance est due à la propagation d'autres stupéfiants tels que la cocaïne, l'héroïne, la morphine, qui ont fait tant de victimes dans les dernières années et auxquels le hachisch a cédé la place (2).

(1) Voir *Annuaire statistique de l'Égypte*, 1925-1926, p. 547.

(2) Voir *supra*.

APPENDICE

MARCHE DE LA CRIMINALITÉ DANS LES PAYS ÉTRANGERS

EN FRANCE

La criminalité en France, dans les dernières années, d'une façon générale, montre une décroissance successive.

Voici un tableau comparatif des affaires respectivement jugées par les diverses juridictions répressives en 1913, en 1921 et en 1922 (1).

	Nombre d'affaires en 1913	Nombre d'affaires en 1921	Nombre d'affaires en 1922
Cours d'Assises	2.152	2.148	1.908
Tribunaux correctionnels . .	195.977	212.948	185.444
Tribunaux de simple police .	566.232	679.188	654.202

Le rapprochement des chiffres relevés au cours de ces trois années montre que les crimes et les délits ont été moins nombreux en 1922 que durant l'année qui précéda la guerre.

Cette régression est aussi sensible dans les différentes catégories d'infractions. Voici un tableau comparatif des infractions principales suivant leur nature (2).

(1-2) Rapport de M. le Garde des Sceaux au Président de la République française pendant l'année 1922, p. VI.

Nature des crimes et délits	1913	1921	1922
Assassinat.	493	474	440
Meurtre	283	383	344
Infanticide	92	133	117
Coups et blessures mortels. .	136	135	117
Viol et attentat à la pudeur .	434	304	332
Avortement	89	130	138
Vol qualifié	450	451	360
Vol simple	34.789	43.883	41.236
Escroquerie	2.964	2.534	2.883
Abus de confiance	6.611	4.477	5.289
Coups et blessures simples. .	28.511	23.950	24.281
Vagabondage.	11.771	9.945	9.061
Mendicité	6.963	2.393	2.739
Délits contre les mœurs . .	2.748	1.904	2.107

Dans ce tableau on remarque une amélioration dans la plupart des crimes et délits. En effet, sauf pour le meurtre, l'infanticide, l'avortement, le vol simple et le vagabondage, la décroissance en nombre a été générale.

On peut résumer la situation en ceci :

1° Les attentats de sang n'ont pas sensiblement augmenté ;

2° Les infractions de cupidité, autrement dit celles où prédomine l'élément matériel, sauf pour le vol simple, ont diminué ;

3° Les infractions d'immoralité ont diminué considérablement ;

4° Les infanticides et les avortements ont augmenté énormément.

EN BELGIQUE

Pour l'étude du mouvement de la criminalité en Belgique, c'est la statistique « criminelle » qui nous donne les renseignements nécessaires.

Nous prendrons comme élément de comparaison le nombre des condamnés en dernier ressort pour les différentes catégories des crimes et délits en acceptant l'année 1913 pour base (1).

Nature des infractions	Nombre des condamnés		
	en 1913	en 1919	en 1920
Meurtre frappé d'une peine criminelle	36	91	77
Meurtre frappé d'une peine correctionnelle	40	48	15
Lésions corporelles volontaires	22.671	4.788	8.416
Avortement	34	219	121
Exposition ou délaissement d'enfants	121	57	179
Enlèvement des mineurs	34	14	21
Attentats à la pudeur et viol	471	193	291
Prostitution et corruption de la jeunesse	41	131	105
Outrages publics aux bonnes mœurs	982	125	286
Adultère et bigamie	1.349	1.259	2.492
Vols et maraudages	9.165	17.149	10.477
Abus de confiance, escroquerie, tromperies	3.765	4.631	2.475
Recel	880	3.951	2 083

(1) Voir P. YOCAS, *L'influence de la guerre européenne sur la criminalité*.

Ainsi on remarque une augmentation dans presque toutes les catégories d'infractions, particulièrement dans celles dirigées contre les propriétés et dans certains délits contre les mœurs.

EN ITALIE

Suivant les statistiques criminelles (1), on remarque une diminution régulière dans le nombre des condamnations depuis 1910 jusqu'à 1919, dernière année pour laquelle nous avons pu trouver des renseignements officiels comparatifs sur les détails de la marche de la criminalité (2).

Ainsi, nous trouvons que le nombre total de condamnations individuelles a été, en 1910, de 153.845 contre 132.096, 114.902, 97.455, 95.591, 77.265, 84.069 respectivement en 1914, 1915, 1916, 1917, 1918, 1919 (3).

Voici un tableau des infractions principales d'une certaine gravité.

(1) En Italie comme en Belgique, il y a deux statistiques pénales : la statistique pénale proprement dite, qui concerne le fonctionnement de la justice répressive suivant les divers degrés de juridiction et l'autre la justice criminelle qui ne tient compte que des décisions définitives et irrévocables rendues à propos d'infractions qui présentent une certaine gravité et des individus condamnés par ces décisions, avec indication du sexe, de l'âge, du degré de récidive, du degré d'instruction, etc. (Voir P. YOCAS, *L'influence de la guerre européenne sur la criminalité*).

(2) D'ailleurs, nous trouvons certains détails sur la criminalité italienne en 1926 dans la *Revue pénitentiaire*, n^{os} 11-12, novembre-décembre 1927, p. 447 ; mais ils sont très sommaires et ne permettent pas de comparaison.

(3) Voir P. YOCAS, *op. cit.*, pp. 87 et suiv.

Nature des infractions	1910	1914	1919
Homicide simple.	910	571	399
Homicide qualifié et aggravé .	314	177	134
Lésions corporelles graves.	8.082	4.915	2.787
Lésions corporelles légères. . .	36.960	30.426	11.531
Violences privées et menaces .	8.462	6.667	2.828
Violences charnelles et actes de lascivité.	1.053	762	397
Corruption des mineurs et ou- trages à la pudeur	1.341	1.156	514
Excitations à la débauche . . .	232	218	200
Adultères	571	617	703
Infanticides	49	42	67
Complicités d'avortement . . .	41	21	56
Abandons d'enfants et abus des moyens de correction . . .	737	540	351
Vols simples ou aggravés et recels	41.307	37.654	39.942
Fraudes commerciales	1.168	632	1.307
Filouteries et autres fraudes .	3.069	3.442	2.123
Incendies	99	84	58

Ainsi, en dehors de certaines infractions contre les bonnes mœurs (adultères, infanticides et complicité d'avortement) qui ont augmenté et aussi un léger surcroît dans les fraudes commerciales, il y avait en 1919 une diminution énorme dans toutes les catégories d'infractions.

EN ANGLETERRE

Dans l'ensemble, on peut affirmer que la criminalité en Angleterre et dans le Pays de Galles est en décroissance certaine (1).

(1) Voir *Revue pénitentiaire*, n^{os} 5-12, mai-décembre 1926, p. 193.

Pendant les vingt années qui avaient précédé la guerre, la moyenne quinquennale des personnes poursuivies pour « indictable offenses » (infractions graves correspondant pour la plupart aux crimes de droit égyptien et de droit français) avait été respectivement de 53.176, 53.833, 60.065, 66.301. Réduite pendant les hostilités par suite de la mobilisation, la criminalité avait marqué une augmentation après la démobilisation sans atteindre cependant le chiffre d'avant-guerre (60.167 en 1920 et 61.355 en 1921). Puis on remarque une régression successive en 1922 et 1923 (respectivement 58.177 et 56.764), puis l'année 1924 amène une certaine augmentation puisqu'elle comptait 57.374.

Pénétrant dans les détails des statistiques suivant la nature d'infraction, on constate une diminution notable des infractions de violence contre les personnes (1).

Ainsi, le nombre des attentats contre les personnes connus par la police est passé de 2.000, qui était la moyenne pour les cinq années d'avant-guerre, à 1.300 en 1924. Le nombre des poursuites pour coups et blessures a diminué depuis 1900 de 50 %. Le nombre des coups et blessures (contravention de simple police) de 43.147 qu'il était en 1913, est descendu à 40.596 en 1920 et 33.753 en 1922.

Par contre, les infractions contre les mœurs ont diminué. Ainsi le nombre des attentats à la pudeur contre les femmes majeures, de 258 en 1913, descend à 152 en 1919, remonte légèrement pour les années suivantes (184

(1) *Ibid.*, et aussi l'année 1925, pp. 199 et 200.

en 1920, 170 en 1922). De même le nombre des attentats à la pudeur contre les filles mineures de 16 ans, présente une diminution de 40 % environ.

De 113 en 1913, le nombre des affaires est monté à 722 en 1920 et est descendu à 570 en 1921 et à 454 en 1922.

De son côté, la criminalité contre l'enfance a augmenté. De 31 qu'il était en 1913, le nombre d'avortements était monté à 60 en 1919, mais il est redescendu à 35 en 1920 et 39 en 1921. La suppression d'enfants a augmenté pareillement : de 93 en 1913, elle est montée à 112 en 1921 et à 111 en 1922.

Les délits de paresse, la mendicité et le vagabondage, ont énormément diminué. Ainsi le vagabondage marque en 1919 2.536 en 1922 contre 7.131 en 1913, et la mendicité 5.182 contre 20.390.

Enfin, si l'on arrive à la criminalité contre la propriété, certaines infractions ayant pour motif un but lucratif ont montré, au contraire, une grande activité. Ainsi, le nombre des accusés, pour shopbreaking (vol avec effraction commis dans un magasin), de 1.886 qu'il était en 1913, est monté à 2.500 environ en 1919, et depuis, il n'a varié que très peu jusqu'à 1924 (1). Le nombre des vols de domestiques a aussi augmenté : de 1.400 en 1913, il a atteint 2.800 en 1920 et depuis il n'a pas cessé d'augmenter.

Le nombre des vols simples ne cesse pas de s'accroître. Les chiffres d'avant-guerre nous manquent, mais, après

(1) Voir P. YOCAS, *op. cit.*, p. 82.

les hostilités, nous trouvons qu'après une moyenne de 59.000 environ pour les années 1919 à 1922, le nombre de ces vols arrive à 73.000 en 1923 et 75.000 en 1924.

Le nombre des condamnés pour recel, de 1.256 en 1913, est monté à 1.800 en 1921. Les fraudes, parallèlement aux vols, ont aussi augmenté. Le nombre des « obtaining by false presences » (tromperie), de 2.149 qu'il était en 1913, est monté à 2.680 en 1920 et à 3.255 en 1922.

CONCLUSION

Cet aperçu nous permet de noter que, sauf pour la Belgique, la marche de la criminalité dans les pays examinés a été dans l'ensemble, pendant les périodes étudiées (1), en régression. Les infractions qui montrent une certaine activité ont été principalement les agressions contre les propriétés (presque partout), en vue du lucre, ou celles contre les bonnes mœurs (Belgique, Angleterre, Italie), ou enfin dirigées contre l'enfance (avortement et infanticide partout).

En Égypte, au contraire, si on compare l'état actuel de la criminalité avec celui d'avant la guerre, on trouve, comme nous l'avons constaté, une augmentation dans presque toutes les catégories d'infractions. L'activité des attentats de violence a été très sensible. Au contraire, les délits contre les bonnes mœurs ne forment qu'une partie

(1) Faute de documents plus récents, nous n'avons pas pu examiner l'état de la criminalité dans ces pays pendant les dernières années.

minime du total des infractions. Quant aux attentats contre l'enfance, ils sont loin d'être inquiétants.

Il serait très utile de faire une comparaison entre le taux proportionnel calculé suivant les données des infractions et la population, tant en Égypte que dans les autres pays, mais les différences entre les législations, les bases sur lesquelles sont calculées les statistiques de chaque pays et les circonstances locales de chaque région, rendraient une telle comparaison des statistiques internationales très délicates, sinon de peu de valeur (1).

(1) Voir des remarques multiples en ce sens (*infra*).

TITRE II

CAUSES DE LA CRIMINALITÉ

Nous avons vu dans la première partie que les facteurs qui concourent à la production des crimes, déterminent sa marche, sa qualité et sa quantité, sont très nombreux, et se rattachent à différents ordres de phénomènes. Or, l'idée de la majorité des criminalistes est de ramener ces facteurs hétérogènes à trois groupes qui, remarquons-le, s'entremêlent souvent, bien que, d'une façon générale, leurs domaines respectifs soient assez distincts. Ces trois groupes sont les facteurs individuels, les facteurs physiques et les facteurs sociaux.

L'objet des chapitres suivants sera d'étudier les rapports de ces facteurs avec la criminalité en Égypte. En examinant tour à tour l'influence de chaque groupe, nous arriverons à découvrir les causes principales de la criminalité, les différentes sources qui l'alimentent, les atmosphères qui la colorent et la favorisent et, après ces auscultations, le diagnostic sera facile et ainsi le remède à prescrire s'imposera de lui-même.

Au cours des deux premiers chapitres précédents, nous avons vu la criminalité dans sa marche dynamique. Dans les chapitres suivants, nous en décrirons le tableau sta-

tique et nous trouverons les causes efficientes de ces deux aspects.

Mais, hâtons-nous de le dire dès maintenant, ce sont les causes sociales qui feront l'objet principal de nos études, car c'est dans ce terrain que les racines du mal trouvent un endroit propice pour se ramifier.

CHAPITRE PREMIER

LA CRIMINALITÉ ET LES FACTEURS PHYSIQUES

Les causes physiques contribuent dans une certaine mesure à la formation des crimes et laissent leur empreinte sur la qualité et la quantité des diverses infractions pénales. Tels sont le climat, les situations géographiques, les saisons. Certes, leur rôle n'a pas la même importance que les autres facteurs individuels ou sociaux, mais il n'en reste pas moins vrai que leur présence est souvent un élément efficace, qui, s'il n'en est pas la cause déterminante, sera du moins une condition du délit.

Tarde (dans une communication faite au II^e Congrès d'anthropologie criminelle) voulait nier l'importance de la collaboration de la nature à la production des crimes, faisant dépendre leur influence de la présence d'autres facteurs anthropologiques ou sociaux. « Leur action, disait-il, se borne à entrer dans le nombre des causes très complexes qui modifient les conditions organiques ou sociales dont le concours est nécessaire pour la production du délit » (1).

Mais, comme le remarque Ferri en réponse à cette assertion, toutes les conditions nécessaires à la détermination d'un phénomène, forment les causes naturelles de

(1) *Revue scientifique*, 30 novembre 1889, p. 687 ; voir aussi TARDE, *Philosophie pénale*, p. 302 ; *contra* : LACASSAGNE, *infra*.

ce phénomène et il n'y a pas de différence essentielle mais seulement une différence de degré entre ce qui est accessoire et ce qui est principal ; le cœur est un organe principal et la veine est accessoire, mais tous deux sont absolument nécessaires à l'organisme animal » (1).

Les plus importants parmi ces facteurs naturels dans la genèse du crime sont les phénomènes météoriques, principalement la chaleur et le froid.

C'est un fait établi que ces phénomènes météoriques sont parmi les causes de toute action biologique. La chaleur et le froid excessifs ont une grande influence sur la psyché humaine. La chaleur excite les centres nerveux à la manière de l'alcool, et, quand elle est excessive, elle produit l'inertie et la paresse. Elle favorise les tendances à l'imagination et l'exagération des sentiments (2). Quant au froid, « il rend l'imagination paresseuse, les esprits moins irritables et moins inconstants » (3).

L'effet de la chaleur et du froid se fait sentir sur les crimes, soit quant à leur nature, soit quant aux lieux où ils se commettent.

La chaleur favorise les crimes violents et surtout du sang et cela éclate, jusqu'à l'évidence, dans les endroits

(1) FERRI, *op. cit.*, p. 209.

(2) Alphonse DAUDET, dans *Nouma Roumestan*, peint ingénieusement l'effet de la chaleur sur les gens du Midi de la France en ces termes-ci : « Le méridional n'aime pas les liqueurs ; il se sent ivre dès la naissance ; le soleil, le vent, lui distillent un terrible alcool naturel dont tous ceux qui naissent là-bas sentent les effets ».

(3) LOMBROSO, *Le crime*, p. 3.

plus chauds, tels que le Midi de la France par comparaison au Nord.

Le froid favorise le vol. On a souvent cité le cas des gens qui commettent des vols en hiver dans le seul but de passer en prison la période la plus froide de l'année.

Les statistiques relevées par Lombroso viennent confirmer ces observations (1). Il en résulte que les crimes du sang, surtout l'assassinat et le viol, augmentent en été tandis qu'en hiver c'est le vol qui se multiplie.

Le D^r Lacassagne, pour appuyer cet argument, a établi une sorte de calendrier criminel qui est très significatif.

L'Égypte n'est pas étrangère à ces effets naturels, mais l'hiver n'y étant pas rigoureux, ses habitants n'ont pas à supporter le fardeau rigoureux du froid. Par contre, comme la température est en général assez élevée, c'est la chaleur qui fait sentir son influence sur les passions.

D'un autre côté, chaque saison agricole offre une occasion favorable à certains délits.

Nous parlerons donc en premier lieu du rapport de la chaleur avec la criminalité en Égypte ; puis de l'influence des saisons agricoles. [Ici la situation géographique se confond avec la situation sociale et nous la retrouverons plus tard en étudiant la criminalité rurale, et la criminalité urbaine.]

La chaleur.

Les annuaires des statistiques criminelles ne donnent pas, d'une façon générale, le mouvement des infractions

(1) Voir *Le crime*, op. cit., pp. 5 et suiv.

mois par mois, ce qui nous aurait permis de comparer la criminalité estivale et hivernale. Pourtant, à l'occasion de certaines recherches, on a dressé des tableaux qui pourront nous servir. Nous avons vu le tableau n° 1, p. 108, à propos de la loi de relégation.

Voici aussi le mouvement mensuel des crimes commis pendant les deux années 1917-1918 et 1918-1919, ainsi que le mouvement des homicides et des vols.

Mois	Crimes		Homicides et tentatives d'homicide		Vols et tentatives de vol	
	1917-1918	1918-1919	1917-1918	1918-1919	1917-1918	1918-1919
Novembre	265	270	78	100	43	58
Décembre	298	331	84	102	57	75
Janvier	385	325	105	79	68	87
Février	353	372	88	87	67	75
Mars	427	365	92	74	94	85
Avril	438	394	111	110	72	105
Mai	490	970	127	304	80	263
Juin	353	822	113	229	52	237
Juillet	449	903	147	312	92	250
Août	417	737	177	250	81	119
Septembre	333	596	126	220	71	161
Octobre	436	694	173	240	98	151

De ce tableau résulte cette constatation que le mouvement des crimes en général est en baisse pendant les mois d'hiver (novembre, décembre, janvier et février) de ces deux années. Au contraire, pendant les autres mois qui

sont beaucoup plus chauds, la criminalité montre plus d'activité et arrive à son maximum au cours des mois les plus brûlants (en mai et juillet en 1917-1918, et en mai, juin et juillet en 1918-1919).

L'observation est encore vraie si on entre dans le détail de ces crimes. Pour les crimes d'homicides et de vol, les quatre premiers mois, et, avec eux, mars, présentent toujours, sauf certains petits écarts, le record de baisse, tandis que les mois les plus chauds offrent les chiffres les plus élevés.

Cela nous montre sans doute que la chaleur favorise les crimes en Égypte. Si nous avions pour les délits un tableau tel que celui qui a été établi plus haut pour les crimes mensuels, nous aurions une démonstration encore plus exacte ; mais, en effet, comme l'influence de la chaleur se manifeste dans les passions véhémentes, c'est principalement dans les crimes (infractions qui supposent d'une façon générale un sentiment violent) que se montre son action.

Les statistiques ne donnent pas non plus les mouvements mensuels des crimes dans les différentes régions. Si ce relevé avait été fait, il nous aurait certainement indiqué que les crimes en été se présentent en hausse très sensible dans la Haute-Égypte.

C'est un fait noté par tous les membres du Parquet que les rixes et les bagarres entre les familles surtout en Haute-Égypte, se déroulent d'habitude pendant l'été.

Une autre remarque très significative, c'est que ces rixes se déclanchent dans les campagnes le plus souvent

pendant la journée et de préférence aux heures moyennes du jour (entre 10 heures et 16 heures).

Il semble que la chaleur rend les caractères moins indulgents et c'est pour cette raison que souvent, pour des motifs futiles, la dispute va crescendo et se transforme en bagarres sanglantes qui sont excitées par les anciennes rancœurs. Mais n'oublions pas que l'ignorance, par ses effets directs et indirects, comme nous le verrons en temps voulu, porte la part la plus lourde de responsabilité.

La nature des saïdis (habitants de la Haute-Égypte) « ressemble à celle des volcans. Ils éclatent au moment où l'on s'y attend le moins, sans égard aux conséquences possibles » (1).

Les saisons agricoles.

Le sol du pays, doué d'une fertilité très riche, peut donner au cours d'une année deux ou trois récoltes principales pendant les saisons agricoles (seifi, nili et chetwi). Chaque récolte est l'occasion de certaines infractions et crée ainsi des conditions propices et peut-être même nécessaires à tel ou tel délit.

Ainsi le *geudi* (espèce de maïs) qui pousse en Haute-Égypte de juillet à octobre, offre, vers sa maturité, par ses longues tiges et son feuillage touffu, un endroit très favorable aux guets-apens criminels, si bien que les agents de la police voient arriver la fin de cette saison de culture avec la plus grande satisfaction.

Le *coton*, source de la fortune du fellah, et dont la

(1) MACHÉLL (P.), *Memorandum on crime in Egypt* (voir *suprà*).

plantation est effectuée entre le 15 février et le 15 avril, est souvent, dans ses premiers mois, l'objet de destructions criminelles inspirées par la vengeance. A l'époque de sa récolte, à partir de septembre, il représente une marchandise de valeur, qui tente les maraudeurs.

Le maïs (aux mois d'août à décembre) et la fève sont également menacés du même danger de destruction.

D'autres cultures de moindre importance n'échappent pas davantage, au moment de la récolte, à ces dévastations fâcheuses.

Le blé, dès qu'il est mûr, devient l'objet favori des incendies criminels. Pendant les mois de mai et de juin, qu'il soit encore debout sur le sol ou mis en tas dans les « gourns » (alentours des habitations), il offre une occasion favorable à l'assouvissement des rancunes aveugles. Un torchon, trempé dans du pétrole, est allumé et jeté la nuit dans les champs, et voilà qu'en peu de temps le feu dévore toute une moisson ! Quelquefois ces crimes se succèdent de telle façon qu'il arrive que deux ou trois se déclarent la même nuit dans le même markaz.

Puisque nous parlons des saisons agricoles, il faut faire une remarque qui trouve sa place ici. C'est la fréquence des rixes aux époques d'irrigations.

Les terres soumises à l'irrigation pérenne qui couvre les quatre cinquièmes de la surface totale de la terre cultivée sont sillonnées de canaux nombreux. La distribution d'eau sur cette surface est réglée par un plan minutieusement préparé par l'administration qui détermine le temps accordé à chaque région. A leur tour, les cultivateurs de chaque région réglementent entre eux la réparti-

tion de cette période d'irrigation. Cette division, dont l'exécution paraît facile, se heurte en pratique à des difficultés qu'enfantent la vanité et l'avidité injustifiées. De là naissent des disputes qui souvent dégénèrent très vite en rixes sanglantes entre plusieurs familles et finissent par la mort ou la mise hors de combat de quelques-uns des combattants. C'est surtout à la fin de l'été, au moment de la crue annuelle du Nil, au mois d'août, qu'abondent ces bagarres.

Résumé. — La chaleur a une certaine influence sur la criminalité en Égypte. Cette influence se manifeste dans l'augmentation des crimes, et particulièrement des homicides et des vols avec violence, d'une part, pendant l'été, et d'autre part dans le Midi de l'Égypte (la Haute-Égypte).

Le froid n'a pas d'influence sur la criminalité qui tend à baisser au contraire pendant les mois d'hiver.

Les travaux agricoles donnent lieu, suivant la saison et à l'occasion des récoltes, à différents crimes (dévastation des récoltes, vol, incendie, etc.).

Les périodes d'irrigation sont le motif de rixes sanglantes.

CHAPITRE II

LA CRIMINALITÉ ET LES FACTEURS INDIVIDUELS

Dans ce chapitre, nous avons l'intention d'étudier la criminalité et ses rapports avec les facteurs individuels ou internes. Qu'on n'attende pas de nous une étude anthropologique des criminels, un travail minutieux sur leurs caractéristiques physiques et morales. Cette tâche, quoique très importante pour le criminaliste moderne, reste, malgré tout, du ressort de la médecine ; et il serait téméraire de prendre ici une responsabilité qu'il faut laisser à la pathologie.

Or, d'un côté la population de l'Égypte ne comprend pas un élément unique ; plusieurs éléments d'origine très différente concourent à sa formation, et les caractères particuliers et les tendances héréditaires des diverses races ne sont pas sans marquer la criminalité de leurs influences. D'un autre côté, la différence physique des deux sexes entraîne une différence correspondante dans les crimes suivant qu'ils sont communiqués par un homme ou une femme.

Ce sont donc ces considérations qui nous occuperont, lorsque nous étudierons la criminalité et ses rapports avec les facteurs individuels.

Mais remarquons d'abord que ces facteurs individuels

doivent souvent leurs effets à des situations sociales, et que pour certains d'entre eux tels que la race et l'hérédité présentent des caractères spéciaux qui ne sont en dernière analyse que le produit d'une longue évolution des phénomènes sociaux.

Nous étudierons donc la criminalité dans ses rapports avec : A. — La race et l'hérédité ; B. — Le sexe.

A. — LA RACE ET L'HÉRÉDITÉ

On peut diviser les éléments qui constituent la population actuelle de l'Égypte suivant leur origine et au point de vue criminologique en trois classes : les Arabes, les fellahs et les étrangers.

1. — *Les Arabes.*

Les Arabes, après leur conquête de l'Égypte au ^{vii}^e siècle, s'y sont installés en plusieurs endroits, de préférence au voisinage du désert. Aujourd'hui on peut les ramener à deux groupes : les « Bédouins », qui forment des tribus nomades parsemées dans les régions sablonneuses, et les autres Arabes transformés en cultivateurs par les concessions des terres qu'ils ont reçues du gouvernement à diverses époques. Ces derniers sont installés principalement en Haute-Égypte et dans les endroits limitrophes des moudiriehs de Sharkieh et de Béhéra (Hosh Issa et Abou El Matamir). Ils mènent la vie du fellah, mais ils se dis-

tinguent de lui par leur aspect extérieur, leur caractère, leurs mœurs et leurs organisations particulières. D'une façon générale les Bédouins et les demi-Bédouins, ont, plus que les autres, gardé leur type particulier et ne sont pas mêlés avec les classes des fellahs. Par leur langue, leurs usages et coutumes, ils se rapprochent sensiblement des populations de la Tunisie (1). Leur nombre total, nomades et sédentaires d'après le recensement de 1917, est d'environ 455.910 (c'est-à-dire à peu près 3 % de la population de l'Égypte pendant cette année).

L'élément constitué par les Arabes est un facteur redoutable de la criminalité égyptienne. Nous avons vu dans la partie historique comment déjà les rapines des Bédouins au début du xix^e siècle terrorisaient le pays et comment Mohamed Ali s'était efforcé de les maîtriser.

Leurs tendances criminelles tiennent à leur nature qui, en principe, n'admet que la liberté absolue, et, en dehors de la tribu, ne connaît aucun pouvoir supérieur (2). Cette nature d'indépendance extrême a dû subir l'évolution sociale et se plier devant l'organisation du pouvoir public ; aussi les Arabes, nomades ou sédentaires, dans leur propre intérêt autant que pour la paix du pays en général, ont dû se soumettre à la loi. Mais leur caractère insoumis garde encore à plusieurs points de vue son empreinte primitive qui se manifeste dans des attentats criminels.

Ces gens vraiment courageux sont d'une vanité et d'une fierté outrées. Profitant des privilèges qui leur ont été accordés, et qui leur ont été confirmés à diverses occa-

(1) Enquête sur le fellah R. de Chamberet, p. 6.

(2) Voir Cl. HUART, *Histoire des Arabes*, t. I, pp. 8 et suiv.

sions (exemption totale du service militaire, organisation à part des tribus, certains privilèges reconnus à leurs cheiks) (1), ils abusent de leurs droits et se croient d'une autre caste plus élevée que celle du fellah qu'ils prennent l'habitude de considérer comme un inférieur.

« Le semi-nomade, le Bédouin, écrit M. Machell, en Béhéra ou en d'autres provinces, constitue une source d'inquiétude aux fellahs. Il fait le fanfaron et s'enorgueillit de sa bravoure, et il trouve une proie facile dans le timide fellah. »

C'est avec un air peureux qu'un cultivateur tranquille

(1) Voir sur l'organisation administrative des tribus de Bédouins, le décret du 21 mai 1885 modifié par la loi n° 36 de 1905.

Voici l'art. 1^{er}. — Chaque tribu de Bédouins aura son chef-lieu dans une moudirieh ou un gouvernorat à désigner par arrêté du Ministre de l'Intérieur.

Art. 2. — Une commission locale pour *les affaires des Bédouins* sera instituée dans chaque moudirieh ou gouvernorat. Elle sera présidée par le moudir ou gouverneur ou son wekil et composée d'un délégué du Ministre de l'Intérieur, d'un substitut du Parquet et de quatre omdehs de Bédouins choisis par le moudir ou gouverneur ou dans les provinces dans sa propre province ou gouvernorat ou dans les provinces voisines.

Art. 16. — L'omdeh d'une tribu *est libre de choisir le lieu de sa résidence* ; mais il doit se rendre aux moudirieh ou gouvernorats toutes les fois qu'il est requis.

Pour l'exemption des Bédouins du service militaire, voir les deux lois citées, et la loi n° 6 de 1908 :

Art. 1^{er}. — Un registre sera tenu au Ministère de la Guerre, registre qui comprendra les noms des personnes descendantes d'une origine bédouin dans les lignes des mâles...

Art. 3. — Personne ne sera exempté du service militaire commandé par l'art. 45 de la loi de recrutement, à moins que son nom ne soit inscrit sur le registre indiqué ci-haut...

dit de son adversaire que c'est un « arabi ». Les demi-nomades sont pour leurs voisins et pour les propriétaires, un grave élément d'inquiétude dont le fait suivant nous permet de nous rendre compte. Il y avait, voici quelque temps, un vieux scribe copte (chrétien d'Égypte) à Fayoum, qui rédigeait les contrats passés entre ses concitoyens, et qui employait une clause de style, simple, mais très significative. On pouvait lire parmi les clauses qu'il insérait et qui garantissaient que la terre vendue était libre de toutes charges, « libre (la terre) d'hypothèques, de gharoukah, de toute charge immobilière et des Arabes ». Cette précision, qui voulait être rassurante, n'était que l'expression naïve mais éloquente d'une inquiétude qui hantait les gens calmes et pacifiques. Les propriétaires qui ont eu la malchance de posséder des terrains agricoles, par exemple aux régions limitrophes de Béhéra, de Sharkieh ou de Fayoum, comprennent facilement les difficultés nées de ce simple fait qu'ils ont des Arabes comme preneurs à bail ou même comme simples voisins. Vols, détournements de récoltes et vengeance au besoin, voilà quels sont leurs procédés habituels (1).

Il n'y a là, comme nous l'avons dit, qu'un souvenir de leurs anciennes coutumes qui ne voyaient dans le vol commis en dehors de la tribu qu'une sorte d'acte de bravoure et ne reconnaissaient de pouvoir à personne au-dessus de leur cheikh (chef). Cette situation est d'autant plus grave et les conséquences en sont d'autant plus

(1) Dans la session de 1926, une heureuse motion fut déposée à la Chambre des Députés égyptienne relativement à ces privilèges injustifiés des Arabes, mais elle n'eut pas de suite.

dangereuses que ces Arabes ne songent que difficilement à donner à leurs enfants des principes plus civilisés ou à moderniser leur vie.

Entre eux, ils appliquent des lois coutumières, et souvent les crimes qui se commettent dans leurs groupes ne sont pas dénoncés aux pouvoirs publics ou, s'ils sont dénoncés par quelque hasard, les parents de la victime ne révèlent pas le nom du véritable auteur du crime, en accusent un autre ou ne déclarent personne.

Cette mentalité provient de l'idée qu'ils se font des droits de la société et de leurs droits à eux. La vengeance du sang (althâr) est un devoir sacré, une obligation à laquelle l'Arabe, surtout le semi-nomade, ne saurait renoncer. Confier ce devoir de vengeance à un autre est une lâcheté (1). Le père assassiné doit être vengé par son fils dans le sang de son meurtrier ou d'un de ses parents. La famille est ainsi solidaire dans le crime comme dans le châtement. Cette vengeance de sang (althâr) n'est que la vendetta primitive qu'on retrouve chez les races d'esprit fier, insoumises aux lois et respectueuses d'une sorte de Code traditionnel du point d'honneur (Corse, Sardaigne, etc...).

La vengeance, en général, qu'elle s'exerce d'une manière sanglante ou autrement, est la cause principale de la criminalité atroce dans les campagnes d'Égypte. Elle s'est introduite dans le pays avec la conquête arabe et s'est propagée dans le pays parmi les autres habitants

(1) Voir à ce propos KOCHER, *La criminalité chez les Arabes*, p. 106.

par un phénomène social d'imitation. Mais la persistance de ce mal de vengeance n'est que le résultat de l'ignorance et de l'insuffisance morale dans laquelle le pauvre peuple s'enlisait par la faute de ses anciens gouvernants. Pour cette raison nous avons remis l'étude détaillée de ce phénomène criminologique au chapitre suivant concernant les facteurs sociaux.

Pour l'instant, nous tenons à vérifier d'abord son origine.

Comme nous venons de le dire, cette coutume de la vengeance est venue de l'Arabie avec les conquérants du ^{vii}^e siècle. Il suffit de recourir à l'ancienne histoire préislamique de l'Arabie et de comparer les habitudes, les lois des indigènes de cette époque en cas de meurtre avec ce qui existe dans la période moderne pour s'en convaincre. Ces habitudes, dans leur ancienne naïveté, on peut les rencontrer encore dans certaines régions de la Haute-Égypte.

Dans l'ancienne Arabie, la vengeance individuelle était le droit de l'individu ou plutôt de la famille. Des préjugés anciens, ancrés dans leur cerveau et dans leur cœur, leur apprenaient que celui qui ne se vengeait pas n'était pas un homme ; la dignité virile voulait que l'on se fit justice à soi-même.

Dans la mythologie ancienne de ces peuples, on croyait que l'âme, en se séparant du corps, s'envolait sous la forme d'un oiseau nommé *Hâma*, espèce de chouette qui ne cessait de voltiger auprès de la tombe du défunt en poussant des cris plaintifs. Si l'individu avait été victime d'un meurtre, l'oiseau criait *escouni* (traduire,

« donnez-moi à boire »), et continuait de faire entendre ce mot jusqu'à ce que les parents du mort l'aient vengé en versant le sang du meurtrier (1).

Le sentiment de vengeance était si puissant que de véritables guerres se déroulaient pendant des années et des années entre les tribus et leurs clans variés. Telle fut la lutte provoquée par les vengeances réciproques de Bas-sousse entre les Taghlibites et les Cheibans à cause de l'assassinat de Koleib, chef des premiers.

Mais plus caractéristique fut la vengeance du père d'Imroulcays, qui nous montre ce qui se passait à ce sujet en cas de meurtre.

Imroulcays, fils de Houdgr de Kinda, menait une vie de débauche et de vagabondage. Son père fut tué par Béni Assad. Lorsqu'il eut appris cet assassinat, il jura « de ne pas faire usage de parfums, de n'avoir commerce avec aucune femme, de ne pas manger de viande, de ne pas boire de vin, de ne pas se laver la tête jusqu'à ce qu'il eût tiré vengeance de son père sur Béni Assad » (2).

A l'époque moderne, des coutumes semblables se trouvent reproduites dans une affaire retentissante qui s'est déroulée il y a 30 ans environ. Cette affaire a été jugée par la Cour d'assises qui a constaté l'existence de ces coutumes et en a tiré une présomption convaincante pour prononcer la culpabilité de l'accusé.

Voici les faits tels qu'ils sont consignés dans une étude

(1) A. P. COUSSIN DE PERCEVAL, *Essai sur l'histoire des Arabes avant l'islamisme*, t. I, p. 349.

(2) ALAGHANI : Imroulcays jurait de tuer cent individus partisans de Beni Assad, et couper les cheveux du front à un nombre égal d'entre eux.

sur cette affaire publiée par un ancien conseiller éminent de la Cour d'appel, feu Magdi Pacha. A raison de l'originalité et de l'intérêt spécial de la cause, nous l'exposons avec quelque détail :

Vers 1898, un assassinat fut commis en plein jour sur la personne d'un paysan qui travaillait dans son champ. Un coup de feu l'abattit sans qu'il eût poussé un cri. Quelques heures après, vers midi, sa femme vint, comme c'est la coutume chez certains paysans, porter la nourriture à son mari. A la vue de ce lugubre spectacle, comme elle n'était pas de la famille Hawara (une grande famille, dans la région, d'une origine arabe, célèbre pour son audace et dont la vanité s'interdit de pleurer les morts s'ils ne sont pas vengés) elle se mit à pleurer et à crier et courut informer les parents de son mari du crime qui venait d'être commis. La police, prévenue, procéda aux formalités d'usage.

L'enquête, faite ce jour sur les lieux, n'avait pas permis d'établir la moindre charge contre une personne déterminée. Elle n'avait pas davantage abouti à la découverte de témoins susceptibles de fournir une preuve directe contre l'auteur réel ou présumé du crime, bien que l'assassinat eût été commis en plein jour. Cependant, cette première enquête démontra l'existence d'une rancune de sang qui remontait à dix ans entre les parents de la victime et la famille Hawara qui habitait le même village.

Cette première phase de l'enquête ayant été terminée, le magistrat instructeur, ainsi que la police, quittèrent le village. Il semblait bien que tout fût rentré dans le calme accoutumé.

Or, vers le soir, des cris et des lamentations de femmes se firent entendre. Ces cris partaient des maisons du village habitées par des Hawarahs. Les paysans voisins ne s'expliquaient pas la cause de ces cris et l'attribuaient, comme c'est l'habitude, à quelque nouvelle fâcheuse intéressant les parents des femmes qui criaient.

Cependant, le lendemain, vérification ayant été faite par les parents de la victime, ceux-ci purent se convaincre qu'aucun accident ou malheur n'était arrivé aux Hawarahs. En outre, ils remarquèrent que le sieur X..., qui, depuis dix ans, avait coutume de sortir sans turban et de marcher nu-pieds, avec une partie de sa figure cachée par une bande enroulée autour de la tête jusqu'au front et descendant tout près des yeux, était sorti de chez lui ce jour-là, le lendemain du crime, portant un turban, chaussé de souliers neufs et le visage complètement découvert.

Pour les parents de la victime, il n'y eut pas d'hésitations : ils accusèrent le sieur X... de l'assassinat.

L'enquête fut recommencée. On entendit quelques vieillards et notables afin de vérifier la valeur des prétendues coutumes qui se dressaient en graves présomptions contre le sieur X... La grande majorité de tous ces gens fut d'accord pour déposer qu'en la circonstance, le nouvel état dans lequel le sieur X... apparut subitement en public, et cela le lendemain même de l'assassinat, constituait contre lui une présomption de culpabilité et même de charges accablantes, si l'on tenait compte des usages habituels des Hawarahs, très significatifs dans la circonstance. Ces présomptions s'aggravaient de ce fait que le

sieur X..., depuis l'assassinat d'un membre de la famille dont il était le plus proche, et précisément à partir de ce moment-là, avait pris l'habitude de sortir sans turban, à marcher sans souliers et à garder toujours une partie de la figure voilée (1).

En résumé, on peut conclure de ce qui précède que, chez les Hawarabs, lorsqu'un assassinat a été commis sur la personne d'un membre de la famille, tant que la victime n'est pas vengée par le sang, aucun cri, aucune lamentation ne doivent être poussés par les femmes — manifestations habituelles en cas de mort — et que le chef de la famille ou un autre membre digne de le remplacer doit tirer vengeance de l'affront subi. Tant qu'il n'a pas pris sa revanche, il doit sortir sans turban, marcher nu-pieds, et le visage couvert en partie. Le jour où le mort est vengé, les femmes commencent à le pleurer et procèdent aux lamentations habituelles de deuil comme s'il était mort le jour même. Le chef de la famille peut s'habiller et lever la tête !

Ces prescriptions rituelles sont très significatives et expliquent la psychologie et la mentalité de ce clan. Le chef de famille cache une partie de sa figure pendant le délai d'attente comme s'il était une femme. Cela veut dire qu'il n'ose pas lever les yeux devant le monde par honte de ce sang versé et non encore vengé.

L'attitude observée par le sieur X..., ainsi que les rites auxquels il s'est soumis ne sont, en fin de compte, que la survivance de coutumes suivies anciennement par

(1) MAGDI PACHA, *Bull. de l'Institut égyptien*, 5^e série, VII, 1913, p. 68.

Imroualcays. Tous ces faits ne laissent aucun doute sur l'origine de cette vengeance de sang.

Cette coutume a d'ailleurs perdu beaucoup de son audace et de sa liberté d'action ; elle s'efface peu à peu devant le progrès, mais l'ignorance est encore assez puissante pour en garder les souvenirs.

Cette habitude du « thâr » fait aussi penser à la « vendetta » pratiquée en Corse. En effet, la ressemblance entre les deux coutumes est très grande et on ne peut s'en étonner si, comme nous le croyons, elles ont toutes deux la même origine.

Voici ce qu'on peut lire dans la Grande Encyclopédie sous le mot « vendetta » : « État d'inimitié qui a pour cause une offense ou un meurtre et qui se transmet dans la famille de la victime... La théorie de vendetta, c'est le droit pour l'homme d'exercer directement son droit de justice ; en Corse, les familles sont fortement unies, les membres sont solidaires de l'offense et de la vengeance ».

Les écrivains se sont perdus en conjectures sur l'origine de la vendetta. Certains ont supposé qu'une colonie juive introduite en Corse sous le règne de Trajan y importa l'usage du talion (1). D'autres croient que ces anciennes mœurs, qui disparaissent à l'aube du xx^e siècle, ne sont que la persistance de la vie normale dans l'Italie du moyen âge. Or, en étudiant les coutumes et les procédés de la vendetta corse, nous avons trouvé qu'elle se rapproche d'une manière frappante des mœurs

(1) COLONNA DE CESARI-ROCCA, *La vendetta dans l'histoire*, p. 26.

habituelles aux familles d'origine arabe en Égypte, ce qui permet de donner à la vendetta une origine arabe.

Voyons sommairement comment elle est exercée en Corse.

Le Corse a une haute idée de lui-même et sa vanité, qui veut inspirer à tous le respect, le rend très susceptible. L'esprit de clan et la solidarité des membres d'une même famille, font dégénérer une querelle personnelle en guerre de famille. La haine, les représailles, ne sont plus le fait de deux individus, mais de véritables actes d'hostilité entre deux familles. Après chaque exécution, un nouveau justicier se lève parmi les proches de la victime. Le sang appelle le sang (1).

Pour des causes qui sont le plus souvent futiles et dont le souvenir est parfois si lointain qu'il se perd dans la nuit des temps, de longues et sanglantes guerres opposent des familles ennemies, et chacun se trouve tour à tour dans la position de défense ou d'attaque. Voici deux exemples typiques :

Un coq appartenant à X... s'était échappé chez une voisine Y... La propriétaire du coq vint le réclamer, Y... refusa d'abord de laisser visiter son poulailler, puis, sur l'insistance d'un prêtre, elle finit par y consentir, prit le coq et le rendit à X... mais d'une façon qui fut jugée incorrecte et insultante : dans sa fureur, en effet, elle tordit le cou de la bête qu'elle jeta à la figure de sa propriétaire.

Quelques mots d'insultes ayant été échangés, les hommes accoururent. La lutte s'engagea et, pendant deux

(1) COLONNA DE CESARI-ROCCA, p. 29.

ans, les violences et les représailles se succédèrent sans arrêt.

Voici un autre exemple célèbre. Un nommé Rocchini trouva son chien mort devant la porte d'un nommé Taffini. Sans hésitation, dès le lendemain, il tua un chien appartenant à ce dernier. Mais voici que les choses s'aggravent. Quelques jours après, ce ne sera plus un chien, c'est un Rocchini qu'on trouve assommé. La lutte commence, tantôt c'est Rocchini qui succombe et tantôt c'est Taffini, et ainsi de suite, jusqu'à ce qu'il n'en reste plus qu'un seul. C'était un Rocchini qu'on guillotina (1).

[Ces deux exemples de lutte entre les familles pour des motifs puérils ne sont pas particuliers à la Corse et nous trouvons plusieurs cas de même genre en Haute-Égypte où les familles d'origine arabe sont nombreuses (2).]

Et si nous examinons les coutumes et les formalités qui accompagnent le deuil d'un assassiné, nous dégageons facilement plusieurs points de ressemblance.

En Corse, quand un décès se produisait, les femmes déchiraient leurs vêtements, s'arrachaient les cheveux et s'ensanglantaient, avec leurs ongles, la figure et la poitrine. En cas de meurtre, elles conservaient la chemise et les vêtements ensanglantés du défunt pour les montrer à leurs enfants, et cela, naturellement, dans le but de rappeler la mort d'un des leurs qui n'a pas été vengé. Les hommes, en signe de deuil, ne coupaient plus leur barbe et n'ouvraient leurs fenêtres que lorsque le mort avait été vengé (3).

(1) COLONNA DE CESARE, *op. cit.*

(2) Voir *suprà*.

(3) COLONNA DE CESARE, *op. cit.*, pp. 60 et suiv.

Ces formalités de deuil ne sont-elles pas du genre de l'affaire du sieur X... de la famille Hawara, et de la même nature que les vœux formés par Imroualcays ?

Mais voici ce que dit Lombroso en parlant de la grande ressemblance qui existe entre la criminalité en Corse et en Sicile : « En effet, dit-il, dans la Sicile prédominèrent sur tous les autres, les éléments Sarrasins, plus féroces qu'avides, qui eurent justement une grande influence dans la Corse » (1).

Tout cela montre d'une manière évidente l'origine de la vendetta en Corse qui est la même que « althâr » en Haute-Égypte.

Revenons à notre cas d'Égypte. Cette coutume de la vengeance, particulière au début aux conquérants arabes, s'est propagée et a influencé les autres éléments de la population. Ce qui est curieux, c'est la force de ce phénomène social *d'imitation*. La coutume de la vengeance a même gagné, dans une petite mesure, naturellement, l'élément copte. Nous en verrons des exemples plus tard.

2. — *Les fellahs.*

L'élément d'origine purement égyptien.

En dehors des grandes villes, qui sont un mélange des différentes races, l'élément prépondérant en Égypte, surtout en Haute-Égypte et particulièrement parmi les Coptes, est d'origine égyptienne ancienne (2).

Dans cette classe, on retrouve encore de nos jours des

(1) LOMBROSO, *Le crime*, op. cit., p. 38.

(2) V. MASPERO, cité par R. DE CHAMBERET, op. cit., p. 8.

types qui perpétuent en effet avec une remarquable fidélité le type physique tel qu'il est reproduit dans les monuments pharaoniques (1).

Le spécimen de cet élément est le *fellah*, habitant des campagnes. Il comprend la majorité de la population des campagnes. Le *fellah* n'est pas comme l'Arabe, instinctivement enclin à la violence et aux attentats. Il appartient à la classe qui fournit à la criminalité des criminels d'occasion.

Le changement des organisations politiques et sociales, au cours de l'histoire, et la succession des régimes tyranniques, ont laissé leur empreinte sur son caractère.

« Vigueur, activité, dit M. Arminjon, endurance, sobriété, intelligence alerte et vive, tels sont les dons naturels du *fellah* » (2). Imprévoyance, insouciance, crédulité, superstition, tels sont ses défauts. Ces imperfections d'ordre moral sont la source de tous les désordres criminels des campagnes. Mais d'où viennent ces défauts ? Cette question est capitale pour savoir dans quelle mesure on pourrait y remédier. La réponse s'impose catégorique : de l'ignorance et de la négligence morale des anciens régimes.

Par sa nature, le *fellah* est bon et pacifique. Mais les régimes atroces qu'il a dû subir dès le xvi^e siècle et pendant les deux siècles suivants, ont impitoyablement abusé de sa résignation, l'ont accablé des travaux les plus durs, ont exploité son endurance et son énergie pour satisfaire

(1) *Égypte, la vie sociale*, par HENEIN BEY, p. 27.

(2) *La situation économique et financière de l'Égypte*, p. 152.

les plaisirs de ses maîtres, sans se soucier le moins du monde du malheureux destin du fellah.

Il n'est pas nécessaire de remonter très loin : il suffit de parcourir l'histoire de la fin du XVIII^e siècle pour se représenter la triste vie de misère et de servilité à laquelle il était condamné. Corvées, bastonnades, exigences d'impôts injustes, dépossession des fruits de son travail, et cela sans aucune réserve de rémunération matérielle ou morale ; tel était le sort du malheureux fellah à la veille du XIX^e siècle (1).

Son caractère pacifique, son inépuisable patience lui faisaient supporter les plus mauvais traitements. Il était battu jusqu'à ce qu'il eût donné son dernier denier à un maître insatiable (2).

« Depuis longtemps, écrit Kassem Amin, un grand sociologue égyptien, en réponse à M. le Duc d'Harcourt, l'Égypte a été exploitée par des monstres à figures humaines de tous les pays et de tous les genres... Je ne parviens pas à comprendre comment notre malheureux peuple a pu résister à tant de cruelles oppressions » (3).

Que faisait-il, le pauvre fellah, en face de ces atrocités ? Fataliste imperturbable et ignorant de ses droits, il acceptait son destin sans gémissement. Il se contentait de sa vie et trouvait le bonheur dans le calme de la foi. Il ne regardait pas autour de lui pour voir quelle était la part de bonheur ou de malheur qui était accordée à ses maîtres : à chacun son destin. Les injustices les plus criantes

(1) Voir les Mamelouks.

(2) NAHAS, *Situation économique et sociale du fellah*, p. 14.

(3) *Les Égyptiens*, p. 81.

pouvaient se dérouler devant ses yeux : elles le trouvaient toujours impassible.

Il pratiquait sa religion, mais sans la comprendre et ainsi il ne pouvait pas profiter de ses hauts principes de moralité. Personne ne s'occupait de perfectionner son caractère et sa mentalité, et les Ulémas, maîtres religieux qui étaient relativement des esprits éclairés, ne s'occupaient que de discussions purement académiques et bornaient leurs efforts à décrire la vie d'au-delà sans s'attaquer aux problèmes de la vie terrestre.

Ainsi, entouré d'un côté de toutes les manifestations de la brutalité, il y avait plié son corps et endurci son sens moral ; d'un autre côté, réduit à la simple situation de travailleur au service d'autrui et abaissé au point de vue moral, il vivait au jour le jour, sans espoir du lendemain, sans ambition, ne regardant jamais plus loin que sa propre personne et entraîné ainsi à la dernière imprévoyance. Pris entre l'ignorance et la tyrannie, comment ne serait-il pas arrivé à cette dégradation fâcheuse ?

Ce triste passé a légué son héritage aux générations récentes, mais c'est surtout l'imprévoyance qui se manifeste encore dans le caractère du fellah d'aujourd'hui.

Nous avons vu, dans la première partie théorique, comment Ferri attribuait la criminalité, en général, aux deux défauts moraux d'imprévoyance et de dureté du sens moral. Cette observation minutieuse trouve une confirmation dans le cas du fellah. Mais la persistance de ces défauts est plutôt la conséquence de l'état d'ignorance dans lequel il a longtemps vécu et c'est pour cette raison

que nous retrouverons la question de ses rapports actuels avec les criminalités au chapitre suivant.

Il nous reste à faire une dernière remarque sur cette question psycho-historique :

Nous venons de dire que le fellah était résigné aux brutalités dont il était accablé. Jamais, en effet, l'idée d'une résistance ouverte aux tyrans monstrueux qui l'opprimaient ne lui fut venue à l'esprit. Sa nature paisible et fataliste ne lui permettait pas de se révolter. Mais l'instinct naturel de conservation devait le pousser à se défendre. Tirailé entre cet instinct naturel de sa défense personnelle et la peur de la cruauté de ses oppresseurs, il devait recourir à la ruse, aux expédients détournés et sournois. Il cachait son argent dans le mur pour le préserver des exigences injustes et indéfinies des contributions, et il s'amputait un doigt ou se crevait un œil pour échapper au service militaire. Cet état psychologique de lutte sournoise et peureuse se manifeste encore dans le genre de ses attentats criminels : mettre le feu la nuit et aller détruire les récoltes des champs, qu'est-ce que tout cela, sinon les manifestations d'un esprit de vengeance timide et peureuse ? Au lieu d'affronter son rival courageusement et franchement en plein jour, il recourait à ces moyens clandestins. On avait avili son âme ; il ne faut donc pas s'indigner des actes avilissants qu'il commettait, il faut tout simplement le plaindre et s'efforcer de le relever.

Seule, la peur lui faisait redouter ses supérieurs. Quant à ses égaux, il revendiquait à leur égard ses droits et son indépendance, et ces mêmes sentiments se révèlent

encore aujourd'hui dans ses relations avec ceux qui l'entourent.

Vis-à-vis des gens plus riches et plus forts, il ne leur ménage ni sa déférence, ni son indulgence. Avec ses semblables, il reprend son indépendance, envie le voisin qui est son égal, n'admet aucune insulte, devient susceptible et recourt à la vengeance qu'il exerce à sa façon. C'est un point qu'il ne faut pas oublier. Si la caractéristique de la criminalité rurale en Égypte est la vengeance, il faut remarquer que le fellah ne l'exerce que contre ses égaux ou contre ceux qui lui sont inférieurs, à moins qu'il n'y ait, à l'égard de ceux qui lui sont supérieurs, une circonstance particulière comme des jalousies ou des rivalités féminines, par exemple.

Nous retrouvons les détails de la vengeance au chapitre suivant.

Voilà pour la mentalité du fellah. Quant à son hérité au point de vue physique, le fellah ne connaît pas les maux de la dégénérescence. Il est donc d'une santé physique remarquable due au climat sain du pays et au travail fait en plein air. Sa forte constitution le fait jouir d'une vitalité remarquable qui se révèle au seul aspect des corps robustes et agiles des travailleurs des champs. Cette vitalité n'est amoindrie ni par l'effet des maladies vénériennes, ni par la dégénérescence alcoolique, car il ignore ces deux tares. Cette santé admirable éclate dans l'abondance de la natalité (1).

(1) D'une enquête à laquelle s'était livré Yacoub Artin Pacha dans un village de Basse-Égypte, près de Chobrakhit, il résultait que la moyenne des naissances était de 15 environ par ménage.

Le D^r Lacassagne admet que l'alcool, comme la syphilis, frappe la descendance du buveur et que l'hérédotalcoolisé depuis sa jeunesse est plus prédisposé à la folie morale et à la criminalité. Si l'on veut généraliser, on peut dire que l'alcool ne joue pas un grand rôle en Égypte et que la syphilis est ici beaucoup moins répandue qu'en Europe (1).

3. — *L'élément étranger.*

En dehors de ces deux éléments, Égyptiens de pure race et Arabes, les colonies étrangères constituent une partie importante de la population des grandes villes. L'hospitalité légendaire du pays et les grands avantages que procurent les capitulations à ceux qui en bénéficient, sont de nature à attirer les immigrants de tous les pays. Le total des sujets étrangers, suivant le recensement de 1917, était de 240.000 environ. Dans ce nombre, il y a environ 120.000 individus qui sont des ressortissants des pays jouissant des capitulations. Mais ces chiffres, calculés pendant la guerre, sont très loin de représenter, même d'une façon approximative, l'effectif des colonies actuellement installées en Égypte et leur nombre a dû beaucoup

(PIOT BEY, Causerie sur le fellah. *Bull. de la Société Khédiviale de Géographie*, série V, n° 4, juin 1899, p. 203). Une notoriété du monde médical français, écrit M. R. de Chamberet, ayant séjourné à Louqsor, nous disait que chaque fellahine avait, dans cette région, en moyenne quatorze grossesses au cours de son existence, *op. cit.*, p. 16.

(1) NACHAT, *L'Égypte contemporaine*, mars 1914, p. 221.

augmenter après la guerre. Nous regrettons que les résultats du dernier recensement de 1927 ne soient pas encore publiés.

Ce qu'il faut noter, c'est que cet élément étranger, qui a rendu à l'Égypte des services appréciables matériels et intellectuels, recèle souvent des malfaiteurs redoutables qui se réfugient dans les maquis injustifiés et enchevêtrés des capitulations. Parmi les protégés, certains sont Égyptiens par leur naissance, leur langue, leurs coutumes, leur domicile permanent; tels sont les Arabes protégés de la France ou de l'Italie parce que d'origine algérienne, tunisienne ou tripolienne. Le nombre de ces Arabes est d'environ 12.000 et ils habitent principalement Le Caire et Alexandrie. Plusieurs parmi ceux-ci, de même que d'autres étrangers bénéficiaires des capitulations, Grecs, Italiens, Maltais, sont des individus de mauvais aloi ou sans aucune éducation, et qui abusent vraiment de leurs privilèges.

Comme ils sont soumis à une juridiction spéciale différente des juridictions égyptiennes qui jugent les sujets locaux et que la police ne peut les atteindre sans l'autorisation de leurs consuls, ils tirent de cette sorte d'immunité une vanité aveugle qui les arme d'une audace fâcheuse.

C'est ainsi que parmi les apaches redoutables qui font la terreur de certains bas quartiers du Caire et d'Alexandrie, se trouvent de nombreux italiens, français ou grecs qui, pour le motif le plus futile, se livrent à des voies de fait dangereuses, soit qu'ils frappent leur con-

tradicteur d'un coup de couteau, soit qu'ils l'assomment en lui brisant une bouteille sur la tête.

Les rixes sanglantes, les carambouillages les plus audacieux, la traite des blanches et le commerce des stupéfiants sont la spécialité de ces indésirables.

Nous n'avons pas trouvé de statistiques complètes sur les infractions commises par ces étrangers qui, au point de vue pénal, dépendent principalement de leurs juridictions consulaires. Les rapports annuels de la police du Caire ou d'Alexandrie, les seuls qui sont publiés, ne donnent que rarement des renseignements sur cette question capitale. Voici pourtant des chiffres indicatifs extraits du rapport de la police d'Alexandrie pour l'année 1923 :

Le nombre des infractions (crimes et délits), dans lesquelles étaient impliqués des sujets étrangers dépendants de pays privilégiés, s'élevait cette année à 351 contre 365 en 1922 et 407 en 1921 (1). Ces accusés se répartissent en : 139 Italiens, 69 Français, 61 Britanniques, 58 Grecs, 11 Russes, 9 Américains, 2 Allemands, 1 Espagnol et 1 Belge. Remarquons que ces chiffres ne s'appliquent qu'aux délinquants identifiés. Parmi les attentats dont les auteurs sont restés inconnus, il y en a probablement un certain nombre qui ont pour auteurs des étrangers.

Le détail des infractions commises par ces étrangers donne 14 meurtres et tentatives d'homicide, 102 rixes, coups et blessures, 43 résistances et outrages aux fonctionnaires publics.

(1) Voir *Rapport de la police d'Alexandrie pour l'année 1923* (texte arabe), p. 14.

Voici le nombre des accusés des principaux pays suivant la nature des infractions le plus souvent relevées :

Nationalités	Homicide et tentative d'homicide	Rixes	Vol	Outrage à la police
Français . . .	1	20	17	12
Anglais . . .	3	16	8	9
Grecs . . .	2	17	10	6
Italiens . . .	6	41	18	16

Le rapport ne donne pas le lieu de naissance des accusés. Si ce renseignement avait été fourni, nous aurions constaté que la plupart de ces Italiens, Anglais ou Français ne sont que des mauvais repris de justice ou vagabonds, tripolitains, maltais, algériens ou grecs, installés dans des bas quartiers de la ville depuis longtemps. Un certain nombre de ces étrangers indésirables sont extradés avec l'autorisation (qui n'est pas facile à obtenir) de leurs consuls, mais ils ne tardent pas à revenir sous un autre nom et une autre qualité.

Comme les honnêtes gens n'ont, en général, rien à faire avec la justice criminelle, ces capitulations surannées ont, parmi bien d'autres inconvénients, le résultat d'aboutir en pratique au point de vue pénal à la protection des malfaiteurs.

L'organisation de la juridiction criminelle consulaire en Égypte sort du cadre de notre étude, mais il suffit de noter que, outre l'atteinte très grave qu'elle porte à

la souveraineté du pays, le retard dans les procédures, les contradictions entre les législations étrangères et les lois du pays, l'indulgence sans impartialité de certains tribunaux consulaires, aboutissent à supprimer tout effet d'intimidation sur les criminels et d'amoindrir la justice aux yeux du public.

Nous espérons qu'on arrivera bientôt à résoudre cette question des capitulations qui est devenue la pierre d'achoppement de toute réforme en Égypte (1).

B. — LA CRIMINALITÉ AU POINT DE VUE DU SEXE

LA CRIMINALITÉ FÉMININE

« La nature humaine, écrit Henri Joly, au fond est une.... Les dangers que l'un et l'autre (des deux sexes) trouvent dans leurs passions, dans leur paresse, dans leur égoïsme, sont à peu près équivalents, souvent identiques. Chez tous les deux, l'emploi de la ruse, la dissimulation, l'esprit de vengeance, la jalousie, la honte sous le mépris des autres, enfin toutes les tristes fatalités attachées à la

(1) Une grande activité règne depuis quelque temps dans les milieux diplomatiques du Caire à la suite d'une note du Gouvernement égyptien concernant un projet de modifications des capitulations. Il est à penser que sous peu s'ouvriront au Caire des pourparlers importants au sujet des propositions énoncées et que le régime des capitulations, tel qu'il fonctionne depuis 1875, sera amendé dans ses parties devenues surannées et incompatibles, soit avec le fonctionnement d'un gouvernement constitutionnel, soit avec l'évolution politique et économique du pays (*Le Temps*, 31 décembre 1928).

pratique du mal ont les mêmes conséquences sur les facultés qu'elles altèrent et qu'elles pervertissent » (1).

Néanmoins, par sa constitution physique et sa situation sociale, la femme se distingue de l'homme au point de vue de la quantité et de la qualité des crimes qu'elle commet. Dans le monde entier, les femmes commettent notablement moins d'infractions que les hommes, et cela a été toujours vrai dans tous les temps.

D'après les divers comptes rendus officiels envoyés au Congrès de Stockholm la proportion des femmes aux hommes dans les prisons n'était guère que 3 %. Elle était de 20 % en Chine, et en Europe elle oscillait entre 10 % et 21 %. En France, elle oscillait entre 14 % à 15 % contre 85 % à 86 % hommes accusés : « La moyenne de notre pays, écrit Henri Joly à ce propos, peut donc passer pour être celle du monde civilisé » (2).

Mais cette proportion très satisfaisante de la contribution des femmes à la criminalité qui contentait le monde civilisé a augmenté dans les temps contemporains d'une façon inquiétante.

Ainsi, par exemple en France, le nombre de femmes traduites soit devant les cours d'assises, soit devant les tribunaux correctionnels, s'est élevé de 13 % en 1902 et 14 % en 1913 à 30 % en 1916, 28 % en 1919, 23 % en 1921 et 21 % en 1922 (3).

En Belgique, les femmes condamnées pour crimes et

(1) H. JOLY, *Le crime*, pp. 250 et suiv.

(2) *Ibid.*, p. 252.

(3) Voir C. GRANIER, *La femme criminelle*, p. 3 ; P. YOGAS, *op. cit.*, p. 39 ; le rapport de M. le Garde des Sceaux, etc., pour l'année 1922, p. VII.

délits représentent un pourcentage de 24 % en 1913 contre 30 % en 1919 et 33 % en 1920. En Italie, la criminalité féminine est aussi importante : le nombre des femmes condamnées s'est élevé de 18 % en 1910 et 18,40 % en 1914 à 33 % en 1918 et 27 % en 1919, et, jusqu'à 1918, cette progression n'a subi aucun temps d'arrêt.

En Égypte, la criminalité féminine est beaucoup moins avancée. Elle marquait, en 1913, une proportion de 6,7 % du total des délits et crimes (1). Pendant les dix dernières années, la moyenne annuelle de la contribution des femmes au total des accusés en matière de délits et de crimes était, suivant un calcul que nous avons fait, de 8,5 % (voir le tableau, p. 184).

La marche de la criminalité féminine n'est donc pas inquiétante en Égypte.

Voici un tableau de cette marche comparée à la marche de la criminalité masculine. Les chiffres donnés sont extraits des annuaires judiciaires statistiques (voir p. 184).

Si nous examinons ce tableau, nous remarquons que le nombre total des accusées, pour crimes et délits, était de 11.102 en 1917. En 1918, il tombe à 10.633, puis il s'élève à 11.227 en 1919 et 13.963 en 1920. A partir de 1920, le chiffre reste presque stationnaire sans grandes variations. Pour la subdivision en crimes et délits, la même cadence est observée dans les deux catégories.

Le nombre des hommes accusés suit un mouvement tout à fait différent. De 113.371 en 1917, le total s'élève

(1) Voir le *Rapport du Conseiller judiciaire* pour cette année, pp. 18, 70 et suiv.

Années	Hommes						Femmes							
	Crimes			Délits			Total des accusés	Crimes			Délits			
	Accusés	Condamnés	Acquittés	Accusés	Condamnés	Acquittés		Accusées	Condamnées	Acquittées				
1917	413.374	4.293	3.484	4.406	409.078	85.304	23.777	41.402	491	142	80	10.911	7.697	3.530
1918	414.501	4.911	3.547	4.364	409.590	75.634	23.956	40.633	234	154	49	10.399	6.784	3.299
1919	406.447	4.383	3.063	4.320	402.064	87.519	49.545	41.227	429	90	39	11.098	9.225	1.873
1920	450.471	7.932	5.350	2.582	442.539	412.223	30.298	13.963	233	149	84	13.730	10.694	3.036
1921	461.067	8.064	5.236	2.828	453.003	423.458	29.445	14.953	246	117	105	14.707	11.683	3.024
1922	473.673	7.544	4.718	2.823	466.132	437.541	28.594	14.618	195	141	78	14.423	11.493	2.630
1923	443.397	7.505	4.680	2.825	435.892	92.746	33.446	13.434	266	166	100	13.468	8.454	4.714
1924	453.451	6.645	4.406	2.534	446.806	100.638	36.168	13.362	235	139	96	13.223	8.543	4.680
1925	468.967	5.752	3.083	2.069	462.322	426.580	35.632	13.832	229	124	102	13.603	9.083	4.510
1926	470.730	6.050	3.812	2.238	464.680	429.503	35.168	13.821	161	112	49	13.760	9.447	4.613
	4.457.202	65.076	42.379	21.774	4.392.116	4.071.433	295.726	131.151	2.419	1.334	682	129.032	92.803	35.909

successivement, non sans quelques ralentissements et reculs, pour arriver en 1926 au chiffre de 170.730.

Mais dans la subdivision (en crimes et en délits), l'accélération n'est pas aussi régulière (voir le tableau précédent).

Ainsi, l'augmentation des accusés traduits en justice pendant les dix dernières années est de 50,6 % pour les hommes et de 24,5 % pour les femmes.

Remarquons ici que les chiffres que nous avons extraits des statistiques officielles sur lesquelles nous avons calculé nos pourcentages, ne donnent pas une figure très exacte de la criminalité féminine. Il ne s'agit, en effet, que des femmes traduites en justice. Or, il y a d'autres femmes criminelles dont les dossiers ont été classés faute de preuves ou qui sont restés absolument inconnus ; d'ailleurs, cette dernière remarque s'applique à toutes les affaires en général. En outre, le Parquet se montre indulgent envers les femmes dans certaines inculpations, telles que l'avortement ou le faux criminel commis pour dissimuler une naissance illégitime et classe leurs affaires, parce que, dans ces deux cas, l'esprit de la femme est dominé par l'obsession de la honte et la peur de l'avenir.

Mais, en dépit de cette remarque, il est très évident que la criminalité féminine en Égypte est beaucoup moins élevée qu'en Europe. La raison de cet état de choses peut s'expliquer très clairement. D'après Quetelet, l'infériorité de la délinquance féminine provient de :

- la faiblesse physique ;
- la dépendance sociale ;
- la timidité morale ;
- l'absence de surexcitation alcoolique.

Si nous examinons la femme criminelle en Égypte à la lumière de ces considérations, nous nous rendons facilement compte des motifs qui diminuent son rôle dans le personnel criminel.

La faiblesse physique est une cause commune à toutes les femmes dans tous les pays et n'a rien de particulier à la femme égyptienne. Quetelet évalue la vigueur physique de la femme à la moitié de celle de l'homme, donc pour lui la criminalité de ce sexe doit être réduite de moitié pour les délits qui semblent exiger une certaine dépense de force. Mais d'autres motifs viennent encore diminuer sérieusement cette proportion.

Les trois autres causes répondent nettement à notre question. D'abord la femme égyptienne dépend presque totalement de son mari ou de ses parents, et cette situation de deuxième plan, qui est la sienne, fait que le rôle criminel est joué principalement par l'homme. Dans toutes les familles qui jouissent d'une certaine aisance, le rôle de la femme est à peu près limité à son intérieur. Elle s'occupe de son foyer et laisse à la charge de son mari le travail extérieur et les manifestations du dehors. Dans les campagnes et même dans les villes, les femmes appartenant à de pauvres ménages doivent, à cause des exigences de la vie, sortir de leur réclusion et assister leur mari dans les travaux agricoles ou sur les marchés. Mais, en général, c'est l'homme qui commande. En revanche, qu'il soit le père, le frère ou le mari, il se charge de protéger la femme et de pourvoir à ses besoins et c'est bien lui qui résiste aux difficultés ou qui engage sa responsabilité dans tous les événements impor-

tants. Les intérêts matériels ou moraux de la famille, c'est l'homme qui les défend. Dans les campagnes c'est lui qui poursuit la vengeance quand il le faut sans demander l'avis de la femme.

Cette manière de vivre qui place la femme sous la pleine dépendance d'une autre personne, responsable de tout et qui la laisse tranquille chez elle, évitant ainsi les tentations du dehors et les relations épineuses avec les étrangers, est évidemment de nature à rendre plus difficile sa chute dans la criminalité.

La *timidité morale* est un deuxième élément qui a son importance, car il empêche souvent la femme de donner suite à sa rancune. L'ignorance qui, dans les campagnes, touche à la naïveté, ajoutée à cette timidité naturelle, lui apporte d'autres armes que les attentats criminels. Jalouse de sa voisine ou de sa rivale, ou exaspérée par l'indifférence de son mari, une pauvre fellahine ne recourt pas à une arme à feu ou à un couteau, elle fait appel aux superstitions et à la puissance prétendue de magie. Un envoûtement destiné à persécuter sa voisine ou à jeter le mauvais sort contre elle, ou un talisman d'amour qu'elle porte sur elle ou qu'elle cache dans le lit de son mari, suffisent, à ses yeux, pour lui assurer sa vengeance contre son ennemie, dans le premier cas, et inspirer l'amour au cœur de celui qu'elle aime, dans le second.

Si, enfin, nous passons à l'*influence de l'alcoolisme*, nous pouvons affirmer catégoriquement que, sauf pour les filles publiques, la femme égyptienne est absolument sobre et ne connaît ni les excès de boissons fermentées,

ni les breuvages compliqués, ni les suites fâcheuses qu'ils entraînent.

*

* *

Il est utile, avant d'aborder le point suivant, de faire ici quelques remarques sur certaines statistiques relatives à l'état civil des femmes condamnées par les cours d'assises, et figurant dans *les statistiques judiciaires* seulement à partir de 1920-1921.

Année	Célibataires	Mariées	Divorcées	Veuves	Total	Femmes sachant lire et écrire
1920	40	105	8	26	149	»
1921	6	101	12	22	141	»
1922	3	84	14	16	117	»
1923	15	107	16	28	166	»
1924	2	101	13	23	139	»
1925	9	96	13	9	127	»
1926	6	83	10	14	113	»
Total . .	51	677	86	138	952	»

Sur 952 femmes condamnées par les cours d'assises, pendant ce délai (de 1921 à 1926) il y avait 677 femmes mariées, 138 veuves, 86 divorcées et 51 célibataires. Ainsi, les mariées y figurent pour 70,24 %, les veuves pour 14,5 %, les divorcées 9 % et les célibataires 5,3 %.

Faut-il en déduire que le mariage favorise la crimina-

lité, comme on l'a prétendu (1), puisque les mariées figurent pour plus des deux tiers parmi les femmes condamnées ? Pas du tout. Cet état de choses vient de la situation sociale de la femme mariée. Tout ce que cette révélation pourrait enseigner, c'est que, restant jusqu'au mariage relativement loin du crime, elle est menacée de tomber dans l'abîme si elle se trouve unie à un criminel, à qui elle obéit et qu'elle aide dans l'exécution de ses projets criminels. La faute n'est pas au mariage, mais au mauvais choix du conjoint. Pourtant il est vrai que de nouveaux sentiments nés de situations nouvelles viennent parfois troubler la femme et la familiariser avec l'idée de crime : la jalousie contre une concubine de son mari, la tracasserie de ses beaux-parents, le désir de garder l'héritage pour ses propres enfants et d'en priver un beau-fils, etc. Nous parlerons tout à l'heure de ces divers motifs.

*Les principales infractions
de la criminalité féminine en Égypte.*

Les statistiques judiciaires, en dehors du nombre des condamnés et de leur état civil, ne comportent pas d'autres renseignements sur la criminalité féminine. Les infractions commises par des femmes n'y figurent nulle part. C'est une lacune regrettable qu'on devrait combler.

Mais, tout récemment, El Keissy Pacha, chef de l'ad-

(1) Voir *infra*.

ministration de la sécurité publique au Ministère de l'Intérieur, a prescrit l'établissement de statistiques détaillées sur la criminalité féminine où figureront la nature des crimes commis, et les causes qui les ont déterminés. Ce travail, qui est en voie d'achèvement, ne sera publié qu'à la fin de la présente année (1928) ; mais El Keissy Pacha a eu l'obligeance de mettre à notre disposition la partie achevée dans laquelle nous puisons nos derniers renseignements sur la matière.

Cette partie comprend les crimes commis par des femmes pendant cinq mois (de novembre jusqu'à mars 1928). Elle ne peut naturellement, vu sa courte durée, nous donner une idée concluante de la nature des tendances de la criminalité féminine, et pourtant son utilité est appréciable.

Pendant cette période, 40 crimes graves ont été commis par des femmes. En voici le détail : 13 homicides intentionnels ou empoisonnements, 8 tentatives d'homicide ou d'empoisonnement, 1 blessure ayant entraîné la mort et 3 ayant causé des infirmités, 6 vols avec violence, 5 faux, 2 incendies, 1 menace, 1 enlèvement d'enfant.

*

* *

Nous parlerons tout d'abord des infractions contre les personnes, puis de celles contre les propriétés, et enfin de celles contre les mœurs, et nous indiquerons respectivement les causes principales de chaque catégorie.

Mais disons d'abord que la femme criminelle, d'une

façon générale, comme le dit le D^r Granier (1), diffère de l'homme criminel dans la mesure où la femme diffère de l'homme. N'exerçant pas ses muscles et ne mettant pas en action la force brutale, elle est peu encline aux agressions violentes. D'autre part, sa fonction de maternité et les conditions économiques où elle vit la poussent à commettre certains délits particuliers qui deviennent ainsi la spécialité de son sexe.

Les infractions pénales, chez la femme comme chez l'homme, peuvent être distinguées suivant qu'elles s'appliquent soit aux propriétés, soit aux mœurs.

Infractions contre les personnes.

Tout d'abord vient l'empoisonnement, crime de première gravité, mais dont la perpétration facile s'adapte à la faiblesse naturelle de la femme. D'une façon générale, l'empoisonnement est la première arme de la vengeance féminine (2).

Les statistiques judiciaires, comme nous venons de le dire, montrent sur ce point une grande lacune. Mais les statistiques d'El Keissy Pacha pendant les cinq mois (novembre 1927-mars 1928) sont très éloquentes.

Sur 13 meurtres commis pendant cette période, il y

(1) D^r GRANIER, *La femme criminelle*, p. 80.

(2) Cela fait penser aux vers de Palladas qui servent d'épigramme à Carmen de Mérimée, et qui commencent par quatre mots dont le sens est précisément « Toute femme est un poison ».

avait 5 empoisonnements, et sur 8 tentatives d'homicide, 7 tentatives d'empoisonnement.

Les autres cas d'homicide révèlent aussi, par leur mode d'exécution, la faiblesse de la femme. Il y a 3 infanticides et 5 autres crimes dans lesquels les femmes étaient soutenues par des complicités masculines.

L'infanticide ne constitue pas un crime à part dans la législation égyptienne ; il n'est qu'une forme du crime de meurtre et il est relativement peu fréquent en Égypte. D'un côté, les rapports illicites entre les deux sexes ne sont pas aussi fréquents qu'en Europe et d'un autre côté la conviction est ancrée chez le peuple que les enfants sont une richesse et que leur substance dans la vie dépend de leur sort que le destin a déjà fixé.

L'avortement existe, mais sa proportion est aussi restreinte que l'infanticide pour les mêmes raisons. La proportion est si insignifiante que la nécessité ne s'impose pas de créer une colonne spéciale à cet effet dans les statistiques judiciaires. Ce crime y figure groupé avec d'autres infractions sous le titre de « divers ».

Il est vrai que les délits d'avortement, en Égypte comme partout ailleurs, restent souvent inconnus. Mais, comme le dit le D^r Granier, les infractions maternelles sont connexes avec la séduction (1) et il est évident que la situation de la jeune fille égyptienne rend sa séduction moins fréquente.

Motifs habituels de ces attentats contre la personne :

Remarquons d'abord que les infanticides et les avorte-

(1) D^r GRANIER, *La femme criminelle*, p. 101.

ments n'ont d'autre cause que la honte éprouvée par la fille séduite et la crainte qu'elle éprouve de la colère de ses parents. La cause matérielle, autrement dit la question de la subsistance de l'enfant, n'intervient guère ici.

Quant aux meurtres par suite d'empoisonnement ou par d'autres moyens, ils ont pour cause les sentiments habituels : jalousie, vengeance ou cupidité. Cette jalousie sera dirigée contre une co-mariée ou ses enfants ou contre la maîtresse du mari, ce qui est d'ailleurs très rare.

La femme, en Égypte comme partout ailleurs, est guidée par l'instinct naturel de conserver entièrement pour elle seule l'amour et l'attention de son mari et elle n'admet pas de les partager avec d'autres. Quand l'obsession de la jalousie la gagne et qu'une nature nerveuse la persécute, elle va chercher la paix dans la suppression de sa rivale.

Cette vengeance peut aussi avoir pour mobile des intérêts matériels, la femme mariée voulant garder, pour elle seule et pour ses enfants, toute la fortune de son mari, ou, ce qui arrive encore, décidant, dans le but de libérer son mari de la charge alimentaire que lui impose le fils d'un premier lit, de se débarrasser de ce beau-fils, le plus souvent par empoisonnement.

Mais la jalousie qu'occasionne à la femme la présence d'une rivale, se tourne rarement vers l'homme qui pourrait être le véritable coupable d'infidélité. Comment expliquer cela ?

Nous touchons ici à une question d'actualité, savoir les crimes passionnels.

A proprement parler tous les crimes de vengeance sont

la plupart du temps passionnels, la passion en étant la cause. Toutefois, le langage usuel, en prononçant la dénomination de « crimes passionnels », la réserve aux crimes dits d'amour. Cette sorte d'attentat a gagné en Europe, dans les temps modernes, une sorte de triste prestige parmi l'ensemble des crimes, alors qu'en Égypte il est presque inconnu. Cela tient à la situation sociale de la femme et à l'atmosphère si différente dans laquelle elle vit dans l'un ou dans l'autre cas.

En Europe, les ménages libres sont fréquents et l'adultère de l'épouse, dans certains milieux, ne l'est pas moins. Mais l'amour est exclusif et la jalousie est de son essence. Plaçant l'homme sur le même pied d'égalité, qu'il soit son mari ou simplement son amant, la femme ou la maîtresse estime qu'il lui doit la fidélité qui est la contre-partie de celle qu'elle-même lui apporte. Consciente de ses droits, elle n'admet pas la trahison de l'homme qui la délaisse pour une autre. Que l'infidélité arrive, la jalousie naît puis vient l'obsession de la vengeance ; l'exaspération et le désespoir font le reste.

La fréquence des liens intimes dans le milieu où elle a vécu, l'atmosphère saturée des rêves d'amour de la vie romanesque, font fléchir la résistance de la jeune fille libre, dans l'espoir de réaliser son idylle d'amour. Quand la rupture arrive, délaissée par son ami ingrat, voyant fondre ses rêves, craignant le lendemain de misère, regrettant sa réputation perdue, elle ne pense plus qu'à se venger de son séducteur. La littérature et la presse dont elle fait sa lecture quotidienne, les histoires journalières semblables à la sienne ne la font pas reculer devant cette

vengeance. La littérature, à maintes reprises, tout en glorifiant l'amour, présente sous une couleur sympathique les fins tragiques des aventures intimes. Dans toutes les phases de la littérature, écrit L. Holtz, presque toutes les femmes délaissées se vengent (1). Les femmes amoureuses qui commettent des crimes paraissent au théâtre admirablement sublimes. Legouvé les appelle « des sublimes meurtrières ». Jules Lemaître trouve adorables « ces anges d'assassinat ». On sympathise avec Hermione qui fait poignarder Pyrrhus, avec Roxane qui fait étrangler Bajazet.

Mais, plus redoutable encore est la publicité frénétique et tapageuse que la presse consacre aux crimes où la luxure se mêle au sang. Ce n'est pas dans ses lectures d'imagination, dit Tarde, ni au théâtre que l'homme du peuple va chercher l'inspiration directe du crime, c'est dans la chronique des tribunaux.

L'indulgence du juge sur cette matière est encore une chose très regrettable.

Sous l'action combinée de ces lectures malsaines, dit Van den Bosch, de ces spectacles dissolvants et de ces réclames insensées, l'idée s'est graduellement répandue que le crime passionnel n'est pas un crime comme un autre (2).

Enfin la nervosité extrême, issue de l'alcool ou d'une dégénérescence héréditaire, n'est pas étrangère à ces crimes passionnels.

(1) L. HOLTZ, *Les crimes passionnels*, pp. 91 et suiv.

(2) VAN DEN BOSCH, *Le crime passionnel*, p. 19.

Telle est l'atmosphère qui entoure la femme et la jeune fille en Europe ; en est-il de même en Égypte ?

Tout y est différent : la femme, dans sa situation sociale, dépend de l'homme, et le milieu où elle vit la rend étrangère à ces tentations occidentales.

D'une part, autant, pour la femme mariée, la jalousie de l'homme est sans limite, autant sa vengeance éclate terrible même pour de simples soupçons, autant la femme est indulgente à l'égard de son mari. Cela est une conséquence de la situation sociale de la femme. Il est vrai que la bigamie n'existe plus en Égypte que d'une façon très exceptionnelle et toujours dans les basses classes. Mais le droit existe, quoiqu'il soit en désuétude. Une pauvre fellahine, par exemple, sachant que son mari a le droit de prendre une autre épouse, ne pourra rien lui reprocher si, au lieu d'amener au domicile conjugal une nouvelle compagne, il recourt à des rapports passagers. Son indignation, en ce cas, doit rester muette ou chercher son apaisement ailleurs, dans des pratiques superstitieuses, dans le retour chez ses parents, ou, pour tout supposer, éclater en attentat sournois contre sa rivale.

D'autre part, les coutumes locales n'admettent pas les ménages libres tels qu'on en voit en Europe. La jeune fille ne saurait pas, sans compromettre son avenir, son estime et même sa vie (cela particulièrement dans les campagnes) avoir des rapports intimes avec des jeunes gens. L'amant, ou l'ami intime, ouvertement connu comme tel, est un type ignoré des jeunes filles. S'il existe entre jeunes gens et jeunes filles des relations amoureuses, cela reste toujours secret. De sorte que, si la rupture surgit,

la jeune fille ne pourrait, sans risquer son honneur et peut-être sa vie, tenter quoi que ce soit contre son amant infidèle. Leur aventure s'étant déroulée dans le mystère, la rupture, bien qu'elle soit un procédé lâche et méprisable, s'effectue sans bruit. La passion ne poussera pas la jeune Égyptienne jusqu'à se faire justice elle-même et à tirer sur son séducteur inconscient comme le ferait sa sœur européenne. Une preuve de cette assertion, c'est que, à notre connaissance, la jurisprudence égyptienne des cours d'assises ne compte aucun crime de ce genre passionnel.

Pourtant, tout récemment, au mois de juin, pour la première fois, semble-t-il, deux crimes qu'on peut traiter de passionnels (au sens étroit du mot) ont été commis au Caire. Les deux attentats furent commis par deux femmes égyptiennes contre deux amants infidèles à qui elles jetèrent du vitriol à la figure.

Mais en Égypte, bien que la femme n'ose pas lever une arme vengeresse contre le mari dont elle est jalouse, il n'est pas rare que la haine la conduise jusqu'au crime. Le droit de divorcer restant en pratique le privilège du mari, il arrive que la femme a recours à l'assassinat pour se débarrasser d'un mari qu'elle hait et souvent dans le but de pouvoir épouser un amoureux.

Dans le relevé déjà cité du Ministère de l'Intérieur, nous trouvons deux affaires typiques de ce genre, l'affaire n° 61, 1928, Béba et l'affaire n° 461, 1928, Sinbel-lauwein. Dans la première, la femme, avec la complicité de sa fille, avait fait absorber du poison à son mari pour le tuer et se remarier avec un autre homme.

Dans la deuxième affaire, la femme voulant se débarrasser de son époux qu'elle haïssait, lui donna à boire du lait empoisonné (1).

Mais, en dépit de ces cas exceptionnels, la vengeance de la femme n'éclate pas d'habitude contre le mari.

Sa vengeance ne frappe le plus souvent que la rivale et souvent aussi les enfants de cette dernière, soit par simple jalousie, soit pour un intérêt matériel, une question d'héritage, par exemple, comme nous l'avons déjà indiqué (2).

Ainsi, sur le nombre total de 21 meurtres ou tentatives de meurtre, relevé par les nouvelles statistiques pendant cinq mois de 1927-1928, il y avait 6 affaires motivées par la rivalité entre femmes. Parmi ces affaires, 2 avaient pour victime l'enfant d'un autre lit (3), 2 l'autre femme du mari (4), 1 une femme divorcée qui actionnait son mari pour provision alimentaire (5), et 1 une concubine du mari (6).

Quelquefois, particulièrement en Haute-Égypte, la vengeance est accomplie par la femme, dans le but de laver l'honneur de la famille, surtout lorsqu'il s'agit de la mau-

(1) Dans une affaire à laquelle nous avons assisté en 1923, à Beni Suef, à la Cour d'assises, l'accusée avait tenté de tuer son mari parce qu'il était impuissant.

(2) Voilà donc encore un effet de la faiblesse de la femme, elle choisit un être sans défense ou un genre sournois de vengeance.

(3) Affaire n° 288, Santa et l'affaire n° 172, Shebin-el-Kom, 1928.

(4) Affaire n° 34, Sherbine et l'affaire n° 225, Luxor, 1928.

(5) Affaire n° 350, Assiout, 1928.

(6) Affaire n° 90, Tala, 1928.

vaise conduite de la fille. Le plus souvent son rôle, dans de pareils cas, se borne à être la complice d'un homme qui est l'auteur principal. Ainsi, par exemple, l'accusée dans l'affaire n° 111, année 1928, Fayoum, avait concerté, avec d'autres hommes, de supprimer sa fille, de la tuer et de la jeter à la rivière. La cause était la mauvaise conduite de la jeune fille. De même, dans l'affaire n° 48, Guirgah, année 1928, une femme était accusée d'avoir aidé son mari à tuer leur fille à raison de l'inconduite de celle-ci.

Chez les familles d'origine arabe, en Haute-Égypte, la femme pousse plus loin son audace. Elle procède quelquefois à la vengeance de son parent qui a été tué. Ainsi elle se propose de prendre le « thâar » (vendetta), rôle qui est d'habitude réservé aux hommes, la femme devant se borner à servir d'instigatrice, à rappeler aux enfants le devoir de venger leur père ou leur frère.

Un jour, à Minieh (en Haute-Égypte), voici quelques années, une femme d'origine arabe, en présence de l'officier de la police judiciaire, chargé de l'enquête préliminaire, se jeta, pendant l'interrogatoire, sur l'assassin de son frère et le tua d'un coup de poignard.

Mais voici une affaire curieuse qui montre jusqu'à quel point le sentiment de la vengeance peut arriver chez les Arabes.

Un homme arabe fut tué à Senro, marquaz Fayoum, par un sieur X... N'ayant comme parents proches que deux petits enfants, sa veuve s'inquiéta de venger son mari selon les coutumes des Arabes.

Aussitôt que ses enfants eurent atteint l'âge d'adoles-

cence, elle les engagea à venger leur père. Les enfants essayèrent, mais, encore jeunes, ils n'y réussirent pas. Impatiente, la veuve fit appel à la ruse. En 1917, elle maria, tout exprès, un de ses fils à une jeune femme que voulait le sieur X... et elle conseilla à la nouvelle mariée de répondre aimablement aux sollicitations galantes que lui faisait le sieur X... Dupe de son amour, le sieur X... ne se doutait de rien et entretenait des relations intimes avec la belle. Puis un soir, suivant le plan concerté par la veuve, la jeune mariée se prétendant seule chez elle et l'affirmant par l'absence, naturellement simulée, des siens, invita X... à venir passer la nuit chez elle. Celui-ci n'hésita pas ; au moment où il satisfaisait sa passion, la veuve parut, se jeta féroce sur lui et l'égorgea littéralement de ses propres mains. Puis elle tua une chèvre qu'elle avait vouée aux pauvres le jour où elle vengerait son mari (1). Atrocité inouïe qui montre dans cette obsession de vengeance une sorte de folie sanguinaire.

Remarquons enfin, pour terminer cette question de criminalité féminine contre la personne, que la femme recourt souvent aussi à l'enlèvement des enfants par vengeance ou par cupidité, et souvent même par les deux sentiments à la fois. Il s'agit, par exemple, de simuler un faux accouchement par une divorcée qui espère ainsi créer à son profit, à l'encontre de son ex-mari ou de ses héritiers, une créance alimentaire ou le droit à une part

(1) Nous avons eu communication de cette affaire par une certaine personnalité du Ministère de l'Intérieur, à qui sa situation administrative avait permis de suivre toute la procédure.

dans l'héritage pour son fils (voir l'affaire Sayedah, Fayoum, 1923, l'affaire n° 37, Abou Kerkass, 1928 et l'affaire n° 331, Attarine, Alexandrie, 1928).

Infractions contre les propriétés.

La femme égyptienne, par sa dépendance presque entière de l'homme, est bien peu exposée à l'action du besoin, motif principal de cette catégorie d'infractions. Sa participation dans ces délits n'est pas très grande. Nous regrettons encore une fois les lacunes des statistiques sur cette matière.

Mais, malgré ce silence, nous pouvons retracer, à l'aide de quelques renseignements et de nos observations personnelles, l'état véritable de cette catégorie dans ses grandes lignes.

Les infractions graves accompagnées de violence ne sont pas compatibles avec la nature de la femme. Le vol à main armée ou avec violence, l'escalade, l'effraction et les circonstances du même genre ne font pas rentrer cette catégorie d'infractions parmi celles qui sont généralement accessibles aux femmes.

Pourtant, la femme peut être complice dans des délits de ce genre. Son rôle s'y réduit à la simple assistance des malfaiteurs, mais la participation active est assurée par des hommes.

Néanmoins, on trouve quelques rares exceptions à cette constatation. L'affaire retentissante de Raya et Sekina d'Alexandrie nous en offre un exemple. C'était une asso-

ciation des pires bandits qui fut découverte en 1920 après avoir fait plusieurs victimes que ses membres entraînaient à la débauche et que l'on volait après les avoir assassinés. Cette association travaillait sous le pouvoir dominant des deux femmes sans aveu Raya et Sekina.

Une autre association, non moins perfide, du même genre (l'affaire Mahmoud Allam), fut arrêtée la même année à Tanta. Dans cette affaire, une certaine Fatma était accusée d'avoir joué un rôle de première importance.

Tout récemment, à Sinbellawein, au mois de janvier dernier, le cheik des ghaffirs avec ses assistants, surprirent une bande en train de voler des bestiaux dans une ménagerie. Après un échange de coups de feu entre les deux partis, un des voleurs tomba et les autres prirent la fuite. L'enquête démontra que le voleur abattu était une femme et qu'elle était le chef d'une bande puissante qui terrorisait les moudiriehs de Dakahlieh et de Sharkieh. Mais, en dehors de ces cas exceptionnels, la femme ne pratique que les vols simples.

Ces voleuses se recrutent le plus souvent parmi les ghagars, espèce de bohémiennes nomades dont nous avons parlé à propos du vagabondage. Une ghagarieh passe, aux yeux d'une fellahah (femme du fellah), pour une habile tireuse de sort. Abusant de son innocence naïve, elle réussit souvent à commettre à son détriment quelque escroquerie ou à lui enlever quelques vêtements, un ustensile ou des oiseaux de basse-cour.

Le besoin, d'une façon générale, ne pousse pas la femme égyptienne au vol. Elle trouve dans la générosité de ses concitoyens de quoi assurer son existence.

Le détournement des objets saisis est fréquent chez les femmes, surtout dans les campagnes. Cela provient de ce qu'une fellahah n'a pas conscience de sa responsabilité et qu'elle ignore le respect dû aux procédures d'exécution.

Résumé.

Nous étudions ici la criminalité dans ses rapports avec :
1° la race et l'hérédité ; puis 2° dans ses rapports avec le sexe.

1° *Au point de vue de la race* : la population égyptienne se compose de trois éléments :

a) *L'élément égyptien pur*, dont le type dans les campagnes est le fellah. Physiquement le fellah est d'une santé forte et l'hérédité lui donne une constitution parfaite, sans tares. Moralement, il est pacifique et bon par sa nature. Mais la longue ignorance et l'oppression qu'avaient subies ses ancêtres ont eu un certain effet fâcheux sur lui et l'ont rendu peu prévoyant et un peu timide. Ces défauts sont en rapports étroits avec sa criminalité. Chez lui, on ne trouve généralement que le type du criminel d'occasion.

b) *L'élément arabe*. — Il est violent de naissance et agressif par sa nature. Par ses privilèges et son caractère belliqueux, il fait naître une sorte d'inquiétude dans les campagnes. C'est cet élément qui a introduit en Égypte la vengeance du thâar, laquelle s'est étendue peu à peu aux autres habitants.

c) *L'élément étranger.* — Il arrive très souvent que les capitulations constituent une protection pour les malfaiteurs des grandes villes.

2° *Au point de vue du sexe :* la participation de la femme égyptienne à la criminalité est restreinte. La femme criminelle se recrute d'habitude dans les basses classes. La marche de la criminalité féminine n'est pas inquiétante.

Les attentats de la femme contre les personnes ont pour causes principales la vengeance et, subsidiairement, la cupidité. Les crimes passionnels au sens étroit du mot sont inconnus.

Les infractions contre les propriétés ont pour cause la cupidité. Ces infractions, dont le type est le vol, sont commises par des ghagariehs (bohémiennes).

La violence ne se manifeste pas habituellement dans les attentats de ce genre.

Dans quelques rares cas, la femme aide les hommes dans des associations criminelles.

CHAPITRE III

LA CRIMINALITÉ ET LES FACTEURS SOCIAUX

Dans les deux chapitres précédents, nous avons vu le rapport de la criminalité avec les facteurs physiques ou individuels et nous avons trouvé que leur rôle n'est que secondaire dans la genèse de la criminalité.

Ses causes déterminantes nous paraissent, comme nous l'avons déjà observé, d'un ordre social, et c'est pour cette raison que ces facteurs nous retiendront plus longtemps.

Remarquons d'abord que tous les phénomènes sociaux, de quelque ordre qu'ils soient, pourraient contribuer, du moins indirectement, à la fermentation des crimes. Les meilleurs aspects de notre vie sociale, pour ne pas parler de ses figures odieuses, la civilisation, la richesse, l'instruction, les libertés, les lois mêmes, etc., etc., tous sans exception pourraient collaborer très innocemment, c'est entendu, à la prorogation de ce fléau. Mais le nombre de ces aspects sociaux est sans limite et le fait que certains, parmi eux, ne contribuent à la criminalité qu'en la plaçant simplement dans des conditions favorables ne suffit pas pour les traiter comme des causes efficientes de crimes. Quand nous recherchons les causes sociales de la criminalité, nous avons en vue les causes déterminantes, celles qui agissent puissamment sur la qualité et

la quantité des crimes et gouvernent leur marche et non les causes secondaires qui ne sont pour les crimes que de simples occasions.

Or, même avec cette limitation, les facteurs sociaux restent hétérogènes et entremêlés, et il est bien difficile de les grouper sous des rubriques nettement séparées.

Dans notre étude sur leur influence criminelle, nous tâcherons de les ramener à une division tripartite :

- A) facteurs d'ordre économique ;
- B) facteurs d'ordre intellectuel ;
- C) facteurs d'ordre répressif.

Dans la première catégorie, nous traiterons de l'influence de la situation économique dans ses deux aspects, le bon et le mauvais ; en d'autres termes, nous examinerons l'influence de la richesse et de la misère sur la criminalité.

Dans la deuxième catégorie, nous verrons l'influence de l'ignorance et du milieu social à la ville et dans les campagnes.

Enfin, nous constaterons comment certaines lacunes dans l'organisation actuelle de certains rouages de répression rassure le criminel et l'encourage dans la triste voie qu'il a choisie.

A cause de l'importance de ces facteurs sociaux, nous parlerons de chaque catégorie dans un chapitre à part. Le présent chapitre sera consacré aux facteurs économiques. Quant aux deux autres catégories, elles feront l'objet des deux chapitres suivants.

FACTEURS ÉCONOMIQUES

Nous avons vu dans la première partie le rôle très important que la majorité des auteurs attribue aux facteurs économiques dans l'étiologie criminelle. « Nul, dit M. G. A. Van Hamel, excepté peut-être les partisans d'un indéterminisme absolu, ne pourra sérieusement mettre en doute que les conditions économiques des individus, d'une classe sociale, d'un peuple, les besoins matériels et les moyens d'y pourvoir, la misère, l'aisance, l'abondance, jouent un rôle important dans la détermination de la conduite des hommes, de leurs actions bonnes ou mauvaises, sociales ou antisociales. Nul ne peut nier que ces conditions sont des éléments dans la composition du tableau criminologique que les sociétés actuelles continuent toujours à offrir au spectateur » (1).

Les auteurs qui ont eu à envisager les causes du progrès de la criminalité en Égypte ont insisté notamment sur la situation économique. Mais, sauf un exposé précieux de M. Maunier, le sujet, à ce point de vue, n'a donné lieu qu'à des remarques hâtives ou à de simples opinions que n'appuie aucune preuve, et qui ne font l'objet d'aucun développement.

Les opinions de ces auteurs se partagent en deux courants. L'un attribue le progrès de la criminalité au progrès de la richesse et à la prospérité du pays. Parmi ses partisans, nous trouvons Lord Cromer, M. Machell,

(1) Préface de M. G. A. VAN HAMEL à l'ouvrage de VAN KAN, *op. cit.*, p. II.

M. Grandmoulin et M. Maunier. L'autre, au contraire, cherche dans les crises économiques et la misère qui s'ensuit, la cause principale et l'explication de la montée des marées des crimes. Les éminents partisans de cette idée sont M. El Keissy Pacha et Nachât Pacha.

Nous examinerons ces avis puis, pour conclure, nous nous permettrons de faire connaître notre point de vue.

I. — PREMIER COURANT D'IDÉES

LORD CROMER. — Lord Cromer, dans son rapport de 1904, attribuait l'augmentation des crimes à la prospérité continuelle du pays. « Pour ceux, disait-il, qui n'ont eu à s'occuper que des statistiques criminelles des pays d'Europe, il pourra sembler un paradoxe insigne, d'alléguer que la multiplication des crimes est due, dans une certaine mesure, à l'accroissement de la richesse et que la coïncidence des deux mouvements, généralement considérés comme divergents, n'est point un simple accident dû à des causes fortuites. Si étrange que cela puisse paraître, il semble, cependant, qu'il y a des raisons suffisantes de soutenir que cette conclusion est exacte jusqu'à un certain point » (1).

Aussi, d'après Lord Cromer, un très grand nombre de crimes commis en Égypte ne sont pas dus aux sollicitations du besoin et de la pauvreté, ni aux instincts malsains des coupables, mais à un désir de vengeance personnelle à l'encontre d'un individu ou de plusieurs. « L'individu,

(1) *Rapport pour 1904*, n° 50.

ajoute-t-il, qui n'a pas réussi à acquérir un morceau de terrain, ou à atteindre un but qui lui tenait au cœur, envie le parent ou l'ami qui a été plus heureux que lui. Il éprouve à son égard de la rancune, et comme il sait que, sous le régime des institutions existantes, il ne pourra être puni que si sa culpabilité est prouvée, et que cette preuve est toujours difficile à faire, son instinct pervers et son esprit indiscipliné ont tôt fait de lui suggérer des pensées de vengeance. »

Remarquons tout d'abord que Lord Cromer se trompe en voyant une étrangeté dans la coïncidence de la richesse et des variations de la criminalité. La richesse, comme la misère, a ses infractions à elle. De plus, elle influence la criminalité d'une autre façon indirecte, à cause de la répartition inégale, ce qui augmente le sentiment de mécontentement. Un criminaliste européen, observe à bon droit M. Maunier, à ce propos, ne considérerait nullement la proposition visée comme un paradoxe (1).

Cette remarque faite, disons que l'argument de Lord Cromer n'est point concluant. Nul doute qu'une grande partie de la criminalité en Égypte ne soit due à la vengeance comme il l'admet. Mais cette vengeance n'est guère motivée par la prospérité de la victime, le fellah égyptien étant généralement satisfait de son sort matériel. Cette vengeance est déterminée principalement par d'autres motifs d'ordre moral, une vanité aveugle qu'enflamme l'ignorance, des préjugés anciens, comme nous le verrons plus tard.

(1) *Égypte contemporaine*, article cité, *supra*, p. 210.

Lord Cromer oublie que l'influence de la richesse paraît principalement dans les attentats contre les propriétés et non dans les attentats de vengeance qui se dirigent le plus souvent contre les personnes. Or, en Égypte, ce sont les crimes de vengeance qui se sont surtout accrus (nous le verrons tout à l'heure en étudiant l'œuvre de M. Mautner). La cause doit donc être cherchée ailleurs.

Pourtant Lord Cromer admet que l'individu qui recourt à la vengeance, spécule sur la timidité des témoins. Cela montre, et par conséquent va à l'encontre de sa thèse, que la vengeance est encouragée par un autre facteur d'ordre non économique.

M. MACHELL. — Puis, en 1906, M. Machell dans son *Memorandum on crime in Egypt*, se range à l'avis de Lord Cromer sans ajouter aucune preuve. La prospérité extraordinaire des fellahs, dit-il, a aiguisé leur appétit et créé en eux l'amour du lucre. Cette situation favorable au point de vue matériel engendre l'envie, la malice, la haine : la multiplication récente des crimes en Égypte se rapporte directement à ces causes.

Il n'y a là qu'une simple allégation hâtive qui ne s'appuie sur aucun argument. Les travaux effectués par d'autres auteurs nous montreront la valeur de cette opinion.

M. GRANDMOULIN. — M. Grandmoulin, quoiqu'il ne le dise pas en termes formels, tend à se ranger aussi à cet avis. Il constate (1) une singulière coïncidence entre

(1) Voir GRANDMOULIN, *Le droit pénal égyptien indigène*, t. I, n^{os} 116 et 126.

le progrès de la criminalité depuis l'année 1899 jusqu'en 1905 avec une prospérité parallèle, inconnue depuis longtemps en Égypte. Puis, il se demande s'il y a une relation entre le développement parallèle de la richesse et de la criminalité, et comme réponse il donne l'avis de Lord Cromer à qui il emprunte une longue citation sans la contester ni la critiquer, ce qui paraît bien signifier qu'il s'y rallie. A ce point de vue M. Grandmoulin n'ajoute rien, ni pour ni contre.

Nous arrivons au savant travail de M. Maunier (1).

Dans une étude publiée dans l'*Égypte contemporaine*, il a voulu montrer que la hausse de la criminalité en Égypte est en rapport étroit avec la prospérité et l'activité économique du pays, et que ce rapport n'est nullement un pur accident, qu'il est sûrement un rapport de causalité directe et indirecte.

Ses études portent sur la période entre 1898 et 1909. Il démontre d'abord que les statistiques égyptiennes font apparaître, entre la criminalité et la richesse, un rapport de concomitance à la fois dans leur évolution historique et dans leur distribution géographique ; puis il s'efforce de découvrir une relation de causalité.

Dans ce but, il étudie la marche de la criminalité : 1° d'abord au point de vue du temps ; 2° puis au point de vue de la distribution géographique.

(1) Voir MAUNIER (R.), Des rapports entre la richesse et l'accroissement de la criminalité en Égypte, *Égypte contemporaine*, III, 1912, p. 27.

1° *Au point de vue de temps.*

Il constate l'ascension toujours croissante de la criminalité en général pendant cette durée (1), comme on le voit dans le premier chapitre (titre 1, *infra*).

Pénétrant dans les détails, il trouve que l'accroissement a porté surtout sur les crimes contre les propriétés qui ont, en 1909, plus que triplé, tandis que le total du nombre des crimes contre les personnes n'est, cette année-là (en 1909), que deux fois et demie ce qu'il était en 1898. Voici un tableau qu'il a établi :

Années	Crimes contre les propriétés (les faux, récidives d'es- croqueries et dévasta- tions de cultures ne sont comptés que depuis 1904)	Crimes contre les personnes
1898.	626	709
1899.	597	642
1900.	592	693
1901.	742	837
1902.	854	873
1903.	1 052	1 060
1904.	1 709	1 156
1905.	1 887	1 144
1906.	2 152	1 421
1907.	1 892	1 387
1908.	2 089	1 662
1909.	2 035	1 791

(1) L'auteur ne reproduit pas le nombre total des infractions ; il prend pour terme de comparaison le taux annuel de la criminalité pour 10.000 habitants. Ici l'auteur regrette qu'on ne puisse traduire le mouvement par une courbe continue, la proportion étant calculée depuis 1907 sur le recensement de la population en 1907

Ce sont donc, dit l'auteur, surtout les crimes qui ont pour objet les biens économiques, les « richesses » de toute espèce, qui croissent en nombre, et ainsi il devient probable que l'accroissement des richesses elles-mêmes n'a pas été sans influencer sur cette progression.

Il s'efforce aussi de trouver dans la progression des simples délits une justification de ce qu'il avance. Dans la période entre 1898 et 1910, le nombre des délits a à peu près doublé (de 42.959 en 1898, il passe à 85.885 en 1910).

Par suite de certaines lacunes dans les statistiques de quelques années, M. Maunier n'a pu totaliser le nombre des délits contre les propriétés pendant ce laps de temps. Par contre, les statistiques des délits contre les personnes ont permis cette totalisation qui prouve que le nombre de ces derniers n'a pas tout à fait doublé puisque de 15.048 en 1898, ils ne se sont plus élevés qu'à 27.376 ; l'auteur en déduit que le nombre des délits contre les propriétés a dû plus que doubler. Donc, comme en matière de crimes, ce sont les délits contre la propriété qui ont progressé davantage.

Cette analyse aboutit, aux yeux de M. Maunier, à une présomption en faveur de la thèse qu'il soutient. « Si, de plus en plus, dit-il, l'objet des infractions est constitué

et non plus sur celui de 1897 ; « ce qui fait apparaître, dit-il, une diminution du taux de criminalité, purement fictive ». Mais il se console de cette anomalie en rappelant qu'on a introduit en 1906 un nouveau mode de décompte des infractions qui a pour effet d'ajouter aux infractions commises dans l'année d'autres éléments, et qui a pu ainsi compenser en quelque sorte la différence qui résulte de l'accroissement de la population.

par la richesse économique, ne serait-ce pas que la cause, ou du moins que l'une des causes du développement de ces infractions n'est autre que l'accroissement des richesses ? »

Puis, à ce tableau de la marche de la criminalité, il oppose celui du mouvement de la richesse sociale qu'il mesure aux indices que pouvaient présenter les statistiques égyptiennes.

Faute de mieux (1), il prend comme signe de la prospérité la quantité des marchandises transportées sur les chemins de fer, critérium de la circulation économique, puis le mouvement d'exportation et d'importation, et compare respectivement leurs variations avec celles de la criminalité.

Voici pour la circulation des marchandises sur les chemins de fer.

Années	Milliers de tonnes	Années	Milliers de tonnes
1900.....	2.950	1905.....	3.646
1901.....	3.023	1906.....	3.902
1902.....	2.974	1907.....	4.176
1903.....	3.060	1908.....	3.928
1904.....	3.530	1909.....	3.657

De ce tableau il ressort, selon lui, que la quantité des marchandises transportées sur les chemins de fer est devenue en 1909 une fois et un tiers plus grande qu'elle n'était (2).

(1) M. Maunier reconnaît que la valeur totale de la production agricole annuelle et spécialement de la production en coton, élément essentiel de l'économie égyptienne, aurait été un bon indice. Il regrette que le calcul de sa valeur soit si difficile.

(2) En effet ce calcul n'est pas exact. L'excédent n'arrive pas même à 24 %.

Quant au mouvement du commerce extérieur, voici un tableau de ses variations :

Années	Importations (Milliers de L. E.)	Exportations (Milliers de L. E.)
1895-1899.....	10.259	13.308
1900-1904.....	16.296	18.335
1905.....	21.564	20.360
1906.....	24.010	24.877
1907.....	26.120	28.013
1908.....	20.150	21.315
1909.....	22.230	26.076

Après ce relevé statistique, l'auteur procède à la comparaison. Il n'ose pas affirmer un parallélisme complet entre les deux lignes de la criminalité et de la richesse. Il se borne à dire qu'il y a entre elles une certaine concomitance ; et il ne cache pas que cette co-existence « n'est pas assez précise pour être démonstrative par elle-même de l'existence d'un rapport de cause à effet ».

2° *Au point de vue d'espace.*

Après avoir étudié la criminalité dans le temps, M. Maunier passe à une étude de sa distribution géographique. Il compare la criminalité en Haute et en Basse-Egypte.

Voici son tableau comparatif :

Nombre d'infractions pour 1 000 habitants.

	1898	1907	1908	1909
Egypte	4,06	5,70	6,30	6,70
Haute-Egypte . .	2,70	4,98	5,35	5,25
Basse-Egypte . .	7,50	8,80	9,80	10,80

Ce tableau montre d'après lui que c'est dans la partie la plus riche du pays, c'est-à-dire en Basse-Égypte, que la criminalité s'est le plus développée.

Outre cette démonstration de la criminalité au point de vue quantitatif dans les deux parties d'Égypte, l'auteur signale une autre différence qualitative qui concorde avec la répartition de la richesse. Comme preuve, il extrait du mémoire de M. Machell la notation suivante : « Il y a une grande différence entre le caractère des gens de la Haute et de la Basse-Égypte. Dans la Basse-Égypte, l'assassinat et l'attaque violente font place à la destruction des récoltes et des sakias (moulins d'irrigation) ou à l'empoisonnement ».

Après cette analyse de l'état de la criminalité sous ces deux aspects envisagés, il se demande si le rapport de concomitance entre les deux états de la richesse et de la criminalité est aussi un rapport de causalité.

Il répond affirmativement et il se met à expliquer « comment, de quelle sorte, et par quelle voie, l'activité économique a pu déterminer l'activité criminelle en Égypte ».

Selon lui, le progrès économique a favorisé l'activité criminelle d'une double façon : directe et indirecte.

Il a agi directement en fournissant à l'activité criminelle de nouveaux objets et par suite des occasions et des tentatives nouvelles ; et il a été naturel que l'effet ait été plus sensible dans la criminalité contre les biens. Prenant le chemin de fer comme exemple, il trouve que les contraventions contre la police des chemins de fer ont naturel-

lement suivi une marche parallèle au développement des voies ferrées.

De plus, l'abondance de la richesse a apporté de nouveaux moyens de satisfaire cet esprit de représailles qui hante toujours l'imagination des ruraux. Le fellah qui en veut à son ennemi aurait ainsi un arsenal d'armes plus riche et il n'aurait qu'à choisir entre elles. De là l'extraordinaire développement en Égypte des empoisonnements de bétail et des destructions de récoltes.

Ainsi une transformation s'est produite dans les procédés de la criminalité en même temps que cette dernière s'est accrue. La vengeance, par suite des conditions dans lesquelles elle s'exerce, prend de moins en moins la forme d'un attentat sur la personne, et de plus en plus celle d'un attentat sur les propriétés.

En second lieu, elle agit indirectement, par l'intermédiaire de certains facteurs qu'elle produit, et qui, à leur tour, déterminent l'accroissement des crimes.

D'abord, une conséquence immédiate du progrès de la production, c'est l'accroissement de la population. En Égypte, celle-ci a augmenté très vite : elle est passée de 6.831.131 en 1882 à 9.621.831 en 1897 et 11.042.046 en 1907. Ce facteur a eu certainement quelque influence sur l'accroissement de la criminalité.

Mais plus important a été le progrès des villes. Par suite de la prospérité économique, les grandes villes ont vu augmenter le nombre de leurs habitants. Les villes de plus de 30.000 habitants comptaient, en 1882, 857.617 habitants ; en 1904, 1.225.365. Or, c'est une loi bien connue en criminologie, dit l'auteur, que le nombre de

crimes est notablement plus grand dans une population urbaine que chez une population rurale. Le nombre des crimes pour 1.000 habitants en 1906 qui, dans les régions rurales, va de 3,90 (moudirieh de Kena) à 8,10 (moudirieh de Kalioubieh) atteint 14,80 dans le gouvernement du Caire et 16 dans celui d'Alexandrie.

Ces deux conséquences du progrès économique (l'accroissement de la population et les agglomérations de plus en plus nombreuses et importantes), déterminent naturellement un accroissement des besoins. Le progrès des richesses développe ainsi le désir de la richesse, et c'est ce qui s'est produit en effet dans la classe rurale et urbaine de l'Égypte. Des besoins nouveaux se manifestent chez le fellah qu'il n'éprouvait nullement autrefois. On double l'activité productive, mais elle reste insuffisante pour répondre aux exigences de ces nouveaux besoins. Le résultat fatal, c'est la hausse des prix. Cette hausse des prix, conséquence de la propriété économique, a été très remarquée en Égypte, surtout de 1900 à 1907, et, après une courte baisse à la suite de la crise financière en 1907, elle a repris son allure.

Cette hausse a eu pour résultat d'aggraver les conditions économiques des classes pauvres ; car on a toute raison de croire que la hausse des revenus agricoles et des salaires a été moindre que celle des prix et que cette dernière a profité surtout aux entrepreneurs d'industrie et aux capitalistes. Le revenu réel des travailleurs agricoles et des ouvriers de l'industrie a plutôt marqué une tendance à la baisse en même temps que s'accroissait le prix des aliments et objets nécessaires à la vie ; la situa-

tion des petits consommateurs est donc devenue plus difficile, et par conséquent, plus forte la tentation de commettre des infractions contre les propriétés.

Que faut-il penser de cette analyse de M. Maunier ? Il nous semble que l'éminent professeur était tellement convaincu de l'influence prépondérante de la situation économique sur la criminalité en général, qu'il a voulu contraindre les statistiques de la criminalité en Égypte à lui donner toute raison. Mais il n'a envisagé que la richesse globale du pays sans considérer la répartition de cette richesse entre les individus, ce qui pourtant doit être le point de départ indispensable si l'on veut juger sainement l'influence des facteurs économiques (1). L'ensemble de la richesse n'importe guère ; c'est la répartition de cette richesse qui pourrait influencer en quelque sorte la criminalité. Ce n'est pas la richesse elle-même qui favorise la criminalité ; en d'autres termes, la richesse ne pourrait enrichir la criminalité qu'indirectement, par le mécontentement que pourrait créer sa mauvaise et injuste répartition. Donc, ce n'est pas la richesse globale elle-même, c'est sa division qui, en même temps qu'elle gonfle la fortune de quelques-uns, crée de nouveaux pauvres et rend les anciens plus pauvres encore. C'est ce point-là, l'inassouvissement issu de la richesse, qu'il aurait dû prendre comme point de départ.

M. Maunier, en développant son point de vue, n'a pas oublié cet effet indirect de la richesse sur la criminalité. Mais il en a parlé incidemment ; et pourtant c'est de là

(1) Voir *infra*.

que vient toute l'action criminelle de la richesse. Il a établi que la prospérité de l'activité économique a créé de nouveaux besoins et que, par suite, une hausse générale s'était produite dans les prix ; et cette hausse de prix, en aggravant la situation des pauvres, les poussait vers le crime. L'auteur est resté ici dans la généralité. Or, il pense, comme la plupart des criminalistes qui admettent l'influence de la situation matérielle sur la criminalité, que c'est la hausse des choses nécessaires à la vie qui a des répercussions sur les crimes. M. Maunier aurait mieux fait de traiter ce point amplement et nous montrer que cette richesse générale n'a eu d'autre effet que d'augmenter le nombre des mécontents. C'est l'inassouvissement qui contribue directement et indirectement à la fermentation des crimes.

Cette remarque générale faite, passons aux arguments de la thèse de M. Maunier.

Il constate une concomitance entre la marche de la criminalité et celle de la richesse, et encore une coexistence de leur gîte géographique ; et de ces faits il conclut à un rapport de causalité qu'il tente d'expliquer par le raisonnement.

Y a-t-il vraiment entre le progrès de la criminalité et le progrès de la richesse une allure parallèle ?

Remarquons d'abord que l'auteur a pris comme critérium deux *items* qui, à coup sûr, ne traduisent pas fidèlement le véritable état de la richesse du pays.

D'abord la quantité de marchandises transportées par chemin de fer dans un pays où d'autres moyens de transport, plus ou moins rapides, occupent dans la circula-

tion commerciale une place importante, ne suffit pas à expliquer le mouvement de l'activité économique. Quant au critérium du commerce extérieur, il peut être plus sûr, mais il est loin d'interpréter d'une manière fidèle, la véritable figure de la richesse individuelle, élément qu'importerait le plus.

Mais, même en acceptant ces critères choisis par l'auteur, les chiffres ne permettent pas de conclure à cette soi-disant simultanéité.

D'abord la rapidité de la progression n'est pas la même dans la richesse et dans le total des infractions. Cela ne fait aucun doute quand on considère les « quantités des marchandises transportées par le chemin de fer ». Tandis que les infractions ont augmenté de 70 % (le taux de la criminalité pour 1.000 habitants étant 4,06 en 1898 s'était élevé à 6,70 en 1909), la richesse, suivant l'indice des transports, n'a augmenté que de 23,8 %. D'après l'indice du commerce extérieur, elle a été plus prospère puisque l'augmentation serait de 59 %, mais en tout cas moins rapide que le progrès des crimes et délits. Pourtant, si nous examinons les différentes étapes des deux mouvements, nous remarquons que les exportations et les importations ont pris une large avance à partir de 1905 et ont continué pendant 1906 et 1907, date après laquelle, à la suite de la crise financière de cette année, elles ont diminué en 1908 et 1909. Au contraire, la criminalité baisse en 1906 et 1907 pour reprendre sa marche en avant les années suivantes (le taux de criminalité pour 1.000 habitants étant 8,30 en 1905, était tombé

à 7 en 1906 et 5,70 en 1907, puis il s'était relevé à 6,30 en 1908 et 6,70 en 1909) (1).

Mais l'examen de l'évolution des infractions (suivant leur nature) est plus significatif.

La majorité des criminalistes (2) estime en effet que l'élément économique a son influence principalement sur les infractions contre les propriétés, et incidemment sur les infractions contre les personnes. En était-il ainsi en Égypte pendant cette période envisagée ? On est très loin de pouvoir répondre par l'affirmative.

D'abord, au point de vue des crimes, ceux contre les personnes avaient marché presque de pair avec ceux contre les propriétés : les premiers ont augmenté de deux fois et demie contre trois fois pour les seconds. Or, la majorité des auteurs professent que les infractions contre les personnes prennent un sens inverse à la marche des infractions contre les propriétés ou restent immuables. Comment pourrait-on voir dans ce progrès des crimes contre les personnes une présomption en faveur du rapport avec la richesse ? N'aurait-il pas été plus logique de se détourner de ce côté et de chercher dans un autre facteur la cause de ce progrès de la criminalité ?

En outre, l'étude du niveau des simples délits ne peut qu'affaiblir le point de vue de M. Maunier.

La marche des délits était plus lente ou plutôt moins rapide que celle des crimes. De 42.959 en 1898, les délits ne sont arrivés qu'à 83.822 en 1909, c'est-à-dire moins

(1) Voir *Annuaire statistique de l'Égypte pour 1910*, pp. 104-105.

(2) Voir *infra*.

que le double, tandis que les crimes ont plus que triplé en nombre. De 1.721 (1) en 1898, ils passent à 5.496 en 1909. Or, comme nous l'avons vu, l'influence de la situation économique se fait sentir avant tout sur les délits, les crimes étant pour la plupart du temps des attentats de violence qui dépendent des passions et de l'élément interne en général.

En outre, de même que pour les crimes, les délits contre les personnes ont montré à peu près la même activité que ceux contre les propriétés. Les délits contre les personnes avaient augmenté de 82 %, alors qu'on pouvait relever une augmentation de 91 % pour les délits contre les propriétés.

M. Maunier veut voir dans cette légère différence entre l'augmentation des deux catégories de délits un argument en sa faveur. Or, en 1904, d'une part, par la réforme du droit pénal, de nouveaux délits contre la propriété ont été créés, et d'autre part, les anciens délits comprennent maintenant des faits qui n'étaient pas punissables sous l'ancien Code pénal. Tels sont les articles 282, 283, 284, sur l'extorsion (2), l'article 293 sur l'escro-

(1) Ce chiffre, reproduit par M. Maunier de l'*Annuaire statistique de 1910*, est plus élevé que le nombre des crimes qu'on trouve dans le *Rapport du Conseiller judiciaire pour 1889*, où il compte 1.342. Pourtant, nous acceptons le chiffre tel que le donne M. Maunier.

(2) Ces articles remplacent les anciens articles 231 et 299 et étendent leur portée. Dans l'article 282, les menaces sont assimilées à la violence. L'article 284 frappe de la peine de mort ou des travaux forcés à perpétuité (jusqu'ici traité dans l'ancien art. 231, alinéa 1) les menaces d'un attentat passible des travaux forcés à

querie (1), l'article 310, dernier alinéa, punissant la tentative du délit de destruction des récoltes, les articles 323-327 sur la violation de la propriété (2).

De plus, une loi nouvelle est venue encore augmenter

temps et, de plus, comprend le chantage, infraction qui « est devenue malheureusement fréquente et dont le législateur égyptien ne s'était pas occupé jusqu'ici », comme on peut lire dans la note explicative du Ministère de la Justice sur le Code pénal, p. 116.

(1) On a ajouté, en énumérant les modes d'escroquerie, ces mots « soit en disposant des biens mobiliers ou immobiliers dont il n'avait ni la propriété, ni un pouvoir de disposition sûr ». Cela constitue pour la disposition illicite des immeubles le délit qui était connu en droit français sous le nom de stellionat.

Pour les meubles, l'article étend l'escroquerie à quelques cas tels que l'escroquerie par le fils contre un père au préjudice d'un acheteur de bonne foi et la tentative de vente d'un bien confié à quelqu'un qui ne serait pas punissable comme tentative de détournement, mais pourrait être punie comme tentative d'escroquerie.

(2) Ces articles, qui font l'objet du chapitre XIV du Code pénal, ont été ajoutés pour combler une lacune que la pratique avait permis de constater. Le but principal du chapitre est de punir les personnes qui, dans un but illicite, pénètrent ou se trouvent dans un lieu en la possession d'autrui. Aux termes de l'article 323, quiconque entre dans une propriété immobilière possédée par autrui dans le but d'empêcher par violence la possession de celui-ci ou d'y commettre une infraction quelconque, sera puni d'un emprisonnement ne dépassant pas trois mois ou d'une amende...

Alinéa 2 s'occupe des circonstances aggravantes.

L'article 324 a pour but de protéger la possession des immeubles d'habitation en punissant celui qui y sera entré dans le but d'empêcher par violence la possession d'autrui ou d'y commettre une infraction quelconque.

L'article 325 punit celui qui sera trouvé dans un des endroits prévus à l'article précédent en cachant sa présence à celui ou à ceux qui auraient le droit de l'expulser et l'article 326 augmente la peine dans certaines circonstances.

le nombre des délits contre les propriétés. C'est la loi n° 7 de 1903 sur la peste bovine (1).

Alors, n'est-il pas naturel de conclure que l'augmentation, d'ailleurs insignifiante, dans l'activité des délits contre les propriétés comparés à ceux contre les personnes a été le résultat logique de ces nouvelles dispositions législatives, et, par ce fait seul, n'a de rapport sérieux avec le progrès de la prospérité ?

En outre, si nous étudions de près le mouvement des divers délits contre la propriété, nous n'aboutirons qu'à des conclusions qui se retournent contre M. Maunier.

Ainsi le vol, délit type des attentats contre la propriété et qui, commis d'habitude dans un but de lucre, subit, plus que les autres, les effets des fluctuations de la situation économique, a suivi une progression inverse de celle de la richesse telle qu'elle nous est indiquée par l'auteur. Voici un tableau de la marche des vols pendant la période examinée :

Années	Vols délictuels (et tentatives)	Années	Vols délictuels (et tentatives)
1898.....	11.943	1904.....	16.466
1899.....	11.652	1905.....	17.233
1900.....	12.873	1906.....	16.541
1901.....	14.559	1907.....	15.524
1902.....	16.058	1908.....	19.847
1903.....	16.639	1909.....	20.484

(1) En effet, cette loi a vu son application réduite aux premières années de sa promulgation. Les délits se rapportant à cette loi ont atteint 2.929 en 1904 contre 375 en 1903. Mais en 1909 leur nombre n'était que de 7.

De la comparaison de ce tableau avec les deux autres tableaux (pp. 214-215) indiquant le mouvement de la richesse, il ressort des écarts plus accentués que dans la marche générale des infractions contre la propriété. Sauf pour trois années (1901, 1903 et 1905), les deux lignes suivent des directions inverses (la richesse est ici mesurée suivant le transport par le chemin de fer). Si nous prenons l'autre mesure, savoir le commerce avec l'étranger, les deux lignes n'accusent une direction parallèle qu'en 1905 seulement.

De plus, le vol, malgré cette prospérité inouïe, n'a adopté qu'une allure très lente si on le compare avec d'autres délits qui sont beaucoup moins sensibles aux influences des facteurs économiques. Tel est, par exemple, le cas de l'empoisonnement des bestiaux. Ce dernier, provenant toujours d'un sentiment de vengeance, dépend principalement des facteurs internes ou individuels. Pourtant, tandis que le vol n'a fait que 70 % d'augmentation (11.943 en 1898 contre 20.484 en 1909) le délit d'empoisonnement s'est accru de plus de deux fois et demie ; il a presque triplé (114 en 1901 contre 305 en 1909) (1). De même, les destructions de récoltes s'étaient élevées de 1.541 en 1901 à 3.172 en 1909, c'est-à-dire qu'elles ont plus que doublé.

M. Maunier est frappé par cette progression si lente du vol si on la compare à la rapidité de la marche générale des délits contre les propriétés (nous nous rappelons

(1) Les délits, tels que les destructions des récoltes, n'ont paru à part dans les statistiques qu'à partir de 1901.

qu'elle atteint 200 %), et il cherche à répondre à l'objection par le raisonnement suivant :

Cette contradiction n'est, selon lui, qu'une apparence décevante. D'autres délits de la même nature que le vol, quoique différents aux yeux du législateur, ont pu combler ce déficit. Tels sont l'escroquerie et l'abus de confiance. Ces deux délits avaient eu, pendant cette période, un succès formidable. Ils ont quintuplé (leur total présentait 2.056 en 1909 contre 416 en 1898).

Mais voici le tableau de la marche de ces deux délits.

Années	Escroqueries et abus de confiance	Années	Escroqueries et abus de confiance
1898.....	416	1904.....	405
1899.....	419	1905.....	440
1900.....	390	1906.....	1.361
1901.....	410	1907.....	1.402
1902.....	407	1908.....	1.531
1903.....	478	1909.....	2.056

Quel enseignement peut-on tirer de ce tableau ? D'abord, que la marche de ces deux délits était indépendante de la marche de la richesse, qu'elle soit mesurée suivant l'un ou l'autre des deux indices choisis par M. Maunier. On n'a qu'à comparer ce tableau avec les tableaux concernant la marche de la richesse (pp. 214-215).

Mais plus significative est l'étude des différents progrès de l'escroquerie et de l'abus de confiance à travers cette période. Jusqu'en 1905, le nombre de ces délits évoluait, d'ailleurs indépendamment de la marche de la richesse, autour du chiffre modeste de 400. Puis, tout d'un coup,

il saute en 1906 à 1.361 (contre 440 en 1905) et prend une direction ascendante qu'il suit sans arrêt. Le fait est très significatif quand nous nous rappelons les nouvelles dispositions législatives qui ont prévu de nouvelles formes d'escroquerie. Cette hausse, remarquée peu après la mise en vigueur de ces nouvelles dispositions (à la fin de 1904), nous paraît en rapport intime avec elles. Remarquons aussi que, dans cette nouvelle étape, la montée de ces délits suit toujours son chemin en dépit des arrêts de la prospérité économique, suite de la crise financière de 1907.

Voilà pour la concomitance dans le temps de la marche de la criminalité avec celle de la richesse alléguée par M. Maunier. L'examen des années récentes et actuelles sera plus concluant ; nous le verrons plus tard.

Étudions maintenant la répartition géographique et voyons s'il y a une similitude à ce point de vue entre la criminalité et la richesse en Égypte.

Il est vrai que la Basse-Égypte est la partie la plus riche de l'Égypte. Mais n'oublions pas que la Basse-Égypte comprend les plus grandes villes du pays, notamment Le Caire et Alexandrie. Or, c'est un principe admis par tous que les grandes agglomérations offrent une atmosphère très propice à la criminalité. Pour cette raison, Le Caire, que nous prenons comme exemple, mais qui, sur ce point, ne diffère pas des autres grandes villes, présente un taux très élevé de délinquants. En 1907, le nombre des délits par 1.000 habitants était de 16,27 au Caire et 14,14 à Alexandrie, tandis que parmi les moudiriehs, soit en Basse ou en Haute-Égypte, il ne

dépassait pas 6,13 (1). Au gouvernorat du Canal, le taux est 25,25 par 1.000 ; la cause en est la densité de la population et les différents éléments qui la composent. Ainsi on est peu fondé à attribuer l'augmentation des infractions relevées en Basse-Égypte à la prospérité de cette région, à moins qu'on ne le fasse d'une façon indirecte.

Quant à l'autre argument que M. Maunier veut tirer des procédés différents de vengeance dans les deux régions, il n'est d'aucun poids. La vengeance et la manière dont elle s'exerce dépendent du caractère individuel et des anciens préjugés et coutumes ancrés chez le peuple, c'est-à-dire des facteurs non économiques. Le saïdi (habitant de la Haute-Égypte) est plus courageux que le fellah de la Basse-Égypte. La nature du climat et ses contacts plus fréquents avec les Arabes et les Bédouins du désert l'ont fait enclin à la violence et aux crimes de sang. Au contraire, le fellah de la Basse-Égypte doit sa timidité à sa nature pacifique ; et sa vengeance sournoise tient à son caractère dissimulé et aux longues années d'oppression pendant lesquelles il a été plié sous le joug.

En dehors de ces analyses statistiques dans le temps et dans les diverses régions, M. Maunier s'est arrêté à une explication de raisonnement. Il trouve que la richesse a augmenté la criminalité de deux façons : (a) directe ; et (b) indirecte.

a) Elle agit directement en créant de nouvelles tentations à la délictuosité et en fournissant d'abondants objets à l'action de la vengeance.

(1) Voir le *Rapport du Conseiller judiciaire pour 1909*, p. 32.

Quant au premier point, l'auteur se rapproche sans le vouloir de la thèse de M. Poletti, qu'il écarte d'ailleurs au début de son étude et dont nous avons parlé dans la partie théorique. Rappelons ici que M. Poletti soutenait que les progrès de l'activité malhonnête sont parallèles à ceux de l'activité honnête, de sorte que le crime apparaît en quelque sorte inhérent à l'activité sociale et que naturellement les occasions de ce risque deviennent plus nombreuses avec l'augmentation de cette activité utile. M. Maunier donne comme exemple de la recrudescence des infractions parallèles à l'activité économique, le cas des chemins de fer. « Le nombre des infractions contre la police des chemins de fer, dit-il, a naturellement suivi en Égypte une marche parallèle au développement des voies ferrées ; et d'une manière générale le nombre des infractions à la législation de la voirie suit le développement graduel de la circulation économique. » Rien ne répond plus éloquemment à cette supposition gratuite qu'un exemple pratique que Tarde a donné dans des circonstances analogues ; le voici :

« On pouvait penser, dit-il (1), que la multiplication du nombre des lettres (par suite de l'abaissement du tarif en 1848), augmenterait le nombre de celles que la poste serait hors d'état de remettre au destinataire, c'est-à-dire qui tomberaient au rebut. Il n'en a pas été ainsi. »

D'un tableau qu'il dresse d'après les statistiques, il résulte que de 1847 à 1867, non seulement le nombre proportionnel, mais même le nombre absolu des lettres

(1) TARDE, *Criminalité comparée*, p. 77.

au rebut a diminué d'un cinquième environ, quoique, en 1867, il y eût 342 millions de lettres mises à la poste et, en 1847, 125 millions seulement ; et l'augmentation d'une part, la diminution de l'autre, ont été graduelles. « Ainsi, l'activité utile ne nécessite pas absolument la multiplicité des chances malfaisantes. »

Même dans l'exemple des chemins de fer, cité par M. Maunier, la démonstration n'apporte pas une preuve à l'appui de sa thèse. D'abord les voies ferrées pendant cette durée n'avaient guère augmenté (1) et, d'ailleurs, les détails donnés sur l'objet et l'intensité de la circulation ferroviaire apportent des indications concordantes.

Nous lisons dans l'*Annuaire statistique de l'Égypte de 1910* (p. 106), que les contraventions en matière de chemins de fer ont passé de 1.392 en 1898 à 7.648 en 1909, c'est-à-dire que le nombre de ces contraventions a quintuplé. Cette hausse correspondait-elle à une augmentation semblable dans l'activité de la circulation des chemins de fer ? Nullement. Pendant cette durée, la quantité des marchandises transportées, qui était de 2.950 en 1898, n'a atteint que 3.657 en 1909, soit un surcroît d'à peu près un quart. Quant au nombre des voyageurs, il s'est accru davantage, mais toujours dans une proportion inférieure à celle des contraventions. Il a passé de 12.456 à 25.306, soit à peine plus que le double.

Donc, ce parallélisme entre l'activité des transports et les contraventions relatives à la police des chemins de fer

(1) Voir *Annuaire statistique de l'Égypte pour 1925-1926*, pp. 284-286.

n'existe pas, et le fait qu'il y ait eu une tendance générale à augmentation dans ces éléments ne peut autoriser à y voir une relation de cause à effet.

Quant au deuxième point, il est erroné de soutenir que le surcroît de la richesse encourage la vengeance, le fellah, dit-on, ayant ainsi un plus grand choix d'objets sur lesquels il pourrait exercer sa rancune. La vengeance, répétons-le encore une fois, ne dépend pas de l'élément extérieur qu'est le facteur économique, elle tient surtout à un élément intérieur d'anciennes coutumes et à l'ignorance ; et, dans l'obscurité de la conscience, il n'y a pas de voie lumineuse qu'on soit obligé de suivre. Le fellah ne regarde et n'attend pas la richesse ou l'indigence de son adversaire ; il frappe quand l'occasion lui semble opportune, obéissant ainsi à une impulsion spontanée. La vengeance s'exerce de pauvres à pauvres, de riches à indigents, sans que l'élément de la fortune intervienne pour armer le bras qui veut satisfaire une rancune presque toujours de nature psychologique et parfois même imaginative. M. Maunier soutient que la vengeance prend de moins en moins la forme d'attentats contre la personne et de plus en plus celle d'attentats contre la propriété. S'il en était ainsi, il faudrait, pour être logique, que les attentats contre la personne aient pris une allure inverse de celle des attentats contre la propriété. Mais les statistiques, sur ce point, donnent un démenti éloquent à cette hypothèse. Les infractions contre les personnes, surtout celles qui ont un caractère de gravité, ainsi que celles contre la propriété, suivent toujours une ligne ascendante. Et puisqu'il en est ainsi, ne faut-il pas cher-

cher ailleurs la cause de cette recrudescence continuelle qui se manifeste dans tous les genres de crimes ?

b) Quant à l'influence indirecte de la richesse sur la criminalité, M. Maunier insiste surtout sur l'augmentation de la population et sur la densité des habitants dans les villes, deux phénomènes qui, selon lui, favorisent les crimes, et qui sont la résultante du progrès de la situation économique.

L'augmentation de la population en Égypte tient, nous le croyons, à la puissance de la natalité égyptienne et à d'autres facteurs sociaux non économiques. L'amélioration du mode de vie par l'instruction, la propagation des services sanitaires dans tous les markaz, la lutte contre les maladies locales, la construction de nouveaux hôpitaux gratuits et les œuvres d'assistance pour la lutte contre la mortalité infantile, l'amélioration de l'éducation, etc. ; voilà les causes réelles de l'augmentation de la population.

Quant à l'exode vers les villes et au surpeuplement de celles-ci, nous l'admettons volontiers avec M. Maunier. Seulement, si ce phénomène peut expliquer une certaine partie de l'accroissement de la criminalité urbaine, son influence reste restreinte, puisqu'il ne saurait rien expliquer de la criminalité rurale, laquelle constitue pour l'Égypte le problème le plus redoutable et le plus mystérieux.

II. — DEUXIÈME COURANT D'IDÉES

Les partisans les plus éminents de l'autre courant sont : 1° M. Nachât, ex-professeur de droit pénal à la

Faculté du Caire, et 2° M. El Keissy, directeur chef de l'administration de la sécurité publique au Ministère de l'Intérieur.

M. NACHAT, dans la préface de son cours sur le droit pénal égyptien de 1919, se bornait à contester la thèse de M. Grandmoulin que nous avons vue plus haut et qui paraît attribuer l'augmentation des crimes au progrès économique et financier du pays et non point à la pauvreté, vu, selon lui, que l'Égyptien se contente de peu.

M. Nachât trouve que les arguments de M. Grandmoulin et de ses collègues se contredisent. « On prétendait, dit M. Nachât, qu'à la suite de l'augmentation de la richesse et du progrès économique, le pauvre commençait à envier l'opulent parvenu et se proposait d'arriver lui aussi à la richesse, dût-il pour cela transgresser les lois. Je trouve que ces allégations sont contradictoires. On prétendait au début que la misère n'influence pas la criminalité en Égypte parce que l'Égyptien se contente de peu. Comment cela se concilie-t-il avec l'autre terme de cette théorie qui constate que l'Égyptien envie le riche et que cette raison le pousse à perpétrer des crimes ? » (1).

M. Nachât, à son tour, est d'un avis opposé. Il croit que le progrès et que l'amélioration de la situation sociale et économique amènent sûrement la diminution de la criminalité.

« Si la théorie de M. Grandmoulin, ajoute-t-il, était juste, il aurait dû établir que la criminalité avait baissé à partir de 1907, c'est-à-dire à la suite de la pénible crise

(1) NACHAT, *Cours du droit pénal égyptien pour 1919*, pp. 30 et suiv.

financière de cette année qui avait eu des effets fâcheux sur la situation économique. Or, les statistiques prouvent le contraire. » Puis il montre la marche des crimes et des délits entre 1906 et 1914.

M. Nachât ne s'est pas prononcé sur l'influence effective des facteurs économiques sur la criminalité. Il s'est borné à contester la valeur du premier courant d'idées.

M. El Keissy, dans son rapport susindiqué, a tâché de dégager les facteurs qui causent la hausse des crimes dans certaines années ou dans d'autres. Il trouve que le facteur économique est le plus puissant. Son examen porte à ce point de vue sur la période de 1907 jusqu'à 1927. Mais son étude relative à cette question de l'influence de la question économique est superficielle et reste souvent dans la généralité sans précision nette. Souvent ses arguments, à ce point de vue, se bornent à de simples affirmations, sans que des chiffres viennent les étayer. Remarquons que son étude ne s'occupe que des crimes seulement.

« Cette augmentation des crimes, dit-il, tient à ce fait que l'Égypte est un pays agricole plutôt que commercial ou industriel, et que la plus grande partie de sa population est, soit dans l'agriculture, soit dans les branches annexes. Si le prix des récoltes, et surtout du coton, baisse, et si les mains des acheteurs autrefois généreuses se referment, il s'ensuit que le besoin et les temps durs où se trouveront les cultivateurs les pousseront à violer les lois afin de satisfaire leurs besoins. Ainsi, ils glissent sur la pente des crimes et prennent l'allure de voleurs endurcis. Il arrive même que, sous l'influence de ces circonstances, ils n'hésitent pas devant l'idée d'attentat à

la vie ou de commettre d'autres crimes aussi graves » (1). Ainsi, El Keissy Pacha trouve que la criminalité en Égypte suit une ligne parallèle à la misère, résultat direct le plus souvent de la baisse des prix du coton ; en d'autres termes, que les crimes suivent une marche inverse de celle de la richesse, thèse tout à fait opposée à celle de M. Mau-nier. Mais quelles preuves apporte-t-il à l'appui de son opinion ?

Soucieux tout d'abord de trouver l'explication de la hausse inquiétante des crimes en 1927, année qui fait l'objet principal de son rapport (7.950 crimes en 1927 contre 7.062 en 1926, soit un excédent de 12,4 %) il l'impute à la mauvaise situation économique pendant cette année et l'année précédente. Mais il ne donne aucune précision sur cette mauvaise situation économique et se contente d'une affirmation. « On sait, dit-il, que le pays, à la fin de 1926, est tombé dans une dure crise financière qui s'est accentuée de plus en plus pendant l'année suivante en raison de la chute continuelle des prix du coton. Cet état d'affaires avait eu sa fâcheuse répercussion sur toutes les classes du pays et en particulier sur les fellahs. Ceux-ci s'étaient trouvés dans une situation d'autant plus pénible que leurs récoltes, qui leur avaient coûté tant de fatigue, ne leur avaient pas permis, par suite de cette dégringolade des prix, de faire face aux plus indispensables des nécessités journalières et aux prix exorbitants des baux à ferme. Devant les exigences excessives des propriétaires, ils ont été obligés de se dessaisir de

(1) M. EL KEISSY, *Rapport sur la sécurité publique pour l'année 1927* (texte arabe), p. 4.

tout leur avoir : récoltes, meubles, bétail. Le résultat en a été de la rancœur contre leurs propriétaires, contre qui ils se croyaient en droit d'exercer des représailles, soit en détruisant leurs récoltes, soit en empoisonnant leurs bestiaux, soit en ruinant leurs sakiehs ou même en attendant à leur vie.

A cette cause de criminalité s'en ajoutent d'autres, telles que la baisse des salaires des ouvriers qui n'arrivaient plus à satisfaire les premiers besoins et qui étaient ainsi condamnés à commettre des vols. A toutes ces causes tient l'inquiétante augmentation des infractions » (1).

Après ce triste tableau de l'année 1927, l'auteur s'applique à démontrer que la hausse de la criminalité a toujours été une suite naturelle des crises financières qui pesaient sur l'Égypte, et il entreprend une comparaison historique de la criminalité avec la situation économique.

Ainsi, la crise financière de 1907 (résultat des spéculations insensées sur les valeurs de bourse et les terrains à bâtir) et dont les secousses se faisaient encore sentir en 1908 et 1909 avait eu pour corollaire une augmentation de la criminalité pendant ces années-là (voir page 100). L'année 1910, qui a mis fin à cette crise, a connu une décroissance sensible dans les crimes (457 crimes de moins). En 1911, la « Banque Égyptienne » était arrivée à une situation critique et cessait ses paiements. Les autres banques refusaient de faire des avances. Cette nouvelle crise financière apporta une augmentation de 503 crimes en 1911. Quand la situation se rétablit en 1912, les crimes diminuèrent de 90.

(1) Rapport cité, p. 5.

Pendant la guerre, les circonstances exceptionnelles ont fait largement osciller la courbe des crimes. En 1920 et 1921, les prix du coton, après une hausse inouïe pendant l'année précédente (99 tallerries par kantar), avaient subi une chute formidable pour se fixer à 18 tallerries. Cette véritable catastrophe secoua le pays pendant deux années. En 1922, la vie commença à reprendre son activité et l'amélioration continua jusqu'en 1926. Pendant cette période, une amélioration correspondante s'est produite sur le mouvement des crimes. A la fin de 1926, la récente crise économique a de nouveau réveillé les instincts criminels.

Voilà l'interprétation que nous donne M. El Keissy Pacha des variations de la criminalité pendant les vingt dernières années. Tout dépendait et dépend encore de la situation économique du pays. Les crises économiques s'accompagnent toujours d'une haute tension dans la criminalité et vice versa.

Que faut-il penser de cette théorie ?

Nous devons dire tout d'abord que cette démonstration est très incomplète et que l'examen détaillé de la situation ne pourrait que contredire l'auteur et condamner cette généralisation qu'il veut nous imposer. Remarquons d'abord qu'El Keissy Pacha n'a rien dit des délits ; il a consacré sa démonstration exclusivement aux crimes. Or, tous les criminalistes sont d'accord pour admettre que ce sont les délits, genre moins grave de délictuosité, qui sont plus sensibles aux variations économiques que les crimes où l'élément individuel, c'est-à-dire intérieur, joue un rôle principal. Un examen de la marche des délits

aurait pu montrer la véracité ou la fausseté de cette influence prétendue de la mauvaise situation économique. En outre, notre auteur a envisagé l'ensemble de la criminalité. Une répartition de la criminalité suivant la nature des infractions (contre les personnes ou contre les propriétés) aurait été un guide plus sûr.

Ces remarques préliminaires faites, voyons d'abord la marche des délits puis celle des crimes.

Dans les délits, nous trouvons qu'ils ont toujours suivi un mouvement de hausse, indépendamment de la prétendue mauvaise situation économique. Ainsi en 1910, année qui, suivant El Keissy Pacha, a dissipé le cauchemar de la crise de 1907, et partant, aurait dû amener une amélioration dans les statistiques criminelles, en 1910, nous trouvons que les délits avaient accusé une hausse sensible (2.063 de plus que l'année précédente qui avait compté 33.230 délits). Cette augmentation a persisté pour arriver en 1912 à 7.589 d'excédent sur le nombre des délits constatés en 1911 (40.348), soit une augmentation de 18,6 %.

Après la guerre, les chiffres appuient les mêmes affirmations. Les délits avaient toujours suivi une direction ascendante ; mais en 1921, année de détresse, au lieu de monter suivant la thèse de l'auteur, ils baissent (voir p. 127), puis pendant les années qui, au dire de l'auteur, sont des années de prospérité, ils remontent continuellement, sauf un petit écart en 1923, qui est dû sûrement à l'effet intimidant de la loi n° 24 sur les personnes suspectes et le vagabondage, promulguée en cette année.

En 1926, année de crise, ils se présentent au contraire avec une certaine baisse.

On pourrait nous objecter qu'en 1925 une nouvelle loi sur les matières stupéfiantes a été promulguée et qu'elle a créé de nouveaux délits, ce qui a dû augmenter le total des délits de cette année. En effet, l'objection est sérieuse puisque nous pouvons lire dans les statistiques de cette année (1925) sous la nouvelle rubrique de « matières stupéfiantes », l'énorme chiffre de 9.654 (1). Mais en 1926, alors que la loi était appliquée, on avait 11.774 délits de stupéfiants et, malgré ce nombre impressionnant, le total général était moins élevé que celui de l'année précédente, quoique 1926, suivant lui, ait été une année plus dure que 1925.

Si nous passons en revue les délits suivant leur nature, nous trouvons que les délits contre les propriétés, c'est-à-dire ceux qui sont les plus soumis aux influences économiques, suivent une marche inverse de celle des calculs d'El Keissy Pacha. Ainsi, les vols, délits types de ce genre, ont augmenté en 1910, 1912, 1923, 1924, 1925, années de prospérité, et ont diminué en 1921 et 1926, qui étaient des années de détresse. Ce qui est plus significatif, c'est que le nombre des vols pendant les années 1916 à 1926 ne s'est pas beaucoup éloigné du chiffre

(1) Ce chiffre ne se compose pas de délits qui sont tous nouvellement créés par cette nouvelle loi. Il comprend le délit de détention du hachisch qui existait déjà et était sanctionné par le décret du 10 mars 1884, modifié en 1891 par un décret du 28 mai. Ces délits du hachisch ne figuraient dans les statistiques avant 1925 qu'avec les délits de peu d'importance, groupés dans la colonne générale de « autres délits ».

moyen de 50.000 (voir tableau 2, p. 127) malgré la hausse énorme des délits en général. Ainsi, les changements économiques n'ont pas eu beaucoup d'effet sur ce délit type.

L'escroquerie aussi a toujours suivi son mouvement ascendant et ne montre un recul qu'en 1921, qui est d'ailleurs une année de détresse (voir p. 127).

L'abus de confiance est allé toujours en progressant, insouciant de la prospérité économique qui devait tenir la criminalité en échec, suivant El Keissy Pacha.

Y a-t-il un meilleur argument pour démontrer l'insignifiance du rôle que joue la cupidité dans les soubresauts de statistiques de la criminalité en Égypte ?

Cet examen de la marche des délits achevé, passons maintenant aux crimes. Est-il vrai que la progression des crimes suit toujours les crises économiques comme le pense El Keissy Pacha ?

Il est hors de doute que, dans notre pays agricole, la richesse dépend d'un produit unique qui est le coton. Comme le dit El Keissy Pacha, la baisse des prix produit de fâcheux effets sur tous les aspects de notre activité économique, soit industrielle, soit commerciale, soit agricole. Donc, le meilleur critérium pour constater l'état économique, bon ou mauvais, du pays, sera le prix du coton. Cet indice nous donne, non seulement la figure de la richesse globale du pays, mais l'aspect plus important de la richesse individuelle, étant donné que le coton, avec les branches annexes, constitue l'occupation première de la majorité des habitants agriculteurs ou commerçants.

Or, si nous étudions les cours des prix du coton, surtout après la fin des hostilités, nous ne trouverons que de rares concomitances entre la marche des crimes et celle des prix du coton, concomitance qui, eu égard au mouvement général de l'augmentation continuelle, ne saurait être considérée que comme l'effet du pur hasard (1).

Voici un tableau des prix moyens du coton de 1918-1919 jusqu'à 1925-1926 (2) comparés au nombre des crimes et celui des délits au cours de ces années :

Années	Prix moyen du Kantar (3)	Nombre de crimes	Nombre de délits
1918-1919.....	37,20	6.779	111.953
1919-1920.....	87,81	7.772	138.618
1920-1921.....	34,50	8.676	127.017
1921-1922.....	34,29	8.464	142.652
1922-1923.....	30,71	7.831	132.611
1923-1924.....	39,80	7.034	141.504
1924-1925.....	39,40	6.794	157.565
1915-1926.....	30,46	6.785	155.257

(1) Le coton est le produit dominant de notre agriculture, celui auquel tous les autres sont subordonnés. En 1909, par exemple, l'exportation de cette denrée a donné L. E. 21.477.739 et celle de sa graine L. E. 2.432.930, soit ensemble 23.910.669, alors que la valeur totale des importations durant cette même année n'est que de 22.230.499.

En 1925, le coton brut et les graines de coton exportés se chiffraient à L. E. 54.179.000 sur un total global de L. E. 65.734.000 d'exportations (voir *Rapport sur le mouvement commercial de l'Égypte en 1925*, p. 14).

Le commerce extérieur, dit M. Arminjon, est donc alimenté pour la presque totalité par ce produit et l'Égypte, dans l'état actuel, ne saurait vivre sans son commerce extérieur (voir ARMINJON, *La situation économique et financière de l'Égypte*, p. 193).

(2) Voir *Annuaire statistique de l'Égypte*, 1925-1926, p. 194.

(3) En tallarie.

Ainsi, nous remarquons que l'année 1919-1920, qui a été particulièrement prospère, n'a pas produit la hausse formidable dans les crimes et dans les délits à laquelle on aurait pu s'attendre (11,6 % pour les premiers et 23,8 % pour les seconds). Au contraire, les années 1921-1922, 1922-1923 et 1925-1926, bien qu'elles aient été des années de détresse, ont apporté des diminutions dans le nombre des crimes. L'année 1920-1921 a montré une hausse dans les crimes, mais elle a apporté une amélioration sensible dans les délits.

Quant à l'année 1924-1925, il est inexact d'affirmer qu'elle fut une année de prospérité. Il est vrai que le cours du coton n'a baissé que très légèrement (une différence de 4 % de tallerie), mais l'activité économique avait empiré par la longueur de la crise. Un autre indice qui est très significatif est l'état des faillites ; il pourrait nous traduire la situation de commerce qui dépend de la prospérité des individus. En cette année 1924-1925, il y a eu 75 dépôts de bilan et 202 faillites déclarées contre 57 et 179 en 1923-1924 (1).

Portant ensuite son attention sur la nature des crimes, El Keissy Pacha met en relief que, pendant ces crises, l'influence de la situation se faisait sentir surtout dans les crimes graves tels que l'homicide volontaire et sa tentative, les vols qualifiés et les incendies (2).

Or, cette observation de l'augmentation dans les crimes graves et particulièrement ceux de sang, aurait dû, à elle

(1) Voir *Annuaire statistique de l'Égypte*, p. 134, année 1925-1926.

(2) M. EL KEISSY, *Rapport pour 1927*, p. 6.

seule, le détourner de donner tant d'importance aux crises économiques. Il est de l'avis de tous les criminalistes (1) que ces crimes sont très peu sensibles aux variations économiques. Ils proviennent en effet, avant tout, sauf pour les vols, d'un sentiment de vengeance. Cette vengeance qu'alimente des passions aveugles ne subit pas une loi fixe ni ordonnée. Elle éclate, capricieuse, aux temps d'abondance aussi bien qu'aux temps de disette.

Nous avons vu comment les simples délits de vol, qui, par leur nature, sont les plus soumis au mauvais état économique, restaient le plus souvent indifférents à la baisse économique. Si, pendant ces années de crise, on remarque une augmentation dans les crimes de violence et particulièrement dans les sanglants, tandis que le vol reste stationnaire, qu'en faut-il conclure ? C'est que, tout au moins, l'augmentation des infractions doit être cherchée ailleurs que dans les détresses financières.

Pour être complet, un examen de la répartition de la fortune parmi les différents moudirieh nous sera très utile pour élucider l'œuvre de la richesse et de la misère au point de vue de la criminalité.

Mais comment déterminer le taux de la fortune ? Nous n'avons pas de taxe sur les revenus, qui nous aurait permis d'établir des chiffres approximatifs. Pourtant la tâche n'est pas excessivement compliquée dans notre pays où la première richesse dans les campagnes et les chefs-lieux dépend de l'agriculture. La valeur économique du moudirieh dépend ainsi du bon ou du mauvais état de sa

(1) Voir *infra*.

fertilité, et comme l'impôt foncier est calculé suivant la force productive du feddan, il est évident que nous pourrions prendre comme un critérium sûr, la moyenne de l'impôt foncier imposé sur le feddan.

Voici un tableau comparatif de la répartition géographique de la richesse avec le taux des crimes et des délits :

Moudiriehs (B ^{ss} e-Egypte)	Impôt foncier par feddan	Taux de la criminalité par 10.000 hab. (1)		Moudiriehs (H ^{ve} -Egypte)	Impôt foncier par feddan	Taux de la criminalité par 10.000 hab. (1)	
		Crimes	Délits			Crimes	Délits
	l. e. m.				l. e. m.		
Menoufieh .	1 574	6,40	77,65	Guizeh .	1 458	5,57	96,75
Kalioubieh .	1 459	7,17	99,85	Beni-Suef .	1 439	5,62	107,6
Garbieh .	928	5,9	93,05	Fayoum .	580	5,9	110,2
Dakahlieh .	933	5,4	82,57	Minieh .	1 002	5,6	101
Sharkieh .	757	5	90,37	Assiout .	959	6,8	94
Béhéra .	700	4,5	89,85	Guérğa .	826	4,8	65,8
				Kena .	712	3,74	75,2
				Assouan .	458	2,75	62,3

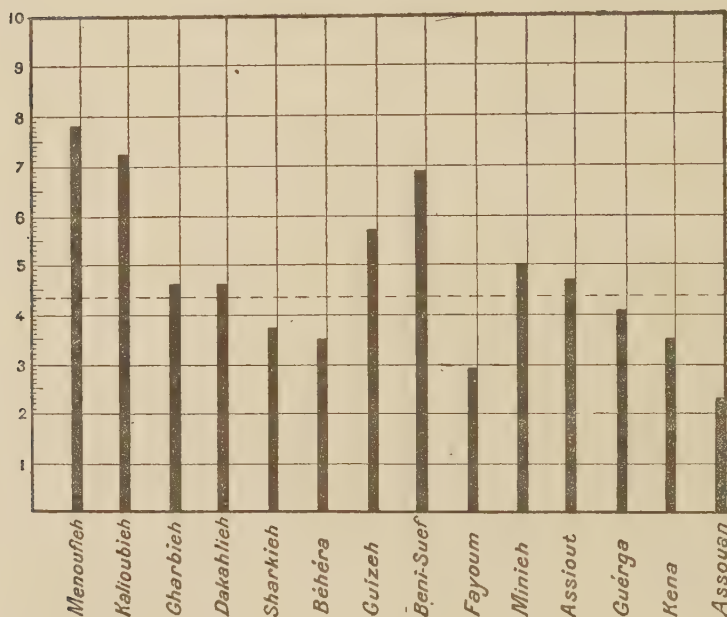
(1) La moyenne annuelle pendant les quatre dernières années.

Nous avons pris comme terme de comparaison l'impôt foncier imposé en 1925-1926 (1). Dans les colonnes des crimes et des délits, nous avons pris la moyenne pendant

(1) De l'examen de l'impôt foncier pendant les dix dernières années, on trouve que l'impôt est resté presque stable d'une année à l'autre avec une différence de quelques millièmes seulement (voir l'*Annuaire statistique pour 1925-1926*, pp. 438-439).

les quatre dernières années (de 1922-1923 jusqu'à 1925-1926) suivant les données statistiques de ces années (1).

Les chiffres de ce tableau semblent bien ruiner la thèse de El Keissy Pacha, et, au contraire, ils appuient celle de M. Maunier. On voit que les régions les moins



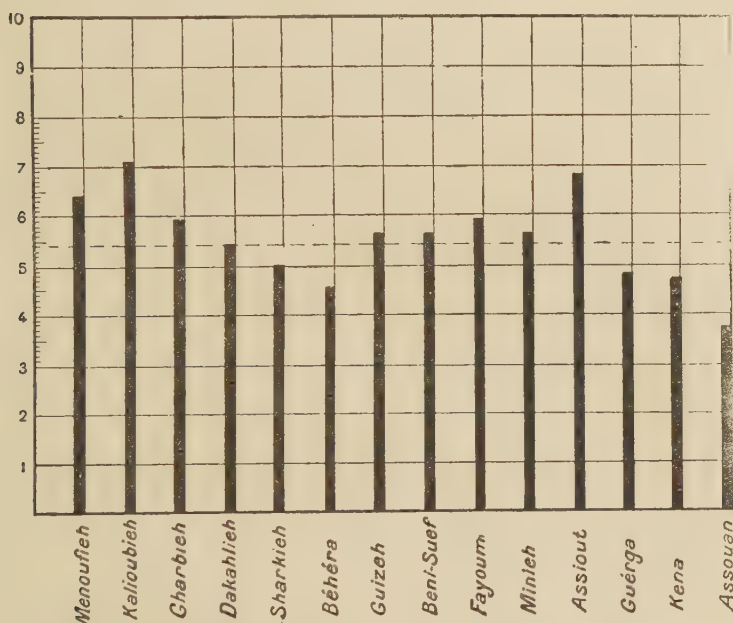
Graphique 1. — L'impôt foncier.

(1) Voir les données figurant au tableau IX de l'*Annuaire statistique judiciaire* au cours de ces années, intitulé « Proportion de la criminalité à la population ».

Remarquons que le classement des différents moudirichs suivant ces proportions restant presque stable, nous n'avons pas estimé qu'il était utile de monter plus haut.

fertiles et par conséquent les moins riches sont en général les moins criminelles et vice versa.

Pour mieux rendre la comparaison plus concrète, voici des graphiques indicatifs (1, 2 et 3). Par une ligne horizontale, nous montrons la moyenne générale des moudiriehs.

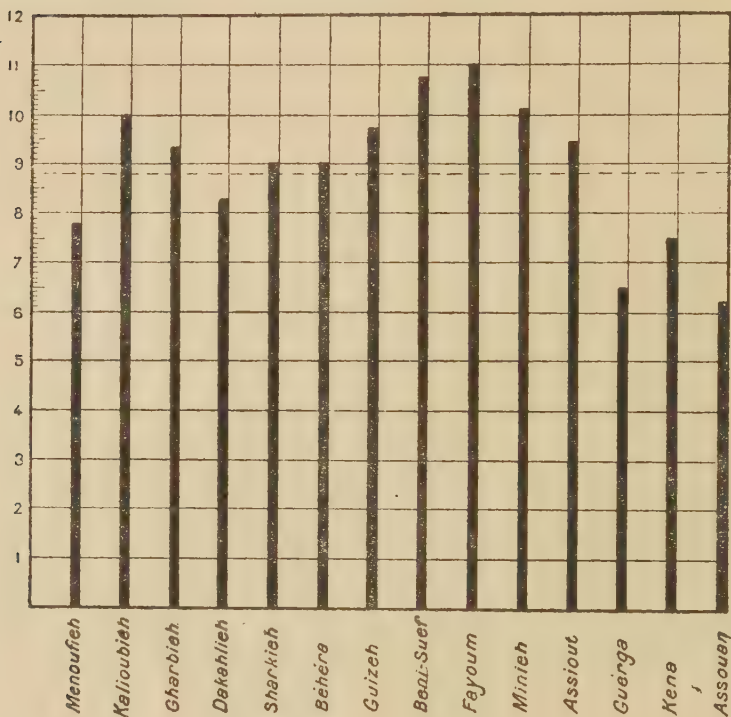


Graphique 2 — Les crimes.

En parcourant ces graphiques, on constate que le doute n'est plus possible. La criminalité est moindre là où les régions sont plus pauvres. Il y a des différences de degré entre les lignes des délits et des crimes d'un côté, et les

lignes des impôts de l'autre. Mais la ressemblance de leur tendance générale est tout à fait frappante.

Ainsi, presque tous les moudiriehs qui dépassent la ligne horizontale dans le premier graphique (celui des



Graphique 3. — Les délits.

impôts) et aussi ceux qui ne l'atteignent pas, montrent la même force ou la même faiblesse dans les graphiques des infractions. Même ceux qui accusent des écarts ne le font que dans une petite mesure.

La ressemblance est plus grande pour le graphique des crimes. L'écart le plus saillant est le Fayoum. Mais en fait, il n'est qu'apparent. En effet, le Fayoum, d'une façon générale est un de nos centres agricoles les plus riches grâce à ses vastes récoltes de fruits. Mais, à côté des terres qui sont de la première fertilité, il existe une étendue assez vaste à l'Ouest, près du lac Karoun, qui est de rendement très médiocre ; et c'est de là que vient l'abaissement du taux général de l'impôt foncier qui est assis sur l'ensemble du moudirieh.

CONCLUSION

Que conclure de ces discussions ? Dans quelle mesure la situation économique influence-t-elle la criminalité en Égypte ? Lequel de ces deux états, la richesse ou la misère, qui encourage la criminalité ?

Il faut reconnaître avec franchise que, dans les deux thèses opposées que nous avons examinées, il y a une part de vérité. La richesse comme la misère offrent un terrain propice à l'essor de la criminalité. Ces deux aspects opposés de la fortune encouragent de la même façon les tendances à la délictuosité parce qu'elles attisent les sentiments d'inassouvissement et de mécontentement. Ce sentiment, qui est du domaine de la cupidité, la richesse le produit aussi bien que la misère. Mais, tandis que la misère le produit d'une façon directe chez le pauvre, la richesse y arrive indirectement en suscitant l'envie

des malheureux ou des faibles qui n'ont pu prospérer comme ces enrichis.

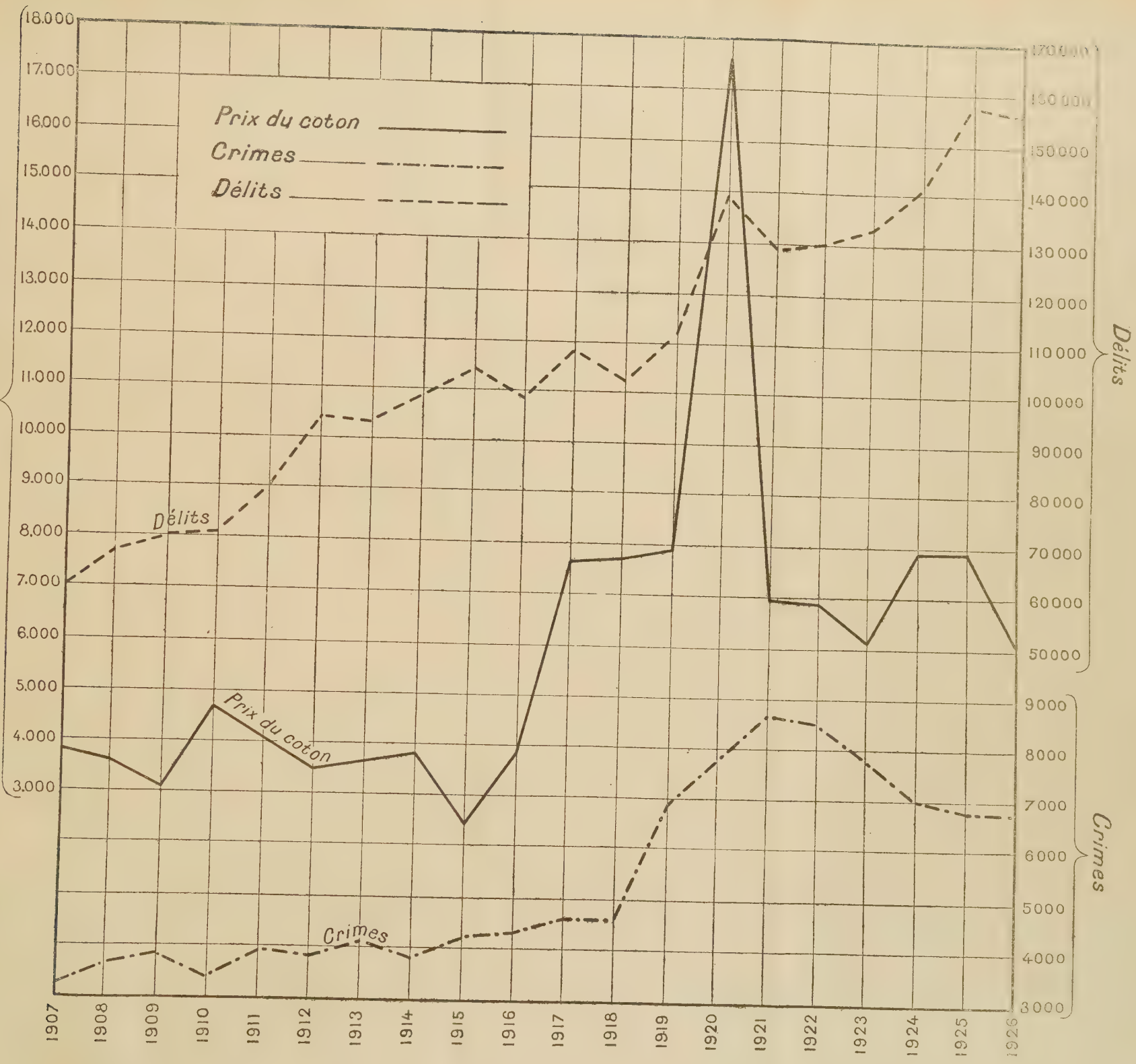
Seulement il faut ajouter qu'en Égypte, à cause du caractère général des habitants, ces facteurs économiques n'ont qu'une influence restreinte. A cet égard, il convient de distinguer entre la criminalité au point de vue dynamique et au point de vue statique.

a) Au point de vue dynamique, la situation économique est impuissante à donner l'explication des variations de la criminalité au cours des différentes années. M. Maunier a eu beau l'attribuer à la prospérité débordante du pays et M. El Keissy Pacha aux crises économiques, il suffit, pour contredire l'un et l'autre, de jeter un seul regard sur les courbes que nous avons dressées ci-jointes.

(La première courbe indique la marche des délits de 1907 jusqu'à présent, la troisième celle des crimes pendant la même durée et parmi les deux, la seconde courbe marque les prix moyens annuels du coton de 1907 jusqu'à 1925. Cet indice (prix du coton), ne présente pas seulement une image réelle de la richesse générale du pays, il interprète fidèlement la fortune individuelle de la majorité des habitants.

Tout ce qu'on peut admettre à la rigueur, en considérant ces lignes, c'est que la direction générale des courbes des deux catégories d'infractions, d'un côté, et de celles de la richesse, de l'autre côté, ont eu une tendance ascendante. Mais aucun parallélisme des crimes ou des délits avec les bonnes années ou avec les mauvaises ne ressort de cet examen. On remarque quelques concomi-

Prix du coton en livres et millièmes



tances entre la hausse dans les infractions et certaines années de prospérité, mais d'autre part on remarque d'autres concomitances avec certaines années de baisse économique. L'observation reste vraie, soit dans les crimes, soit dans les délits. Par conséquent, on ne peut attribuer ces coïncidences générales qu'au pur hasard ; ou, si l'on veut être très conciliant, on admettra que la situation économique a pu, dans certaines années, contribuer à augmenter le total global de la criminalité, parce qu'elle a pu augmenter le nombre des mécontents et éveiller la cupidité. C'est ce qui s'est produit après 1907, année de krach financier, les crimes et délits ayant montré plus d'activité en 1908 et 1909. De même en 1919, la hausse légendaire des prix du coton avait surexcité la cupidité de la masse, développé en elle le matérialisme et émoussé le sens moral, toutes conditions propices aux attentats contre les biens ou contre les mœurs, et même contre les personnes. C'est ainsi, aussi, que l'année 1920, qui fut une année de débâcle, avait augmenté le nombre des gens ruinés et mécontents et, partant, avait provoqué la tension des infractions.

Mais, même en admettant ces quelques exemples isolés, il n'en est pas moins vrai qu'il est erroné de dire que la situation économique détermine la marche générale de la criminalité en Égypte, et plus inexact encore de se prononcer d'une manière intransigeante pour l'une ou l'autre des deux thèses, c'est-à-dire pour la richesse ou pour la misère.

Mais comment expliquer alors ces variations criminelles ?

En dehors des très grandes villes, la criminalité en Égypte a pour cause principale les passions (au sens large) et non la cupidité. Les crimes, en général, et une grande partie des délits, sont inspirés avant tout par un sentiment de vengeance qui, comme nous l'avons déjà remarqué, est exercé par des pauvres ou des riches contre des pauvres ou des égaux et qui a d'autres freins que la situation économique. Nous parlerons, dans le chapitre suivant, de cette vengeance qui s'explique par les longues années d'ignorance et les anciens préjugés. Pour l'instant, nous proposons cette affirmation qu'on voudra bien admettre en attendant que nous en donnions la preuve, la criminalité rurale, surtout en Haute-Égypte, dépend surtout de la vengeance et en Égypte, pays avant tout agricole, cette sorte de criminalité est très fréquente. Les crimes de brigandage n'existent plus et les récidivistes, malfaiteurs spécialisés particulièrement dans la criminalité de cupidité, se recrutent pour la plupart dans les villes.

Mais les passions qui donnent naissance à la vengeance et qui poussent aux crimes des délinquants d'occasion, c'est-à-dire non professionnels, n'obéissent pas à des règles fixes qui puissent nous expliquer la tension ou le relâchement de leur mécanisme au cours des diverses périodes envisagées. Comme un auteur l'a fort judicieusement observé, la criminalité en Égypte marche sans logique ni équilibre. Tout dépend ici de l'opportunité. La présence, par exemple, d'un bon omdeh (chef) vigilant dans un village, par son influence personnelle, par la bonne entente qu'il assure entre les familles en état

de rivalité, pourra restreindre la criminalité dans sa circonscription. Au contraire, la nomination d'un omdeh rival d'une famille puissante dans le village aura pour effet de déclencher une série de crimes contre les personnes ou contre les biens dans le seul but de discréditer sa capacité de chef aux yeux des pouvoirs publics. Aussi la dispute entre deux familles voisines, souvent pour des motifs de pure vanité, un témoignage, un mariage, une insulte, etc., ouvrira la porte aux représailles des deux côtés, ajoutant ainsi des chiffres importants aux statistiques criminelles dont les auteurs, oubliant les figures réelles de la criminalité en Égypte, chercheront vainement à expliquer, par la progression ou la régression des facteurs économiques. De même, les luttes des partis politiques et les rivalités des élections parlementaires ont leur écho dans les campagnes. Les nerfs des familles rivales se tendent et des rancœurs s'y amassent, créant ainsi un terrain favorable à la susceptibilité, puis au crime, qui n'est séparé de celle-ci que par un pas.

Bref, la recrudescence des infractions est rattachée la plupart du temps à des causes sociales dont le nombre est d'une infinité variée et qu'il est très difficile de grouper sous une loi commune.

b) Quant au point de vue statique, la situation économique n'influence la criminalité qu'indirectement par la prospérité des grandes agglomérations et la densité des habitants qui en résulte. La richesse attire les gens vers les villes qui hospitalisent dans leurs bas-fonds la pègre des voleurs et des malfaiteurs et, d'autre part, le contact journalier avec des gens qui étalent une fortune scanda-

leuse, répand les idées matérialistes et excite la cupidité. La misère, de son côté, augmente le nombre des sans-travail, d'où les dangers de l'oisiveté et des mauvaises fréquentations. L'éducation et la protection des enfants sont négligées et le résultat de cet état de choses est encore plus lamentable. Ainsi la situation économique apporte son influence, incontestable, dans la criminalité urbaine. Nous le verrons avec détails au chapitre suivant.

Quant à la répercussion de la situation économique dans les campagnes, elle est insignifiante. Ni la misère, ni la richesse, ne conditionnent la qualité et la quantité des infractions. La condition du fellah pauvre, sa nourriture, ses manières de vivre sont des plus déplorables. Mais il a une patience proverbiale et une résignation fataliste qui le fait se contenter de son sort matériel. Peu ambitieux, insouciant de l'avenir, il travaille dans son champ ou chez des voisins plus aisés, content de trouver de quoi vivre, laissant la fortune au hasard. La fortune de ses semblables plus favorisés n'excite pas sa cupidité ni son émulation. Il trouvera toujours de quoi vivre ; la charité mutuelle et « Al zakah », sorte de dîme sur les revenus des gens aisés pour les pauvres, sont des hauts principes de sa religion. Les premières nécessités de la vie, écrit le conseiller judiciaire, — nourriture et abri — sont à la portée de tous. La pauvreté, cause de tant de crimes en Europe, peut difficilement être tenue pour une cause importante de criminalité ici (1).

Il est curieux qu'un homme si éminent qu'El Keissy

(1) Voir *Rapport du Conseiller judiciaire pour 1913*, p. 7.

Pacha puisse prétendre qu'à cause des crises économiques, produites par la baisse des prix du coton, les fellahs, dépourvus de leurs biens, se livrent à la vengeance contre les propriétaires. Le pauvre fellah est faible à côté du propriétaire qu'il respecte et contre lequel il n'ose pas porter la main. Les relations des uns et des autres sont, en général, excellentes, et tous ceux qui ont vécu dans nos campagnes le savent bien. Les ouvriers attachés à un domaine ou les petits tenanciers (et ces deux catégories forment la majorité des petits fellahs) semblent liés définitivement à la terre qu'ils exploitent. Voici un tableau exact que M. Nahas nous donne des ouvriers attachés aux terres cultivées et qui s'applique également aux petits tenanciers :

Les ouvriers, dit-il, sont engagés à la part. On leur accorde le quart, le cinquième ou le sixième de tous les produits du sol... Hormis pour le coton, la part qui leur revient dans tous les autres produits leur est remise en nature et ils la reçoivent au moment où les produits (blé, orge, fèves) sont emmagasinés. Cette part suffit à peine à les nourrir, eux et leurs enfants, et assurer l'entretien de leur bétail. Quant au prix de leur part du coton, ils ne le touchent pas en réalité, parce qu'ils ont dû, dans le courant de l'année, se procurer de quoi s'habiller, pourvoir aux besoins de leurs familles, parfois se marier ou enterrer l'un des leurs. Il arrive souvent qu'à la fin de l'année, toutes déductions faites, surtout quand le propriétaire est peu scrupuleux, que le solde est reporté à l'année suivante. Mais l'année suivante est souvent, chose curieuse, pire que la précédente, et ainsi les dettes s'accu-

mulent et le pauvre homme se trouve de la sorte fatalement attaché à ce domaine, content, pour tout son dur travail, de trouver de quoi étouffer sa faim (1).

Le petit preneur à bail est presque dans la même situation à l'égard du propriétaire. Il se sent rivé pour toujours au sol auquel il est habitué et des arrangements amiables contentent les deux parties. Quand la récolte est mauvaise, les preneurs sont sûrs d'avoir une réduction assez sensible de la rente déjà fixée. Le propriétaire, dans son intérêt, sauvegarde ses petits preneurs dont il exploite l'énergie contre un petit rendement.

Les différends, quand ils ont lieu, se produisent entre les grands propriétaires installés dans la capitale et dans les grandes villes et les grands preneurs qui sous-louent à leur tour les fermes ou « ezbehs » en parcelles aux petits paysans. Mais ces différends, s'ils ne s'arrangent pas, donnent simplement lieu à des procès devant la justice.

Ainsi, la richesse et la pauvreté n'influencent la criminalité principalement que dans les villes qui, bien entendu, ne donnent naissance qu'à une fraction des crimes et des délits.

(1) NAHAS, *Situation économique et sociale du fellah égyptien*, pp. 134 et suiv.

CHAPITRE IV

FACTEURS D'ORDRE INTELLECTUEL OU DU MILIEU

En Égypte, la vie sociale dans les grandes villes diffère énormément de celle qu'on observe dans les campagnes. Dès l'aube du xix^e siècle, l'Égypte s'est adaptée aux mœurs de la civilisation moderne, et depuis quelques années elle a entrepris, avec un enthousiasme étonnant, l'œuvre de sa complète régénération.

Mais la marche de cette évolution sociale n'a pas été également rapide dans toutes les régions du pays. Si les grandes villes se sont complètement transformées et n'offrent plus qu'un pâle souvenir de ce qu'elles étaient il y a quelques générations, les campagnes, et surtout les localités excentriques, ont conservé leur caractère ancien, se montrent toujours attachées à leurs anciens préjugés traditionnels et ont gardé dans leurs conceptions intellectuelles une grande partie de leur ancienne figure. Si bien que la société, ou, pour parler strictement, la mentalité dans les villes offre un contraste frappant avec celle des campagnes. A ce contraste dans la vie sociale correspond une opposition très nette dans la criminalité, laquelle reste propre à chaque milieu, tant à raison de sa qualité et de sa quantité, que de ses motifs et les problèmes qu'elle engendre.

Pour cette raison, nous étudierons d'abord la criminalité urbaine, puis la criminalité rurale, et dans chaque catégorie nous rechercherons dans les facteurs sociaux les éléments d'ordre intellectuel qui les constituent.

I. — LA CRIMINALITÉ URBAINE

Les villes en Égypte présentent l'aspect de la civilisation moderne et cette remarque est d'autant plus vraie que la ville est plus grande.

Les grandes villes se caractérisent par l'abondance des gens instruits (voir *supra*), la vivacité de l'activité commerciale et industrielle et la présence de plusieurs colonies étrangères. Tout cela crée une ambiance intellectuelle supérieure à celle de la campagne. Les gens sont plus groupés et les nouveaux horizons d'enrichissement provoquent une émulation qui a un côté utile. Les esprits s'occupent de plus en plus de la vie réelle et s'efforcent, pour améliorer le sort de la classe à laquelle ils appartiennent, de résoudre les problèmes compliqués que font naître ces tentatives. Quelle que soit l'opinion qu'on ait de ces mouvements, il faut reconnaître que l'étude de ces questions exige un certain travail intellectuel, donne lieu à des controverses par le livre ou la presse, éloigne des disputes terre-à-terre et ne laisse pas de temps pour les animosités purement personnelles et les rancunes futiles. L'individu sort du cercle étriqué du clan ancestral : il voit mieux parce qu'il voit plus loin.

Mais cette nouvelle évolution n'a pas, bien entendu,

supprimé la criminalité. La civilisation, malgré ses bienfaits innombrables, a aussi son côté de faiblesse (1). L'évolution, dit Ferri, tant dans l'ordre sociologique que dans l'ordre biologique, n'implique pas nécessairement par elle-même le progrès absolu ; mais tout progrès, en un sens, est accompagné de quelque recul dans un autre sens, bien qu'il se produise, comme résultante générale, une ascension ininterrompue. On peut dire de la civilisation ce qu'on dit de la dégénérescence dans le domaine biologique... De même que le génie est le produit sublime d'une dégénérescence biologique, et qu'il est accompagné de manifestations inférieures (impulsivité, aboulie, manque d'équilibre, affectivité obtuse, etc.), de même la civilisation, à côté de ses manifestations les plus lumineuses du progrès humain, nous montre les produits toxiques de la criminalité spéciale qui lui est propre, du suicide, de la folie, etc. (2).

Ainsi, comme nous venons de le dire, la civilisation, quelque progrès qu'elle ait accompli, n'a pas supprimé la criminalité dans les villes. Loin de là, elle a augmenté, à coup sûr, le nombre total des infractions. Les villes s'agrandissent, les habitants s'y entassent, les besoins redoublent et se croisent. Les fortunes florissent et, avec elles, la cupidité qui cherche à s'assouvir par n'importe quel moyen, au risque même d'enfreindre les lois et les règles morales. Depuis qu'a été jeté dans la première moitié du siècle dernier, écrit Ferri, le cri symbolique « enri-

(1) TARDE, *Crim. comparée*, p. 70.

(2) FERRI, *op. cit.*, p. 196.

chissez-vous ! » la maladie morale de ctésomanie (manie de la richesse), qui fait considérer l'argent comme le but suprême de la vie et la condition nécessaire du bonheur, n'a jamais cessé de se développer. Or, la ctésomanie porte inévitablement à la kleptomanie manie de vol direct ou indirect) (1). Mais, malgré l'augmentation numérique des infractions, il n'en est pas moins vrai que la criminalité a perdu sa figure odieuse de crimes de vengeance. Les crimes de violence ont diminué pour céder la place à une délictuosité plus lucrative et moins brutale.

En sorte que la criminalité urbaine nous apparaît guidée avant tout par la cupidité. Elle devient une industrie qui nourrit son homme et dont le risque ne sera autre chose que la prison. Comme toutes les industries, elle recrute ses hommes parmi des apprentis qu'elle applique à ses exercices dès leur jeunesse. Elle profite des inventions et des nouveaux progrès de la société et applique à ce service les nouveaux modes de coopération et de spécialisation. Plus d'assassinat infructueux ; par la ruse et l'adresse reptilienne, on arrive à ses buts pécuniaires. D'où l'abondance des infractions contre les propriétés, vols, escroqueries, abus de confiance, faux, falsification de monnaie, etc. Bref :

- a) la criminalité urbaine est avant tout lucrative ;
- b) elle devient une profession et une carrière ;
- c) les maux de la civilisation conduisent les délinquants à pratiquer aussi des délits de violence mais d'une moindre gravité et, de plus, accentuent leur déchéance morale.

(1) FERRI, *op. cit.*, p. 200.

Villes	Nombre des habitants (recensement de 1917)	Infractions contre les personnes			Infractions contre les mœurs			Infractions contre les propriétés				Vagabondage		Matières suppléantes		Proportion générale de la criminalité par 10.000 habitants
		Homicide et tentative	Proportion par 10.000 habitants	Coups et blessures (crimes et délits)	Proportion par 10.000 habitants	Crimes et délits	Proportion par 10.000 habitants	de lucre (vol, escroquerie, abus de confiance, faux)	Proportion par 10.000 habitants	de vengeance (destruc. des récoltes, empois, des bestiaux, incendie volontaire)	Proportion par 10.000 habitants	Nombre total	Proportion par 10.000 habitants	Nombre total	Proportion par 10.000 habitants	
Caire. . . .	790.939	93 1,4	8.993 413,7	402 2	14.522 445,6	68	0,8	2 093	26,4	3 093	38	440,4				
Tanta Bandar (chef-lieu) . .	74.195	4 0,43	753 101,4	12 1,6	1.272 440,6	24	3	480	24	559	75,5	632,5				
Tanta Marquaz (autres locali- tés)	210.877	36 1,7	387 48,8	3 0,14	482	28,2	341	16,2	17	8	68	3,3	90,8			
Dairout . . .	170.671	91 5,3	424 24,7	7 0,4	532	32,4	65	3,8	99	5,8	19	4,1	402			

L'examen de la criminalité, au point de vue objectif et au point de vue subjectif, nous permettra d'appuyer ces constatations de preuves expérimentales.

a) *D'abord au point de vue objectif.*

Il suffit de comparer quelques grandes villes avec quelques localités rurales pour voir clairement la nature de chacune des deux sortes de criminalité.

Nous avons choisi Le Caire et Tanta Bandar (chef-lieu) comme types de civilisation avancée, Tanta Markaz (localités autres qu'un chef-lieu) et Dairout comme types de civilisation moindre pour présenter les délictuosités dans les campagnes. On pourrait bien multiplier les exemples, mais le résultat serait toujours le même. Il y aurait naturellement des différences de degré entre les différentes localités, mais on aura toujours une démarcation très nette entre la nature de la criminalité urbaine et de la criminalité rurale.

Regardons le tableau (p. 261) que nous avons établi pour 1925-1926. Nous trouvons que, pour 10.000 habitants, il y a, au Caire, 1,1 crimes d'homicide et de tentative d'homicide, 113,7 de coups et blessures. Mais comme infractions contre les propriétés, on compte 145,6 infractions commises dans un but de lucre (vol, escroquerie, abus de confiance, faux); tandis qu'on ne trouve parmi cette catégorie d'attentats contre la propriété que 0,8 inspirés par la vengeance (destruction des récoltes, empoisonnement des bestiaux et incendies volontaires).

Pour les infractions contre les mœurs, on en relève 2. Enfin, il y a 26,4 délits de vagabondage et 38 de possession ou de commerce de matières stupéfiantes.

La même vérité, c'est-à-dire hausse dans les infractions de cupidité et les suites de certains maux de la civilisation, et baisse dans les infractions de vengeance, se révèle à l'examen de la criminalité à Tanta Bandar. Là on peut dénombrer cette année, pour 10.000 habitants, 0,13 crimes d'homicide et de tentative d'homicide, et 101,4 d'infractions de coups et blessures. A l'encontre de cette proportion, on compte 140,6 infractions de lucre et à peine 3 infractions contre la propriété en vue de la vengeance. De même nous totalisons 1,6 attentats aux mœurs, 24 délits de vagabondage, 75,5 de matières stupéfiantes.

Au contraire, à Tanta Markaz, on compte, pour les 10.000 habitants, 1,7 crimes d'homicide, 18,8 coups et blessures, mais on ne compte que 28,2 attentats contre la propriété inspirés par le lucre. On y trouve 16,2 attentats contre la propriété dans un but de vengeance. Enfin, on ne trouve que 0,8 délits de vagabondage, 3,3 de matières stupéfiantes et 0,14 délits contre les mœurs.

De même à Dairout, les 100.000 habitants présentent en délits et crimes divers : 5,3 homicides et tentatives d'homicide, 24,7 coups et blessures, 36,2 infractions contre les propriétés, dont 32,4 nés de la cupidité et 3,8 nés de la vengeance, 5,8 vagabondages, 1,1 matières stupéfiantes et 0,4 délits contre les mœurs.

Ainsi nous constatons que l'activité criminelle dans les villes tend vers les profits matériels et les jouissances per-

verses qui forment le côté faible de la civilisation moderne (1). Dans les campagnes, c'est le contraire qui existe ; la criminalité par vengeance aiguë montre une très grande activité.

b) *Au point de vue subjectif.*

De l'examen de l'état des criminels, nous verrons que dans les villes cette criminalité est avant tout lucrative et qu'elle est en majorité l'œuvre de malfaiteurs professionnels. Un examen comparatif du casier judiciaire des condamnés dans certaines grandes villes et des condamnés dans certaines localités rurales aurait été très intéressant. Mais nous n'avons eu ni le loisir ni les moyens de nous livrer à cette comparaison. Tout en le regrettant, nous devons constater que nous avons, dans les statistiques judiciaires, des indices assez significatifs.

Dans les statistiques judiciaires, nous trouvons le nombre des malfaiteurs d'habitude qui tombent sous le coup des articles 50 et 51 du Code pénal (2).

(1) Voir *supra* pour l'explication des coups et blessures.

(2) Art. 50. — Lorsque le récidiviste, qui a été précédemment condamné à deux peines restrictives de la liberté d'une année au moins, ou à trois peines restrictives de la liberté, dont une au moins d'une année ou au-dessus, pour vol, recel d'objets volés, escroquerie, abus de confiance ou faux, ou pour tentative de ces infractions, est reconnu coupable d'un délit de vol, de recel d'objets volés, d'escroquerie, d'abus de confiance, ou de faux commis depuis la dernière de ses condamnations, le juge pourra le condamner à la peine des travaux forcés de deux à cinq ans, au lieu d'appliquer

Le Caire et Alexandrie, types de nos villes de civilisation avancée, contribuent, en 1925-1926, pour près du tiers du total des crimes commis par les malfaiteurs d'habitude dans tout le pays pendant cette année (117 sur 367) tandis que le nombre global de leurs crimes ne représente qu'un onzième du total des crimes commis en Égypte en 1925-1926 (1).

Plus édifiante serait la comparaison des récidives avec le total des crimes relevés pendant cette même année dans une même localité.

Voici quelques exemples indicatifs :

les dispositions de l'article précédent (concernant les règles ordinaires de récidive).

Art. 51. — Le juge aura la même faculté envers le récidiviste qui, ayant été précédemment condamné pour les infractions prévues aux art. 310, 311, 321 et 322 (ces articles sanctionnent les coups et lésions infligés aux bestiaux et les destructions de récoltes), à deux peines restrictives de la liberté, dont une au moins d'une année ou au-dessus, est reconnu coupable d'une infraction prévue à l'un des articles 310 et 321 commise depuis la dernière de ces condamnations.

N.-B. — En effet, ce dernier article est resté lettre morte. J'ai cherché, dans les statistiques des cinq dernières années (1920-1921 jusqu'à 1925-1926), je n'en ai trouvé aucune application dans les annuaires des statistiques judiciaires. Ainsi, on peut dire que les chiffres qui figurent dans les statistiques sous la rubrique de « délinquants d'habitude », dans le « tableau de l'état des peines prononcées par les cours d'assises », ne comprennent que des voleurs et de semblables malfaiteurs de métier.

(1) Voir *Annuaire des statistiques judiciaires pour 1925-1926*, p. 20.

Exemples de villes de civilisation avancée :

Le Caire donne 85 récidives sur le total de 433 crimes, soit 20 %.

Alexandrie donne 32 récidives sur le total de 266 crimes, soit 12 %.

Port-Saïd donne 15 récidives sur le total de 51 crimes, soit 33 %.

Ismailieh donne 8 récidives sur le total de 38 crimes, soit 21 %.

Tanta Bandar donne 13 récidives sur le total de 44 crimes, soit 29,5 %.

Mansourah Bandar donne 8 récidives sur le total de 30 crimes, soit 26,6 %.

Localités de civilisation rurale.

Tanta Markaz donne 4 récidives sur le total de 154 crimes, soit 2,5 %.

Mansourah Markaz donne 2 récidives sur le total de 51 crimes, soit 4 %.

Dairout donne 1 récidive sur le total de 152 crimes, soit, 67 %.

Tahta donne 3 récidives sur le total de 130 crimes, soit 2,3 %.

De ces exemples, il résulte avec évidence que le contingent des malfaiteurs professionnels est beaucoup plus élevé dans les villes. Pourtant, ces chiffres n'indiquent

pas le nombre réel des malfaiteurs de profession qui ont contribué aux infractions dans cette année. D'abord parce que certains, par suite de circonstances aggravantes accompagnant leurs attentats, sont tombés sous le coup de l'un ou de l'autre des articles punissant les vols qualifiés (articles 270-273) et ont figuré dans les statistiques sous les colonnes des vols qualifiés. D'autres, quoique reconnus criminels d'habitude, ont pu profiter de la latitude laissée aux juges pour se voir condamnés à purger une peine aggravée par le mécanisme des règles ordinaires sur la récidive au lieu d'être soumis à l'art 50 et incarcérés par suite au « Reformatory des Barrages ». Enfin des criminels qui sont en effet des voleurs ou des escrocs de carrière avaient eu la chance d'échapper souvent à la loi, faute de preuve, et ainsi n'ont pas atteint les limites exigées par l'art. 50 (1).

Il n'en est pas moins que ces chiffres, relevés par les statistiques des condamnés par application de l'art. 50 Code pénal, sont des indices éloquents de la floraison relative de l'industrie du crime dans la ville. Ces délinquants habituels présentent un danger redoutable, non seulement par les attentats auxquels ils se livrent, mais encore — et nous dirions volontiers surtout — par le détestable exemple et la contagion qu'ils répandent.

Résumons. — Les caractéristiques de la criminalité urbaine sont :

(1) Tous ces détails auraient pu faire d'objet d'un examen des casiers judiciaires, mais il aurait fallu dépouiller avec une extrême minutie des milliers de fiches, et cette besogne aurait de beaucoup dépassé nos moyens.

D'abord, au point de vue objectif :

Des infractions contre la propriété dans un but de lucre ;

Des infractions de violence légère contre la personne (coups et blessures) ;

Des infractions contre les mœurs ;

Des infractions de sécurité publique (vagabondage et stupéfiants).

Puis, au point de vue subjectif, les villes offrent un contingent élevé des malfaiteurs d'habitude.

LES SOURCES DE LA CRIMINALITÉ URBAINE

Quels sont les facteurs relevant du milieu social (au sens strict du mot) *qui pourraient avoir une action favorable sur cet état de choses ?* La réponse à cette question se dégagera en examinant tour à tour : (A) d'abord le milieu où se recrutent les criminels d'habitude ; (B) puis les méfaits de certains apports de la civilisation.

A. — Les milieux où se recrutent les criminels d'habitude

1° *L'enfance moralement abandonnée.*

Cette question capitale a, depuis longtemps, dans le monde entier, occupé les sociologues de tout ordre, criminalistes, philosophes, philanthropes ou écrivains. Tous ont insisté sur la première importance de la protection de l'enfance dans la lutte contre la criminalité. La littérature

fournie sur ce sujet est excessivement copieuse, et il semble aujourd'hui qu'on énonce une banalité quand on proclame que la mesure préventive la plus efficace contre la criminalité consiste à protéger l'enfance contre les mauvais entraînements et à relever les jeunes délinquants avant que le mal les ait endurcis.

Au cours de la communication faite à la séance du 9 juillet 1920 de la Société générale des Prisons, M. Caloyanni, ancien conseiller à la Haute Cour d'appel en Égypte, a donné des renseignements intéressants sur 635 détenus d'habitude aux Barrages, qu'il avait examinés à plusieurs points de vue. Pour nous limiter au point de vue qui nous intéresse, il a trouvé que sur ce nombre, 274 avaient subi leur première condamnation entre 8 et 15 ans, et 186 entre 16 et 20 ans. Donc, 460 sur 635, c'est-à-dire plus de deux tiers de la population des Barrages avaient débuté avant l'âge de 20 ans dans la carrière criminelle (1). Recherchant les causes initiales de cette délinquance juvénile, il répond en ces termes : les causes initiales de cette délinquance juvénile, il faut les chercher dans l'abandon forcé ou accidentel de l'enfance.

Les grandes villes d'Égypte, qui présentent le même genre de criminalité que les villes d'Europe leur ressemblent aussi à ce point de vue. Elles fournissent la plupart des jeunes délinquants.

Nous trouvons, par exemple, que c'est du Caire et d'Alexandrie que viennent presque la moitié des jeunes

(1) Voir aussi, ZODHI (M. IHSAN), De la sentence indéterminée ou de l'indétermination dans la sentence, *thèse, Paris, 1927*, p. 136.

délinquants traduits devant la justice en 1925-1926 (en matière de délits, 2.258 sur 4.586) (1). Aussi le nombre des jeunes délinquants envoyés à l'École de Réforme par les tribunaux d'enfants du Caire et d'Alexandrie atteint, en 1925-1926, 370 sur un total de 457 et 315 sur 401 en 1924-1925. En effet, le problème de la criminalité juvénile ne se pose principalement chez nous que dans les grandes villes, et c'est à ce titre que nous en parlons ici.

Dans les campagnes, la criminalité juvénile n'est pas dangereuse. Elle se réduit le plus souvent à certains délits de coups et blessures. Il est regrettable que les statistiques judiciaires n'indiquent pas le nombre de jeunes accusés dans chaque localité suivant la nature des infractions dont ils sont accusés, ce qui nous aurait prouvé par des chiffres incontestables la tendance de la criminalité juvénile dans les villes ou dans les campagnes. Nous aurions pu constater que la plupart des inculpations relevées dans les villes contre de jeunes inculpés ont pour base des infractions contre la propriété et particulièrement le vol.

Cela est fort compréhensible. Dans les campagnes, l'enfant a moins de tentations qu'à la ville. Dans les villages, chacun trouve de quoi se nourrir, lui et ses enfants : le salaire des pauvres gens est très médiocre, mais, d'un autre côté, les besoins sont très réduits. Les enfants travaillent avec leurs parents et sont toujours sous leur surveillance. Le village n'a d'autres attractions que

(1) Voir p. 51, *Annuaire statistique judiciaire* pour 1925-1926. Il faut remarquer que l'existence d'un tribunal pour les enfants dans chacune des deux villes facilite la mise en accusation.

celles que lui donne la nature et ses enfants échappent par conséquent aux tentations de la ville.

Dans les grandes agglomérations, les parents pauvres, s'ils sont honnêtes (pour ne pas parler des parents criminels), sont trop occupés pour pouvoir surveiller efficacement leurs enfants qui sont d'habitude nombreux. L'enfant, sans expérience ni discernement, est exposé à toutes les tentations obsédantes de la rue et aux dangers des mauvaises fréquentations. Plus triste encore est le cas des enfants orphelins ou abandonnés par des parents indignes, alors que la cherté de la vie et l'esprit moins charitable dans les villes rendent tout être comme isolé au milieu de foules indifférentes ou égoïstes.

La protection de l'enfance comprend la défense des enfants moralement abandonnés et la tâche de relever les jeunes délinquants et de les ramener dans le bon chemin par des mesures d'éducation et de surveillance.

Le problème ne dépend pas du législateur ou du Gouvernement tout seul ; l'initiative particulière doit y collaborer. Jusqu'à présent, la participation privée, à cette œuvre si utile, a été très médiocre. Le rôle du Gouvernement ne dépasse pas les mesures pénitenciaires ou éducatives ; l'assistance publique est inexistante. Quant à l'initiative privée, elle s'est bornée à quelques rares asiles d'enfants pauvres. Les œuvres de patronage sont absolument inconnues, et cette lacune a les plus fâcheux effets et fait avorter toute réforme basée sur des mesures d'éducation ordonnées par le législateur.

Avant de tomber dans le crime, l'enfant soi-disant coupable a passé le plus souvent par l'étape du vagabondage,

ou plus largement de l'abandon moral. C'est dans cette étape-là qu'il faut le relever avant qu'il glisse dans l'abîme et s'habitue au vice pour devenir enfin un criminel endurci et incurable.

Ces enfants vagabonds sont, ou sans parents, ou sous la puissance de parents indignes. Les premiers sont malheureusement beaucoup plus nombreux qu'on ne l'imagine. Il suffit, par exemple, de parcourir Le Caire la nuit pour constater avec un douloureux effroi le grand nombre d'enfants qu'on rencontre couchés contre la grille du jardin public d'Ezbekieh, sous les arcades, à côté d'une voiture dételée ou sur un banc dans la rue. M. Nachât s'était livré à un examen de l'état des détenus à l'école de réforme en 1907. Il a trouvé que, sur 432 détenus des deux sexes, on comptait 25 orphelins de père et mère et 111 de père (1).

Les seconds ne sont pas moins exposés au danger que les premiers. Par l'ignorance des parents, à cause de leur misère ou de leur genre d'occupation, l'enfant se libère de toute surveillance ; et, guidé par son goût inné pour l'oisiveté, il se laisse aller à l'imitation d'autres gamins déjà déçus, ou se laisse recruter par un malfaiteur adulte qui le prend sous sa protection et l'entraîne très vite aux actes les plus blâmables. Souvent les mauvaises habitudes des parents, leur sévérité envers leurs enfants, par suite d'alcoolisme, d'hachischisme, ou d'ignorance, rendent la vie du foyer impossible à ces pauvres gamins guettés déjà par toutes sortes de tentations, et

(1) *L'Égypte contemporaine*, mars 1914, p. 210.

par là les exposent à tous les dangers du dehors. Voici une affaire citée par M. Nachât et qui prouve comment l'ignorance absurde du père peut entraîner un enfant dans le crime. Devant le tribunal des enfants du Caire, un garçon de douze ans fut accusé de s'être introduit dans une maison pour voler et fut condamné à trois mois d'emprisonnement. L'histoire de ce petit cambrioleur prouve qu'il s'est rendu coupable de ce délit en quelque sorte malgré lui. Le 5 octobre 1913, il fut chassé de la maison par son père, qui voulait ainsi le punir d'être rentré à la maison un peu plus tard que d'habitude. Vers la fin de la journée, l'enfant s'était assis tristement contre un mur. Un malfaiteur d'habitude, et il y en a beaucoup, engage la conversation avec lui, paraît s'intéresser à son sort, et lui demande la cause de sa consternation : l'enfant, tout bonnement, raconte l'histoire. L'homme, alors, lui promet de l'argent s'il peut franchir la grille d'une maison qu'il indique, pénétrer à l'intérieur et lui jeter par la fenêtre des objets de valeur. L'enfant, poussé par la vanité inconsciente de son âge, veut montrer qu'il est capable de faire ce qu'on lui demande et, excité par l'appât du fait et aussi par la faim qui commence à le tenailler, il exécute ce qu'on lui commande, mais il est surpris, arrêté et traduit devant la justice (1).

Le véritable coupable dans l'affaire, n'était-ce pas ce père ignorant ? Et cette affaire n'est-elle pas un exemple de cas trop fréquents ?

En 1925, nous étions chargé de la direction du Par-

(1) *L'Égypte contemporaine*, n° 18, mars 1914, p. 213.

quet du Caire pour les jeunes délinquants. Nous avons pu remarquer que, le plus souvent, les enfants de parents honorables accusés de vol ou de délits semblables, avaient pour excuse principale de leur déchéance, l'avarice de leurs parents (1).

Pire encore est le cas où les parents sont criminels de métier ou vagabonds. Ils pousseront l'enfant au crime ou à la mendicité qui a quelquefois des entrepreneurs professionnels. Ces deux classes d'enfants abandonnés appellent la plus grande attention et méritent qu'on vienne à leur secours si l'on veut tarir le mal dans ses sources. A ces catégories, il faut ajouter celle des jeunes libérés qui sont rendus à la société après avoir purgé une condamnation à l'école de réforme.

Aussi le législateur égyptien n'a pas oublié cette question capitale des jeunes enfants abandonnés. Mais, malheureusement, ses intentions sont paralysées par l'indifférence de l'initiative privée. En 1908, le législateur a édicté la loi n° 2 sur les enfants vagabonds dont l'appli-

(1) Dans une affaire très significative que nous avons eue à examiner en 1925, un jeune homme de 14 ans fut arrêté en flagrant délit de vol d'oiseaux de basse-cour dans le poulailler d'un pauvre voisin. Cet enfant, qui appartenait à une famille riche, vivait au Caire chez son oncle. L'enquête faite nous a permis d'établir que l'enfant ne recevait pour sa sortie du vendredi, la seule d'ailleurs qui lui fût accordée au cours de la semaine, qu'une grosse piastre (1 fr. 25). Tenté par les affiches de cinémas placardées à tous les coins de rues et par les récits de ses camarades qui lui vantaient les aventures des films passionnants, n'ayant par ailleurs aucun espoir d'être conduit au spectacle par son oncle, il n'avait trouvé rien de mieux que de mettre en coupe réglée le poulailler du voisin, dont il vendait poules et pigeons à une marchande du quartier.

cation est limitée aux gouvernorats du Caire et d'Alexandrie. Le problème, comme nous le disions, ne se présente que pour les grandes villes (1).

Nous avons été tentés de faire une étude spéciale des dispositions de cette loi et de les comparer avec les législations récentes sur la matière, mais cette étude juridique dépasse les limites de notre sujet d'étiologie criminelle. Il nous suffit de montrer comment cette loi a été appliquée, comment l'ambiance sociale ne facilite pas son rayonnement, et par suite la rend à peu près lettre morte, laissant ainsi le mal sans remède sérieux.

D'après cette loi, les jeunes vagabonds (2) pourront être

(1) Les dispositions de cette loi ont été étendues à la ville de Port-Saïd et aux Bandars de Tantah et de Mansourah à partir du 16 mai 1909 par arrêté du 25 avril 1909, et à la ville de Suez par arrêté du 26 avril 1920.

(2) Pour savoir ceux qui sont considérés comme vagabonds, il faut se reporter à l'art. 1^{er} de cette loi :

Art. 1^{er}. — Est considéré comme enfant vagabond tout enfant âgé de moins de 15 ans révolus :

a) qui se livre à la mendicité sur la voie publique ou dans un lieu public ;

b) qui n'a ni domicile fixe ni moyen de subsistance alors que ses père et mère sont morts ou subissent des peines restrictives de la liberté ;

c) qui est de mauvaise conduite et échappe à l'autorité de son père, de son tuteur ou de sa mère, si le père est mort, absent ou incapable, ou de celui qui est investi par le Chéria de la puissance paternelle (wali).

Voici maintenant les mesures prévues :

Art. 2. — Tout enfant vagabond pourra être confié à une école de réforme ou autre établissement analogue désigné par le Gouvernement sur une ordonnance du juge du tribunal ou de Markaz, rendue après constatation du fait dans les formes applicables en

confiés à une école de réforme ou autre établissement désigné par le Gouvernement. La sentence est rendue pour une période indéterminée, mais le délai maximum est de cinq ans ; et en tout cas la mise en liberté de l'enfant doit avoir lieu au plus tard au moment où il aura atteint l'âge de dix-huit ans révolus.

En Égypte, il n'existe qu'un seul établissement de réforme. C'est l'école de réforme de Guizeh. Dans cette école, divisée en deux sections, une pour les garçons et une autre pour les jeunes filles, on entasse tous les condamnés, enfants ou adolescents (jusqu'à l'âge de 18 ans), sans distinction ni entre les âges différents ni entre les vagabonds et les délinquants. Les établissements privés destinés à recevoir des jeunes condamnés font complètement défaut.

Cette unique école ne peut répondre aux besoins d'un pays de près de quinze millions d'habitants. Elle a été faite pour recevoir 600 pupilles dans la section des garçons et 100 dans celle des jeunes filles. Mais, aujourd'hui, le nombre des détenus a dépassé de beaucoup cette limite. Le 17 avril 1926, on y comptait 756 garçons et 95 jeunes filles (1). Il n'est donc pas étonnant que le Ministère

matière de délit, sauf les modifications mentionnées aux articles suivants.

La mise en liberté d'un enfant confié à une école de réforme ou autre établissement analogue, conformément aux dispositions de la présente loi, aura lieu en vertu d'une décision des autorités chargées de la direction de l'établissement et, au plus tard, au moment où il aura atteint l'âge de dix-huit ans révolus.

(1) Voir Dr ALY BEY HILMY, *L'Égypte et les mesures pénitentiaires*, 1926, p. 65.

de la Justice ait, à plusieurs reprises, invité, par circulaires, les magistrats à ne prononcer l'envoi des jeunes délinquants à l'école que dans des cas exceptionnels, à cause de l'encombrement de l'école de réforme.

Pourtant, en dépit de cet encombrement, l'organisation de l'école est assez satisfaisante. Dans une dernière visite que nous avons faite récemment, nous avons pu constater personnellement la belle œuvre de redressement qu'on applique à ces gamins et qui permet tous les espoirs. Les jeunes vagabonds y sont traités de la même façon que les autres jeunes délinquants : ils reçoivent les soins moraux et physiques dont ils ont tant besoin. On leur enseigne la lecture, l'écriture et le calcul, leur donne aussi des leçons de moralité, leur fait lire des chapitres du Koran, et leur enseigne les principes de la religion dont ils pratiquent les préceptes et ils accomplissent les prières prescrites dans une mosquée située dans l'établissement. En outre, on apprend aux garçons des métiers divers qui leur permettent de se faire une existence honnête dans la vie, tels que la musique, la menuiserie, la forge, l'imprimerie, la cordonnerie, la reliure des livres, la coupe des vêtements. Quant aux jeunes filles, on leur apprend, en plus de la lecture et de l'écriture, ce que doit savoir une femme pour tenir convenablement son ménage (cuisine, nettoyage, couture, etc...) (1).

Parmi les jeunes détenus, ce sont les vagabonds qui ont le plus de chance de s'améliorer. Envoyés à l'école

(1) Nous tenons à signaler tout spécialement ici la bonté maternelle avec laquelle la directrice de la section de filles traite ses pauvres petites pensionnaires.

sans durée déterminée (1), la direction de l'école ne les met en liberté qu'après s'être assurée de leur relèvement moral, et après avoir perfectionné leur apprentissage dans les métiers qu'on leur a appris. On peut les garder pendant 5 ans, durée suffisante pour assurer l'éducation sur des bases solides, tandis qu'on est obligé de cesser l'instruction des autres enfants à la fin de la durée prononcée par la justice qui n'est souvent que de deux ans, période trop courte pour pouvoir remédier à la mauvaise éducation. On regrette beaucoup, à l'école, et surtout à la section des jeunes filles, ce brusque arrêt des études, qui fait de l'internement à l'école une mesure de protection inutile.

Nous venons de constater que l'organisation est satisfaisante ; mais, lorsqu'arrive la fin de l'internement, à la sortie de l'école, arrive aussi le moment critique. Supposons un gamin de quinze ans au moment de sa libération, et il peut être moins âgé puisqu'on peut envoyer à l'école dès l'âge de sept ans. Cet enfant, que va-t-il devenir, tout seul, sans ressources, jeté dans le tumulte de la vie, sans conseiller ni refuge ? Sans parents, ou avec des parents indignes et sans surveillant, il retournera au milieu dont on voulait le sortir. On ne peut, en effet, prétendre qu'à quinze ans l'enfant a le caractère si bien formé qu'il peut résister à la tentation et aux mauvais exemples. Une constatation plus pénible qu'étonnante, c'est que le public craint d'employer ces jeunes libérés. On ne voit toujours en eux que des êtres dan-

(1) Voir note (1), p. 275.

gereux, incorrigibles et prêts à tout moment à voler ou à commettre des actes de violence. Cette idée préconçue a malheureusement une répercussion néfaste sur la mentalité de l'enfant, qui, se voyant méprisé des honnêtes gens, est tout naturellement attiré par les milieux criminels où des gens sans aveu l'accueillent à bras ouverts. C'est toujours dans les premiers mois après la libération que se décide la destinée du jeune libéré, et, quand la rechute se produit, la rédemption devient de plus en plus difficile. De là, le rôle si important des sociétés de patronage qui suivent ces ex-vagabonds et ces ex-coupables s'ils n'ont pas de famille capable de les protéger et qui leur en tiennent lieu tant au point de vue de l'aide qu'elles leur donnent que de l'appui moral, le plus nécessaire peut-être, qu'elles leur accordent.

Lors de notre visite à l'école de réforme de Guizeh, le directeur nous a présenté un jeune homme de 16 ans qui avait été libéré deux semaines plus tôt. Ce jeune homme avait appris la musique à l'école, et, selon le témoignage du directeur, il se distinguait par un talent artistique et un goût accentué pour la musique. Sans parents ni connaissances, il avait cherché en vain, depuis sa libération, une occupation dans la ville. Quand il eut dépensé le petit pécule qu'il avait économisé pendant sa détention et qu'il avait reçu à sa sortie, il revint frapper à la porte de son ancien asile et prier ses anciens chefs, qui le comprenaient, de lui trouver du travail quelque part. Du travail, quel qu'il soit, fût-ce même comme domestique ! Le directeur m'a affirmé que ce n'était pas un cas exceptionnel et que c'est un exemple qui se renouvelle

trop souvent. Par un sentiment de bonté et par un élan d'humanité, d'ailleurs très compréhensibles, le directeur de l'école (l'école ne reconnaît pas ses anciens pensionnaires, une fois libérés), arrive quelquefois à les placer, les protégeant ainsi contre le risque qu'ils encourent de réintégrer le milieu criminel. Dans la section des jeunes filles, la directrice accepte courageusement chez elle, au mépris des règlements, les petites libérées qui lui reviennent faute de foyer et s'occupe personnellement de leur placement.

Mais, en dehors de ces cas purement personnels, le jeune libéré se trouve isolé, désemparé, sans appui. De là la grande proportion des récidivistes parmi les enfants libérés. Nous laissons ici la parole à Nachât Pacha, ex-professeur de droit pénal à la Faculté du Caire. Jetons un regard, dit-il, sur les statistiques de l'administration des prisons et nous verrons d'abord que seuls la moitié des libérés exercent à leur sortie le métier appris à l'école ; nous verrons aussi que quand le nombre des libérés qui exercent après leur libération les métiers qu'ils ont appris à l'école augmente, le nombre de ceux qui sont condamnés de nouveau baisse et vice versa. C'est logique, car le métier appris est généralement assez rémunérateur, et, quand le libéré gagne suffisamment sa vie, il y a moins de chance qu'il retombe dans le crime.

Voici un relevé des statistiques (1) établies sur cette situation :

(1) Ces statistiques comprennent le nombre des jeunes délinquants déjà condamnés pour d'autres délits que le vagabondage. La situa-

Années	o/o des libérés qui exercent le métier appris à l'école	o/o des récidivistes après libération
1903-1904.....	42,8	17
1904-1905.....	59	14
1905-1906.....	90	6,5
1906.....	60	10,8
1907.....	55	13
1908.....	66	11,7
1909.....	49	17,2

En pratique, aucun corps gouvernemental ou privé ne s'intéresse au sort des jeunes libérés. Par des circulaires administratives, n'ayant aucune influence, on insinue bien aux moudirs et aux gouverneurs de suivre les jeunes libérés et de faciliter leur placement, mais ces instructions sont restées lettre morte. En 1905, Coles Pacha, inspecteur général des prisons, adressa un appel aux moudirs et aux gouverneurs dans le but de stimuler la générosité de leurs administrés et de constituer un Comité dans chaque moudirieh ou mouhafezeh pour s'occuper en particulier des jeunes libérés. L'appel a trouvé partout un écho favorable. Dans le premier moment de l'enthousiasme, 14 de ces comités furent formés en 1906 et encore un au Caire en 1907. Des souscriptions assez importantes furent promises en vue de constituer un fonds pour aider les libérés au début de leur nouvelle vie. Mais force nous est de constater que l'effet de cet appel s'arrêta là. Jamais ces comités n'ont eu une existence active, et depuis lors,

tion de ces ex-délinquants est, à leur libération, la même que celle des ex-vagabonds.

si l'on excepte quelques rares appels de littérateurs, on n'entend plus parler du patronage, même dans les rapports de l'administration des prisons.

Voici comment les choses se passent en pratique :

On envoie le jeune libéré, qui n'a pas de parents, au kism ou au markaz (c'est-à-dire au commissariat de la localité) disposé à le recevoir pour lui trouver un emploi. Le kism ou le markaz le garde en détention pendant quelques jours, puis le renvoie au mouhazezeh avec une lettre annonçant le manque de travail, sur quoi l'enfant est libéré pour se débrouiller tout seul ! A qui la faute ? A la société égyptienne sans doute. L'administration ne peut pas tout faire et elle est moins que quiconque en état de faire de tels actes d'humanité. Des cœurs généreux, qui ont l'idéal de la bonté pour but, doivent s'occuper du sort de ces jeunes malheureux pour les protéger contre la déchéance criminelle. L'enfant, habitué à travailler à l'école sous la surveillance d'un maître, ne peut se conduire tout seul dans le tourbillon de la vie. Le patronage que Gabriel Tarde traite avec raison d'« appareil de sauvetage », bienfaiteur à l'égard des adultes, est extrêmement indispensable pour le sauvetage de l'enfance abandonnée. Tout cela dépend avant tout de la collaboration privée.

Cette vérité a été comprise par tous les pays civilisés. D'une manière générale, toutes les législations sur la criminalité juvénile comptent, dans une large mesure, sur la collaboration privée, soit pendant l'instruction, soit après l'accomplissement de la peine.

En France, par exemple, en dehors de l'assistance

publique, le rôle joué par les établissements et les sociétés privées dans la protection et le relèvement des enfants vagabonds ou délinquants est primordial. Des sociétés de patronage, des établissements de bienfaisance, importants par le nombre et les ressources, sont prévus par le législateur qui compte sur eux dans l'exécution des mesures à prendre, pour isoler l'enfant des milieux corrompus, soit pendant l'instruction, soit par l'internement malgré l'acquiescement, soit par la libération sous surveillance (heureuse innovation de la loi du 22 juillet 1912, modifiée par quelques lois postérieures). Depuis longtemps, des établissements spéciaux existent, dont un des premiers fut la fondation de la Colonie agricole de Mettray, en 1840. Des congrès de patronage se sont réunis pour étudier les meilleurs moyens de soutenir cette enfance malheureuse. Depuis 1890, à Paris et dans la plupart des grandes villes de France, des comités se sont constitués pour la défense des enfants traduits en justice. La Société Générale des prisons et l'Union des sociétés de patronage en France, par leurs œuvres pratiques et scientifiques, sont des symboles de la collaboration que l'initiative privée apporte aux mesures de sauvegarde contre la criminalité. Leur œuvre ne se borne pas aux jeunes enfants, elle comprend aussi les adultes libérés, et même ceux qui paraissent le plus éloignés d'un relèvement moral sont aidés et suivis par des dévouements groupés comme ceux que réunit cette œuvre admirable des libérées de Saint-Lazare.

En Angleterre, un Comité de patronage est attaché à la direction même de chaque école industrielle ou de

réforme (Reformatory) pour les enfants. Ces comités se chargent d'assister moralement et matériellement les jeunes libérés lors de leur libération et de les surveiller pendant un certain laps de temps. Une association très importante, c'est l' « Association Borstal », qui complète les institutions Borstal destinées aux jeunes délinquants âgés de 16 ans au moins et 21 ans au plus (1).

L'examen des détails du fonctionnement de ces sociétés de patronage et les cas où le législateur recourt à leur aide, dans ces différents pays, dépasseraient de très loin le cadre de notre sujet (2).

Nous avons voulu mettre en relief cette vérité que la protection de l'enfance abandonnée, dont le défaut est

(1) Voir Borstal law 1908.

(2) Voici, à titre d'exemple, comment l'association de Borstal effectue son œuvre de patronage : dès qu'on signale la libération d'un garçon ou d'une fille à l'une des institutions Borstal, l'œuvre de l'association commence. Elle se met en rapport avec la famille de l'enfant, se renseigne sur sa situation morale et se fait instruire de ses projets à l'égard de l'enfant qui revient. Un membre de l'institution rend visite à l'enfant et, par toutes sortes de procédés paternels, reçoit ses confidences et connaît ses aspirations et ses tendances. De cet ensemble de renseignements, l'association déduit le plan à appliquer à l'enfant dès sa libération. Si sa famille est indigne et si on craint qu'elle ne le corrompe, on le lui enlève, on lui cherche un emploi et une habitation dans un autre district. Avant de lui faire commencer son travail, on lui explique, au bureau de l'association, les conditions de sa libération et on lui donne les conseils et les instructions nécessaires. La surveillance de ces débutants dans la vie est assurée, pendant les premiers temps, par des membres spéciaux de l'association qui visitent le jeune homme ou la jeune fille et se mettent au courant de sa conduite et de son travail (voir NACHAT, *L'Égypte contemporaine*, p. 217, année 1914).

une source féconde de la criminalité, dépend dans une grande mesure de la société urbaine et de son initiative privée.

Pour être complet, remarquons que, par un décret ministériel d'octobre 1926, une commission a été constituée pour étudier certains points intéressant la sécurité publique. Une sous-commission fut chargée d'étudier la question des jeunes délinquants et vagabonds, et les moyens à prendre pour leur protection. La commission, après une visite à l'école de réforme de Guizeh et à la ferme d'Alkhankah, se mit au travail et acheva un rapport qu'elle présenta au Ministre de l'Intérieur. Le comité n'a prévu que des réformes d'ordre législatif, l'extension de la portée du terme « vagabond » (1), l'intro-

(1) Voici les termes de l'article énumérant les vagabonds comme on le prévoit. Est considéré comme enfant vagabond tout enfant âgé de moins de 15 ans révolus :

a) qui se livre à la mendicité, guide ou accompagne un mendiant sur la voie publique ou dans un lieu public, nonobstant l'apparence qu'il se donne de chanter, jouer de la musique ou pratiquer d'autres jeux ou offrir des objets à vendre ;

b) qui est trouvé errant ou sans domicile, alors qu'il n'a pas un honnête moyen de subsistance ni quelqu'un qui s'occupe de lui ;

c) qui est de mauvaise conduite et échappe à l'autorité de son père, de son tuteur ou de sa mère, si le père est mort, absent ou incapable, ou de celui qui est investi par le Shareh de la puissance paternelle (wali) ;

d) dont les parents sont indignes de l'élever ;

e) qui fréquente des personnes vagabondes ou notoirement connues comme voleurs ou gens de mauvaises mœurs ;

f) qui n'a d'autre occupation que ramasser les bouts de cigarettes, notobstant l'autorisation ou l'acquiescement des parents ;

g) qui travaille comme domestique dans une maison de tolérance

duction du régime de la libération surveillée, la déchéance de la puissance paternelle des parents indignes, dont seraient frappés ceux qui excitent leurs enfants à la mendicité et qui comporteraient en outre une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 3 mois. Il a arrêté, avec un luxe de détail, la réglementation intérieure de l'école de réforme ; il a aussi prévu la constitution d'un bureau administratif pour placer les jeunes libérés. Mais il a négligé la part de la collaboration privée et n'a rien fait pour attirer l'attention des esprits généreux et du grand public sur l'utilité sociale du relèvement des délinquants primaires. Nous revenons sur cette idée parce que nous sommes convaincus de son importance, que sans le concours des œuvres privées, le dévouement des gens de cœur, toute autre tentative de protéger la société contre le danger de l'enfance abandonnée reste inopérant et stérile.

2° *Le vagabondage.*

On est d'accord sur ce point que le vagabondage, dans toutes ses manifestations, est une première étape vers le crime (1). Nous avons parlé du terrain favorable que le vagabondage trouve dans les sentiments hospitaliers (toujours d'une façon individuelle) du public égyptien en général, et nous avons vu comment les villes fournissent la plus grande proportion des délits de vagabondage.

ou qui vit dans un milieu dont la nature favorise sa décadence morale.

(1) Voir *infra* (1^{re} partie).

Le vagabondage est un problème qui dépend surtout du fonctionnement des organisations sociales. Les mesures pénitentiaires prises par le législateur doivent être secondées par d'autres dispositions d'ordre économique et intellectuel. En effet, de deux choses l'une :

1° Ou le vagabond est un malheureux réduit au vagabondage malgré lui, par la malchance ou la mauvaise situation économique. C'est l'innocente victime du chômage, c'est un homme de chétive santé et d'intelligence inférieure qui se trouve isolé, c'est un condamné libéré qu'on n'arrive pas à placer. Un tel homme ne mérite pourtant pas d'aller en prison. Il ne refuse pas de travailler. C'est la misère qui est la cause de sa déchéance, et, pour y remédier, il ne suffit pas de l'enfermer derrière une grille. Il faut guérir le mal en allant jusqu'à l'origine. Des réformes sociales sont avant tout indispensables : organisation du travail, protection des ouvriers, encouragement des industries, éducation saine, etc., etc. (1).

2° Ou le vagabond est un paresseux endurci, ami de la vie errante depuis son enfance. Sans amour-propre et sans espoir, il se contente de peu. Chez lui, la notion du travail et de l'effort s'est effacée si même elle a jamais

(1) Remarquons, à propos de ce dernier point, que l'organisation défectueuse de l'instruction publique, telle qu'elle fonctionnait jusqu'à ces derniers temps, ne nous livrait que des volontés vacillantes, sans confiance en elles-mêmes. De là cet encombrement dans toutes les fonctions publiques, de là cette légion de déclassés qui, malgré leurs certificats, se trouvent incapables de gagner seuls honnêtement leur vie et qui viennent de plus en plus grossir le flot des prolétaires de nos grands centres (KAMEL GREISS, *L'Égypte contemporaine*, année 1916, pp. 200 et suiv.).

existé. Le type de cette classe est le mendiant. Reconnaissons-le, la mendicité est un des tristes aspects de nos villes. Voici comment, dans une très intéressante conférence, M. K. Greiss nous dépeint l'état de mendicité qu'il a pu constater chez nous (1). « La mendicité, Messieurs, dit-il, est devenue une véritable profession, alors qu'elle ne devrait cependant pas exister sur un sol aussi riche et aussi fertile que celui de l'Égypte. Et ce qui le prouve, c'est que certains entrepreneurs sont allés jusqu'à organiser ce métier à leur profit dans divers quartiers. Ils embauchent de vrais ou de faux estropiés en leur fournissant tout le déguisement nécessaire. A côté de ceux qui déguisent l'acte de mendicité sous un semblant de profession, tels que diseuses de bonne aventure (très nombreuses), saltimbanques, vendeurs d'épingles et d'allumettes, il y a ceux qui, pour demander l'aumône, simulent toutes les infirmités et les misères possibles. » Un peu plus loin, il ajoute : « Si, en effet, toute cette légion était vraiment formée de nécessiteux et d'indigents, alors sans doute serait-elle digne de notre pitié ; mais le malheur est que cet invalide que nous rencontrons, cet aveugle qui cherche péniblement sa voie, ce manchot victime d'un accident du travail, tous ces gens qui font appel à notre cœur ne sont le plus souvent que des simulateurs » (2).

(1) Conférence prononcée à la Société Royale d'Économie politique, de statistique et de législation, le 28 janvier 1916, et publiée dans *L'Égypte contemporaine*, p. 202.

(2) Dans une visite au Reformatory des Barrages, on nous a présenté un jeune homme qui avait à sa charge sept condamnations pour vol. Ce jeune homme savait simuler la cécité d'une façon

Pour cette classe de vagabonds, les mesures pénitenciaires, qui ne sont jamais que d'une durée restreinte, ne sont pas un remède efficace. Un séjour de quelques mois en prison n'effraie pas le mendiant.

Bref, le vagabondage dans toutes ses manifestations constitue, pour les candidats au crime dans nos villes, un véritable stage, et sa répression dépend largement des réformes sociales auxquelles devront être soigneusement adaptées les mesures pénitenciaires.

3° *L'exode des campagnards vers les villes.*

Une autre ressource de la criminalité urbaine est fournie par les campagnes. De nombreux paysans à peu près indigents, particulièrement des saïdis (habitants de la Haute-Égypte), sont attirés dans les grandes villes et en particulier au Caire et à Alexandrie (1). Ils s'y installent, dépensent en quelques jours leurs économies. S'ils ne trouvent pas un travail honnête, ce qui arrive le plus souvent puisqu'ils ne sont aptes qu'aux travaux manuels des champs, ils s'enrôlent dans l'armée des malfaiteurs. Poltrons au début, ils se rendent compte très vite de leur redoutable force physique. Ils la mettent au service des projets les plus répréhensibles et deviennent ainsi un élément persistant de troubles pour la sécurité publique (1). Ils se transforment en « fétouas » (apaches) qui

incroyable. Il nous a avoué que grâce à ce truc, il inspirait la pitié et la confiance à ses victimes qu'il guettait pour les voler après.

(1) Voir ce fait déjà remarqué par le Conseiller judiciaire dans son *Rapport pour l'année 1913*, p. 6.

excellent dans les rixes, familières à la basse pègre des villes, prennent sous leur protection des fumeries de hachisch contre les rafles de la police, se font les défenseurs des maisons de débauche, et donnent aux cambrioleurs professionnels leur appui et leur complicité.

Les autorités de police des gouvernorats du Caire et d'Alexandrie se sont aperçues de cette vérité il y a déjà quelques années, et ils ont procédé à une sorte d'épuration en éloignant des villes les saïdis indésirables qui arrivent en quête de travail.

B. — Les méfaits de certains apports de la civilisation

La civilisation moderne a doté les villes de certaines mauvaises habitudes qui contribuent directement ou indirectement au crime. L'alcoolisme, les matières stupéfiantes, le goût du luxe et des plaisirs factices, ont entraîné un relâchement dans les mœurs et fourni de nouveaux éléments au crime.

L'ALCOOLISME ET LES MATIÈRES STUPÉFIANTES

L'alcoolisme est considéré en Europe, par son influence directe et indirecte, comme la première source de la criminalité, et en particulier des crimes de sang. Le Dr Legrain a établi qu'en France, sur 10.000 meurtres, 2.374 ont été commis dans les cabarets, que, sur 5.322 détenus à la prison de Poissy, 66 % étaient des ivrognes, et, enfin, que la plus forte proportion d'ivrognes se trouve

parmi les condamnés pour crimes contre les personnes (82 %) (1).

M. Thiry, professeur de droit criminel à Liège, a observé, en 1896, 168 détenus dans la prison de cette ville. Sur ce nombre, 76 étaient ivres au moment du délit et 33 étaient des ivrognes habituels (2).

M. Masin a fait la statistique de la criminalité par rapport à l'alcoolisme, en se basant sur les 2.826 individus entrés à l'établissement pénitentiaire de Louvain de 1874 à 1895, tous individus condamnés à cinq années d'emprisonnement au minimum. Pour 238 d'entre eux, il n'a pu obtenir de renseignements. Restent 2.588 sur lesquels 1.157 étaient des alcooliques. Il conclut de ces observations que, d'abord, l'alcool joue un grand rôle dans la perpétration des crimes et que ce rôle augmente avec leur gravité; de plus, que l'ivrognerie habituelle, l'alcoolisme en un mot, est plus redoutable que l'ivresse passagère (3).

Le jury de la Seine-Inférieure, vers 1899, ayant constaté que 8 crimes sur 10 étaient dus à l'alcool, signait à l'unanimité une adresse aux pouvoirs publics pour attirer leur

(1) Il remarque qu'en Écosse, le dimanche, jour où les cabarets sont fermés, on n'opère que 22 arrestations, tandis que la moyenne des autres jours de la semaine est de 172. Le Dr RENON, dans son ouvrage *Les maladies populaires*, compte 53 alcooliques en France sur 100 criminels, 57 sur 100 incendiaires, 70 sur 100 vagabonds, 90 sur 100 détenus pour coups et blessures (Voir A. LORULOT, *Crime et société*, p. 263).

(2) Voir Roger GREBAUT, De l'alcoolisme dans ses rapports avec la criminalité. *Thèse Paris*, 1900, p. 31.

(3) GREBAUT (R.), *op. cit.*, p. 32.

attention sur l'action désastreuse de l'alcoolisme, cause de la criminalité.

Dans un article récent, M. G. Calbairac indique, statistique en main, comment la lutte engagée par l'État contre l'alcoolisme a été une cause profonde de diminution de la criminalité en France pendant et après la guerre. Continuant l'initiative heureuse entreprise par les autorités militaires pendant la guerre, en vue d'interdire la circulation et la vente de l'alcool dans certaines zones, le législateur français a emprunté à cette réglementation certaines dispositions qu'il a étendues à tout le pays (1).

Enfin, tout récemment, M. le Garde des Sceaux, dans son rapport annuel pour 1922, se félicite de l'amélioration constatée dans l'état de l'alcoolisme et remarque la décroissance de la criminalité (2).

En Égypte, l'alcoolisme n'est pas répandu autant qu'en Europe. Le climat du pays et les coutumes locales ne le favorisent pas. Dans les campagnes, les liqueurs et le vin sont presque inconnus. En dehors de quelques rares villages (d'habitude dans les gares des lignes de chemins de fer du Delta, qui dessert la Basse-Égypte et où, d'habi-

(1) Plusieurs lois ont été promulguées, parmi lesquelles nous citons les lois du 16 mars 1915 sur la prohibition de l'absinthe et des boissons similaires, des 6 mars et 1^{er} octobre 1917, concernant la protection de certains ouvriers et l'assurance de la police des cabarets (voir G. CALBAIRAC, Les répercussions de la Grande Guerre sur la criminalité en France, *Études criminologiques*, 3^e année, mars-avril 1928, p. 67).

(2) Compte général de l'administration de la justice criminelle pendant l'année 1922, p. vii.

tude, un Grec tient une buvette), le fellah ne voit pas de débit de boisson et ne connaît ni le vin ni les liqueurs.

Dans les villes, qui seules ici sont à considérer, les liqueurs fortes font du progrès et c'est généralement à l'élément étranger que tient l'usage de plus en plus fréquent des boissons alcoolisées. Presque tous les débits d'alcool dans les bas quartiers sont tenus par des non-Égyptiens et principalement par des Grecs. De petits ouvriers ou artisans stationnent dans ces cafés et abusent des liqueurs fortes qui, de plus, sont souvent falsifiées. On ne boit pas de vin, on ne boit que des liqueurs fortes, et, quand l'habitude est prise, on boit tous les soirs jusqu'à la perte de la raison. Ou l'on reste sobre, ou l'on devient ivrogne. Ces cafés et débits sont régulièrement, le soir, le théâtre de rixes qui donnent lieu finalement à des coups et à des blessures, ce qui augmente énormément leurs chiffres dans les statistiques.

A côté des individus appartenant aux basses classes qui s'adonnent à l'alcool, il y a une autre catégorie de victimes de l'alcoolisme. De richissimes campagnards, des fils de famille très aisés ayant fait, dans leur adolescence, des héritages énormes, sont souvent les victimes des attractions de la capitale, et certains d'entre eux ne tardent pas de perdre toute leur fortune, ayant contracté, par surcroît, de mauvaises habitudes d'ivrognerie. Une partie de ces dévoyés, pour arriver à vivre, se livrent à des métiers louches ou deviennent des escrocs habiles. Pourtant, leur contribution directe à la criminalité n'est pas très grande. C'est leur dégénérescence qu'ils livrent à leurs descendants qui fait le plus de mal.

La quantité des liqueurs consommées dans les villes (1) n'a été, à notre connaissance, l'objet d'aucune étude statistique, et on n'a pas dénombré davantage les alcooliques détenus en prison. Seul, M. Caloyanni a examiné les détenus du Reformatory des Barrages et a indiqué leur état de toxicomanes d'une façon générale, comme nous le verrons tout à l'heure.

Dans les statistiques judiciaires, nous trouvons certains indices qui pourraient nous donner une idée approximative de l'état de l'alcoolisme. C'est le nombre des contraventions pour ivresse suivant l'art. 238, al. 2 (2). En 1925-1926, nous trouvons que le nombre des contraventions pour ivresse au Caire et à Alexandrie est presque 3 fois plus grand que celui du reste du pays (3.635 contre 1.231, c'est-à-dire 75 % du total de ces contraventions).

Voici quelques chiffres indicatifs pour l'année 1925-1926 et la comparaison avec l'année d'avant-guerre 1912-1913.

(1) Nous avons les chiffres d'affaires dans les importations, en général, d'alcool et de boissons alcooliques. Ils peuvent nous donner une idée assez approximative de la quantité de boissons consommée par le pays puisque les boissons alcooliques, pour la plupart, sont importées de l'étranger. Ainsi, en 1925, la quantité de boissons importées accusa 18.929.000 kilogrammes. Divisé par le nombre d'habitants de l'Égypte, ça ne fait que 1,3 kilogramme par tête par an ! (Voir *Rapport sur le mouvement commercial de l'Égypte en 1925*, p. 6).

(2) Aux termes de cet article, seront punis d'une amende n'excédant pas 1 L. E. ou d'un emprisonnement ne dépassant pas une semaine, ceux qui auront été trouvés sur la voie publique ou dans les lieux publics, en état d'ivresse manifeste.

Localités	Nombre de contraventions en 1912-1913	Nombre de contraventions en 1925-1926
Le Caire	2.733	2.745
Alexandrie	975	1.160
Gouv. de Port-Saïd	202	203
» Ismalieh	78	52
» Suez	159	141
Moudirieh de Garbieh	251	172
» Dakahlieh ..	201	70
» Béhéra	85	91
» Menoufieh ..	63	21
» Beni-Suef ...	44	30
» Minieh	74	54
» Assiout	49	55
» Guérgeh	49	39
» Assouan	46	8

Nous remarquons qu'en dehors de la capitale, d'abord, les contraventions sont plus fréquentes dans les ports (Alexandrie, Port-Saïd, Suez). Le fait n'est pas étonnant puisque les ports sont des centres de rencontre de l'élément étranger avec qui se propage l'alcool en Égypte. Puis, l'augmentation des contraventions dans les moudiriehs de Garbieh et de Dakahlieh est due principalement à leurs chefs-lieux, Tanta et Mansourah, qui sont deux de nos plus grandes villes. Dans les moudiriehs, si on défalque les grandes villes, le nombre des contraventions de ce genre relevées pour les campagnes serait nul.

Si nous étudions le mouvement des contraventions d'ivresse, nous remarquons que, sauf à Alexandrie, il y a eu, dans la période 1913-1926, une diminution générale des infractions de cette nature et, ce qui est encore

plus digne d'attention, c'est que, d'après les statistiques, cette amélioration est presque continue. Le total général des contraventions a été, en 1925-1926, de 4.688 contre 5.043 en 1920-1921 et 5.452 en 1912-1913. Nous devons nous féliciter de ce progrès qui indique tout au moins que les buveurs se sont plus assagis et plus modérés (1).

Mais, s'il y a une amélioration dans l'alcoolisme, un autre fléau plus désastreux encore s'est répandu dans notre pays qu'il menace dans sa jeunesse et dans ses futures générations. Nous voulons parler des matières stupéfiantes et particulièrement de la cocaïne et de l'héroïne.

Ces deux poisons, et d'autres semblables, sont les produits directs de la civilisation actuelle et ne se sont répandus que depuis la cessation des hostilités. Restreint d'abord à un cercle étroit de jeunes gens oisifs et riches, habitant les villes, leur emploi n'a pas tardé de se communiquer aux basses classes et à étendre ses méfaits jusqu'aux villages. On s'est effrayé avec raison du nombre important des victimes de ces drogues meurtrières et du danger qui menace la race. Aussi, de tous les côtés, des plaintes se sont élevées et des vœux énergiques ont été formulés pour que ce fléau soit combattu à outrance. Voici comment le Commandant T. W. Russell décrit la

(1) Remarquons que l'imposition de la taxe spécifique sur l'alcool, en 1923, a restreint ses importations. Ainsi le chiffre d'affaires dans les importations d'alcool et de boissons alcooliques accusa comme valeur L. E. 765.000 en 1925 et 730.000 en 1924 contre 1.396.000 en 1920 (voir *Rapport sur le mouvement commercial de l'Égypte*, p. 7).

situation dans un appel célèbre : « L'Égypte, dit-il, se dirige vers la ruine par la cocaïne. Jamais aucun vice ni aucune maladie n'ont eu une emprise sur ses victimes comme ce poison de l'Égypte... Qui, au Caire, ne connaît pas des dizaines de jeunes gens ruinés physiquement et moralement par la cocaïne. Les hôpitaux, les prisons, sont pleins de ces victimes.

Cette mauvaise habitude de stupéfiants s'est étendue jusqu'aux campagnes et a eu une action aussi puissante sur le fellah que la rougeole parmi les insulaires des mers du Sud » (1).

Une loi a été promulguée en 1925 pour combattre cette folle contagion (2). Nous avons vu le nombre considérable des affaires de matières stupéfiantes qui étaient relevées depuis sa mise en vigueur. Les statistiques publiées jusqu'à ce jour ne donnent que des indications pour les deux années 1924-1925 et 1925-1926. La période ci-dessus n'est pas assez longue pour permettre d'apprécier la marche de ces délits, mais on peut affirmer, d'après les observations faites dans les parquets, que le nombre de ces délits a beaucoup diminué, ce qui indique que l'intervention du législateur a produit l'effet heureux qu'on en attendait. Les chiffres des prochaines années affirmeront, nous l'espérons, cette constatation.

Avant que se fussent répandues l'héroïne et la cocaïne,

(1) *Annual report for the Cairo City police for the year 1925*, p. 15.

(2) Notons qu'à l'organisation des capitulations s'adresse, dans une grande part, le reproche d'encourager le progrès de ce fléau et de paralyser la lutte du gouvernement contre lui.

les stupéfiants connus étaient l'opium et le hachisch. Le premier est un produit que l'on trouve dans certaines régions de la Haute-Égypte ; le second est introduit en contrebande comme nous l'avons déjà vu.

Le hachisch et l'opium ne sont surtout connus et consommés que dans les villes, et encore par les classes inférieures.

Le hachisch est fumé par les artisans des villes qui s'imaginent qu'il leur donne de la force et de l'inspiration, mais la plupart s'en servent, sous plusieurs formes, avec la conviction qu'il augmente et prolonge la vigueur sexuelle (1).

Mais on ne se sert pas du hachisch pour s'encourager à effectuer les exploits criminels qu'on a en vue. Au contraire, le hachisch étourdit et les hachaches (fumeurs de hachisch) sont connus par leur timidité. Ils se prolongent dans leurs délices imaginaires et ne cherchent qu'à s'amuser et à trouver le mot pour rire. Voici comment le D^r Clot Bey décrit l'influence du hachisch : « Le hachisch, dit-il, agit sur le système nerveux avec une puissance extraordinaire. Il semble donner à l'imagination une force et une mobilité surhumaines. Le cerveau de celui qui lui a demandé l'ivresse devient le siège d'étranges accouplements d'idées, de rêves féeriques et tourbillonnants. Le hachisch produit, en général, une sensation de bien-être qui se développe jusqu'à l'exhibition la plus désor-

(1) Les fumeries de hachisch sont installées secrètement et le propriétaire de la fumerie et ses clients ont souvent un argot spécial qui a pour but de les préserver des pénibles surprises de la police.

donnée; la plus extravagante. Il aiguise l'appétit, et, lorsque la période d'exaltation cérébrale est terminée, il procure un sommeil mêlé de songes heureux. Cependant, comme toutes les boissons qui ébranlent fortement le système nerveux, il ne tarde pas à abrutir ceux qui en font usage » (1). Ainsi l'effet fâcheux du hachisch sur les forces mentales n'apparaît que plus tard, pour amener la folie à la fin et transmettre cette faiblesse à la triste hérédité.

De ce qui précède, nous pouvons conclure que l'alcoolisme, par son effet direct et indirect, et les matières stupéfiantes, par leurs influences lentes ou indirectes, ont des rapports étroits avec la criminalité dans les villes. Nachât Pacha, dans son cours de droit pénal, El Keissy Pacha, dans son rapport pour 1927 et le Conseiller judiciaire à certaines reprises, l'ont remarqué, mais sans appuyer leurs observations sur des chiffres. M. Caloyanni, ancien conseiller à la Cour d'appel d'Égypte, a pu établir qu'en 1910 plus de la moitié des détenus internés au Reformatory des Barrages s'étaient donnés au hachisch, à l'alcool et à divers autres poisons dès leur adolescence (2).

M. Valentin affirme que les criminels hachischomanes sont évalués par le Dr Warnock, directeur de l'asile des aliénés de l'Abassieh à 90 % des criminels fous qu'il hospitalise (3).

(1) CLOT BEY, *op. cit.*, t. 2, p. 10.

(2) M. CALOYANNI, Le reformatory des délinquants d'habitude. *Égypte contemporaine*, n° 34, novembre 1917, p. 469.

(3) VALENTIN, Délits et crimes des intoxiqués. *Égypte contemporaine*, année 1914, p. 204.

*
* *

Un indice qui n'est pas étranger à l'influence des intoxications est le suicide. Le suicide n'est pas un délit dans la législation égyptienne. Mais l'indication de ses progrès nous montre l'état de nervosité qui est en connexion avec la vie mouvementée des villes et particulièrement avec ses alcools et ses matières stupéfiantes. Ces cas de suicide n'ont figuré dans les statistiques que depuis 1921-1922 (1). Or la recrudescence des suicides a été constante pendant ces dernières années, ce qui est une constatation inquiétante.

Voici le nombre de ces cas pendant cette période :

Années	Nombre de suicides	
	indigènes	étrangers
1921-1922.....	206	39
1922-1923.....	232	30
1923-1924.....	252	34
1924-1925.....	305	34
1925-1926.....	322	30

On remarque que les chiffres ont augmenté sans répit en ce qui concerne les indigènes ; mais il n'y a là rien d'étonnant, vu la propagation des stupéfiants dont nous venons de parler. Par contre, le suicide est très rare dans

(1) Pourtant, en 1913, le Conseiller judiciaire a constaté que la proportion des suicides en Égypte était de 1 par 100.000 habitants contre 9,8 en Angleterre et Pays de Galles, et 25 en France (*Rapport du Conseiller judiciaire pour 1913*, p. 6).

les campagnes ; c'est un privilège des grandes villes. Ainsi, par exemple, nous trouvons que Le Caire et Alexandrie ont contribué à eux seuls pour 72,6 % du total des cas de suicide en 1925-1926 (234 sur 322).

*

* *

Le progrès du goût de luxe et le relâchement dans les mœurs. — En dehors des méfaits nés des diverses formes d'intoxication, l'évolution dans les villes a été accompagnée d'un progrès du goût de luxe et d'un relâchement dans les mœurs. Ces facteurs ont eu leurs répercussions particulièrement sur les infractions relatives aux mœurs.

A côté de l'adoucissement des mœurs et du raffinement des manières et du caractère que la civilisation apporte aux habitants des villes, ceux-ci affichent un libertinage fâcheux. La raison est facile à comprendre. On développe et on perfectionne la vie dans ses aspects matériels, mais quant à réformer les facultés morales, à moraliser les caractères et à utiliser les ressources de l'éducation pour élever le niveau intellectuel et la conscience du devoir, on doit reconnaître, non sans regret, que l'on n'a pas donné le même effort dans ce but. D'ailleurs, ce malaise n'est pas particulier aux villes d'Égypte. C'est un reproche qu'on peut faire à toutes les grandes cités du monde, ou ce qui revient au même, c'est une constatation commune aux lacunes de la civilisation actuelle (1).

(1) Voir TARDE, FERRI, GAROFALO, *infra*.

Ainsi, dans nos grandes villes, d'un côté, il y a beaucoup de vaincus dans leur lutte pour la vie. Ceux-là s'enrôlent dans les plus basses carrières, dont les types exemplaires sont les souteneurs de femmes publiques et les entremetteurs (l'un et l'autre sont punis par la nouvelle loi sur les vagabonds). D'un autre côté, la femme, dans les villes, a beaucoup plus de besoins que sa sœur fellahine. Les objets coûteux que réclame la mode, le soin de sa toilette et les mille tentations de la coquetterie lui font ressentir des besoins nouveaux et toujours plus pressants. Avec la vie chère des villes où tout se paie et sous l'obsession que créent une foule d'occasions de dépenses, si la femme n'a pas le moyen de satisfaire ses convoitises, son sens moral court un grand danger. Si elle ne trouve pas dans sa volonté ni dans celle des siens un frein assez ferme, elle se laisse glisser dans l'inconduite.

Il faut, enfin, citer les théâtres dont les spectacles trop hardis ont débuté dans la capitale à la fin de 1917 et qui ont connu un tel succès pendant quelques années que le théâtre honnête et sérieux avait à peu près disparu ; il y a là certainement un élément qui n'est pas étranger à la corruption du caractère public. De même les revues obscènes et les journaux pornographiques ont été, par leur texte et leur indiscretion, des moyens malheureusement trop actifs de dégradation morale (1).

L'influence de tous ces facteurs sur les délits contre les mœurs apparaît clairement, quand on examine : (a) la

(1) On ne peut qu'approuver les récentes mesures prises concernant le contrôle de la presse et des théâtres à ce point de vue.

prostitution dans les grandes villes ; (b) les différentes infractions contre les mœurs.

a) *La prostitution* en elle-même, si l'on veut en croire les optimistes (1), ne constitue pas un délit. Mais personne ne méconnaît qu'elle devient un milieu de paresse et un champ favorable au crime et au vice. En dehors des délits contre la propriété qu'elle facilite — vols, escroqueries, et même assassinats par cupidité — elle se crée un amas de paresseux, de vicieux, de souteneurs, de pervers, de marchands de traite blanche, toute une légion d'agents d'avilissement et de criminalité contre les mœurs.

La campagne, au contraire, par ses coutumes austères, par la surveillance réciproque qu'elle permet et par son respect de la famille, ne connaît pas ces souffrances morales.

Voici une statistique significative sur l'état de la prostitution en Égypte en 1925.

Villes	Nombre de prostituées	Proportion par 1.000 habitants	Villes	Nombre de prostituées	Proportion par 1.000 habitants
Le Caire . . .	1.140	1,5	Tanta (Bandar) . . .	218	2,9
Alexandrie . .	1.463	3,4	Mansourah (Bandar). .	154	3,1
Port-Saïd . . .	349	4,6	Beni-Suef (Bandar) . .	71	2,2
Ismailieh . . .	143	9,3	Fayoum (Bandar) . . .	54	1,2
Suez	143	4,8	Assiout (Bandar). . .	23	0,4
Damiette . . .	0,4	0,14	Tahta	23	0,09
Shoubrahit . .	0,18	0,2			

(1) Voir G. GUILHERMET, *Le milieu criminel*, pp. 131 et suiv.

Cette statistique ne donne que le nombre des prostituées officielles, c'est-à-dire inscrites sur les registres. [Mais la prostitution clandestine est plus dangereuse et plus nombreuse, surtout dans la capitale.] Le triste contingent qu'elle réunit nous donne une idée approximative de l'état de cette tare sociale dans les différentes villes, suivant leur progrès dans l'évolution moderne. Nous remarquons que dans les grandes villes, en général, et les ports en particulier, où abonde l'élément étranger, se caractérise par une recrudescence de la prostitution. Le Caire, remarquons-le, n'accuse pas une proportion élevée mais cela est contrebalancé par le progrès de la prostitution secrète.

b) *L'examen des infractions contre les mœurs* nous donnera le même résultat.

Voici un tableau par moudiriehs (1925-1926) :

Gouvernement ou moudirieh	Crimes de viol ou d'attentat à la pudeur (art. 230, 231 et 232/2)	Attentat et outrage à la pudeur (art. 232/1, 240 et 241)
Caire	67	84
Alexandrie	33	52
Kalioubieh	5	4
Dakahlieh	20	7
Sharkieh	17	7
Béhéra	16	9
Garbieh	27	32
Menoufieh	19	8
Beni Suef	7	7
Fayoum	11	10
Assiout	13	13
Kéna	9	5

RÉSUMÉ

Pour décrire en grandes lignes la criminalité urbaine et les facteurs du milieu social (au sens strict du mot), nous disons : la criminalité dans nos villes se caractérise :

a) par une hausse dans la catégorie des infractions contre les propriétés par cupidité ;

b) par une baisse dans les crimes violents contre les personnes (ces crimes étant commis d'habitude par vengeance) ;

c) par une hausse dans les infractions de moindre gravité, c'est-à-dire dans les coups et blessures ;

d) par une certaine hausse dans les infractions contre les mœurs.

Quant à leurs causes principales, on peut attribuer, d'une façon générale, les premiers à la situation économique, les seconds et les troisièmes aux intoxications et à la cupidité, et les derniers au relâchement des mœurs, issue des déficits de l'évolution sociale.

LA CRIMINALITÉ RURALE

L'étude comparative que nous avons faite au début de ce chapitre (pp. 260-263) à propos de la criminalité urbaine, nous a permis d'établir que la caractéristique grave de la criminalité dans nos campagnes, et particulièrement en Haute-Égypte, consiste en ce fait qu'elle est

déterminée sensiblement par la vengeance. Cela ne veut pas dire que des infractions par cupidité ne soient jamais commises. Ces dernières existent aussi, mais dans une proportion beaucoup moindre que dans les villes. Ainsi, tandis que l'on compte pour 10.000 personnes, 145,6 infractions de cupidité au Caire et 140,6 à Tanta Bandar, on en compte seulement 28,2 à Tanta Markaz et 32,4 à Dairout. Les atroces attentats de brigandage qui avaient terrorisé les campagnes aux temps anciens, ont cessé depuis longtemps, comme nous l'avons montré dans la partie historique. Ce qui persiste en fait d'infractions de cupidité est souvent peu grave. Si l'on faisait connaître dans les statistiques la valeur des choses volées, nous pourrions voir que l'objet du vol est le plus souvent de peu de valeur ; c'est par exemple un agneau ou une petite partie de ce qui est récolté à ce moment-là (des fruits, des grains, etc.) ; exceptionnellement, et c'est alors un vol important, ce sera une ou deux vaches ou buffles ou autres bestiaux dont la valeur atteint à peine 60 L. E. ; encore, nous le répétons, de tels vols ne sont pas très fréquents.

Le côté odieux de la criminalité rurale, c'est le crime de vengeance, soit contre les personnes, soit contre les propriétés. Ainsi, contrairement à ce qui se passe pour les infractions de cupidité, tandis qu'on ne compte, pour 10.000 habitants, que 1,9 infractions de vengeance (contre la personne ou contre la propriété) au Caire, et 3,13 à Tantah Bandar, on en compte 17,9 à Tantah Markaz et 9,1 à Dairout. Dans son rapport de 1927, El Keissy Pacha

étudie les causes des homicides et des tentatives d'homicide. Voici le résultat auquel il arrive (1) :

Homicides et tentatives d'homicide commis :	Nombre
1° <i>par vengeance, ayant pour motifs :</i>	
a) le thââr (vengeance du sang).....	235
b) les rancunes	929
c) des obligations alimentaires.....	32
d) des héritages	49
e) l'honneur de la famille qu'il faut défendre....	126
f) le désir de prévenir le déshonneur des grossesses illicites.....	191
	1.563
2° <i>à la suite de rixes et voies de fait ayant pour motif :</i>	
a) une dispute au sujet de l'eau d'irrigation....	34
b) une dispute au sujet des limites des terrains..	17
c) une dispute au sujet du partage des récoltes..	9
d) une dispute consécutive au pacage irrégulier des bestiaux.....	26
e) une dispute relative à la violation de la propriété	22
3° <i>pour cause de vol</i>	237
4° <i>pour autres causes</i>	472

Au point de vue subjectif, les criminels d'habitude ne sont pas, comme nous l'avons vu (p. 266), aussi nombreux que dans les villes. Leur nombre n'est pas considérable, mais ils sont le plus souvent redoutables et la crainte qu'ils inspirent aux habitants leur assure l'impunité pendant longtemps. Un des aspects les plus inquiétants de leur activité, c'est qu'en dehors des représailles qu'ils poursuivent les uns à l'égard des autres, ils se char-

(1) M. EL KEISSY, *op. cit.*, pp. 16 et 17.

gent, surtout en Basse-Égypte, comme nous le verrons, de vengeance pour le compte des autres.

En dehors de cette catégorie, les criminels, dans les campagnes, sont plutôt des criminels de passion ou d'occasion.

Ces remarques générales faites sur la criminalité rurale, voyons comment se pratique cette vengeance, quels en sont les motifs et les causes qui la font persister.

Comment la vengeance se pratique.

Il faut distinguer entre la vengeance en Haute et en Basse-Égypte.

En Haute-Égypte, les saïdis sont plus rancuniers et plus audacieux. De plus, l'élément arabe, instinctivement enclin aux représailles, y est nombreux. La solidarité des familles et la vanité des rites traditionnels sont plus fortes qu'en Basse-Égypte. Ainsi, le « thâr » (venger le mort), dans certains endroits de la Haute-Égypte (par exemple à Dairout, à Guirgeh et à Kena) est une obligation indélébile, qu'engagent activement et passivement tous les membres des deux familles. Nous avons vu l'origine de ce « thâr ». Le thâr ne se prescrit pas, quel que soit le temps qui s'est écoulé depuis le meurtre. Les fils comme le père y sont engagés. Voici une affaire très significative à ce sujet (1) : Un individu fut tué par X...,

(1) Nous avons eu connaissance de cette affaire grâce à l'obligeance de M. Haroun Bey Selim, actuellement moudir « préfet » de Guergeh) qui l'a connue comme juge d'instruction.

qui, son coup fait, quitta le village définitivement par crainte de vengeance et alla chercher du travail loin des yeux de ses ennemis, en Basse-Égypte. La victime (le mort) avait laissé un enfant de deux ans. Arrivé à l'âge d'homme, celui-ci pensa à venger son père et se mit à la recherche de X... Après de longs efforts, il le trouva travaillant dans un marais salant du Nord du Delta. Le fils de la victime se fit engager dans la même entreprise et, au bout de quelque temps, il gagna l'amitié de X... qui ne se doutait de rien. Un soir, l'occasion favorable s'étant présentée, le jeune homme se jeta sur X... et l'assomma d'un coup de « fas » (sorte de large pioche). Questionné, il avoua, tout en souriant, heureux d'avoir vengé son père 18 ans après le drame !

Voici une autre affaire, qui nous a été également rapportée par M. Haroun Bey Selim :

Dans un village de Balliana, Al Sahel, (en Haute-Égypte) un membre d'une famille d'origine arabe fut tué par un inconnu. Ses parents se mirent à sa recherche et parvinrent enfin à connaître le meurtrier. Déposer une plainte devant les pouvoirs publics leur parut inutile : la vengeance personnelle étant celle qui compte vraiment. Quelques mois, après notre homme se trouvait un jour dans un marché, vendant du blé. Les parents du mort, qui n'avaient pas cessé de le guetter, trouvèrent l'occasion favorable. Quelques-uns de leurs complices iraient acheter du blé à ce marchand. Ils auraient une discussion, préparée d'avance, au sujet du prix, et, feignant de rechercher un compromis avec le vendeur, ils lui demanderaient de prêter serment sur la tombe d'un sheikh

(saint) dans les environs du marché. N'ayant aucune raison de se méfier (car il ne les connaissait pas), il les suivit et entra dans le dôme du tombeau du sheikh. Là, les parents de la victime l'attendaient ; ils se jetèrent sur lui et l'assassinèrent. Avec joie, ils rentrèrent chez eux et se mirent à célébrer la mort de leur parent assassiné depuis longtemps puisque son sang venait d'être vengé.

Mais la vengeance en Haute-Égypte ne se borne pas au « thâr ». On y procède pour d'autres motifs, souvent futiles, comme nous le verrons.

Elle est plus farouche qu'en Basse-Égypte et vise d'habitude la personne elle-même et plus rarement ses biens. « A Assiout, à Guirgeh — écrit M. Machell —, quand un homme se brouille avec un autre, il cherche à l'attaquer sur place, avec l'arme qu'il porte sur lui. La nature des saïdis ressemble à celle des volcans. Ils éclatent au moment où l'on s'y attend le moins, sans égard aux conséquences possibles » (1).

Les familles s'y livrent souvent à une sorte de bataille sanglante, où s'engagent tous les membres capables d'y prendre part. Des shamroukhs (solides bâtons) et quelquefois des armes à feu y sont employés ; c'est toujours la mort de quelqu'un des combattants qui met fin aux hostilités et le bilan de ces rixes s'élève quelquefois à une vingtaine de blessés des deux côtés. Les passions de ces gens sont véhémentes et leur humeur est si susceptible que, pour des motifs insignifiants, des bagarres se déclenchent et des crimes atroces sont commis.

(1) Voir MACHELL, *Memorandum on crime in Egypt*.

En Basse-Égypte, la vengeance est moins hardie ; elle se présente sous un caractère sournois. Elle se cache et, par timidité, atteint la victime, plutôt dans sa propriété. La dévastation des récoltes, l'empoisonnement des bœufs (1), les incendies criminels sont ses manifestations les plus graves et les plus fréquentes.

Ainsi, dans le tableau déjà indiqué (p. 261), nous trouvons que pendant qu'on compte, pour 10.000 habitants, à Tantah Markaz (Basse-Égypte), 16,2 infractions de vengeance contre la propriété, on n'en relève à Dairout, centre de crimes de sang (Haute-Égypte) que 3,8. Au contraire, on trouve 1,7 de vengeance contre la personne pour la première et 5,3 pour la seconde.

Les attentats contre les personnes n'y sont pas négligeables, surtout quand il y a des familles en rivalité. Seulement, ces attentats sont le plus souvent commis par des assassins professionnels qui sont payés pour cette mission. Le prix de ces exécutions n'est pas toujours très élevé. Ce qui est plus curieux et ce qui n'est pas rare, c'est qu'il arrive que ces bandits se vendent la commission entre eux !

Motifs de la vengeance.

Une première cause est la rivalité entre les familles, surtout en Haute-Égypte. Un malentendu survenu entre deux familles estimées dans le village est, à coup sûr, une

(1) Voir PIOT BEY, Une plaie de l'Égypte actuelle, *Bull. de l'Institut égyptien*, 5^e série, t. 1, année 1907, p. 25.

source de trouble. Mais il arrive souvent qu'entre les membres de la même famille des querelles naissent à la suite d'héritages, de mariages, de succès de vanité, d'accès à une situation honorifique, etc.

Un second mariage du père ou de la mère veuve contre la volonté des enfants adultes peut donner lieu à des actes de vengeance. Par un orgueil aveugle, les fils n'admettront pas que leur père fasse entrer dans la famille une étrangère qui remplace leur mère disparue, ou que leur mère soit placée sous l'autorité d'un autre mari que leur père.

Le sentiment de vengeance se révèle très fort dans les crimes qui sont provoqués par l'honneur des femmes (1). Non seulement on tolère que la famille remplace l'autorité publique pour venger l'honneur atteint, mais on considère que c'est un devoir moral (2). Ce sentiment est tellement exagéré en Haute-Égypte que de simples soupçons sans fondement sérieux sont quelquefois suffisants pour motiver les plus graves représailles. L'apparition de la grossesse chez une jeune fille ou chez une veuve peut être, pour l'une et l'autre, une menace de mort. Une personne dont l'honneur est entaché de cette sorte est diminuée aux yeux de ses voisins, et le déshonneur s'étend jusqu'aux parents éloignés (3).

(1) Voir F. HOUSSNY, Les progrès des crimes en Égypte, *Al Garidah*, 10 sept. 1911.

(2) Voir l'affaire n° 468, Kouss, 1928 où les accusés et la victime (la jeune fille) étaient des Coptes.

(3) Voir, à ce propos, le *Rapport du Conseiller judiciaire pour 1913*, p. 7.

[Le procédé adopté pour la vengeance en démontre souvent l'origine. On trouve quelquefois, par exemple, dans un meurtre dont le motif est une question de femme, les organes génitaux de la victime (le complice) amputés et posés à côté du corps.]

Un motif très fréquent de la vengeance, surtout en Haute-Égypte, est la déposition devant les tribunaux criminels, quand l'intéressé appartient à une riche famille. L'ignorance ne permet pas à ces pauvres gens de se rendre compte que la souveraineté de la loi passe au-dessus de tout et que chacun doit donner assistance à la justice pour arriver à la vérité. On ne voit, dans ce cas, en celui qui dépose devant le tribunal, qu'un ennemi de celui auquel le témoignage est défavorable. Ce sont surtout les témoins de l'accusation qui sont le plus menacés.

« Souvent, aux audiences, dit M. Fouad Houssny, nous entendons déclarer, quand une personne veut attaquer la déposition d'un témoin, que celui-ci a déjà déposé contre elle dans une affaire antérieure criminelle ou même civile (1). La notion des droits de la société, plus hauts et plus respectables que ceux de l'individu, ne leur est pas assez nette. C'est la cause de l'abstention des gens qui refusent (comme nous le verrons) de déposer sincèrement pendant l'instruction.

Mais ce qui est plus triste encore à constater, c'est que des crimes très violents sont souvent commis pour des raisons futiles. D'abord les bagarres des groupes de

(1) F. HOUSSNY, Les progrès des crimes en Égypte. *Algaridah*, 3 septembre 1911.

famille commencent souvent à la suite d'une dispute que nourrit une ancienne rancune. Au cours de l'année passée (1928), une bagarre éclata, à Kena (Haute-Égypte), entre deux familles et finit par deux morts et dix blessés. La cause en était une dispute enfantine entre deux gamines de 11 ans appartenant chacune à une des deux familles.

Pour se rendre compte de la quantité de gens qui participent à ces bagarres, il nous suffit de considérer le nombre des accusés de coups et blessures, jugés devant les cours d'assises. Ainsi, nous trouvons, par exemple, en 1925-1926, que les accusés de coups et blessures, n'ayant pas entraîné la mort ou une infirmité, atteignaient le chiffre de 772, jugés dans 129 affaires (1), c'est-à-dire une moyenne de 6 personnes par affaire. Ainsi, 6 personnes au moins avaient pris part à la bagarre. Mais il faut ajouter le nombre de ceux accusés de coups plus graves subis à la même occasion et dont les auteurs étaient condamnés par les articles 200 et 204 et qui figurent dans les statistiques sous une autre rubrique, laquelle, en grande partie, fait double emploi avec le nombre des affaires de la première catégorie, ce qui ne permet pas de les dégager sûrement.

Mais, en plus de ces bagarres qui se déclanchent spontanément, des vengeances plus réfléchies sont souvent commises pour des motifs que l'on peut appeler insignifiants si l'on considère l'atrocité du crime.

(1) Voir l'*Annuaire statistique judiciaire pour l'année 1925-1926*, p. 44.

Dans une affaire récente, en 1919-1920, à Mehelet Menouf (Tanta Markaz), deux charrues (1) de bois avaient été volées à la famille K... Cette famille accusa une autre famille G... avec qui elle était en mauvais termes. « Les deux charrues, ou bien elles seront rendues, ou bien elles seront payées par deux fils de G..., chacun d'eux pour une charrue », fit savoir le chef de la famille K... à ses ennemis sur un ton menaçant. Les charrues n'étant pas revenues, la vengeance s'imposait. Un soir, comme ils rentraient des champs, deux jeunes gens de la famille G... étaient arrêtés par les K..., égorgés et traînés jusqu'à un grand tas de tiges de coton où ils furent carbonisés (2).

Dans une autre affaire, à Tahta, quelques personnes étaient assises près de la maison d'un certain X... Ils demandèrent à boire et on leur apporta un golla (carafe d'argile) d'eau de chez X... Le golla ne suffit pas à désaltérer tout le monde et une personne demanda encore de l'eau. « Est-ce un sibylle (fontaine gratuite) ? Va te désaltérer chez toi », déclara X... Quelques jours après, X... reçut deux balles et succomba (3).

Ce qui n'est pas le moins fâcheux dans ces habitudes de représailles, c'est que la vengeance appelle toujours une autre vengeance et quelquefois on assiste ainsi à des vendetta successives et réciproques pendant plusieurs années. Cela se remarque particulièrement en Haute-Égypte.

(1) La charrue ne coûtait pas plus de 100 piastres.

(2) Les cinq accusés appartenant à la famille K... et à ses acolytes furent condamnés aux travaux forcés à perpétuité.

(3) Affaire n° 1.675, crimes, Tahta, 1927.

Comme exemple de ces séries de vengeances réciproques, voici un cas relaté par le Conseiller judiciaire (1). A Kafr-el-Zayat, deux membres de la famille Naggar étaient accusés de tentative de meurtre sur un certain Ahmed, de la famille Shalaby. C'était le cinquième crime, écrit le Conseiller judiciaire, qui provenait de la haine entre les deux familles, les quatre derniers ayant été commis entre le 10 septembre 1907 et le 17 avril 1908. Beaucoup d'autres affaires semblables pourraient être citées.

Voici un autre exemple très typique (2). Le petit village de Ballass à Keneh se compose de deux groupes de familles — des Arabes et des fellahs saïdis. Il y a plus de vingt ans, un Arabe tua un fellah. Accusé devant la justice, il fut acquitté, faute de preuves suffisantes. Les représailles se déclanchèrent et suivirent leur cours jusqu'à nos jours. A la mort de leur parent, les fellahs répondirent en tuant un Arabe. Les réactions belliqueuses ont été si fortes que, dans une seule journée, que dis-je, dans l'espace d'une heure, l'omdeh, maire du village (un fellah), le chef des ghaffirs (chef des gardiens, un Arabe) et deux autres Arabes, sans parler de plusieurs blessés, furent tués au cours d'une bagarre entre les deux groupes ennemis. L'enquête se poursuivit pendant plusieurs jours, mais, à cause des exagérations de chaque partie et des fausses accusations inspirées par le sentiment de ven-

(1) *Rapport du Conseiller judiciaire pour 1908*, p. 8, affaire n° 172, crimes, Kafr-El-Zayat, 1908.

(2) Cet exemple nous a été communiqué par l'honorable Chef du Parquet de Kena, Arafa Bey.

geance, la culpabilité des véritables coupables du meurtre fut si peu établie que le tribunal les acquitta (affaire n° 1604, crimes, Kena, 1924). Voici quelques-uns des crimes récents de cette longue série de rivalités : crimes n°s 21, 72, 102, 143, 438, année 1927.

La soif de vengeance porte toujours la victime et ses parents à exagérer leurs allégations et à atteindre autant que possible l'autre groupe. Si c'est un simple coup ou une légère blessure, on tâche de la compliquer d'autres faux éléments, un vol, par exemple, pour en faire un crime de vol avec violence. Ces gens ont une connaissance inattendue et maligne de la gravité des crimes prévus par la loi. Un blessé qui ne peut montrer qu'une seule plaie, par exemple, est tenté d'accuser faussement deux ou trois autres de ses ennemis, dans la conviction d'empirer leur situation. Il en résulte souvent que ses allégations sont sujettes à caution et que l'accusation n'est pas assez solide pour permettre de condamner le véritable auteur du délit.

Quelquefois une simple blessure par imprudence est transformée en un attentat volontaire et toute une histoire est tissée autour de ce simple accident.

Mais il y a mieux, et des accusations criminelles sont quelquefois échafaudées de toutes pièces dans un but de vengeance. L'habileté avec laquelle de semblables accusations sont souvent machinées contre un ennemi, conduirait indubitablement à la condamnation en masse d'innocents, si un acte puéril et sot n'intervenait souvent pour révéler la fausseté des accusations (1). Pourtant, la pour-

(1) Voir à ce propos le *Rapport du Conseiller judiciaire pour l'année 1913*, p. 7.

suite en justice pour dénonciation calomnieuse n'est exercée que rarement !

Un exemple très fréquent de ces vengeances consiste à attirer la nuit, sous un prétexte quelconque, la personne à laquelle on en veut, dans un lieu habité, et là on se retourne lâchement contre elle aussitôt qu'elle est entrée, on appelle au secours en prétendant qu'on l'a surprise en train de voler ou en l'accusant de violation de propriété (art. 324 Code pénal et suiv.) (1).

Cause de la persistance de la vengeance.

Nous avons parlé, au chapitre II, de l'origine de la vengeance du sang en général et du « thâr » en particulier. Mais, étant donné l'évolution et le progrès du pays, on peut se demander quelle est la cause de la persistance de la vengeance, soit contre les personnes, soit contre la propriété. Comment comprendre cette infériorité en présence du progrès rapide que montre l'Égypte dans tous les autres domaines ? La réponse se devine d'elle-même. Ce n'est pas par un instinct de cruauté que le fellah se livre à des actes atroces. C'est l'ignorance qui favorise chez lui d'anciens préjugés enfantés par de longues années d'oppression et de négligence morales. Nos villes se rapprochent aujourd'hui, dans leur vie économique et intellectuelle, des grands centres d'Europe. Mais les campagnes n'ont pas évolué suffisamment.

(1) Voir FOUAD HOUSSENY, *Al Goridah*, 10 septembre 1911.

Jusqu'à 1919, on peut dire que, dans les campagnes, les réformes au point de vue intellectuel et pédagogique avaient été médiocres. Aussi il n'est pas étonnant de trouver, d'après le recensement de 1917, que la proportion des gens sachant lire et écrire dans les campagnes était minime. Voici les chiffres d'après ce recensement :

Localité	Nombre de gens sachant lire et écrire sur 100 habitants âgés de 5 ans et au-dessus.
Mouhafezahs (gouverno- rats).....	287.465 sur 1.436.467 soit 20 %.
Moudiriehs de Basse- Égypte.....	3.500.050 sur 6.094.916 soit 5,7 %.
Moudiriehs de Haute- Égypte.....	225.691 sur 5.186.872 soit 4,3 %.

Depuis que le pays a, en quelque sorte, revendiqué le droit de gérer lui-même ses affaires, des efforts courageux ont été faits afin de répandre l'instruction (1). Les résultats du dernier recensement de 1927 ne sont pas encore publiés, mais on peut affirmer que la proportion des illettrés a dû beaucoup diminuer.

L'ignorance dans les campagnes, nous n'hésitons pas à le dire, est notre plaie la plus pénible, et c'est à elle

(1) En 1925, des modifications assez profondes furent apportées à tous les degrés de l'enseignement. La constitution rendit l'enseignement élémentaire obligatoire et gratuit et le Gouvernement adopta un certain nombre de mesures propres à faciliter sa diffusion dans toutes les classes de la société. Il fixa un délai de 10 ans pour l'exécution du projet. En 1935, si tout se passe conformément aux prévisions du législateur, tout enfant entre 8 et 13 ans aura pu bénéficier des avantages de l'instruction. La mise en application

que se rattache la figure odieuse de la criminalité rurale. L'ignorance individuelle n'est pas si dangereuse, c'est l'ignorance commune, l'ignorance de la masse, celle qui crée une atmosphère d'obscurité.

Voyons comment elle contribue à la criminalité.

L'ignorance déprime la mentalité et par là le sens moral, et elle ne permet pas la prévoyance. Son influence sur la criminalité s'exerce d'une façon directe et indirecte, et ses deux aspects, imprévoyance et mentalité déprimée, se manifestent dans les deux cas.

a) D'abord, l'ignorance contribue à la criminalité d'une façon directe.

Privé de toute lumière, incapable de comprendre les événements de la vie sous leur jour réel, un fellah ignorant ne pense à suivre ni les progrès du monde, ni l'évolution des idées vers un idéal de bonheur moral et économique. Il ne s'occupe pas de développer ses moyens de vie, et sa mentalité reste sans exercice ni développement. Ainsi, libre, éloigné de toute méditation nouvelle, ses pensées demeurant dans l'esclavage des anciens préjugés, triste héritage de longues années de négligence morale et d'oppression. Tout cela fait perdre à l'homme de la campagne le discernement et le sens de la mesure, c'est-à-dire le taux d'importance qu'il doit donner à cha-

du projet gouvernemental a entraîné la création d'un grand nombre d'écoles destinées à former les professeurs de l'enseignement élémentaire. Des écoles innombrables ont été créées et des cours du soir pour adultes ont été organisés, où l'on enseigne aux ouvriers et aux artisans les éléments de la lecture, de l'écriture, de l'arithmétique et de la religion.

que fait, et qui lui permettrait de le juger à son vrai point de vue. Cela se manifeste dans ses agissements économiques ou criminels.

De là l'égoïsme outré et l'obsession qui l'envahit à cause d'un acte puéril qu'il imagine blessant et injurieux. De là le peu de respect qu'il garde pour la vie de son ennemi, dès qu'il est en proie à cette obsession, et l'aveuglement qui le domine et lui enlève toute pitié pour les animaux de son rival. Par imprévoyance, la police, l'instruction, la justice et la prison ne viennent à sa tête qu'après que le crime soit accompli. De ces tares de raisonnements, les plus fâcheuses conséquences découlent de faits très insignifiants. Des crimes atroces, soit contre la personne, soit contre la propriété, sont commis pour des causes puériles. Un mot blessant, un regard indiscret ou effronté, un manque de respect, un soupçon d'incorrection dans les questions de femmes, etc., voilà ce qui suffit, suivant la localité, pour amener une kyrielle de meurtres, d'incendies, un empoisonnement de bestiaux ou une destruction de récoltes.

En 1920, dans un village près de Tanta, Siberbey, un fellah avait osé traiter un homme riche, A..., de « gros tonneau », et cet homme était en effet gros et ventru. Ce fellah était domestique chez un rival du sieur A... Quelques semaines plus tard, ce fellah fut tué la nuit à l'instigation de A... Les exemples de cette sorte sont très nombreux. En voici quelques-uns extraits du rapport d'El Keissy Pacha pour 1927 : ils ont ce caractère commun d'énumérer des crimes très graves commis pour des motifs futiles :

Crime n° 1290, Abou Tig, 1927. — Tentative d'homicide parce que la victime voulait prendre une tige de maïs appartenant à l'accusé.

Crime n° 994, Abou Tig, 1927. — Tentative d'homicide parce que l'accusé voulait remplir une cruche dans une rigole avant que l'âne de la victime ait bu.

Crime n° 1800, Dairout, 1927. — Homicide volontaire à cause d'une dispute née du fait d'avoir attaché un buffle à un palmier.

Crime n° 209, Dairout, 1927. — Homicide volontaire, l'accusé ayant voulu empêcher la victime de monter sur son âne.

Crime n° 1819, Dairout, 1927. — Tentative d'homicide, parce que la fils de la victime avait frappé la chèvre de l'accusé.

Crime n° 2262, Dairout, 1927. — Tentative d'homicide, parce que l'accusé avait trouvé, près de ses roseaux, une chèvre appartenant à la victime.

Ainsi, le caractère du crime touche à peine le fellah, au contraire de ce qui se passe quand il s'agit d'un esprit éclairé. Cela se voit aussi dans l'attitude qu'il prend, lui et sa famille, après le crime. Bien qu'il ne soit généralement qu'un criminel d'occasion ou de passion, l'auteur du crime ne montre pas de sentiments de remords. C'est pourquoi il est très rare qu'il avoue son crime. Bien au contraire, il persistera dans une dénégation absurde, malgré les preuves éclatantes qui s'accumulent contre lui. Quant à ses parents et à ses acolytes, ils ne cherchent qu'à lui créer un alibi et à faciliter sa fuite, loin de l'atteinte de la justice.

Le fait n'est pas étonnant quand on se représente l'atmosphère intellectuelle du village.

Dans le village, l'enfant ne reçoit, quand il a la chance d'en recevoir, que les premiers éléments de lecture et d'écriture et quelques notions de religion, qu'il apprend par cœur sans les comprendre et dont personne ne lui expliquera la profondeur morale. Dans sa famille, il ne connaît que le respect qu'il doit à ses parents ; or, ceux-ci sont incapables de lui donner toutes les leçons de moralité dont il aurait besoin. Par un instinct naturel d'imitation, il ne connaîtra donc que les anciens préjugés et les coutumes de ses parents, la défense de sa famille, la rivalité imaginaire avec ses voisins et le soutien de sa supériorité par la vengeance. L'ambiance qui l'entoure ne fait que développer cette mentalité. La littérature qui l'amuse n'est qu'un ensemble de ballades des anciens Arabes qui reprennent les mêmes thèmes de luttes, de haines et de vengeance. Le poète populaire (shâer) exalte la force d'un certain Abou Zeïd ou Antar, les batailles, les intrigues et les fanfaronnades de leurs tribus. Quant aux sentiments tendres et d'idéalisme moral, ils ne viennent qu'au dernier plan. Les instructions de ses cheïks, faites à la mosquée, se composent le plus souvent des formules rituelles. Quant aux principes de moralité qui forment une grande partie du Koran et sont la base de la religion musulmane, quand ils font l'objet de la prédication, ils sont prononcés en belle langue arabe classique à laquelle le fellah n'entend rien.

Pourtant, malgré ces lacunes dans l'enseignement religieux, la religion reste la seule sauvegarde morale

contre la criminalité. Généralement, les criminels endurcis passent dans les campagnes pour des gens sans religion.

Bref, bagarres, animosité, vengeance, voilà ce que voit et ce qu'entend l'enfant au cours de sa croissance et de sa formation. Y a-t-il vraiment là ce qu'il faudrait pour éveiller son sens moral et faire éclater à ses yeux l'atrocité de l'acte criminel ? Il semble plutôt que tout concorde à l'amener au crime lui-même.

Pour compléter cette analyse, remarquons un fait dont on doit tenir compte. C'est toujours à l'âge de la puberté que commence le moment critique pour l'enfant dans les campagnes. Entre 16 et 20 ans, l'enfant est exposé au danger de la corruption morale. A cet âge, le gamin d'hier sent en lui la force de la jeunesse. N'étant pas retenu par le frein de l'éducation, il voit dans la force tout son idéal. Avec ses camarades, qu'il s'agisse de s'amuser, de se distraire, la force est toujours le pivot de leurs actions. Les luttes entre eux et les défis publics font leur plus grand plaisir, ainsi que celui de leurs parents. Un jeune homme fort et solide est une gloire et un soutien moral pour sa famille. Malheureusement, le résultat presque toujours inévitable, c'est que quand un jeune fellah se distingue entre ses camarades par sa vigueur physique, il glisse par là à l'abîme du crime. La vanité l'emplit et l'orgueil le rend autoritaire et susceptible. Il est sûr d'arriver à ses buts matériels ou moraux au moyen de sa force. D'habitude, il forme avec ses semblables une sorte de clan dont il devient le chef. Contre ses rivaux, il n'hésite pas à employer tous les moyens : administrer

une bonne bastonnade en les surprenant, empoisonner ou voler leur bétail. C'est par ces simples délits que le malheureux fera ses débuts, et, s'il peut échapper à la répression, il ne tardera pas à tirer de cette impunité un orgueil et une audace qui l'amèneront au crime. Il s'y sentira encouragé par la terreur qu'il inspirera et qui lui fera trouver, dans la société de sa famille et de ses voisins, une complaisance impardonnable. Voilà la carrière habituelle des grands bandits des campagnes.

Nous nous sommes longuement arrêtés sur cette analyse parce que nous croyons que c'est de ce côté moral que doit être porté l'effort principal si l'on veut lutter efficacement contre la criminalité rurale, comme nous le verrons dans la conclusion.

b) Influence indirecte de l'ignorance.

L'influence indirecte de l'ignorance entraîne la non-collaboration du public avec les autorités judiciaires et administratives dans la lutte contre le crime. Cela crée une atmosphère des plus favorables à la criminalité, qui trouve un encouragement à persévérer, car le criminel aura les plus grandes chances d'échapper à la peine et même à la simple dénonciation.

Les habitants des campagnes n'apprécient pas le grand intérêt qu'ils auraient à aider la justice dans sa tâche d'arrêter les criminels et de leur infliger les peines adéquates. Par imprévoyance, le fellah n'a en vue que son avantage individuel et immédiat. Il ne s'aperçoit pas que l'assurance efficace de la tranquillité et de la sécurité individuelle se rattache à la volonté commune de livrer le criminel à la justice. Il ne promène autour de lui qu'un

regard étroit et ne veut avoir de rapport quelconque ni avec la police, ni avec les parquets, ni avec les cours d'assises. Qu'un crime se produise, il n'y a la moindre chance que quelque témoin se présente de lui-même pour témoigner ou éclairer l'enquête. Interrogés par la police ou le juge d'instruction, des gens qui, de toute évidence, ont assisté au drame, n'auront rien à dire.

C'est que la déposition contre quelqu'un est toujours une cause d'ennui et de rancune. Pour échapper aux difficultés probables, surtout quand l'accusé a une certaine influence, le témoin, appelé pour déposer, se retranchera dans une dénégation absolue : il n'a rien vu ni rien entendu.

Le juge d'instruction ou l'officier de police ne sera pas toujours là pour le protéger contre les représailles de la famille de l'accusé contre qui il a déposé. Ses intérêts, ses récoltes, ses bestiaux, sa vie même et celle des siens seront en danger et on ne viendra à son aide que trop tard, alors qu'il peut éviter tous ces ennuis par une attitude négative de silence qui ne lui coûtera rien, pas même la sanction d'un faux témoignage. Voilà comment il raisonne et voilà comment il agit.

Il ne sortira de son silence que s'il y a intérêt. Parent de la victime, ami de la famille ou en dépendant en quelque façon, il viendra déposer. Mais, cette fois non plus, il ne dira pas davantage la vérité. Il tombera dans une exagération contraire. Il accusera pêle-mêle les parents du véritable accusé et inventera des circonstances aggravantes pour rendre pire leur situation et leur causer le plus d'ennuis possible. D'habitude, ces dépositions sont

combinées et préparées d'avance par les parents des parties, mais une instruction minutieuse aboutira toujours à déchirer les combinaisons les plus habilement tissées, en laissant cependant planer un doute sur la sincérité de la partie qui l'emportera.

Elle est effrayante, la facilité avec laquelle on recrute de faux témoignages, et elle fait un contraste étonnant avec l'abstention des véritables témoins. La victime elle-même est la première à outrepasser la vérité et à échafauder toute une histoire. Un blessé ou un moribond, abusant de la pitié naturelle qu'on lui montre, englobe tous ses ennemis dans l'accusation, en choisissant premièrement les chefs, ceux qu'on appelle « les têtes ».

Souvent même, les notables, ceux qui sont les propriétaires les plus riches, et par conséquent ceux qui ont le plus d'intérêts à sauvegarder, conservent une blâmable, mais, à leurs yeux, prudente neutralité qui leur évitera des représailles. Mais certains de ces propriétaires, en outre de leur abstention coupable à aider la justice de leur influence, favorisent d'une autre façon les crimes en croyant les éviter. Pour assurer la garde de leur récolte, ils ont souvent à leur service, comme ghaffir, quelque bandit qui, par son influence, protégera son maître des agressions des malfaiteurs. Ce lâche expédient contrecarre l'action de la police gouvernementale, accroît l'audace des bandits et les remplit de vanité. A l'égard de leurs maîtres, ils deviennent plus exigeants, et, bien entendu, ils profitent de cette protection pour perpétrer leurs coups tout à leur aise et terrifier la région.

Ces maîtres complaisants ne pensent qu'à leur intérêt

personnel qu'ils cherchent à assurer par n'importe quel moyen. Une conception plus éclairée des rapports de la société avec les individus et des devoirs de ceux-ci à son égard leur apprendrait qu'il vaut mieux purger la société de ses éléments malsains que de favoriser leur développement.

Dans une dernière affaire survenue en 1925 à Kohafa (Tanta) un omdeh avait engagé un nommé Khahil, qui avait une mauvaise réputation, dans le but de l'opposer à ses ennemis, nombreux dans le village, et à se venger d'eux. Pendant deux semaines, ce mauvais sujet avait tenté à deux reprises, de voler la nuit les bestiaux de l'omdeh lui-même et, au bout d'un mois, il tua un autre domestique de l'omdeh qui gardait l'étable (1).

Le vol des bestiaux est fréquent dans les campagnes. Mais un arrangement amiable entre la victime et les voleurs peut souvent réussir au moyen d'intermédiaires professionnels, qui sont souvent des voleurs eux-mêmes. La victime aura à payer une certaine somme qu'on appelle « helwan » et les bestiaux lui seront rendus le lendemain, la nuit, dans son champ ou autre part. Mais la victime, craignant une autre agression, se contente de ce compromis et ne pense ni à avertir la justice ni à l'aider dans ses recherches. S'il est questionné sur le retour de sa vache, par exemple, il niera toute espèce de délit à son égard : « Elle s'était égarée et elle est revenue toute seule », voilà sa réponse habituelle.

Cette timidité de la part des victimes et l'abstention des

(1) Affaire n° 844, crime, 1925, Tanta Markaz.

témoins ont pour conséquence naturelle le développement de cette sorte d'agression et favorisent le rôle de ces intermédiaires, d'autant plus que, par le mécanisme de la loi, ces derniers échappent à la peine, puisqu'il n'y a aucune disposition qui les gêne. N'ayant pas participé au vol, ils ne seront pas traités de voleurs, et, n'ayant rien caché, ils ne seront pas sous le coup de recel !

Le mal est encore plus grave à cause de la timidité et quelquefois de la complicité des ghaffirs chargés par la loi d'assurer l'ordre public. Ce point, nous le trouverons plus tard.

Voici un exemple intéressant : Quelques bestiaux appartenant à un riche propriétaire avaient été volés dans sa ferme. Enquêtes et recherches furent vaines et le propriétaire se plaignit aux hauts fonctionnaires de l'impuissance de l'administration et de l'inutilité des règlements.

Mais, pendant ce temps-là, lui et son fils négociaient activement, au moyen d'un intermédiaire, la restitution des bêtes, si bien qu'aussitôt que le prix demandé fut versé, elles revinrent toutes. Le Mamour, chef administratif de la région, s'aperçut que la chose n'avait pu se terminer qu'au moyen d'un arrangement à l'amiable et il en fit des reproches au fils. Celui-ci répondit par des dénégations indignées. Finalement, le père et le fils furent bien obligés de reconnaître leurs manœuvres, mais ils refusèrent absolument de révéler le nom de l'intermédiaire. Quoique la police finit par le découvrir et qu'elle reconnût également les voleurs, il fut impossible de faire

Tableau des crimes et des délits classés provisoirement (1).

Années judiciaires	Crimes réels	Nombre des crimes classés provisoirement	Proportion au total 0/0	Délits réels	Nombre des délits classés provisoirement	Proportion au total 0/0
1915-1916.	4 302	4 949	45,3	85.482	30.490	35,3
1916-1917.	4 558	2.347	51,5	96 543	35 214	36,4
1917-1918.	4 644	2 594	55,8	91.790	35.403	38,2
1918-1919.	6 779	3 965	58,4	101 986	40.423	39,6
1919-1920.	7.772	4.545	58	125.754	50.780	40,3
1920-1921.	8.676	5 503	63,4	114.964	44.005	38,2
1921-1922.	8.464	5.065	60	115.021	41.837	36,3
1922-1923.	7.831	4 497	57,4	115 528	39 390	34
1923-1924.	7 034	4 436	58,5	123 603	40 525	32,8
1924-1925.	6.797	4 061	59,7	127 782	41.599	30
1925-1926.	6.785	4.224	62,2	134 950	40.754	30,4
1926-1927 (2).	8.012	4 984	62,2	144 710	45.378	30,6

(1) Ce tableau est rédigé d'après les statistiques judiciaires.

(2) Les chiffres de cette année sont relevés d'un rapport particulier au parquet.

Tableau des crimes classés provisoirement suivant leur nature.

Années	Homicides et tentatives d'homicide			Vols et tentatives de vols			Destructions de récoltes			Chemins de fer			Incendies volontaires		
	Total	Classés	Pourcentage	Total	Classés	Pourcentage	Total	Classés	Pourcentage	Total	Classés	Pourcentage	Total	Classés	Pourcentage
1918	1.412	826	58,4	860	545	63,3	81	62	76,5	34	34	100	985	930	94,4
1919	2.218	1.311	59,1	1.841	1.127	61,2	207	139	67,4	68	59	86,7	1.374	1.274	92,7
1920	2.188	1.313	60	1.753	1.059	60,4	260	163	62,6	64	63	98,4	1.656	1.561	94,2
1921	2.538	1.565	61,6	1.757	1.143	65	324	241	74,3	54	50	98	2.356	2.226	94,4
1922	2.418	1.358	56,1	1.607	935	58,4	317	220	69,4	76	70	92,1	2.218	2.081	93,8
1923	2.421	1.215	50,2	1.179	627	53,1	288	210	72,9	60	57	95	2.214	2.076	93,8
1924	2.016	1.179	58,4	887	477	53,7	243	174	70	59	54	91,5	1.966	1.849	94
1925	2.015	1.193	59,2	839	488	58,1	234	174	70	66	59	89,3	1.836	1.726	94
1926	1.970	1.234	62,6	714	389	54,7	216	162	75	53	48	90,5	2.133	2.023	95,3
1927	2.379	1.305	54,8	847	396	46,7	278	186	66,9	67	57	85	2.438	2.214	90,6

Nota. — Voir le rapport de El Keissy pacha, p. 40.

Ce tableau est rédigé d'après les statistiques du Ministère de l'Intérieur qui diffèrent dans une certaine mesure de celles du Ministère de la Justice, la base de calcul n'étant pas la même pour les deux administrations. Du reste la différence est de peu d'importance.

réussir des poursuites, devant l'opposition très vive des victimes elles-mêmes (1).

Cette conspiration indirecte des victimes et des témoins avec les malfaiteurs est très regrettable et c'est à elle que tient le grand nombre d'affaires classées faute de preuves ou parce que l'auteur reste inconnu.

Voici un tableau des crimes et délits classés provisoirement, faute de preuves (p. 330).

Ainsi, nous remarquons que la proportion des crimes classés est très élevée. Et comme la preuve de l'accusation dépend principalement de l'aveu ou du témoignage, la cause de cette faillite est principalement dans la timidité et l'inconscience des témoins.

Mais si nous pénétrons dans le détail de ces infractions classées, nous constatons encore, avec regret, que ce sont surtout les crimes les plus graves qui échappent à la répression.

Voici un tableau des crimes réels classés provisoirement au cours des dix dernières années (p. 331).

Ces chiffres montrent avec évidence combien les crimes redoutables sont en très grande proportion parmi les crimes classés. Le pourcentage est très élevé dans les destructions de récoltes, les crimes de chemins de fer et dans les incendies, qui ne sont jamais tombés, dans ces derniers temps, au-dessous de 90 %. On remarque aussi qu'en 1918 le nombre de crimes concernant les chemins de fer et classés provisoirement était de 31 sur 31, soit 100 % (2).

(1) CHAMBERET, *op. cit.*, p. 54.

(2) Voir une remarque sur la nature de ces crimes, p. 334.

Années	Vols			Destructions de récoltes			Empoisonnements, de bestiaux ou blessures		
	Total	Classés	Pourcen- tage	Total	Classés	Pourcen- tage	Total	Classés	Pourcen- tage
1916-1917 . . .	48.257	28.431	58,8	3.375	2.086	61,8	449	175	41,7
1917-1918 . . .	46.496	29.017	62,2	2.531	2.284	90,2	369	173	46,8
1818-1919 . . .	51.918	32.532	62,6	3.929	3.712	94,4	456	208	45,6
1919-1920 . . .	56.926	40.462	71	5.289	4.892	90,6	590	276	46,7
1920-1921 . . .	52.395	32.403	61,3	6.138	5.689	92,6	569	264	46,4
1921-1922 . . .	48.358	28.938	59,8	6.420	6.048	91	622	302	48,5
1922-1923 . . .	47.613	27.081	56,8	5.814	5.339	91,8	644	293	45,4
1923-1924 . . .	48.266	27.442	56,8	6.080	5.651	92,9	635	268	42,2
1924-1925 . . .	50.114	28.860	57,5	5.676	5.305	93,4	621	286	46
1925-1926 . . .	47.944	27.901	58,2	5.991	5.608	93,6	561	243	43,3

Nota. — Tableau rédigé et calculé d'après les statistiques judiciaires.

Mais, en matière de délits, les détails sont encore plus significatifs et montrent l'exacte réalité derrière le mirage des proportions globales.

Voici un tableau sur les délits principaux (p. 333).

Quand on regarde le tableau (p. 330), sur la proportion globale des délits classés provisoirement, on croirait de prime abord à une amélioration dans la situation et on pourrait penser que la justice a su reprendre ses droits et atteindre ceux qui violent ses prescriptions. Mais si l'on dissèque chacun de ces nombres, l'illusion s'effondre d'elle-même.

Cette diminution apparente provient, soit de la création par la loi d'une multitude de simples délits, soit d'infractions nées de l'imprudence ou de la négligence qui ne dénotent pas un esprit criminel chez leurs auteurs, et où la preuve se fait d'elle-même ; en d'autres termes d'infractions où l'auteur est d'habitude pris en flagrant délit. Tels sont, par exemple, les coups et blessures par imprudence, la résistance aux fonctionnaires publics, le vagabondage, la détention de matières stupéfiantes, et autres délits sanctionnés par des lois particulières tels que le port d'armes (1), l'enlèvement des tiges de coton après la date fixée, les infractions à la loi sur la peste bovine (2).

Ces délits alourdissent les statistiques et, par leur grand nombre, amoindrissent la proportion globale de l'ensemble des délits classés.

Or, les délits réels, qui constituent un véritable attentat, au sens réel du mot, et qui indiquent l'esprit criminel

(1) Loi n° 8 de 1917, sur la détention et le port d'armes.

(2) Décret promulgué en juillet 1903.

chez l'auteur, sont les premiers à éviter les coups de la loi. Ainsi, un voleur simple, au cours de ces dix dernières années, avait, sans compter la chance d'acquiescement dont nous parlerons plus tard, une chance moyenne de près de 60 % de voir son délit classé provisoirement, ce qui signifie en pratique définitivement. Quant au destructeur de récoltes, il était encore plus heureux puisque, en dehors de l'année 1916-1917, il avait au minimum une chance de 90 % de s'en tirer ! L'empoisonnement, autre forme de vengeance, avait une moyenne de 45 %, ce qui était toujours beaucoup plus élevé que la proportion globale des délits classés.

Mais, hâtons-nous de dire que cette fâcheuse proportion des crimes et délits classés provisoirement n'est pas entièrement due à la non-collaboration du public avec le pouvoir instructeur. Une large part de responsabilité retombe sur l'organisation de ce pouvoir, question que nous réservons à plus tard. Puis, dans certaines infractions, telles que l'incendie, la difficulté de preuve se rattache beaucoup aussi à la nature de l'infraction elle-même. Seulement, quand nous jetons un regard sur la répartition géographique de ces classements, la vérité s'étale devant nous.

Voici un tableau de la répartition de ce classement par région (p. 336).

D'une façon générale, nous remarquons que ce sont les provinces (les moudiries) qui tiennent la tête dans cette carence de la justice. Le fait est plus évident dans les crimes, où, par exemple, le Garbieh marque 73,5, Dakahlieh 80,3, Guirgeh 58, tandis que les gouverno-

rats (types des villes), Le Caire, Alexandrie, Port-Saïd, Suez et Damiette ne marquent respectivement que 40,8, 46,6, 46, 23,5 et 30. La cause en est facile à imaginer. Dans les villes, la peur des représailles n'existe

Localités	Crimes			Délits		
	1925-1926			1925-1926		
	Total	Classés	Pourcentage	Total	Classés	Pourcentage
Caire	433	177	40,8	32.471	8.099	24,9
Alexandrie	266	124	46,6	14.600	3.381	23,1
Galioubieh	388	276	68,8	5.483	1.994	36,3
Béhéra	389	268	68,8	8.866	1.947	22
Garbieh	971	713	73,5	16.135	4.374	27
Menoufieh	728	534	73,3	8.585	2.475	27,6
Charkieh	471	341	74,3	9.047	3.176	
Dakahlieh	467	375	80,3	8.325	2.421	25,1
Gouvern. de Port-Saïd	89	41	46	4.643	1.338	28
Gouvern. de Suez	21	5	23,5	1.116	264	22,6
Gouvern. de Damiette	9	3	30	728	108	14,8
Guizeh	305	199	69,2	4.783	1.557	32,7
Beni-Suef	234	108	42,3	5.093	1.266	22,5
Fayoum	291	152	52,2	5.747	1.854	32,4
Minieh	387	222	57,3	7.706	2.216	28,7
Assiout	630	298	47,3	9.403	2.199	33,3
Guirgeh	386	224	58	5.754	1.499	26
Kenéh	256	130	50,7	5.506	1.687	30,6
Assouan	64	34	53,3	1.340	429	30

pas et n'intimide pas les témoins, la vengeance personnelle n'existe que dans les campagnes. Les parents de la victime et la victime elle-même seront les premiers à avertir les pouvoirs publics et à seconder leurs efforts. Dans les campagnes, la timidité des témoins, les préjugés

de vengeance de la part de la victime et de sa famille, surtout en Haute-Égypte, seront de sérieux obstacles pour l'établissement de la preuve et parviendront souvent à arrêter toute dénonciation.

Dans les délits, la remarque est encore exacte, mais dans un moindre degré. La proportion des délits classés provisoirement dans les villes n'est pas très au-dessous de ceux non suivis dans les provinces. La cause en est dans ce fait qu'une grande partie de ces délits est commise dans les villes par des professionnels plus habiles et qui s'évadent dans les dédales des villes. Il y a là une sorte de compensation à la complaisance du public rural.

Dans les campagnes, les gens se connaissent, et on peut affirmer (ceci est l'avis de tous ceux qui sont au courant des mœurs locales) que la plupart des attentats commis dans un village, soit contre les personnes, soit contre leurs propriétés, sont connus dans leurs détails par plusieurs habitants qui, s'ils entendaient mieux leur rôle collectif, assureraient toujours la condamnation des coupables.

Cette non-collaboration du public rend les malfaiteurs plus audacieux et l'intimidation des sanctions répressives devient illusoire. Le mal est d'autant plus grand que la proportion des acquittements est souvent très élevée, ce qui augmente l'arrogance des criminels.

Voici un tableau de la proportion des acquittements, relativement au nombre des crimes jugés.

Années	Affaires jugées	Acquittements	Pourcentage
1917-1918	1.578	270	17
1918-1919	1.857	302	16
1919-1920	2.191	406	18
1920-1921	2.023	404	20
1921-1922	1.917	428	22
1922-1923	1.516	350	23
1923-1924	1.365	322	23
1924-1925	1.370	271	20
1925-1926	1.690	238	14

L'étude des différentes catégories de crimes jugés par les cours d'assises montre que la proportion est encore plus élevée dans les crimes les plus redoutables.

Voici un tableau rédigé d'après les statistiques des travaux des cours d'assises (p. 338).

Ainsi, dans le crime de vol, par exemple, sur la moyenne de près de 45 % des crimes (vols) jugés par les cours d'assises, il y a encore une chance d'impunité de près de 25 %, et qui est arrivée jusqu'à 39 % en 1923.

Ajoutons, à cette grande chance d'échapper à la peine, le peu de flétrissure qu'une inculpation ou une condamnation occasionne à celui qu'elle frappe, notamment pour les crimes de vengeance, et l'on verra combien est paralysé l'effet d'intimidation voulu par la loi.

Nous retrouverons ce point un peu plus tard, quand nous traiterons des effets de la répression.

Tableau de la proportion des acquittements au nombre des affaires jugées
par les cours d'assises (1).

Années	Homicides et tentatives d'homicide			Vols et tentatives de vols			Police des chemins de fer			Incendies volontaires		
	Total	Acquittements	Pourcentage	Total	Acquittements	Pourcentage	Total	Acquittements	Pourcentage	Total	Acquittements	Pourcentage
1917-1918	516	403	20	287	69	24	0	0	0	53	45	28
1918-1919	578	411	19	486	84	17	3	3	100	78	29	37
1919-1920	606	160	26	546	117	21	4	4	100	84	27	32
1920-1921	624	158	25	373	109	29	4	0	0	110	41	37
1921-1922	633	151	23	418	136	32	2	0	0	100	44	44
1922-1923	417	418	28	301	93	39	2	4	50	88	31	35
1923-1924	398	406	26	245	68	31	3	4	33	80	37	46
1924-1925	368	89	24	482	54	29	3	4	33	64	25	39
1925-1926	414	82	20	223	46	20	5	1	20	81	20	24

(1) Rédigé d'après les statistiques des travaux des cours d'assises.

CHAPITRE V

CAUSES D'ORDRE RÉPRESSIF

Peut-on établir qu'il y a en Égypte une connexité entre l'augmentation de la criminalité et les modes de répression qu'on lui applique ? Il est évident que la responsabilité des institutions répressives ne pourrait s'exercer, en tout état de cause, que d'une façon indirecte, puisque sa raison d'être même est de combattre le crime. Par conséquent, sa contribution à la production criminelle ne pourrait venir que de son incapacité à la combattre et de la complaisance détournée à encourager les esprits criminels.

Nous touchons ici plutôt aux remèdes qu'aux causes de la criminalité qui font le véritable sujet de notre étude. Or il y a, dans notre organisation pénale, certaines lacunes qui exigent une prompte réforme et auxquelles certains auteurs, ceux qui ne regardent que les apparences des choses, ont attribué tout le mal. Il nous paraît donc indispensable dans notre travail, qui a pour objet l'auscultation et le diagnostic de la criminalité en Égypte, de ne pas négliger ce symptôme, s'il y a lieu, de débrider complètement l'abcès. De même qu'en médecine, le régime prescrit peut être toxique en lui-même, ou du

moins très favorable au développement du microbe, de même dans la genèse du crime, les mesures appliquées peuvent être un encouragement si elles assurent l'impunité au criminel.

Toute législation criminelle, soit dans le fond, soit dans la forme, se donne ce but pratique d'arrêter le criminel et de lui appliquer une peine adéquate. Il est vrai que la perfection intégrale n'existe nulle part, et qu'on peut adresser bien des critiques à notre système pénitentiaire ou à nos Codes pénal ou d'instruction criminelle. Que par toutes ces lacunes ils aient oublié un certain aspect du mal et l'aient ainsi encouragé, la chose est bien possible. Mais il y a des imperfections si graves qui laissent les autres dans l'ombre, et c'est pourquoi nous bornerons nos critiques à deux points dans lesquels certains auteurs voient l'origine de tous les maux et qu'ils accusent de la progression de la criminalité. Ces deux points sont l'organisation de la police judiciaire et la non-efficacité des peines actuelles. Or, si nous reconnaissons volontiers l'insuffisance manifeste de la première, nous estimons que les secondes n'ont pas la part de responsabilité qu'on leur impute.

A. — LA POLICE JUDICIAIRE

La police auprès de la loi est, comme le dit M. Garraud, l'œil et le bras de la puissance publique. Sans une police perfectionnée et habile, les dispositions criminelles les plus parfaites sont illusoire et par le fait, la lutte engagée contre le crime n'existe que sur le papier.

En Égypte, c'est une vérité criante, que la police en général, et la police judiciaire en particulier, soit dans son fonctionnement, soit dans son recrutement, réclament une réforme radicale. Lors de la discussion du budget de 1927-1928 à la Chambre des députés et au Sénat, les deux Comités de finances ont attiré l'attention du Gouvernement sur cette grave question, ce qui a amené le secrétaire du Ministère de l'Intérieur à faire la déclaration suivante : L'organisation de la police, a-t-il dit, est un des premiers facteurs dont dépend la sécurité publique. Notre organisation actuelle est une vieille institution qui ne cadre pas avec le degré d'évolution auquel le pays est arrivé. Il faut donc détruire cette organisation et en élever à sa place une autre qui réponde à nos besoins (1).

La police en général.

Comme tous les rouages administratifs, la police en Égypte est totalement centralisée. Nous n'avons ni une police militaire comme la gendarmerie en France, ni une police locale (municipale). Toute la police dépend directement et d'une façon hiérarchique du Ministère de l'Intérieur. De plus, les fonctions de la police administrative et de la police judiciaire sont réunies dans les mêmes personnes (2).

(1) V. séance du 6 juin 1927, *Journal officiel* du 23 juin 1927.

(2) Voici une esquisse rapide de l'organisation administrative du pays au point de vue de la police (la sécurité publique). Le pays

La police judiciaire.

La police judiciaire, auxiliaire indispensable de l'instruction, a offert et offre encore des imperfections dont souffre la sécurité publique. Nous verrons d'abord quels sont les officiers de la police judiciaire, puis comment et dans quelle mesure cette organisation a été un encouragement à la criminalité. Quels sont les officiers de la police judiciaire ?

L'article 4 du Code d'instruction criminelle énumère :

a) *D'abord*, les officiers de la police judiciaire qui, dans le ressort où ils exercent leurs fonctions, ont des pouvoirs généraux pour les trois classes d'infractions :

est divisé en 5 gouvernorats et 14 moudirieh, chacun d'eux est administré par un gouverneur ou un moudir. Chaque moudirieh est divisé en un certain nombre de markaz (arrondissement). Le chef-lieu de chaque moudirieh s'appelle Bandar et forme un ou plusieurs arrondissements à part.

Les services de police se rattachent à l'administration de la « sécurité publique », qui fait partie du Ministère de l'Intérieur. Dans les moudirieh, le moudir en est responsable. Il exerce ses fonctions par ses représentants, les māmours dans les markaz. Le māmour est à la tête d'un corps de subalternes, un moāwen, qui est le commandant de la force de la police (il y a dans chaque moudirieh, au chef-lieu, un commandant chef que le moāwen représente dans le markaz), un ou deux officiers de police, un certain nombre de moāwens de moudirieh, et enfin la force d'agents de police. Souvent le markaz est sectionné en plusieurs sous-divisions, dont chacune s'appelle noktah, où s'établit un officier ou sous-officier avec un certain nombre d'agents de police sous ses ordres. Chaque markaz comprend un nombre variable de localités, villes ou villages. La police dans le village est assurée par l'omdeh, ses adjoints et le corps des ghaffirs.

crimes, délits ou contravention. Ce sont : 1° les membres du Parquet qui ont la direction de la police judiciaire ; 2° les sous-gouverneurs et les sous-moudirs ; 3° les commandants de police des moudiriehs et gouvernorats et leurs wekils ; 4° les chefs du bureau de zapt ; 5° les māmours des markaz et des kisms ; 6° les mōawins et moulahiz de police ; 7° les chefs et les sous-chefs de gare des chemins de fer égyptiens ; 8° les omdehs et, en cas d'absence, les cheiks ; 9° les cheiks des ghaffirs.

b) *En second lieu*, l'article 4 mentionne certains officiers de police judiciaire dont la compétence est spéciale ; soit à certaines localités déterminées [par exemple l'officier des gardes-côtes du poste de Mersa Matrouh (décret du 13 mars 1899)], soit aux infractions relatives aux services dont ils sont chargés [par exemple les inspecteurs des antiquités (décret du 12 mars 1900) ; les inspecteurs des machines à vapeur (décret du 13 avril 1910)].

Le premier groupe est le plus important, le second se limite en effet à certaines contraventions. On peut ramener les membres de ce premier groupe à trois classes dont l'étude détaillée au point de vue du recrutement et du fonctionnement nous montrera les lacunes fâcheuses qui réclament une réforme immédiate. Nous n'avons rien à dire des membres du Parquet, chefs, du moins par la loi, de la police judiciaire, qui remplissent en même temps les deux fonctions d'instruction (1) et d'accusa-

(1) Pourtant, d'après l'article 57 du Code d'instruction criminelle, l'instruction préparatoire peut exceptionnellement être confiée à un juge d'instruction pour certaines infractions importantes déterminées par la loi, c'est-à-dire pour les crimes et pour les délits de

tion. On ne pourrait que rendre hommage au dévouement et au zèle de ce corps d'élite qui constitue, au point de vue du recrutement comme du fonctionnement, un des meilleurs rouages du gouvernement en Égypte. Malheureusement, leurs efforts admirables sont souvent paralysés par les défauts de l'organisation de leurs auxiliaires, c'est-à-dire des membres de la police judiciaire.

Cette remarque faite, voici les différentes classes de la police judiciaire...

1° D'abord les omdehs et les cheiks ghaffirs, et, avec ces derniers, les corps des ghaffirs sous leur direction.

L'omdeh.

Chaque ville ou village, dans la circonscription du markaz, est administrée par un omdeh qui est assisté dans sa tâche par un ou plusieurs cheiks-béled (ad-joints) (1).

L'omdeh, suivant l'article 3 du décret du 16 mars 1895, sera le seul chef du village et responsable de sa gestion (2).

faux, de banqueroute, d'escroquerie et d'abus de confiance. Mais le juge d'instruction ne peut être saisi que sur la demande du Parquet lui-même.

(1) L'omdeh et les cheiks sont choisis par une commission provinciale instituée auprès du moudir parmi les notables de la ville. Les candidats doivent remplir certaines conditions d'âge, de moralité, de propriété, etc. (Voir art. 1^{er} et 2 du décret du 16 mars 1895 sur la nomination des omdehs, des cheiks, leurs fonctions, leurs privilèges et leur responsabilité).

(2) Par contre, il aurait l'avantage d'être dégrevé d'impôt, jus-

« En sa qualité d'officier de police judiciaire, il est chargé de toutes les questions concernant la sécurité publique. Il veillera à la stricte observation, dans les limites de son village, des lois et règlements en vigueur... » (art. 4 du décret cité).

Voilà son rôle tracé en termes très larges. La sécurité publique forme pour l'omdeh la charge par excellence. Il doit donc mettre l'administration de laquelle il dépend (le markaz) au courant de toutes les violations de la loi qui se commettent dans son ressort, et, ceci est plus important, l'aider soit en arrêtant et en livrant le véritable criminel, soit par ses recherches en apportant les renseignements qui permettront de le découvrir. L'omdeh, surtout dans les villages, est le mieux placé pour découvrir un délinquant qui se cache. Les crimes atroces dans les campagnes sont, comme nous l'avons déjà étudié, inspirés avant tout par la vengeance, et d'habitude la victime et l'auteur du crime habitent le même village. L'étranger qui vient commettre un crime ou un délit de vengeance dans un village y a toujours des complices. Ainsi l'omdeh, principalement pour les crimes de vengeance, devrait être le premier à faciliter la tâche de l'instruction.

Malheureusement, la pratique démontre le contraire, et l'ignorance vient encore une fois compliquer la situation.

On peut dire que la besogne de l'omdeh se réduit en

qu'à concurrence de 5 feddans sis dans le même village et d'obtenir pour lui et ses enfants des exemptions de service militaire (art. 5).

pratique à signaler les crimes et délits au markaz. Quant à son rôle d'information ou de recherche, il est devenu presque nul. Soit par complaisance, quand le criminel est un de ses subordonnés ou de ses parents, soit par peur ; quand le criminel est un bandit redoutable ou d'une famille puissante dans la région, l'omdeh se tait et simule une ignorance complète. Il croit que son devoir principal se borne à signaler le crime. Quant à rechercher le criminel et recueillir les preuves qui fixent sa culpabilité, ce sera la tâche des officiers de la police et du Parquet. Son intervention est, par conséquent, très timide et ne dépasse guère en valeur celle de tout autre particulier du village. Mais comme il est installé dans la même localité depuis sa naissance, qu'il connaît parfaitement les relations de ses administrés et les mouvements des personnes suspectes et surveillées, il pourrait, s'il avait plus de conscience de sa tâche, être un guide appréciable pour les recherches postérieures. Malheureusement, comme nous venons de le dire, quand la personne soupçonnée jouit d'une certaine fortune ou d'une certaine influence, il est à peu près certain que l'omdeh ne la dénoncera pas et ne déposera pas contre elle. Le comble, c'est que quelques omdehs, et ils ne sont pas très rares, poussent l'audace jusqu'à dérouter l'instruction et dissimuler les preuves qu'on pourrait découvrir.

Dans un village, un bon omdeh consciencieux, est toujours la meilleure sauvegarde contre les crimes. Il s'efforcera de régler à l'amiable les différends entre les familles et, par son prestige et sa volonté, il tiendra les malfaiteurs en échec. Ils ne sont pas rares, les bons

omdehs, mais l'idéal serait d'en trouver de bons partout.

Le problème du bon omdeh est, en effet, comme le dit à juste titre El Keissy Pacha, le problème des problèmes. Sa solution immédiate n'est pas facile. L'ignorance est la cause de tout le mal, mais, en attendant que les gens soient plus instruits, il faut découvrir une solution. A notre avis, pour l'instant, il ne faut pas compter beaucoup sur l'aide de cette catégorie dans les recherches criminelles ; mieux vaut-il recourir à d'autres mesures pour la répression des crimes, comme nous le verrons dans la conclusion.

*Le cheik des ghaffirs et le corps des ghaffirs
qui est sous ses ordres.*

C'est une organisation originale qui, croyons-nous, n'existe nulle part, et paraît particulière à l'Égypte (1).

Dans chaque ville ou village existe un corps de gardiens locaux (ghaffirs) avec un cheik ghaffir à sa tête et tous se trouvent sous la présidence de l'omdeh.

Le premier rôle des ghaffirs est d'assurer la sécurité dans les villages, et principalement pendant la nuit. Le décret du 10 novembre 1884 prescrit en détail les devoirs qu'il exige des ghaffirs (articles 28 à 40). La ville ou le village sont divisés en plusieurs circonscriptions (daraks) selon le nombre des ghaffirs disponibles. Chaque ghaffir

(1) Voir CHAMBERRET, *Enquête sur le fellah*, p. 44.

doit veiller la nuit sur la sécurité des habitants dans son darak (1).

Des nombreuses tournées et des patrouilles du moudirieh, du markaz et du village, sont faites chaque nuit pour contrôler la surveillance des ghaffirs. Le village, en dehors des rondes locales, est souvent visité deux ou trois fois la nuit par des tournées d'officiers de police (2). En effet, le rôle des ghaffirs est capital et de leur dévouement dépend la sécurité de la localité (3). De plus, chaque nuit des patrouilles ont lieu dans les champs.

Avec ce grand nombre de ghaffirs et cette surveillance de patrouilles qui s'exerce partout, il semble bien que les villages sont bien garantis la nuit, moment propice aux attentats, et par conséquent, qu'il existe peu de chances pour un malfaiteur de se livrer, par exemple, à un vol, à un attentat sur la route, ou à une destruction de récoltes. Du moins, il semble que, selon toute probabilité, l'agresseur devrait être pris en flagrant délit.

Mais, en pratique, les choses se passent autrement, et les illusions nées de cette organisation, parfaite sur le

(1) Les sommes nécessaires aux appointements des ghaffirs sont à la charge des habitants du village. Elles sont fixées par l'administration et réparties entre les maisons (voir art. 44 du décret indiqué).

(2) Un certain nombre de ghaffirs font aussi du service à l'extérieur des villes, c'est-à-dire en dehors des habitations agglomérées. Leurs circonscriptions sont fixées en tenant compte de certains points essentiels tels que l'entrée des routes conduisant au village, les endroits dangereux et les embarcadères.

(3) Voir à cet égard le *Rapport d'El Keissy Pacha pour 1927*, p. 35.

papier, sont vite dissipées. Les bon ghaffirs qui s'acquittent consciencieusement de leur lourde tâche sont très rares. Le ghaffir dans la circonscription duquel un crime s'est produit, aurait toujours pour défense : « J'étais (au moment du crime commis) à l'autre bout de mon darak ».

D'où vient le mal ? Du mauvais recrutement de ces agents.

Le ghaffir actuel n'est pas un homme de devoir ; il n'exécute pas sa consigne, soit par faiblesse, soit par connivence avec des malfaiteurs. Aujourd'hui, un ghaffir est payé 150 piastres (189 fr.) par mois. Ce salaire est trop médiocre pour assurer un recrutement satisfaisant, d'autant plus que cette somme est souvent réduite par des amendes administratives ; de plus le ghaffir est exposé à des punitions sévères qui comportent la prison et la bastonnade.

Aussi, les gens honnêtes et sérieux s'abstiennent d'accepter cette fonction, et le recrutement se fait, en général, ou bien parmi des individus faibles, incapables de trouver ailleurs une autre occupation, ou bien parmi des gens douteux qui n'ont d'autre but que de perpétrer leurs actions blâmables, sous la protection de cette fonction publique. Le résultat naturel d'une telle situation est que les criminels peuvent presque toujours effectuer leurs coups sans grand risque. On a remarqué, malheureusement, dit El Keissy Pacha, que la majorité des ghaffirs se compose de malfaiteurs, parfois même de véritables criminels qui ont attenté gravement à la sécurité publique par des meurtres, des tentatives d'homicide, des vols avec violence. Les ghaffirs comptent ainsi parmi les fac-

teurs les plus redoutables de l'augmentation de la criminalité si croissante depuis de nombreuses années (1).

Voici des chiffres qui nous démontreront le danger de cette situation, et comment ces gardiens, chargés par la loi de réprimer les crimes, se transforment eux-mêmes en redoutables criminels.

En 1927, dans le moudirieh de Kalioubieh, par exemple, sur un effectif de 3.512 ghaffirs, 110 étaient accusés d'homicide, tentatives d'homicide, vols avec violence, infractions à la police des chemins de fer, vols simples et possession des matières stupéfiantes.

Voici les détails de ces crimes et délits (2).

Infractions	Nombre de ghaffirs accusés
Homicides	8
Tentatives d'homicides.....	4
Vol avec violence.....	2
Chemin de fer.....	1
Destruction des récoltes.....	1
Autres crimes.....	1
Délits de vol et de tentatives de vol..	20
Matières stupéfiantes.....	3
Autres délits.....	70
	110

De plus, 58 furent traduits devant des Conseils administratifs pour négligence ou pour avoir hébergé des criminels et 109 renvoyés pour mauvaise conduite.

Ainsi, ces gardiens de la sécurité publique, en plus de

(1-2) Voir M. EL KEISSY, *op. cit.*, p. 36.

leur complaisance ou de leur poltronnerie, contribuent directement aux agressions criminelles. Que peuvent craindre les malfaiteurs, de pareils policiers ? Timoré, quand il n'est pas complice, le ghaffir fermera les yeux ou par crainte de représailles ou par appât d'une récompense, et les crimes resteront impunis. Il n'est donc pas étonnant de voir quelques auteurs attribuer les progrès des crimes dans les campagnes uniquement à cette déplorable situation des ghaffirs.

Une réforme de ce corps est indispensable et son épuration serait une aide appréciable dans la lutte contre le crime. Différents projets ont été proposés, mais leur discussion dépasserait le cadre de cette étude. Seulement, à cet égard, il faut tenir compte d'un point important, c'est que les statistiques du Ministère de l'Intérieur nous montrent que la plupart des crimes graves sont commis en dehors des villes.

Voici un tableau indicatif à ce sujet (p. 352) (1).

Ces chiffres prouvent que la sécurité en dehors des habitations doivent attirer l'attention. La plupart des homicides, des vols avec violence ou des incendies volontaires ont été commis hors des agglomérations.

*Les officiers de la police et le corps d'agents
placés sous leurs ordres.*

C'est l'élément le plus important de la police judiciaire duquel dépend la tâche de réunir les renseignements

(1) Voir M. EL KEISSY, *op. cit.*, p. 37.

Crimes	1926				1927			
	dans les villes ou villages mêmes	en dehors	total	nombre de crimes commis en dehors des habitations en proportions au nombre total 0/0	dans les villes ou villages mêmes	en dehors	total	nombre de crimes commis en dehors des habitations en proportions au nombre total 0/0
Homicides et tentatives d'homicide. . .	770	1.200	1.970	60,9	1.062	1.317	2.379	55,3
Vols et tentatives de vol	222	489	711	68,7	308	539	847	63,3
Incendies volontaires	887	1.246	2.133	58,4	845	1.593	2.438	65,3
Empoisonnements de bestiaux. . . .	57	28	85	32,9	87	29	116	25
Enlèvements . . .	27	5	32	45,6	32	6	38	45,7
Autres crimes . .	1.707	424	2.131	49,8	1.372	760	2.132	35,6
Total	3.670	3.392	7.062	48	3.706	4.244	7.950	53,3

nécessaires à l'instruction et de rassembler les preuves contre les coupables, tâche rendue certainement plus lourde par la complaisance des ghaffirs et des omdehs et l'insouciance du public dans les campagnes.

Voici les devoirs principaux de la police judiciaire tels que les prescrivent les articles 9 et 10 du Code d'instruction criminelle (ces dispositions sont générales à tous les membres de la police judiciaire, mais, en pratique, ce sont principalement ces officiers qui les exercent).

« Tous officiers de police judiciaire, dit l'article 9, recevront les dénonciations des crimes, délits et contraventions qui leur seront faites dans la circonscription où ils exercent leurs fonctions, et seront tenus de les transmettre immédiatement au parquet du tribunal compétent pour le jugement.

Ils devront, ajoute l'article 10, ainsi que les agents qui sont sous leurs ordres, recueillir tous les renseignements et faire toutes les constatations nécessaires pour faciliter l'instruction des faits qui leur seront ainsi dénoncés, ou qui parviendraient de toute autre manière à leur connaissance, et prendre toutes mesures conservatoires pour assurer la preuve des faits incriminés, de tout quoi ils dresseront procès-verbal qui sera, avec les pièces à conviction, transmis au Parquet. »

Ainsi, leur rôle consiste à recevoir les dénonciations et à en avertir le Parquet, à constater l'existence des infractions, rassembler les renseignements probants et les présenter à l'instruction.

En un mot, ils ont un double rôle de constatation et de recherches.

S'acquittent-ils de ce double devoir comme on pourrait s'y attendre ? Pour les campagnes surtout, la réponse est négative. Leur travail est devenu mécanique et n'a d'autre but que de sauvegarder les apparences et d'échapper à la responsabilité administrative (1). La responsabilité de cet état de chose incombe au recrutement et au fonctionnement de ce corps de police.

Le recrutement.

Les officiers de la police sont généralement des anciens élèves d'une école spéciale semi-militaire, l'école de la police, instituée en 1896. Jusqu'à une date récente, cette école ne formait que de jeunes officiers peu instruits provenant, pour la plupart des élèves peu travailleurs des écoles secondaires et souvent aussi des candidats titulaires uniquement du brevet simple. Pendant deux ans qu'ils passaient à l'école, ils recevaient surtout une instruction militaire. Quant à l'enseignement technique concernant les recherches criminelles, il était très sommaire. Et c'est avec ce bagage tout à fait insuffisant qu'on les lançait dans une carrière particulièrement délicate, qui, entraînant de lourdes responsabilités, exigerait des connaissances sérieuses, une formation complète tant au point de vue professionnel qu'au point de vue moral.

En 1925, on a apporté une réforme sérieuse à l'organisation et aux programmes de l'école en la mettant sur

(1) Voir M. EL KEISSY, *Rapport pour l'année 1927*, pp. 38-39.

le même plan que les écoles supérieures. Nous espérons que cette réforme donnera de bons résultats.

D'autres officiers sont pris parmi les anciens officiers ou soldats de l'armée qui ont fait un stage de 6 mois à l'école de police. A leur égard nous ne saurions mieux faire que d'emprunter à M. J. Drioux ce qu'il a écrit des officiers de gendarmerie en France dans son remarquable mémoire sur la réorganisation de la police française dans les campagnes. « Ceux qui sortent de l'armée, dit-il, apportent et conservent, sans aucun doute, toutes les qualités d'honneur, de droiture morale et de discipline, qui sont celles d'un officier. Ils sont imbus du respect des règlements et dans la disposition et les faire appliquer de leur mieux.

...Ils continuent à commander des soldats. Ils demeurent, eux-mêmes, des officiers, sans plus, et ne tiennent pas à ajouter à ce titre celui qu'ils reçoivent du Code d'instruction criminelle » (1).

Un autre élément est constitué par les moâwens des moudiriehs. Ceux-ci, jusqu'en 1923, entraient dans la carrière sans aucune préparation particulière, leur travail principal n'étant pas celui de la police judiciaire. Ce sont souvent des anciens greffiers ou de simples employés des bureaux d'administration. Depuis 1923, on exige la licence en droit pour la nomination à cette fonction. C'est une première réforme heureuse pour l'amélioration du recrutement.

Enfin, les agents de la police, auxiliaires de la police

(1) *Revue pénitentiaire*, année 1908, p. 364.

judiciaire, sont pris parmi les anciens soldats de l'armée. Leur caractère et leur éducation ne concordent pas avec la tâche qui devrait être la leur ; il suffit, pour s'en rendre compte, de signaler que chez eux les illettrés sont dans la proportion de 75 % (10.312 sur 13.623) (1).

Le fonctionnement.

L'organisation de la police judiciaire n'est pas de nature à rendre les efforts fructueux.

D'abord, tous ces officiers sont surchargés de travail. Les villes s'étendent, de nouvelles besognes naissent avec le progrès social et tout cela nécessite une nouvelle surveillance qui accroît les devoirs de la police, et pourtant leur nombre n'a pas augmenté, il s'en faut, comme l'intérêt public l'aurait exigé. Ainsi les moawins et mouhliz (officiers) étaient 379 en 1927 contre 212 en 1907, soit une augmentation de 53,9 %, tandis que le nombre des magistrats, par exemple, est passé de 127 en 1907 à 257 en 1927 (102,3 %). De plus ces officiers cumulent les fonctions de la police administrative avec celles de la police judiciaire pêle-mêle et sans spécialisation.

Les dernières années les ont chargés d'autres besognes d'intérêt politique, qui leur prenaient beaucoup de temps et leur faisaient souvent oublier leur tâche principale. Ceux qui emploient la police pour servir les intérêts des partis et harceler leurs adversaires, devraient savoir qu'ils

(1) *Rapport d'El Keissy Pacha pour 1927*, p. 28. Voir ses belles observations sur l'état général de ces agents.

commettent une erreur et une sottise très grave au détriment de la sécurité publique. Certes, le gouvernement a le droit d'être renseigné sur les effets de sa politique afin de parer aux attaques mal intentionnées des opposants ; mais il ne faut pas que cela se passe au détriment de la sécurité publique. Qu'il crée une brigade spéciale pour les renseignements et les délits politiques, s'il le veut, mais qu'il ne détourne pas la police judiciaire de droit commun de sa tâche primordiale qui est de lutter contre les criminels de droit commun.

Ainsi, en surchargeant les attributions de la police de travaux pour lesquels elle n'est pas faite, on diminue et parfois même on annihile l'efficacité de son action en vue de la découverte des criminels. La police en est alors réduite à constater ou même à enregistrer les infractions qui se commettent, tout en se reconnaissant impuissante à réunir les preuves qui ne s'offrent pas d'elles-mêmes.

Voici comment les choses se passent en pratique.

Un assassinat est commis, par exemple, dans un village. L'omdeh, averti, se rend au lieu du crime, voit la victime et demande si l'on connaît l'assassin. La réponse dépend de la situation de la victime, de celle de l'accusé et de la sympathie que porte l'omdeh à l'un ou à l'autre. Supposons, pour l'instant, que personne n'ait vu l'assassin. Puis l'omdeh téléphone au markaz le récit du crime (ou au noktah qui, à son tour, téléphone au markaz). Le māmour du markaz (chef de l'arrondissement) avertit le Parquet et, une heure ou deux après, il se rend au village avec le substitut du Parquet, le médecin et un officier de police accompagné de quelques agents de

police. Le substitut du Parquet arrivé, fait les constats nécessaires et ouvre l'instruction. L'omdeh n'a aucun renseignement à donner et personne n'a rien vu, et pourtant, l'assassinat s'est produit dans la rue ! Dans ces circonstances, il est évident que tout dépend de l'effort de la police judiciaire, du mâtmour, de l'officier qui l'accompagne et de leurs auxiliaires, il faut chercher les témoins qui ont assisté au drame, recueillir les indices utiles, interroger et fouiller les personnes suspectes, etc... Le substitut du Parquet chargé de l'instruction ne peut tout faire. Ce mode d'instruction inquisitorial réduit donc son rôle principal à juger les preuves que la police ou les autres fournissent. Par l'ordre du substitut du Parquet, les officiers de la police présents font quelques investigations, qu'ils font hâtives pour sauvegarder leur responsabilité administrative. Après avoir questionné tous les témoins que les premières investigations lui ont fourni et examiné tous les indices recueillis, le substitut du Parquet clôture provisoirement son instruction et attend de nouveaux renseignements qu'il charge le markaz de réunir. Cette phase terminée, alors que l'instruction devrait se continuer avec activité, tout est pour ainsi dire fini et il n'y a plus de chance de découvrir le criminel, à moins que les parents de la victime ne s'en chargent eux-mêmes. Les officiers de la police n'auront pas le temps de le rechercher. D'autres crimes se produiront dans d'autres localités et d'autres besognes de police ou d'administration absorberont leur loisir. Donc, par la force des choses, le markaz, quelque temps après, envoie au Parquet une note l'informant que les recherches n'ont

pas abouti ; sur quoi le Parquet classe l'affaire provisoirement, et provisoirement signifie définitivement, car les mêmes causes, étant toujours les mêmes, produisent les mêmes effets. Et c'est ainsi que les auteurs des plus graves attentats échappent à toute punition et sont encouragés à poursuivre leurs actes criminels. La preuve en est l'augmentation continuelle des crimes classés (V. pp. 330 et suiv.).

Cette situation regrettable n'a pas été sans attirer l'attention des esprits courageux. Pour combler ces lacunes, on a institué, en 1923, un corps d'officiers spéciaux, pour les recherches criminelles, qui se rapproche des brigades de la police mobile en France. Mais on n'avait prévu qu'un officier au chef-lieu de chaque moudirieh. C'était tout à fait insuffisant, étant donné l'étendue des moudiriehs (l'Égypte comprend 14 moudiriehs) et le nombre de crimes. La pratique a montré qu'ils rendront d'autant plus de services que leur circonscription sera moins étendue ; et par suite, en 1926, un officier spécial pour les recherches criminelles a été nommé à chaque markaz pour opérer sous la présidence du mâtmour du markaz. Mais, de nouveau, le problème du recrutement et la dispersion des efforts en dehors du rôle principal ont paralysé l'activité souhaitée. Plusieurs furent choisis parmi les anciens officiers de l'armée, et ceux-là sont, à notre avis, les moins aptes à ces recherches criminelles. D'autres jeunes officiers, pour se faire valoir, orientent leurs efforts sur les recherches les plus faciles ou dont la réussite est la plus probable. Ils bornent leur rôle principal aux affaires de matières stupéfiantes et traquent

les détenteurs et les marchands de ces drogues nocives, heureux de trouver souvent leurs noms à ce propos dans les journaux et fiers du chiffre numériquement élevé des affaires qu'ils présentent à leurs chefs à la fin du mois. Les matières stupéfiantes, sans doute, réclament une attention vigilante, mais leur sacrifice les recherches des crimes d'assassinat, d'incendie, etc., et les graves délits, de vols, d'empoisonnement, de destruction de récoltes, etc., c'est vraiment une politique maladroite.

Voici un tableau qui indique le nombre des crimes pour lesquels les officiers de la police en général et ceux des recherches en particulier, ont apporté pendant l'instruction quelque contribution (si minime soit-elle) relative à l'auteur présumé du crime ou aux preuves d'inculpation (1).

Résultat des affaires	Nombre d'affaires en 1924-1925		Nombre d'affaires en 1925-1926		Nombre d'affaires en 1926-1927	
	Police des recherches	Autres officiers	Police des recherches	Autres officiers	Police des recherches	Autres officiers
Condamnation . . .	17	25	128	12	33	12
Acquittement . . .	8	10	8	4	8	4
En instance devant les cours d'assises . .	0	0	3	4	69	8
Faisant l'objet de renvoi aux cours d'assises . . .	0	0	0	2	80	5
Total . . .	25	35	141	22	190	29

(1) Voir M. EL KEISSY, *op. cit.*, p. 13.

Mais cette contribution, si l'on peut l'appeler ainsi, est trop vague pour permettre d'apprécier le véritable effort de la police.

Voici un autre tableau (1) des affaires où la découverte des criminels est due presque entièrement à l'effort de la police. Ce sont les affaires déjà classées provisoirement et pour lesquelles les recherches de la police ont abouti à l'arrestation du véritable auteur du crime.

Ce tableau, de même que le précédent, fournit une preuve éloquente de la valeur des efforts de la police dans les recherches criminelles. Il suffit de comparer le nombre des affaires qu'ils ont éclaircies avec le nombre des crimes classés pendant les différentes années (Voir pp. 330 et suiv.).

La nouvelle réforme du personnel des recherches a été une réforme boiteuse. D'abord, à cause de son recrutement défectueux, comme nous l'avons vu. De plus, les auxiliaires de ces nouveaux officiers sont toujours des gens de mauvais aloi. Les mokhbirs (détectives qui sont employés à cette tâche) sont souvent des anciens criminels, des suspects qui ont un casier judiciaire très chargé et qu'on utilise sous prétexte qu'ils connaissent les agissements secrets des criminels, ou enfin des soldats qui, par leur maladresse, sont ridicules et incapables de se livrer à de véritables recherches occultes. Ajoutons que ce nouveau service de recherche a été rattaché au Ministère de l'Intérieur et que la police judiciaire, qui dépend entièrement de l'Administration, ne pourra jamais avoir

(1) Voir M. EL KEISSY, *op. cit.*, p. 13.

Résultat des affaires	Nombre d'affaires en 1921-1922		Nombre d'affaires en 1922-1923		Nombre d'affaires en 1923-1924		Nombre d'affaires en 1924-1925		Nombre d'affaires en 1925-1926		Nombre d'affaires en 1926-1927	
	Police des recherches	Autres officiers	Police des recherches	Autres officiers	Police des recherches	Autres officiers	Police des recherches	Autres officiers	Police des recherches	Autres officiers	Police des recherches	Autres officiers
Condamnation .	0	1	1	0	»	0	1	0	15	0	1	0
Acquittement .	0	1	0	2	1	0	0	0	3	0	0	0
Classement dé- finitif . . .	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
Faisant l'objet de renvoi aux cours d'assises	0	0	»	0	0	0	0	0	3	0	17	0
Total . .	0	2	1	2	1	0	1	0	24	0	18	0

pour mission exclusive de découvrir les auteurs des crimes et des délits, et de préparer ainsi tous les éléments de l'information judiciaire. Nous laissons la parole à M. Garçon, qui exprimait, dans des circonstances pareilles, son opinion sur les brigades de la police judiciaire en France : « Mais, dit-il, les choses ont leur logique, et cette logique, d'ordinaire, porte tôt ou tard ses conséquences. Le Ministère de l'Intérieur est un ministère politique, et rien n'est plus naturel que de voir tous ses organes tendre vers un but politique » (1).

Le mal est d'autant plus grave que la surveillance du Parquet judiciaire en général sur la police s'est affaiblie dans les dernières années et que les difficultés qui naissent de la lutte des deux pouvoirs ne font que compliquer la situation.

En effet, ces difficultés ne sont que les conséquences naturelles à cette organisation hybride à deux têtes. Suivant les articles 60 et 69 du Statut d'organisation des tribunaux indigènes, la direction de la police judiciaire appartient au Procureur général par lui-même ou par ses substituts. Il est naturel, en effet, qu'elle soit confiée au Parquet qui est chargé de l'exercice de l'action publique et qui possède à un degré plus élevé les connaissances juridiques et les qualités nécessaires à la poursuite et à l'instruction (2).

Mais la police judiciaire appartient avant tout à l'administration, c'est-à-dire au Ministre de l'Intérieur, et il

(1) *Revue pénitentiaire*, année 1908, p. 533.

(2) Voir GRANDMOULIN, *La procédure pénale égyptienne*, t. I, p. 117.

importe au māmour (chef de l'arrondissement) d'avoir sur son territoire le moins possible de crimes, afin de prouver ainsi l'efficacité de sa surveillance et dégager sa responsabilité devant ses chefs administratifs. Par conséquent, il sera tenté de qualifier de délits, et non de crimes, les infractions graves, ce qui lui permettra de sauver les apparences. En outre, il est le chef de l'arrondissement et il n'admettrait, sans doute, pas sans récrimination que le substitut du Parquet ait le dernier mot sur les mesures d'instruction à prendre en vue d'assurer l'inculpation des criminels. De tout cela, il ne peut naître que des frictions nuisibles à la marche des services, et, en fait, il ne cesse pas de s'en produire dans les rapports de la police et du Parquet. Une décision du Conseil des Ministres du 8 avril 1895 a dû intervenir pour préciser, autant que possible, la compétence de chaque partie, et une circulaire du Ministère de la Justice aux membres du Parquet a commenté cette décision. Une autre circulaire semblable a été envoyée par le Ministère de l'Intérieur aux moudirs et aux gouverneurs, et, une fois de plus, en 1908, une circulaire des 18 et 19 janvier 1908 est venue rappeler aux moudirs et au Parquet la nécessité d'une étroite collaboration.

Mais, si la réconciliation est facile en théorie, les choses vont autrement dans la pratique. Le mal et les différentes difficultés ont persisté, et ils existeront toujours, tant que règnera cette organisation illogique. La police judiciaire doit dépendre entièrement, au point de vue technique, du Parquet, ou tout au moins le service des recherches criminelles. En tous cas, la surveillance du

Parquet sur la police judiciaire doit être marquée par des sanctions effectives.

Conclusion. — L'organisation défectueuse de la police judiciaire a été une cause indirecte d'encouragement pour la criminalité, par suite de l'impunité des criminels, faute des recherches sérieuses. En présence du fait que le public ne s'empresse pas à collaborer avec la justice criminelle, nous avons besoin d'une bonne police judiciaire, sincère et habile, munie des derniers enseignements de la technique des recherches et exclusivement employée à poursuivre l'instruction des crimes de droit commun.

B. — INEFFICACITÉ DES PEINES EXISTANTES

Plusieurs auteurs qui professent, paraît-il, une confiance exagérée dans l'action de la peine sur le délinquant, ont reproché au système actuel l'insuffisance des peines et l'ont rendu responsable de l'augmentation de la criminalité. (I) Les uns déclarent se contenter des peines prescrites par le législateur, mais ils reprochent aux tribunaux, en général, et aux cours d'assises, en particulier, leur indulgence, qui supprime tout l'effet d'intimidation voulu pour le législateur. (II) Les autres découvrent des lacunes dans les dispositions régnautes de la législation pénale et recommandent l'introduction d'autres peines qu'ils qualifient toujours d'« énergiques ».

Voyons d'abord les peines qui existent sous la législation actuelle :

Les peines sont principalement énumérées dans le chapitre III du Code pénal indigène. Elles sont ou principales ou accessoires.

1° Les peines principales, en ce qui concerne les crimes et les délits sont, ou corporelles ou restrictives de la liberté, ou pécuniaires.

a) Les peines corporelles sont :

La mort (articles 3 et suiv. C. pén.), et la correction corporelle pour les jeunes délinquants (art. 61, alinéa 2 C. pén.).

b) Les peines restrictives de la liberté sont :

Les travaux forcés perpétuels ou à temps, l'envoi pour une durée indéterminée au Reformatory des Barrages pour les délinquants d'habitude (loi du 11 juillet 1908), la détention et l'emprisonnement. Il faut ajouter aussi la mise sous la surveillance de la police, édictée par la loi n° 24, 1923, pour les personnes suspectes.

Les peines pécuniaires consistent en une amende.

2° Les peines accessoires (ce terme comprend aussi les peines complémentaires) sont :

La privation des droits et facultés mentionnés dans l'art. 25 Code pénal, la révocation d'un emploi public, l'envoi sous la surveillance de la police et la confiscation.

Connaissant dans leurs grandes lignes l'échelle des peines en vigueur, nous pouvons maintenant nous demander quelle est la valeur des deux sortes de critiques que nous avons relevées plus haut.

(I) Les premières reprochent aux cours d'assises leur indulgence systématique ; trop d'acquittement, dit-on, et, en cas de condamnation, des peines (lesquelles sont pro-

noncées par les Cours) tout à fait insuffisantes. Le reproche a été fait par le Conseiller judiciaire à plusieurs reprises. Les membres du Parquet, de leur côté, ne sont pas actuellement sans s'en plaindre.

En fait, la critique repose sur des éléments exacts, mais elle est exagérée. La proportion des acquittements est élevée, mais, à qui la faute ?... Notre système de preuve dépend presque entièrement de l'aveu et du témoignage ; or, l'aveu est rare, et les témoins, méconnaissant leur devoir, restent aveugles et sourds devant le crime et muets devant la justice. Il serait peut-être plus juste de relever les retards dans le jugement des affaires, ce qui a pour résultat d'effacer la netteté des preuves de la mémoire des témoins (1) et de diminuer l'effet public d'intimidation qu'on attend de la punition.

Quant à la douceur des condamnations, ceux qui ont sur le résultat et l'utilité de la peine, dont le symbole est la prison, une confiance que nous serions tenté d'appeler aveugle, devraient d'abord analyser les conséquences de cette peine et voir l'influence de la prison sur le fellah pour bien estimer son efficacité et connaître ainsi son effet, toujours exagéré, sur l'extinction de la criminalité.

Dans les temps modernes, la peine a pour but, au moins pour les adultes, l'expiation et la souffrance infligées dans un but utilitaire pour l'amendement du coupable et l'intimidation commune (2).

(1) Voir l'*Enquête criminelle*, par le Dr Edmond LOCARD, pp. 28 et suiv.

(2) Voir Paul CUCHE, *Traité de science et de législation pénitentiaire*, pp. 2 et 11.

Quant à l'amendement, personnellement nous ne croyons pas pouvoir nous y rallier. D'ailleurs, ce n'est pas là l'objet principal des critiques. On s'occupe surtout de l'intimidation. Mais alors on peut se demander jusqu'à quel point la prison a un effet intimidant en Égypte sur les esprits criminels. Le criminel, en Égypte comme ailleurs, est tantôt d'habitude et tantôt d'occasion. Le premier, dont le type est le détenu des Barrages, est déjà endurci dans le crime et le plus souvent son amendement ou son intimidation est illusoire. Il considère, comme nous l'avons déjà remarqué, que le délit lui est une carrière comme toutes les autres et que la prison n'en est que le risque naturel. Ce risque n'est autre chose que l'analogue du risque que court le maçon de tomber de son échafaudage ou le marin de s'engloutir dans un naufrage. Donc, un an de plus ou de moins ne peut entraîner son intimidation (1). Comme le dit avec raison à leur égard M. Cuche, on pourra rarement les corriger et il faudra se résigner à les mettre dans l'impossibilité de nuire par une élimination plus ou moins radicale.

Le criminel d'occasion, c'est le type le plus fréquent dans les campagnes, et particulièrement en Haute-Égypte. Sur ce criminel, ainsi que sur le public, la peine pourrait avoir une influence intimidante. Mais cette influence

(1) Nous avons un jour demandé à un détenu au Reformatory des Barrages, qui était un pickpocket spécialiste sur lequel pesait un long passé criminel, s'il travaillerait honnêtement quand il serait libéré : « Je ne peux pas résister, nous a-t-il répondu, aux tentations en voyant les grosses poches des omdehs gonflées de portefeuilles, pleins de banknotes. »

souhaitée est gravement diminuée par deux considérations dont il faut faire état. D'abord, la grande chance d'échapper à la découverte et même à la punition, et puis l'imprévoyance qui, au moment de la vengeance, écarte l'idée de la prison.

a) L'intimidation, dit M. Cuche, résultera, ceci est à noter, bien plus de la certitude que de la sévérité de la répression (1).

C'est un principe important qu'on ne doit pas oublier dans la politique criminelle. Ce n'est pas la rigueur du supplice, a déjà dit Beccaria, qui prévient le plus sûrement les crimes, c'est la certitude du châtement. La perspective d'un châtement modéré, mais inévitable, fera toujours une impression plus forte que la crainte vague d'un supplice terrible auprès duquel se présente quelque espoir d'impunité (2). Et il n'est pas inutile de reproduire ici le passage de Montesquieu qui dit : « Qu'on examine la cause de tous les relâchements, on verra qu'elle vient de l'impunité des crimes et non pas de la modération des peines » (3). Nous avons vu la grande proportion des affaires classées faute de preuves ou dont l'auteur reste inconnu et, partant, les grandes chances que l'agent du crime à éviter l'atteinte de la loi.

b) Quant à l'imprévoyance, nous ne reviendrons pas sur l'analyse de la mentalité du fellah criminel et comment l'idée de prison ne lui vient que plus tard.

(1) CUCHE, *op. cit.*, p. 11.

(2) BECCARIA, *Des délits et des peines*, p. 126, édition 1870, cité par CUCHE, p. 19.

(3) MONTESQUIEU, *L'esprit des lois*, liv. VI, chap. XII.

Même quand elle s'imposerait à son esprit, elle ne serait pas un obstacle. En Haute-Égypte, à Dairout, la coutume existe de charger un jeune homme de la famille d'exécuter la vengeance, de sorte que, si les circonstances tournent mal et s'il est arrêté et condamné à la prison, il ait encore le temps de recommencer sa vie.

Ainsi, l'intimidation est paralysée dans ses influences. Le comble, c'est que la peine, et particulièrement la prison, ne choque pas beaucoup le petit fellah. Il ne ressent pas la même souffrance morale qu'une condamnation inflige à un homme honnête dont l'esprit est éclairé et le sens moral raffiné. [En Haute-Égypte, on traite l'échafaud de « balançoire des héros ! »...] Pour celui qui accomplit un coup de vengeance, le sens moral n'est pas touché beaucoup par la prison parce qu'il croit avoir rempli son devoir.

D'après l'opinion commune, une des raisons d'être de la prison, même à l'époque moderne, est la création d'une souffrance pour le criminel (1). Or, la vie à la prison n'est pas une souffrance pour un fellah criminel habitué au dur labeur des champs. La prison, quand il la compare à son propre logis, n'est qu'un grand palais.

De plus, le détenu libéré, quand il est dépendant d'une famille puissante et surtout quand il a été condamné pour un crime de vengeance, n'encourt pas une grande réprobation de la part de ses co-villagers. Au contraire, en Haute-Égypte, le jour de sa libération, tout

(1) Voir M. DEMOGUE, *Rapports de la souffrance et de la pénalité. Revue pénitentiaire*, 1899, p. 182.

le monde vient chez lui pour lui serrer la main. Avec un criminel pareil, une différence de quelques mois de condamnation ne saurait remédier à sa criminalité.

Donc, le défaut d'intimidation que l'on regrette n'est pas le résultat de condamnations trop indulgentes, elle est due plutôt à d'autres facteurs que nous avons indiqués.

Cette constatation a inspiré le second courant de critiques.

(II) Puisque la prison n'a pas produit l'intimidation nécessaire, ne faut-il pas trouver une autre peine qui pourra la compléter ? Et on parle alors d'introduire la peine corporelle du fouet (1). Piot Bey, déjà en 1905, le proposait pour les empoisonnements des bestiaux et les destructions des récoltes. M. Lufty El Sayed a développé l'idée dans une série d'articles publiés en 1911 et quelques écrivains ont récemment repris l'idée en termes assez vagues. Les arguments fournis à l'appui de cette proposition peuvent se résumer ainsi :

1° D'abord, le fouet est une peine établie dans le *sha-reha* et y forme une des peines principales.

2° La peine corporelle existe chez nous, en premier lieu, comme mesure d'éducation pour les jeunes délinquants, puis comme peine disciplinaire à l'intérieur des prisons, dans l'armée et pour les *ghaffirs*.

3° Il ne faut pas nous indigner. Plusieurs auteurs, et non des moindres, se prononcent pour l'introduction de

(1) Voir PIOT BEY, *Une plaie d'Égypte* (article cité), et M. LOUFTI EL SAYED « Le chancellement de la sécurité publique », *Al Garigah*, 9, 10, 16, 17, 23, 27 juin 1912.

cette peine dans les législations d'Europe. De plus, cette peine a été adoptée récemment par le Danemark et elle existe encore en Angleterre et dans certains États d'Amérique (1). Les arguments ne sont pas sans valeur et on pourrait se demander si cette nouvelle peine ne pourrait pas être utile dans certaines régions et pour certains délits — le faux témoignage, l'empoisonnement des bestiaux, la destruction des récoltes et la dénonciation calomnieuse. On pourrait peut-être, pour ces infractions d'un caractère spécial, édicter cette peine à condition que son application soit facultative pour le juge qui ne la prononcerait que suivant les circonstances. La discussion détaillée de ce remède mérite d'être entreprise.

Résumé. — Les peines existantes légales ou judiciaires ne peuvent être rendues responsables de l'augmentation des crimes.

(1) Voir, sur le sujet, H. LAURENT, *Le fouet contre le crime*.

CONCLUSION

Au cours de cette étude, nous avons vu combien il est erroné d'attribuer la criminalité dans sa genèse ou dans son activité à une cause unique. La criminalité en Égypte comme partout ailleurs est la résultante de causes nombreuses et hétérogènes. Mais il est hors de doute que les causes les plus efficaces dans la genèse du crime sont en Égypte d'ordre social. Les causes individuelles ne sont en effet pour la plupart que le résultat d'une accumulation de causes sociales.

Le pays, en poursuivant son évolution sociale, n'a pas pris la même allure dans toutes les régions. Ceux qui ont eu à traiter de la criminalité sur tels ou tels points ont commis la faute d'envisager le pays globalement et de chercher une cause applicable dans toutes les régions à la fois. Or, nous avons deux sortes de criminalité bien nettes, correspondant à deux types d'évolution sociale. La criminalité urbaine et la criminalité rurale. L'existence de ces deux sortes de criminalité, extrêmement différentes par leur nature, leurs motifs et leurs buts ne doit pas être perdue de vue un instant si l'on ne veut pas faire fausse route. Ceux qui veulent définir la criminalité dans toute l'Égypte et cherchent à l'expliquer,

soit dans son état dynamique ou statique, par la situation économique, prospère suivant les uns et mauvaise suivant les autres, commettent une erreur primordiale car ils ignorent ou ils oublient la différence énorme entre la vie urbaine et la vie rurale.

Voici les caractères et les causes de chacun de ces deux types de criminalité.

La criminalité urbaine a pour but principal l'assouvissement de la cupidité, cela s'entend non seulement de la satisfaction des besoins réels mais aussi d'autres besoins factices ou de plaisir. Ainsi, les vols, les escroqueries, les faux, le vagabondage, le trafic des matières stupéfiantes et les délits contre les mœurs sont la spécialité des villes. En outre, un élément de violence s'y incorpore par suite de la passion ou de la dégénérescence résultant de l'intoxication.

Les criminels, dans les villes, sont plutôt des malfaiteurs d'habitude, des pickpockets, des cambrieurs, ou autres voleurs, des escrocs, des entremetteurs, des trafiquants de stupéfiants. Pour toute cette pègre, le crime devient une profession.

Ces malfaiteurs se recrutent premièrement, dans les enfants abandonnés qui, pendant leur jeunesse, font l'apprentissage de ces vils métiers et dans les vagabonds adultes. Les enfants moralement abandonnés sont très nombreux dans les grandes villes et dans la capitale surtout. La cause de leur déchéance tient à la misère de leurs parents, ou à l'indignité criminelle ou inconsciente de ceux-ci. Cette déchéance s'accroît et devient presque incurable à cause de l'insuffisance des moyens de l'initia-

tive privée qui doit venir en assistance à cette enfance malheureuse. Quant aux vagabonds, ils sont ou des victimes de la mauvaise situation économique, des chômeurs, des condamnés libérés qu'on ne veut pas employer ou de pauvres émigrants des campagnes, surtout des saïdis, ou enfin de solides mendiants de profession qui sont le plus souvent des simulateurs.

Dans les campagnes, la criminalité présente divers aspects d'un tout autre caractère et ses causes sont différentes.

Sa caractéristique est la brutalité et le désintéressement pécunier. L'homicide, la tentative d'homicide, les coups et blessures graves, les bagarres sanglantes, les incendies criminels, les empoisonnements de bestiaux et les destructions de récoltes constituent, dans les campagnes, la matière première des infractions. Le vol et les délits du même genre existent aussi, mais ils sont beaucoup moins fréquents que dans les villes. La cause de ces crimes se trouve dans l'ignorance qui contribue à leur activité, directement et indirectement. Directement par l'imprévoyance, l'indigence du sens moral et la vanité aveugle qu'elle produit, sentiments qui, lorsqu'ils sont combinés, donnent naissance au désir de vengeance. Le fait est particulièrement remarqué en Haute-Égypte où les familles d'origine arabe sont nombreuses et chez qui le thâr (vengeance de sang) est une obligation inéluctable.

Indirectement, par le cynisme des criminels qu'encouragent la complaisance populaire et la non-collaboration avec les pouvoirs publics pour arrêter les auteurs des crimes. Cela se voit dans la proportion élevée des infrac-

tions classées (souvent parmi les crimes les plus atroces) et dans les acquittements des cours d'assises.

Certes, ces classements ne sont pas dus entièrement à la non-collaboration du public. La défectuosité de la police judiciaire y est pour une grande part.

Voilà, en quelques mots, les caractéristiques et les causes de ces deux types différents de criminalité urbaine et rurale.

Ce diagnostic fait, quel est le remède à proposer ?...

La tâche des hommes de gouvernement a toujours été orientée principalement vers les mesures répressives ; les mesures préventives, mesures de sûreté, surtout d'ordre non criminel, passent toujours au dernier plan.

Les peines sont naturellement indispensables, mais elles ne suffisent pas à elles seules. Leur but d'intimidation ne sera pas atteint si leur application n'est pas certaine. De plus, elles n'ont pas d'effet contre un criminel qui est déjà endurci et enfoncé dans le crime.

Notre erreur a consisté à faire de larges emprunts aux législations étrangères criminelles sans tenir compte des coutumes et situations différentes. Il ne faut pas copier les lois étrangères, il suffit de s'en inspirer. Il ne faut pas réduire la réforme aux mesures pénitentiaires prises par les autres peuples. Mieux vaut leur emprunter des réformes sociales. Notre criminalité, comme nous l'avons vu, a son origine profonde dans des causes sociales. Il faut combattre le mal dans les racines et annihiler l'influence de ces mauvais facteurs par des armes du même ordre.

Dans les villes, il ne suffit pas de demander la sévérité

aux juges et d'incarcérer les malfaiteurs dans une maison de réforme pour une période plus ou moins longue. Tous ces moyens ne sont que des palliatifs. Relevons l'enfance abandonnée, c'est le premier remède, et cela dépend largement, ne l'oublions pas, de l'initiative privée. D'autres moyens d'ordre économique et intellectuel doivent intervenir pour lutter contre la misère et relever le niveau moral. Le vagabondage, et particulièrement la mendicité, la protection des ouvriers, l'encouragement des industries, la lutte contre l'intoxication, etc., etc..., voilà des questions que l'on ne doit pas négliger sous peine de laisser la porte ouverte au crime. N'attendons pas jusqu'à l'éclosion du crime, car, à ce moment-là, le relèvement devient difficile, sinon impossible.

Dans les campagnes, la faute commise a été plus grave. On s'est intéressé au développement économique et on a négligé lamentablement l'éducation. Ne nous faisons pas d'illusion. Le seul remède efficace est le relèvement de l'état intellectuel et moral du fellah. Les peines mêmes, remède par excellence aux yeux des gouvernants, n'ont pas d'efficacité, quelque sévères qu'elles soient, tant que l'ignorance existe et crée la non-intimidation. Si on s'était appliqué sérieusement à éduquer le peuple dès le début, nous aurions déjà pu en finir avec ces figures odieuses de la criminalité rurale. La réorganisation des omdehs, des ghafsirs et d'autres mesures semblables ne sera efficace que lorsque le premier remède aura été appliqué avec succès. Nous demandons la réforme de l'éducation, nous ne disons pas de l'instruction, et de l'éducation pour tous, et particulièrement pour la femme. Édu-

quons les futures mères pour qu'elles élèvent sainement nos futures générations et nous donnent des êtres solides au moral et au physique. Que tous nos efforts moraux et financiers s'occupent principalement de ce problème d'éducation. C'est la vraie panacée, non seulement contre la criminalité, mais contre toutes nos plaies sociales. Toute réforme qui ne part pas de ce principe n'est qu'une imitation aveugle ou démagogique. Certes, l'effet de cette réforme ne sera pas immédiat. En attendant le résultat escompté, que faut-il faire ?... Nous estimons que notre organisation judiciaire et notre régime pénitentiaire sont absolument suffisants. Une seule réforme s'impose immédiatement et son influence sur la marche de la criminalité serait aussi immédiate. C'est la réforme de la police en général et la police judiciaire en particulier.

VU : *Le Président de la thèse,*
H. DONNEDIEU DE VABRES.

VU : *Le Doyen,*
H. BERTHÉLEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Pour le Recteur de l'Académie de Paris.
l'Inspecteur de l'Académie,
BENAERT.

BIBLIOGRAPHIE

a) DOCUMENTS SUR L'ÉGYPTÉ

- ALY ABOU EL FETOUH. — (1) « Remarques sur l'étude de la législation pénale égyptienne de 1883 à 1897 ». *Bulletin de l'Union internationale de droit pénal*, t. VI, p. 426.
- (2) « Remarques sur la législation pénale égyptienne de 1897 à 1900 ». *Bulletin de l'Union internationale de droit pénal*, t. XI, p. 247.
- (3) « L'application de la notion de l'état dangereux du délinquant dans la législation égyptienne ». *Rapport présenté au Congrès de l'Union internationale de droit pénal*, Bruxelles, 1910.
- « Arabes et fellahs ». *Annales de l'Extrême-Orient et de l'Afrique*, t. XIII, 1890, p. 140.
- ARMINJON (P.). — *La situation économique et financière de l'Égypte*, Paris, 1911.
- BEAUGÉ (Ch.). — *Le fellah, notes sur l'Égypte*, 1907.
- BECKER. — « Aliénation et criminalité dans les pays chauds ». *Revue médicale d'Égypte*, t. II, 1914, p. 65.
- BORELLI (O.). — *La réforme du régime pénitentiaire. Chose politique d'Égypte*, 1895, p. 136.
- CALOYANNI (M. A.). — (1) « Étude sur la Reformatory des délinquants d'habitude ». *Égypte contemporaine*, t. VIII, 1917, p. 467.
- (2) « Les délinquants d'habitude en Égypte ». *Revue pénitentiaire*, 1920.
- CHAMBERET (R. de). — *Enquête sur le fellah*, Paris, 1909.
- CHANTRE (S.). — « Les Bédouins d'Égypte. Esquisse ethnogra-

- phique et anthropologique ». *Bull. de la Société d'anthropologie de Lyon*, t. XX, 1902, p. 127.
- CHÉRON (A.). — « La contrainte par corps et la corvée pénale en Égypte ». *Revue pénitentiaire*, t. XXXIII, 1909, p. 745.
- CLOT BEY. — *Aperçu général sur l'Égypte*, 2 vol., Paris, 1840.
- « La contrebande du hachisch ». *Réveil Égyptien*, 1892, n° 5, p. 4.
- CRESSATI. — « Le fellah ». *Isis*, mars 1913, p. 58.
- « La criminalité en Égypte ». *Revue pénitentiaire*, 1911, pp. 449-450.
- CROMER (The earl of). — (1) *Modern Egypt*.
— (2) *Rapports on Egypt*, années 1904 et 1905.
- DAVIESIES DE PONTES (L.). — « Les différentes races des habitants d'Égypte ». *Revue universelle*, 1837-1838.
- DIAMANTI (O.). — « La justice populaire dans la Haute-Égypte ». *Nouvelle Revue*, t. 89, 1894, p. 426.
- L'Égypte*, ouvrage publié par la Compagnie du Canal de Suez à propos du Congrès de géographie en 1926.
- EL ASFAHANI (Abou El Farag). — *Al Aghani* (édition El Babi).
- EL KEISSY (M.). — *Rapport sur la sécurité publique en Égypte pour l'année 1927*.
- GRANDMOULIN (J.). — (1) *Le droit pénal égyptien indigène*, 1^{er} vol., 1908.
— (2) *La procédure pénale égyptienne*, 1^{er} vol., 1910.
- GREISS (K.). — « La mendicité en Égypte et sa répression ». *Égypte contemporaine*, VII, 1915-1916, p. 86.
- HILMY (Aly). — *L'Égypte et les régimes pénitentiaires*, Le Caire, 1926.
- HOUSSNY (F.). — « L'augmentation des crimes en Égypte ». *Al Garidah*, 3, 5, 10, 18, 26 septembre 1911.
- IBRAHIM (White). — « La police judiciaire en Égypte », *Thèse Paris*, 1926.
- LANE POOLE (Stanley). — *Social Life in Egypt*, 1884.
- LAW (Journal). — « The lex talionis in Egypt », 16 mai 1924, p. 305.
- LUTFI EL SAYED (A.). — « Le chancèlement de la sécurité publique ». *Al Garidah*, 9, 10, 16, 17, 23, 27 juin 1912.

- MACHELL (P.). — *Memorandum on Crime in Egypt*, 1906.
- MAGDI (M.). — (1) « Réflexion sur la crise de la répression pénale ». *Bull. de l'institut égyptien*, 5^e série, t. IX, 1915, p. 53.
- (2) « Un moyen de preuve dans une affaire criminelle ». *Bull. institut égyptien*, t. VII, année 1913, p. 80.
- MAUNIER (R.). — « Des rapports entre le progrès de la richesse et l'accroissement de la criminalité en Égypte ». *Égypte Contemporaine*, III, 1912, p. 27.
- NACHAT. — (1) « Le patronage des jeunes libérés ». *Égypte Contemporaine*, t. V, 1914, p. 209.
- NAHAS (J. F.). — *Situation économique et sociale du fellah égyptien*, Paris, 1901.
- NOUR EL DIN (Saleh). — « Conditions des fellahs en Égypte ». *Revue de l'Islam*, t. III, 1898, p. 5.
- NAZMI (Dr A.). — « Protection de l'enfance ». *Égypte Contemporaine*, t. II, 1911, p. 81.
- PIOT (J. B.). — (1) « Une plaie de l'Égypte actuelle ». *Bull. Institut égyptien*, 5^e série, t. I, année 1907, p. 25.
- (2) « Causerie ethnographique sur le fellah ». *Bull. de la Société Khédiviale (actuellement Royale) de Géographie*, juin 1899, p. 203.
- Rapport annuel du Conseiller judiciaire de 1898 jusqu'à 1915.*
- Rapport de la police d'Alexandrie pour l'année 1923.*
- Rapport de la police du Caire pour l'année 1925.*
- Rapport statistique sur les faits criminels, les affaires civiles et sur les travaux annuels depuis 1888 (annexé depuis 1906 au Rapport annuel du Conseiller judiciaire jusqu'à 1916. Il porte actuellement le nom de Annuaire statistique judiciaire).*
- « La relégation en Égypte ». *La Dépêche Tunisienne*, 20 et 27 mai 1909, et *Revue pénitentiaire*, t. XXX, 1909, p. 843.
- SAMI (M.). — « Le patronage des jeunes libérés ». *Égypte Contemporaine*, t. V, 1914, p. 209.
- VALENTIN (P.). — « Délits et crimes des intoxiqués. Causes et remèdes ». *Égypte Contemporaine*, t. V, 1914, p. 204.
- ZAGLOUL (Fathy). — *Al Mohamah*, Le Caire, 1901.

b) AUTRES DOCUMENTS

- ANDRÉ (Paul). — *Criminalité et civilisation*, 1896.
- BELLANGER (A.). — « Les théories modernes de la criminalité », 1905 ; extrait du *Quinzaine*, du 1^{er} novembre 1905.
- BONGER (W. A.). — *Criminalité et conditions économiques*, Amsterdam, 1905.
- BOURNET (D^r Albert). — *La criminalité en France et en Italie*, 1884.
- CARPENTIER (Édouard). — *Prisons, Police, Châtiments*, Paris, 1907.
- CASSEMICHE (Paul). — « Étude sur la criminalité dans un arrondissement rural de France. Thèse Paris, 1907.
- CAUSSIN et PERCEVAL. — *Essai sur l'histoire des Arabes avant l'islamisme*, 3 vol., Paris, 1847.
- COLAJANNI (M. A.). — *Des causes de la criminalité dans la société nouvelle*, 1887.
- COLONNE DE CESARI ROCCA. — *La vendetta dans l'histoire*, 1908.
- Compte général de l'administration de la justice criminelle en France pendant l'année 1922.*
- DELINCOURT (Augustin). — *La lutte contre le criminalité dans les temps modernes*, 1897.
- ESCARD (Paul). — « Éducation et hérédité, leur influence sur la criminalité ». Extrait de la *Réforme sociale*, 6 mai 1900.
- *Études criminologiques*, organe de l'Association des élèves et d'anciens élèves de l'Institut de criminologie de l'Université de Paris.
- FERRI (Enrico). — *La sociologie criminelle*, 2^e édition, Paris, 1905.
- FULD (L. F.). — *A critical study of police organisation in the United States & abroad*. New-York, 1913.
- GAROFALO. — *La criminologie*, 2^e édition, Paris, 1890.
- GARRAUD. — (1) *Traité théorique et pratique du droit pénal français*, t. I, 3^e édition, Paris, 1915.
- (2) *Traité théorique et pratique d'instruction criminelle*, t. II, Paris, 1909.
- GRANIER (C.). — *La femme criminelle*, 1906.
- GREBAUT (Roger). — « De l'alcoolisme dans ses rapports avec la criminalité ». Thèse Paris, 1900.

- GUILHERMET (Georges). — (1) *Le milieu criminel*, 1923.
 — (2) *Comment devient-on criminel*.
 HUART (G. J.). — *Histoire des Arabes*, Paris, 1911.
 JOLY (Henri). — (1) *Le crime*, 4^e édition.
 — (2) *Le combat contre le crime*.
 — (3) *La France criminelle*, 3^e édition, 1889.
 KOCHER. — *La criminalité chez les Arabes*, Paris, 1884.
 LACASSAGNE (D^r Alexandre). — (1) *Peine de mort et criminalité*, 1908.
 — (2) *La criminalité comparée des villes et des campagnes*, 1882.
 — (3) Préface à l'ouvrage du D^r Émile LAURENT intitulé *Les habitués des prisons de Paris*.
 — (4) Préface à l'ouvrage du D^r E. LAURENT, *Le criminel*, etc.
 LAURENT (D^r Émile). — (1) *Le criminel aux points de vue anthropologique, psychologique et social*, 1908.
 (2) *Les habitués des prisons de Paris*, 1890.
 LAURENT (H.). — *Le fouet contre le crime*, Paris, 1913.
 LEGRAIN (D^r Paul-Maurice). — *La criminalité des toxicomanes*.
 LEY (Aug.). — *Alcoolisme et criminalité*, 1910.
 LOCARD (Edmond). — (1) *Le crime et les criminels*, 10^e édition, Paris.
 — (2) *La police, ce qu'elle est et ce qu'elle doit être*, Paris, 1919.
 LOMBROSO (Césaire). — (1) *L'homme criminel*, 2^e édition, Paris, 1895.
 — (2) *Le crime ; causes et remèdes*, 2^e édition, Paris, 1907.
 LORULOT (A.). — *Crime et Société*, Paris, 1923.
 MAXWELL (J.). — *Le concept social du crime*, 1914.
 MORISSON. — *Crime & causes*, 1891.
 PARSONS. — *Responsability for crime. An investigation of the nature and Cause of crime and a means of its prevention*, London, 1909.
 PROAL (J. A.). — *Le crime et la peine*, 2^e édition, Paris, 1894.
Revue pénitentiaire et de droit pénal.
 ROUX (J. A.). — *Répression et prévention*, Paris, 1923.
 RAOUL DE LA GRASSERIE. — *Des principes sociologiques de la criminologie*, Paris, 1901.
 SALEILLES (R.). — *L'individualisation de la peine*, Paris, 2^e édition, 1927.

TARDE (G.). — (1) *Philosophie pénale*, 4^e édition, Paris, 1905.

— (2) *Criminalité comparée*, 8^e édition, Paris, 1924.

— (3) *L'opinion et la foule*, 4^e édition, Paris, 1922.

VAN KAN (J.). — *Les causes économiques de la criminalité*, Paris, 1903.

VIOLAS (Panagioté). — *L'influence de la guerre européenne sur la criminalité*, Paris, 1926.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	I

PREMIÈRE PARTIE

APERÇU THÉORIQUE SUR LES CAUSES DES CRIMES

A. — La doctrine spiritualiste.	14
B. — La doctrine positive	17
1 ^o L'école italienne ou anthropologique	19
Lombroso	20
Ferri.	30
Garofalo.	36
2 ^o L'école du milieu ou l'école française	44
Lacassagne et ses collègues	44
Tarde	51
L'école socialiste	57
1 ^{er} groupe	58
2 ^e groupe	65
3 ^e groupe	68
C. — L'éclectisme.	69
L'école néo-classique	78

DEUXIÈME PARTIE

LA CRIMINALITÉ ET SES CAUSES EN ÉGYPTÉ

TITRE PREMIER. — Analyse historique des données statistiques

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — <i>La marche de la criminalité à travers l'histoire moderne de l'Egypte</i>	83
CHAPITRE II. — <i>Etat et marche des infractions principales dans les dix dernières années</i>	129
<i>Appendice.</i> — La criminalité et sa marche dans les pays étrangers.	138
CONCLUSION	145

TITRE II. — Causes de la criminalité

CHAPITRE PREMIER. — <i>La criminalité et les facteurs physiques</i>	149
La criminalité et la chaleur	151
Rapport des crimes avec les saisons agricoles.	154
CHAPITRE II. — <i>La criminalité et les facteurs individuels</i>	157
A. — La race et l'hérédité	158
1 ^o Les Arabes. Origine de la vengeance. La vendetta et le thâr.	158
2 ^o Les fellahs	171
3 ^o L'élément étranger	177
B. — La criminalité au point de vue du sexe	181
La criminalité féminine.	181
CHAPITRE III. — <i>La criminalité et les facteurs sociaux</i>	205
Facteurs d'ordre économique	207
1 ^o Premier courant d'idées.	208

	Pages
L'omdeh	345
Le cheikh des ghaffirs et le corps des ghaffirs .	348
2° Deuxième groupe.	351
Les officiers de la police et le corps d'agents placés sous leurs ordres	352
B. — L'inefficacité des peines existantes.	366
CONCLUSION	375
BIBLIOGRAPHIE	381

